

Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto







Government Publications



2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2º SESSION, 39º LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 159

Projet de loi 159

An Act to proclaim Epilepsy Awareness Day Loi proclamant la Journée de sensibilisation à l'épilepsie

Mr. Ruprecht

M. Ruprecht

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading March 2, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 2 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





2011

2011

Loi proclamant la Journée de sensibilisation à l'épilepsie

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Epilepsy Awareness Day

1. March 26 in each year is proclaimed as Epilepsy Awareness Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Epilepsy Awareness Day Act*, 2011.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims March 26 in each year as Epilepsy Awareness Day.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Journée de sensibilisation à l'épilepsie

1. Le 26 mars de chaque année est proclamé Journée de sensibilisation à l'épilepsie.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur la Journée de sensibilisation à l'épilepsie.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 26 mars de chaque année comme Journée de sensibilisation à l'épilepsie.



2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 160

Projet de loi 160

An Act to amend the
Occupational Health and Safety Act
and the Workplace Safety and
Insurance Act, 1997
with respect to
occupational health and safety
and other matters

The Hon. C. Sousa Minister of Labour

Government Bill

1st Reading March 3, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Loi modifiant la
Loi sur la santé et la sécurité au travail
et la Loi de 1997 sur la sécurité
professionnelle et l'assurance
contre les accidents du travail
en ce qui concerne la santé
et la sécurité au travail
et d'autres questions

L'honorable C. Sousa Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the Occupational Health and Safety Act and the Workplace Safety and Insurance Act, 1997.

Amendments to the Occupational Health and Safety Act

Section 4.1, which specifies the Minister's responsibility for the administration of the Act and sets out some of the Minister's powers and duties in administering the Act, is added to Part II of the Act.

The Act is amended to allow the Minister to establish standards for training programs and to approve programs that meet the standards. The Minister may also establish standards that a person must meet in order to become an approved training provider and may approve a person who meets the standards as a training provider with respect to one or more approved training programs and may collect information about workers' successful completion of approved training programs for the purpose of maintaining a record.

Section 6 of the Act is amended to authorize a Director to establish policies respecting the interpretation, administration and enforcement of the Act and to require an inspector to follow any such policy.

Section 7.6, which allows the Minister to establish training and other requirements that a member of a joint health and safety committee must fulfil in order to become a certified member, is added to the Act. The Minister may certify a committee member who meets the requirements.

Section 8 of the Act is amended to require a constructor or employer to ensure that health and safety representatives receive training to enable them to effectively exercise the powers and perform the duties of a representative.

Section 9 of the Act is amended to allow either co-chair of a joint health and safety committee to make written recommendations to a constructor or employer if the committee fails to reach consensus.

The Bill adds Part II.1 (Prevention Council, Chief Prevention Officer and Designated Entities) to the Act. Section 22.2 of the Act requires the Minister to establish a Prevention Council responsible for providing advice to the Minister on the appointment of a Chief Prevention Officer and providing advice to the Chief Prevention Officer on occupational health and safety matters. Section 22.3 requires the Minister to appoint a Chief Prevention Officer responsible for developing a provincial occupational health and safety strategy, preparing an annual report on occupational health and safety matters. Sections 22.4 to 22.7 allow the Minister to designate an entity as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters if the entity meets the standards established by the Minister. A designated entity must operate in accordance with the standards and with any other requirements imposed on it, and is eligible for a grant from the Ministry.

Part III.1 of the Act is amended to allow the Minister to approve codes of practice with respect to both statutory and regulatory requirements and specify that compliance with the code is deemed to be compliance with the requirement, subject to any terms or conditions set out by the Minister in the approval.

Section 50 of the Act is amended to allow an inspector to refer a matter to the Board where a worker alleges that his or her em-

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la Loi sur la santé et la sécurité au travail et la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail.

Modifications apportées à la Loi sur la santé et la sécurité au travail

Le projet de loi ajoute à la partie II l'article 4.1, qui précise que le ministre est chargé de l'application de la Loi et qui énonce certains des pouvoirs et fonctions dont il dispose pour la faire appliquer.

La Loi est modifiée pour permettre au ministre d'établir des normes pour les programmes de formation et d'approuver les programmes qui y satisfont. Le ministre peut en outre établir les normes auxquelles une personne doit satisfaire pour devenir un fournisseur de formation agréé. Il peut également agréer une personne qui satisfait à ces normes comme fournisseur de formation à l'égard d'un ou de plusieurs programmes de formation approuvés. Enfin, il peut recueillir des renseignements attestant que des travailleurs ont terminé avec succès des programmes de formation approuvés dans le but de tenir des dossiers à cet égard.

L'article 6 de la Loi est modifié afin d'autoriser un directeur à établir des politiques relatives à l'interprétation et à l'application de la Loi et à obliger un inspecteur à respecter ces politiques.

Le nouvel article 7.6 de la Loi permet au ministre d'établir les conditions, notamment en matière de formation, que doit remplir un membre d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail pour devenir un membre agréé. Le ministre peut agréer un membre du comité qui remplit ces conditions.

L'article 8 de la Loi est modifié afin d'obliger les constructeurs et les employeurs à veiller à ce que les délégués à la santé et à la sécurité reçoivent une formation qui leur permette d'exercer de façon efficace les pouvoirs et fonctions d'un délégué.

L'article 9 de la Loi est modifié pour permettre à l'un ou l'autre des coprésidents d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail de faire des recommandations écrites à un constructeur ou à un employeur si le comité n'est pas parvenu à atteindre un consensus.

Le projet de loi ajoute à la Loi la partie II.1 (Conseil de la prévention, directeur général de la prévention et entités désignées). L'article 22.2 de la Loi prévoit la création par le ministre du Conseil de la prévention, lequel est chargé de conseiller le ministre sur la nomination du directeur général de la prévention et de conseiller le directeur général de la prévention sur les questions de santé et de sécurité au travail. L'article 22.3 prévoit la nomination par le ministre d'un directeur général de la prévention chargé d'élaborer une stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail de préparer un rapport annuel sur la santé et la sécurité au travail et de conseiller le ministre sur les questions de santé et de sécurité au travail. Les articles 22.4 à 22.7 permettent au ministre de désigner une entité comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail si cette entité satisfait aux normes établies par le ministre. Les entités désignées doivent exercer leurs activités conformément aux normes et aux autres exigences qui leur sont imposées, et elles sont admissibles à des subventions du ministère.

La partie III.1 de la Loi est modifiée afin de permettre au ministre d'approuver des codes de pratique relativement aux exigences de la Loi et de ses règlements, et afin de préciser que l'observation du code de pratique est réputée l'observation de l'exigence légale concernée, sous réserve des conditions énoncées par le ministre dans l'approbation.

L'article 50 de la Loi est modifié afin de permettre à un inspecteur de renvoyer une affaire à la Commission lorsqu'un travailployer has violated the prohibition against reprisals and where circumstances warrant. The matter cannot have been dealt with by final and binding settlement by arbitration under a collective agreement or by the worker filing a complaint with the Board, the worker must consent to the referral and a policy respecting referrals must have been established by a Director before the inspector may refer the matter to the Board.

Section 50.1, which gives the Office of the Worker Adviser and the Office of the Employer Adviser prescribed functions for the purposes of Part VI of the Act, is added to the Act.

Section 63 of the Act is amended so that persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not compellable witnesses in a civil suit or any proceeding respecting any information or material furnished to or obtained, made or received by them under the Act which acting within the scope of their employment.

Subsection 70 (2) of the Act is amended to add complementary regulation-making authority.

Provisions relating to the load bearing capacity of structures are updated to remove references to an engineering design method that is no longer current.

Other complementary and transitional amendments are made to the Act.

Amendments to the Workplace Safety and Insurance Act, 1997

Part II (Injury and Disease Prevention) of the Act is repealed. The substance of subsection 4 (2) and section 10 of that Part (dealing with payments to constructions workers and first aid requirements that may be set by the Board) is re-enacted elsewhere in the Act.

Section 159 is amended to exempt information sharing agreements between the Board and the Ministry of Labour from the requirement that the agreement be approved by the Lieutenant Governor in Council.

Other complementary and transitional amendments are made to the Act.

leur se plaint que son employeur a enfreint l'interdiction d'user de représailles et lorsque les circonstances le justifient. Cependant, pour que l'inspecteur puisse agir ainsi, l'affaire ne peut avoir été résolue par voie de décision arbitrale définitive aux termes d'une convention collective ou par le dépôt d'une plainte par le travailleur auprès de la Commission, le travailleur doit consentir au renvoi de l'affaire et une politique sur les renvois doit avoir été établie par un directeur.

Le nouvel article 50.1 de la Loi attribue au Bureau des conseillers des travailleurs et au Bureau des conseillers des employeurs les fonctions prescrites pour l'application de la partie VI de la Loi.

L'article 63 de la Loi est modifié pour que les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne puissent pas être contraintes de témoigner dans une poursuite civile ou dans une autre instance au sujet des renseignements ou des documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la Loi dans le cadre de leur emploi.

Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié afin d'ajouter des pouvoirs réglementaires complémentaires.

Les dispositions relatives à la capacité porteuse des structures sont mises à jour afin d'éliminer les mentions d'une méthode d'ingénierie qui n'a plus cours.

D'autres modifications complémentaires et transitoires sont apportées à la Loi.

Modifications apportées à la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail

La partie II (Prévention des lésions et des maladies) de la Loi est abrogée. L'essentiel du paragraphe 4 (2) et de l'article 10 de cette partie, qui traitent du paiement des travailleurs de la construction et des exigences que peut établir la Commission en matière de premiers soins, est réédicté ailleurs dans la Loi.

L'article 159 est modifié afin de soustraire les ententes en matière de partage de renseignements conclues entre la Commission et le ministère du Travail à l'obligation d'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

D'autres modifications complémentaires et transitoires sont apportées à la Loi.

An Act to amend the Occupational Health and Safety Act and the Workplace Safety and Insurance Act, 1997 with respect to occupational health and safety and other matters

professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail et d'autres questions

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

- 1. (1) Subsection 1 (1) of the Occupational Health and Safety Act is amended by adding the following definition:
- "Building Code" means any version of the Ontario Building Code that was in force at any time since it was made under the Building Code Act, 1974, the Building Code Act of the Revised Statutes of Ontario, 1980, the Building Code Act of the Revised Statutes of Ontario, 1990, the Building Code Act, 1992 or a successor to the Building Code Act, 1992; ("code du bâtiment")
- (2) The definition of "certified member" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:
- "certified member" means a committee member who is certified under section 7.6; ("membre agréé")
- (3) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:
- "Office of the Employer Adviser" means the office continued under subsection 176 (2) of the Workplace Safety and Insurance Act, 1997; ("Bureau des conseillers des employeurs")
- "Office of the Worker Adviser" means the office continued under subsection 176 (1) of the Workplace Safety and Insurance Act, 1997; ("Bureau des conseillers des travailleurs")
- 2. Part II of the Act is amended by adding the following section:

Remarque : La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Loi modifiant la

Loi sur la santé et la sécurité au travail.

et la Loi de 1997 sur la sécurité

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la Loi sur la santé et la sécurité au travail est modifié par adjonction de la définition suivante:
- «code du bâtiment» Toute version du code du bâtiment de l'Ontario qui a jamais été en vigueur depuis son adoption en vertu de la loi intitulée Building Code Act, 1974, de la loi intitulée Building Code Act des Lois refondues de l'Ontario de 1980, de la Loi sur le code du bâtiment des Lois refondues de l'Ontario de 1990, de la Loi de 1992 sur le code du bâtiment ou d'une loi qui remplace cette dernière. («Building Code»)
- (2) La définition de «membre agréé» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:
- «membre agréé» Membre du comité agréé en vertu de l'article 7.6. («certified member»)
- (3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «Bureau des conseillers des employeurs» Bureau maintenu aux termes du paragraphe 176 (2) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail. («Office of the Employer Adviser»)
- «Bureau des conseillers des travailleurs» Bureau maintenu aux termes du paragraphe 176 (1) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail. («Office of the Worker Adviser»)
- 2. La partie II de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Administration of Act

4.1 (1) The Minister is responsible for the administration of this Act.

Powers of Minister

- (2) In administering this Act, the Minister's powers and duties include the following:
 - 1. To promote public awareness of occupational health and safety.
 - 2. To educate employers, workers and other persons about occupational health and safety.
 - 3. To foster a commitment to occupational health and safety among employers, workers and others.
 - 4. To make grants, in such amounts and on such terms as the Minister considers advisable, to support occupational health and safety.

3. Section 6 of the Act is amended by adding the following subsections:

Policies

(3) A Director may establish written policies respecting the interpretation, administration and enforcement of this Act.

Same

- (4) An inspector shall follow any policies established by a Director under subsection (3).
- 4. The Act is amended by adding the following sections:

Standards - training programs

7.1 (1) The Minister may establish standards for training programs required under this Act or the regulations.

Approval - training programs

(2) The Minister may approve a training program if it meets the standards established under subsection (1).

Standards - persons who provide training

7.2 (1) The Minister may establish standards that a person shall meet in order to become an approved training provider.

Approval - persons who provide training

(2) The Minister may approve a person who meets the standards described in subsection (1) as a training provider with respect to one or more approved training programs.

Amendment of standard

7.3 (1) The Minister may amend a standard established under subsection 7.1 (1) or 7.2 (1).

Publication of standards

(2) The Minister shall publish the standards established under subsections 7.1 (1) and 7.2 (1) promptly after establishing or amending them.

Application de la Loi

4.1 (1) Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Pouvoirs du ministre

- (2) Afin de faire appliquer la présente loi, le ministre exerce notamment les pouvoirs et fonctions suivants :
 - Sensibiliser le public à la santé et à la sécurité au travail.
 - Instruire les employeurs, les travailleurs et d'autres personnes au sujet de la santé et de la sécurité au travail.
 - Développer, chez les employeurs, les travailleurs et d'autres personnes, le souci de la santé et de la sécurité au travail.
 - Accorder des subventions, d'un montant et aux conditions qu'il estime opportuns, pour soutenir la santé et la sécurité au travail.

3. L'article 6 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Politiques

(3) Un directeur peut établir des politiques écrites relatives à l'interprétation et à l'application de la présente loi.

Idem

- (4) Les inspecteurs respectent les politiques qu'établit un directeur en vertu du paragraphe (3).
- 4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Normes: programmes de formation

7.1 (1) Le ministre peut établir des normes pour les programmes de formation exigés par la présente loi ou les règlements.

Approbation des programmes de formation

(2) Le ministre peut approuver un programme de formation s'il satisfait aux normes établies en vertu du paragraphe (1).

Normes: personnes qui donnent la formation

7.2 (1) Le ministre peut établir les normes auxquelles une personne doit satisfaire pour devenir un fournisseur de formation agréé.

Agrément des personnes qui donnent la formation

(2) Le ministre peut agréer une personne qui satisfait aux normes visées au paragraphe (1) comme fournisseur de formation à l'égard d'un ou de plusieurs programmes de formation approuvés.

Modification des normes

7.3 (1) Le ministre peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe 7.1 (1) ou 7.2 (1).

Publication des normes

(2) Le ministre publie les normes établies en vertu des paragraphes 7.1 (1) et 7.2 (1) promptement après les avoir établies ou modifiées.

Time limit of approval

7.4 (1) An approval given under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2) is valid for the period that the Minister specifies in the approval.

Revocation, etc., of approval

(2) The Minister may revoke or amend an approval given under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2).

Information to be provided to Minister

(3) The Minister may require any person who is seeking an approval or is the subject of an approval under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2) to provide the Minister with whatever information, records or accounts he or she may require pertaining to the approval and the Minister may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Collection and use of training information

7.5 (1) The Minister may collect information about a worker's successful completion of an approved training program for the purpose of maintaining a record of workers who have successfully completed approved training programs.

Disclosure by training provider

(2) The Minister may require an approved training provider to disclose to him or her the information described in subsection (1).

Same

(3) The Minister may specify the time at which, and the form in which, the information shall be provided.

Disclosure by Minister

- (4) The Minister may disclose information collected under subsection (1) to any person, including but not limited to a current or potential employer of a worker, if the worker consents to the disclosure.
- 5. The Act is amended by adding the following section:

Certification of members

- 7.6 (1) The Minister may,
- (a) establish training and other requirements that a committee member shall fulfil in order to become a certified member; and
- (b) certify a committee member who fulfils the requirements described in clause (a).

Transition

- (2) A person who is certified under paragraph 5 of subsection 4 (1) of the Workplace Safety and Insurance Act, 1997 on the date section 20 of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011 comes into force is deemed to be certified under this section.
- 6. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Période de validité

7.4 (1) L'approbation ou l'agrément donné en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2) est valide pendant la période que le ministre y précise.

Révocation

(2) Le ministre peut révoquer ou modifier une approbation ou un agrément donné en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2).

Renseignements à fournir au ministre

(3) Le ministre peut exiger que quiconque cherche à obtenir une approbation ou un agrément ou en bénéficie déjà en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2) lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il exige relativement à l'approbation ou à l'agrément. Le ministre peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Collecte et utilisation de renseignements sur la formation

7.5 (1) Le ministre peut recueillir des renseignements attestant qu'un travailleur a terminé avec succès un programme de formation approuvé dans le but de tenir un dossier des travailleurs qui ont terminé avec succès de tels programmes.

Divulgation par le fournisseur de formation

(2) Le ministre peut exiger d'un fournisseur de formation approuvé qu'il lui divulgue les renseignements visés au paragraphe (1).

Idem

(3) Le ministre peut préciser le moment auquel les renseignements doivent lui être fournis et la forme sous laquelle ils doivent l'être.

Divulgation par le ministre

- (4) Le ministre peut divulguer les renseignements recueillis en vertu du paragraphe (1) à quiconque, notamment à un employeur actuel ou éventuel d'un travailleur, si ce dernier consent à la divulgation.
- 5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Agrément des membres

7.6 (1) Le ministre peut :

- a) établir les conditions, notamment en matière de formation, que doit remplir un membre du comité pour devenir un membre agréé;
- b) agréer un membre du comité qui remplit les conditions visées à l'alinéa a).

Disposition transitoire

- (2) Quiconque est agréé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 4 (1) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail est réputé agréé en vertu du présent article.
- 6. L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Training requirement

(5.1) Unless otherwise prescribed, a constructor or employer shall ensure that a health and safety representative selected under subsection (5) receives training to enable him or her to effectively exercise the powers and perform the duties of a health and safety representative.

Same

(5.2) The training described in subsection (5.1) shall meet such requirements as may be prescribed.

Entitlement to be paid

(5.3) A health and safety representative is deemed to be at work while he or she is receiving the training described in subsection (5.1), and the representative's employer shall pay the representative for the time spent, at the representative's regular or premium rate as may be proper.

7. (1) Section 9 of the Act is amended by adding the following subsections:

Powers of co-chairs

(19.1) If the committee has failed to reach consensus about making recommendations under subsection (18) after attempting in good faith to do so, either co-chair of the committee has the power to make written recommendations to the constructor or employer.

Recommendations

- (19.2) Written recommendations made under subsection (19.1) shall include the following:
 - 1. The co-chair's recommendations.
 - 2. A summary of the position of the members of the committee who supported the recommendations.
 - A summary of the position of the members of the committee who did not support the recommendations.
 - 4. Information about how the committee attempted to reach consensus.
- (2) Subsection 9 (20) of the Act is amended by striking out "committee" and substituting "committee or co-chair".
- (3) Subsection 9 (36) of the Act is amended by striking out "certified by the Workplace Safety and Insurance Board" and substituting "a certified member".
- 8. (1) The Act is amended by adding the following Part:

PART II.1 PREVENTION COUNCIL, CHIEF PREVENTION OFFICER AND DESIGNATED ENTITIES

PREVENTION COUNCIL

Prevention Council

22.2 (1) The Minister shall establish a council to be known as the Prevention Council in English and Conseil de la prévention in French.

Formation exigée

(5.1) Sauf prescription contraire, le constructeur ou l'employeur veille à ce que le délégué à la santé et à la sécurité choisi en application du paragraphe (5) reçoive une formation qui lui permette d'exercer de façon efficace ses pouvoirs et fonctions de délégué.

Iden

(5.2) La formation visée au paragraphe (5.1) doit satisfaire aux exigences prescrites.

Salaire garanti

(5.3) Le délégué à la santé et à la sécurité est réputé être au travail pendant qu'il reçoit la formation visée au paragraphe (5.1), et son employeur le paie à son taux de salaire normal ou majoré, selon le cas, pendant cette période.

7. (1) L'article 9 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Pouvoirs des coprésidents

(19.1) Si, après avoir tenté de bonne foi d'atteindre un consensus sur les recommandations visées au paragraphe (18), le comité n'y est pas parvenu, l'un ou l'autre des coprésidents du comité a le pouvoir de faire des recommandations écrites au constructeur ou à l'employeur.

Recommandations

- (19.2) Les recommandations écrites faites en vertu du paragraphe (19.1) comprennent ce qui suit :
 - 1. Les recommandations du coprésident.
 - Un résumé du point de vue des membres du comité qui ont appuyé les recommandations.
 - 3. Un résumé du point de vue des membres du comité qui n'ont pas appuyé les recommandations.
 - 4. Des renseignements sur la façon dont le comité a tenté d'atteindre un consensus.
- (2) Le paragraphe 9 (20) de la Loi est modifié par substitution de «du comité ou d'un de ses coprésidents» à «du comité».
- (3) Le paragraphe 9 (36) de la Loi est modifié par substitution de «à remplir pour devenir membres agréés» à «de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail».
- 8. (1) La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE II.1 CONSEIL DE LA PRÉVENTION, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION ET ENTITÉS DÉSIGNÉES

CONSEIL DE LA PRÉVENTION

Conseil de la prévention

22.2 (1) Le ministre crée un conseil appelé Conseil de la prévention en français et Prevention Council en anglais.

Composition

- (2) The Council shall be composed of such members as the Minister may appoint, and shall include representatives from the following groups:
 - 1. Workers.
 - 2. Employers.
 - 3. Other persons with occupational health and safety expertise.

Appointment of members

(3) The members of the Council shall be appointed for such term as may be determined by the Minister.

Chair

(4) The members of the Council shall choose a chair from among themselves by the date fixed by the Minister; if they fail to do so, the Minister shall designate a member as chair.

Same

(5) Subsection (4) applies on the first appointment of members and thereafter whenever the office of chair is vacant.

Functions

- (6) The Council shall,
- (a) provide advice to the Minister on the appointment of a Chief Prevention Officer;
- (b) provide advice to the Chief Prevention Officer,
 - (i) on the prevention of workplace injuries and occupational diseases,
 - (ii) for the purposes of the provincial occupational health and safety strategy and the annual report under section 22.3, and
 - (iii) on any significant proposed changes to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases;
- (c) provide advice on any other matter specified by the Minister; and
- (d) perform such other functions as may be specified by the Minister.

Advice

(7) For the purposes of subsection (6), any advice provided by the Council shall be communicated by the chair of the Council.

Remuneration and expenses

(8) Any member of the Council who is not a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act*, 2006 may be paid such remuneration and expenses as may be from time to time fixed by the Lieutenant Governor in Council.

CHIEF PREVENTION OFFICER

Chief Prevention Officer

Functions

22.3 (1) The Minister shall appoint a Chief Prevention Officer to.

Composition

- (2) Le Conseil se compose des membres que nomme le ministre et comprend des représentants des groupes suivants :
 - 1. Les travailleurs.
 - 2. Les employeurs.
 - 3. D'autres personnes ayant une expertise dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Nomination des membres

(3) Le ministre fixe la durée du mandat des membres du Conseil.

Président

(4) Les membres du Conseil choisissent un président parmi eux au plus tard à la date fixée par le ministre; s'ils ne le font pas, le ministre désigne un membre comme président.

Idem

(5) Le paragraphe (4) s'applique lors de la première nomination des membres et, par la suite, à chaque vacance du poste de président.

Fonctions

- (6) Le Conseil exerce les fonctions suivantes :
- a) conseiller le ministre sur la nomination du directeur général de la prévention;
- b) conseiller le directeur général de la prévention :
 - (i) sur la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles,
 - (ii) dans le cadre de la stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail et du rapport annuel prévus à l'article 22.3,
 - (iii) sur les modifications importantes proposées au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
- c) conseiller le ministre sur les autres questions qu'il précise;
- d) exercer les autres fonctions que précise le ministre.

Conseils

(7) Pour l'application du paragraphe (6), les conseils donnés par le Conseil sont communiqués par son président

Rémunération et indemnités

(8) Les membres du Conseil qui ne sont pas des fonctionnaires au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* peuvent recevoir la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION

Directeur général de la prévention

Fonctions

22.3 (1) Le ministre nomme un directeur général de la prévention qui exerce les fonctions suivantes :

- (a) develop a provincial occupational health and safety strategy;
- (b) prepare an annual report on occupational health and safety;
- (c) exercise any power or duty delegated to him or her by the Minister under this Act;
- (d) provide advice to the Minister on the prevention of workplace injuries and occupational diseases; and
- (e) provide advice to the Minister on any proposed changes to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases.

Changes, funding and delivery of services

- (2) The following rules apply to advice under clause (1) (e):
 - 1. If the Chief Prevention Officer is considering providing advice about a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases, the Chief Prevention Officer shall determine whether the proposed change is significant.
 - 2. If the Chief Prevention Officer determines that the proposed change is significant, he or she shall,
 - ask the chair of the Prevention Council to state whether the Council endorses the proposed change, and
 - ii. include that statement in the advice to the Minister.

Appointment

(3) The Chief Prevention Officer may be appointed for a term not exceeding five years and may be reappointed for successive terms not exceeding five years each.

Occupational health and safety strategy

- (4) The Chief Prevention Officer shall develop a written provincial occupational health and safety strategy that includes,
 - (a) a statement of occupational health and safety goals;
 - (b) key performance indicators for measuring the achievement of the goals; and
 - (c) any other matter specified by the Minister.

Advice of Prevention Council

(5) The Chief Prevention Officer shall consult with the Prevention Council and shall consider its advice in developing the strategy.

Strategy provided to Minister

(6) The Chief Prevention Officer shall provide the strategy to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Minister's approval

(7) The Minister may approve the strategy or refer it

- a) élaborer une stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail;
- b) préparer un rapport annuel sur la santé et la sécurité au travail;
- c) exercer les pouvoirs ou fonctions que lui délègue le ministre en vertu de la présente loi;
- d) conseiller le ministre sur la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
- e) conseiller le ministre sur les modifications proposées au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles.

Modifications: financement et prestation des services

- (2) Les règles suivantes s'appliquent aux conseils donnés en application de l'alinéa (1) e):
 - 1. S'il envisage de donner des conseils sur une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles, le directeur général de la prévention détermine si la modification proposée est importante.
 - 2. S'il détermine que la modification proposée est importante, le directeur général de la prévention :
 - i. demande au président du Conseil de la prévention de déclarer si le Conseil appuie ou non la modification proposée,
 - ii. joint cette déclaration aux conseils qu'il donne au ministre.

Nomination

(3) Le directeur général de la prévention est nommé pour un mandat maximal de cinq ans et peut être nommé de nouveau pour des mandats d'au plus cinq ans chacun.

Stratégie en matière de santé et de sécurité au travail

- (4) Le directeur général de la prévention élabore une stratégie provinciale écrite de santé et de sécurité au travail qui comprend :
 - a) l'énoncé des objectifs en matière de santé et de sécurité au travail;
 - b) les indicateurs de rendement clés servant à mesurer le degré de réalisation des objectifs;
 - c) les autres questions que précise le ministre.

Rôle consultatif du Conseil de la prévention

(5) Le directeur général de la prévention consulte le Conseil de la prévention et tient compte de ses conseils en élaborant la stratégie.

Remise de la stratégie au ministre

(6) Le directeur général de la prévention remet la stratégie au ministre au plus tard à la date que précise celuici.

Approbation du ministre

(7) Le ministre peut approuver la stratégie ou la ren-

back to the Chief Prevention Officer for further considera-

Publication

(8) After approving the strategy, the Minister shall publish it promptly.

Annual report

(9) The Chief Prevention Officer shall provide an annual written report to the Minister on occupational health and safety that includes a measurement of the achievement of the goals established in the strategy, and that contains such other information as the Minister may require.

Advice of Prevention Council

(10) The Chief Prevention Officer shall consult with the Prevention Council and shall consider its advice in developing the report.

Report provided to Minister

(11) The Chief Prevention Officer shall provide the annual report to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Publication

- (12) The Minister shall publish the Chief Prevention Officer's report promptly.
- (2) Part II.1 of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by adding the following sections:

DESIGNATED ENTITIES

Designation by Minister

22.4 (1) The Minister may designate an entity as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters if the entity meets the standards established by the Minister.

Standards

(2) The Minister may establish standards that an entity shall meet before it is eligible to be designated.

Same

(3) The standards established under subsection (2) may address any matter the Minister considers appropriate, including governance, objectives, functions and operations.

Same

(4) The Minister may establish different standards for associations, clinics or centres serving different industries or groups.

Duty to comply

(5) A designated entity shall operate in accordance with the standards established under subsection (2) that apply to it, and in accordance with any other requirements imposed on it under section 22.5.

Amendment of standard

(6) The Minister may amend a standard established under subsection (2).

voyer au directeur général de la prévention pour étude plus approfondie.

Publication

(8) Après avoir approuvé la stratégie, le ministre la publie promptement.

Rapport annuel

(9) Le directeur général de la prévention remet chaque année au ministre un rapport écrit sur la santé et la sécurité au travail qui fait état du degré de réalisation des objectifs fixés dans la stratégie et qui contient les autres renseignements exigés par le ministre.

Rôle consultatif du Conseil de la prévention

(10) Le directeur général de la prévention consulte le Conseil de la prévention et tient compte de ses conseils en élaborant le rapport.

Remise du rapport au ministre

(11) Le directeur général de la prévention remet le rapport annuel au ministre au plus tard à la date que précise celui-ci.

Publication

- (12) Le ministre publie promptement le rapport du directeur général de la prévention.
- (2) La partie II.1 de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (1), est modifiée par adjonction des articles suivants :

ENTITÉS DÉSIGNÉES

Désignation par le ministre

22.4 (1) Le ministre peut désigner une entité comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail si l'entité satisfait aux normes établies par le ministre.

Normes

(2) Le ministre peut établir les normes auxquelles doit satisfaire une entité avant de pouvoir être désignée.

Idem

(3) Les normes établies en vertu du paragraphe (2) peuvent traiter des questions que le ministre estime appropriées, notamment la gouvernance, les objectifs, les fonctions et les activités.

Idem

(4) Le ministre peut établir des normes différentes pour les associations, les cliniques ou les centres desservant des secteurs d'activité ou des groupes différents.

Obligation des entités

(5) Les entités désignées exercent leurs activités conformément aux normes établies en vertu du paragraphe (2) qui s'appliquent à elles et aux autres exigences qui leur sont imposées en vertu de l'article 22.5.

Modification des normes

(6) Le ministre peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe (2).

Date for compliance with amended standard

(7) If the Minister amends a standard established under subsection (2), the Minister shall establish a date by which designated entities to which the amended standard applies are required to comply with it.

Publication of standards

- (8) The Minister shall promptly publish,
- (a) the standards established under subsection (2); and
- (b) standards amended under subsection (6), together with the compliance date described in subsection (7).

Transition

(9) When the Minister establishes and publishes standards under subsections (2) and (8) for the first time after the coming into force of subsection 8 (2) of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act*, 2011, the Minister shall establish a date for the purposes of subsections (10) and (11) and shall publish it together with the standards.

Same

(10) An entity that is designated as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters under section 6 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force is deemed to be designated for the purposes of this Act until the date established by the Minister under subsection (9).

Same

(11) The standards that are in place under section 6 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force continue to apply, with necessary modifications, and are deemed to be standards for the purposes of this section, until the date established by the Minister under subsection (9).

Effect of designation

Grants

22.5 (1) A designated entity is eligible for a grant from the Ministry.

Monitoring

(2) The Minister shall monitor the operation of designated entities, may require a designated entity to provide such information, records or accounts as he or she specifies, and may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Directions

(3) The Minister may direct a designated entity to take such actions as the Minister considers appropriate.

Date d'observation des normes modifiées

(7) S'il modifie une norme établie en vertu du paragraphe (2), le ministre fixe la date à laquelle les entités désignées auxquelles s'applique la norme modifiée sont tenues de l'observer.

Publication des normes

- (8) Le ministre publie promptement :
- a) les normes établies en vertu du paragraphe (2);
- b) les normes modifiées en vertu du paragraphe (6), avec la date d'observation visée au paragraphe (7).

Disposition transitoire

(9) Lorsqu'il établit et publie des normes en vertu des paragraphes (2) et (8) pour la première fois après l'entrée en vigueur du paragraphe 8 (2) de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail*, le ministre fixe une date pour l'application des paragraphes (10) et (11) et la publie avec les normes.

Idem

(10) L'entité qui est désignée comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail en vertu de l'article 6 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail est réputée désignée pour l'application de la présente loi jusqu'à la date fixée par le ministre en application du paragraphe (9).

Idem

(11) Les normes établies en application de l'article 6 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail continuent de s'appliquer, avec les adaptations nécessaires, et sont réputées être les normes établies pour l'application du présent article jusqu'à la date fixée par le ministre en application du paragraphe (9).

Effet de la désignation

Subventions

22.5 (1) Les entités désignées sont admissibles à des subventions du ministère.

Surveillance

(2) Le ministre surveille les activités des entités désignées, peut exiger qu'une entité désignée lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il précise et peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Directives

(3) Le ministre peut donner à une entité désignée la directive de prendre les mesures qu'il estime appropriées.

Government directives

(4) In addition to the directions the Minister may issue under subsection (3), the Minister may direct an entity to comply with such government directives as the Minister specifies.

Failure to comply

- (5) If an entity does not operate in accordance with the standards established under section 22.4 and with any other requirements imposed on it under this section, the Minister may,
 - (a) reduce or suspend grants to the entity while the non-compliance continues;
 - (b) assume control of the entity and responsibility for its affairs and operations;
 - (c) revoke the designation and cease to provide grants to the entity; or
 - (d) take such other steps as he or she considers appropriate.

Appointment of administrator

22.6 (1) For the purposes of assuming control of an entity and responsibility for its affairs and operations under clause 22.5 (5) (b), the Minister may appoint an administrator.

Term of appointment

(2) The appointment of the administrator remains valid until it is terminated by the Minister.

Powers and duties of administrator

(3) The administrator has the exclusive right to exercise the powers and perform the duties of the board of directors and its officers and exercise the powers of its members.

Same

(4) In the appointment, the Minister may specify the powers and duties of the administrator and the terms and conditions governing those powers and duties.

Additional power of administrator

(5) The board of directors and officers may continue to act to the extent authorized by the Minister, but any such act is valid only if approved, in writing, by the administrator.

Report, directions

(6) The administrator shall report to the Minister as required by him or her and shall carry out his or her directions.

Meeting of members

(7) Before the termination of an administrator's appointment, the administrator may call a meeting of the members to elect a board of directors in accordance with the *Corporations Act*.

Unincorporated entity

(8) This section applies, with necessary modifications, to an entity that is not incorporated.

Directives du gouvernement

(4) Outre les directives qu'il donne en vertu du paragraphe (3), le ministre peut donner à une entité celle de se conformer aux directives du gouvernement qu'il précise.

Inobservation

- (5) Si une entité n'exerce pas ses activités conformément aux normes établies en vertu de l'article 22.4 et aux autres exigences qui lui sont imposées en vertu du présent article, le ministre peut, selon le cas :
 - a) réduire ou suspendre les subventions à l'entité tant que dure l'inobservation;
 - b) assumer la direction de l'entité et la responsabilité de ses affaires et activités;
 - c) révoquer la désignation de l'entité et cesser de lui fournir des subventions;
 - d) prendre les autres mesures qu'il estime appropriées.

Nomination d'un administrateur

22.6 (1) Le ministre peut nommer un administrateur pour assumer la direction d'une entité et la responsabilité de ses affaires et activités en vertu de l'alinéa 22.5 (5) b).

Mandat

(2) L'administrateur reste en fonction jusqu'à ce que le ministre mette fin à son mandat.

Pouvoirs et fonctions de l'administrateur

(3) L'administrateur a le droit exclusif d'exercer les pouvoirs et fonctions du conseil d'administration et des dirigeants de l'entité, et d'exercer les pouvoirs de ses membres.

Idem

(4) Le ministre peut préciser, dans la nomination, les pouvoirs et fonctions de l'administrateur ainsi que les conditions les régissant.

Pouvoir supplémentaire de l'administrateur

(5) Le conseil d'administration et les dirigeants peuvent continuer d'agir dans la mesure permise par le ministre. Les actes accomplis à ce titre ne sont valides que si l'administrateur les approuve par écrit.

Rapport: directives

(6) L'administrateur présente un rapport au ministre à la demande de ce dernier et applique ses directives.

Réunion des membres

(7) Avant la fin de son mandat, l'administrateur peut convoquer une réunion des membres de l'entité afin d'élire un conseil d'administration conformément à la *Loi sur les personnes morales*.

Entité non constituée en personne morale

(8) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une entité qui n'est pas constituée en personne morale.

Delegation of powers and duties

- **22.7** Despite section 5, the Minister may delegate his or her powers or duties under sections 22.4, 22.5 and 22.6 only to the Chief Prevention Officer.
- (3) Subsection 22.6 (7) of the Act, as enacted by subsection (2), is amended by striking out "Corporations Act" and substituting "Not-For-Profit Corporations Act, 2010".
- 9. Clause 25 (1) (e) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (e) a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting any loads that may be applied to it,
 - (i) as determined by the applicable design requirements established under the version of the Building Code that was in force at the time of its construction,
 - (ii) in accordance with such other requirements as may be prescribed, or
 - (iii) in accordance with good engineering practice, if subclauses (i) and (ii) do not apply.

10. Section 32.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

32.1 In this Part,

"legal requirement" means a requirement imposed by a provision of this Act or by a regulation made under this Act.

11. Subsection 32.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Approval of code of practice

(1) The Minister may approve a code of practice and the approved code of practice may be followed to comply with a legal requirement specified in the approval.

Same

- (1.1) An approval made under subsection (1) may be subject to such terms and conditions as the Minister considers appropriate and may be general or particular in its application.
- 12. Section 32.4 of the Act is repealed and the following substituted:

Effect of approved code of practice

- **32.4** The following apply if a code of practice is approved under section 32.2:
 - 1. Subject to any terms or conditions set out in the approval, compliance with the approved code of practice is deemed to be compliance with the legal requirement.

Délégation des pouvoirs et fonctions

- **22.7** Malgré l'article 5, le ministre ne peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les articles 22.4, 22.5 et 22.6 qu'au directeur général de la prévention.
- (3) Le paragraphe 22.6 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (2), est modifié par substitution de «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif» à «Loi sur les personnes morales».
- 9. L'alinéa 25 (1) e) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - e) tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, — temporaire ou permanent — puisse supporter les charges qui peuvent y être appliquées, conformément, selon le cas :
 - (i) à ce que prévoient les exigences applicables du code du bâtiment, dans sa version en vigueur lors de la construction,
 - (ii) aux autres exigences prescrites,
 - (iii) aux bonnes pratiques d'ingénierie, si les sousalinéas (i) et (ii) ne s'appliquent pas.

10. L'article 32.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

32.1 La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«exigence légale» Exigence imposée par une disposition de la présente loi ou par un règlement pris en vertu de la présente loi.

11. Le paragraphe 32.2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Approbation d'un code de pratique

(1) Le ministre peut approuver un code de pratique, auquel cas le code approuvé peut être suivi pour observer une exigence légale précisée dans l'approbation.

Idem

- (1.1) L'approbation donnée en vertu du paragraphe (1) peut être assortie des conditions que le ministre estime appropriées et avoir une portée générale ou particulière.
- 12. L'article 32.4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Effet du code de pratique approuvé

- **32.4** Les règles suivantes s'appliquent si un code de pratique est approuvé en vertu de l'article 32.2 :
 - 1. Sous réserve des conditions énoncées dans l'approbation, l'observation du code de pratique approuvé est réputée l'observation de l'exigence légale.

- A failure to comply with the approved code of practice is not, in itself, a breach of the legal requirement.
- 13. (1) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:

Referral by inspector

- (2.1) Where the circumstances warrant, an inspector may refer a matter to the Board if the following conditions are met:
 - 1. The worker has not had the matter dealt with by final and binding settlement by arbitration under a collective agreement or filed a complaint with the Board under subsection (2).
 - 2. The worker consents to the referral.
 - 3. A policy respecting referrals has been established under subsection 6 (3).

Same

(2.2) Any rules governing the practice and procedure of the Board apply with all necessary modifications to a referral made under subsection (2.1).

Referral not an order

(2.3) A referral made under subsection (2.1) is not an order or decision for the purposes of section 61.

Testimony

- (2.4) An inspector is not a competent or compellable witness before the Board in a proceeding relating to a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1).
- (2) Subsection 50 (3) of the Act is amended by striking out "any complaint filed under subsection (2)" and substituting "any complaint filed under subsection (2) or referral made under subsection (2.1)".
- (3) Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (4) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:

Rules to expedite proceedings

(4.1) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act*, 1995 to expedite proceedings relating to a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1).

Same

(4.2) Subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of the *Labour Relations Act*, 1995 apply, with necessary modifications, to rules made under subsection (4.1).

- 2. L'inobservation du code de pratique approuvé ne constitue pas en soi un manquement à l'exigence légale.
- 13. (1) L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Renvoi d'une affaire par un inspecteur

- (2.1) Lorsque les circonstances le justifient, un inspecteur peut renvoyer une affaire à la Commission si les conditions suivantes sont réunies :
 - 1. Le travailleur n'a pas demandé que l'affaire soit résolue par voie de décision arbitrale définitive aux termes d'une convention collective ni déposé de plainte auprès de la Commission en vertu du paragraphe (2).
 - 2. Le travailleur consent au renvoi de l'affaire.
 - 3. Une politique sur les renvois a été établie en vertu du paragraphe 6 (3).

Idem

(2.2) Les règles de pratique et de procédure de la Commission s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).

Renvoi non un ordre

(2.3) Le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1) n'est ni un ordre ni une décision pour l'application de l'article 61.

Témoignage

- (2.4) L'inspecteur n'est ni habile ni contraignable à témoigner devant la Commission dans une instance portant sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).
- (2) Le paragraphe 50 (3) de la Loi est modifié par substitution de «toute plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou tout renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «toute plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (3) Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «sur la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (4) L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règles pour accélérer le déroulement des instances

(4.1) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances portant sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).

Idem

(4.2) Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de la Loi de 1995 sur les relations de travail s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règles établies en vertu du paragraphe (4.1).

- (5) Subsection 50 (5) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (6) Subsection 50 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Jurisdiction when complaint by public servant

- (6) The Board shall exercise jurisdiction under this section when a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1) is in respect of a worker who is a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act*, 2006.
- (7) Subsection 50 (7) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (8) Subsection 50 (8) of the Act is amended by striking out "subsection (2)" and substituting "subsections (2) and (2.1)".
- 14. Part VI of the Act is amended by adding the following section:

Offices of the Worker and Employer Advisers

Office of the Worker Adviser

50.1 (1) In addition to the functions set out in section 176 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Office of the Worker Adviser has the functions prescribed for the purposes of this Part, with respect to workers who are not members of a trade union.

Office of the Employer Adviser

(2) In addition to the functions set out in the section 176 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Office of the Employer Adviser has the functions prescribed for the purposes of this Part, with respect to employers that have fewer than 100 employees or such other number as may be prescribed.

Costs

(3) In determining the amount of the costs that may be incurred by each office under subsection 176 (3) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Minister shall take into account any functions prescribed for the purposes of this Part.

15. Clause 54 (1) (m) of the Act is repealed and the following substituted:

- (m) require in writing an owner, constructor or employer to provide, at the expense of the owner, constructor or employer, a report bearing the seal and signature of a professional engineer stating,
 - (i) the load limits of a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace,

- (5) Le paragraphe 50 (5) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «sur la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (6) Le paragraphe 50 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Plainte d'un fonctionnaire

- (6) Dans le cadre du présent article, la Commission est compétente pour entendre la plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1) lorsque le travailleur concerné est un fonctionnaire au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.
- (7) Le paragraphe 50 (7) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (8) Le paragraphe 50 (8) de la Loi est modifié par substitution de «les paragraphes (2) et (2.1)» à «le paragraphe (2)».
- 14. La partie VI de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Bureaux des conseillers des travailleurs et des conseillers des employeurs

Bureau des conseillers des travailleurs

50.1 (1) Outre les fonctions prévues à l'article 176 de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le Bureau des conseillers des travailleurs exerce les fonctions prescrites pour l'application de la présente partie à l'égard des travailleurs qui ne font pas partie d'un syndicat.

Bureau des conseillers des employeurs

(2) Outre les fonctions prévues à l'article 176 de la *Loi* de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail, le Bureau des conseillers des employeurs exerce les fonctions prescrites pour l'application de la présente partie à l'égard des employeurs qui ont moins de 100 employés ou tout autre nombre prescrit d'employés.

Frais

- (3) Lorsqu'il fixe le montant des frais que peut engager chaque bureau en application du paragraphe 176 (3) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail, le ministre tient compte des fonctions prescrites pour l'application de la présente partie.
- 15. L'alinéa 54 (1) m) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - m) exiger par écrit qu'un propriétaire, un constructeur ou un employeur fournisse, à ses frais, un rapport, portant le sceau et la signature d'un ingénieur, qui certifie :
 - (i) la charge limite de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou de toute autre par-

whether temporary or permanent,

- (ii) that a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting or withstanding the loads being applied to it or likely to be applied to it, or
- (iii) that a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting any loads that may be applied to it,
 - (A) as determined by the applicable design requirements established under the version of the Building Code that was in force at the time of its construction.
 - (B) in accordance with such other requirements as may be prescribed, or
 - (C) in accordance with good engineering practice, if sub-subclauses (A) and (B) do not apply;

16. Section 63 of the Act is amended by adding the following subsections:

Compellability of witnesses

(3.1) Persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not compellable witnesses in a civil suit or any proceeding respecting any information or material furnished to or obtained, made or received by them under this Act while acting within the scope of their employment.

Exception

(3.2) If the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser is a party to a proceeding, a person employed in the relevant Office may be determined to be a compellable witness.

Production of documents

- (3.3) Persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not required to produce, in a proceeding in which the relevant Office is not a party, any information or material furnished to or obtained, made or received by them under this Act while acting within the scope of their employment.
- 17. (1) Subsection 65 (1) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (b) an employee in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser;
- (2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out "a Director, an inspector or an engineer of the Ministry" and substituting "a Director, the Chief Prevention Officer, an inspector or an engineer of the Ministry".

- tie d'un lieu de travail, temporaire ou permanent,
- (ii) que tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, — temporaire ou permanent — peut supporter les charges qui y sont ou qui sont susceptibles d'y être appliquées ou résister à de telles charges,
- (iii) que tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, temporaire ou permanent peut supporter toutes les charges qui peuvent y être appliquées, conformément, selon le cas :
 - (A) à ce que prévoient les exigences applicables du code du bâtiment, dans sa version en vigueur lors de la construction,
 - (B) aux autres exigences prescrites,
 - (C) aux bonnes pratiques d'ingénierie, si les sous-sous-alinéas (A) et (B) ne s'appliquent pas;

16. L'article 63 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Témoins non contraignables

(3.1) Les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne doivent pas être contraintes de témoigner dans une poursuite civile ou dans une autre instance au sujet des renseignements ou des documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la présente loi dans le cadre de leur emploi.

Exception

(3.2) Si le Bureau des conseillers des travailleurs ou le Bureau des conseillers des employeurs est partie à une instance, une personne employée au Bureau concerné peut être reconnue comme contraignable à témoigner.

Production de documents

- (3.3) Les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne sont pas tenues de produire, dans une instance à laquelle le Bureau concerné n'est pas partie, les renseignements ou les documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la présente loi dans le cadre de leur emploi.
- 17. (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - b) une personne employée au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs;
- (2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par substitution de «un directeur, le directeur général de la prévention, un inspecteur ou un ingénieur du ministère» à «un directeur, un inspecteur ou un ingénieur du ministère».

18. (1) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 13.1 exempting any class of workplaces from the requirement set out in subsection 8 (5.1);
- 13.2 requiring that the training of health and safety representatives under subsection 8 (5.1) meet such requirements as may be prescribed;
- (2) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:
- 31.1 requiring that training programs provided by employers meet such requirements as may be prescribed;
- (3) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:
 - 53. providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of section 22.4;
- (4) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:
 - 54. prescribing the functions of the Office of the Worker Adviser for the purposes of Part VI;
 - 55. prescribing the functions of the Office of the Employer Adviser for the purposes of Part VI;
 - 56. prescribing a number of employees for the purposes of subsection 50.1 (2).

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE ACT, 1997

- 19. Paragraph 1 of section 1 of the *Workplace Safety* and *Insurance Act*, 1997 is repealed and the following substituted:
 - 1. To promote health and safety in workplaces.
 - 20. Part II (sections 3 to 10) of the Act is repealed.
- 21. Paragraph 3 of section 82 of the Act is amended by striking out "this Act or".
- 22. Paragraph 1 of subsection 123 (2) of the Act is repealed.
- 23. (1) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsections:

First aid requirements

(5.1) The Board may require employers in such industries as it considers appropriate to have such first aid appliances and services as may be prescribed.

Repeal

- (5.2) Subsection (5.1) is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.
- (2) Subsection 159 (7) of the Act is amended by striking out "the prevention of injury and disease and".

- 18. (1) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
 - 13.1 soustraire une catégorie de lieux de travail à l'exigence indiquée au paragraphe 8 (5.1);
 - 13.2 exiger que la formation des délégués à la santé et à la sécurité prévue au paragraphe 8 (5.1) satisfasse aux exigences prescrites;
- (2) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :
- 31.1 exiger que les programmes de formation offerts par les employeurs satisfassent aux exigences prescrites:
- (3) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :
 - 53. prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou souhaitables dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 22.4;
- (4) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
 - 54. prescrire les fonctions du Bureau des conseillers des travailleurs pour l'application de la partie VI;
 - 55. prescrire les fonctions du Bureau des conseillers des employeurs pour l'application de la partie VI;
 - 56. prescrire un nombre d'employés pour l'application du paragraphe 50.1 (2).

LOI DE 1997 SUR LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

- 19. La disposition 1 de l'article 1 de la *Loi de 1997* sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - Promouvoir la santé et la sécurité en milieu de travail.
- 20. La partie II (articles 3 à 10) de la Loi est abrogée.
- 21. La disposition 3 de l'article 82 de la Loi est modifiée par suppression de «de la présente loi ou».
- 22. La disposition 1 du paragraphe 123 (2) de la Loi est abrogée.
- 23. (1) L'article 159 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exigences en matière de premiers soins

(5.1) La Commission peut exiger que les employeurs des secteurs d'activité qu'elle estime appropriés aient les dispositifs et services de premiers soins prescrits.

Abrogation

- (5.2) Le paragraphe (5.1) est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
- (2) Le paragraphe 159 (7) de la Loi est modifié par suppression de «la prévention des lésions et des maladies ainsi que».

- (3) Subsection 159 (8) of the Act is amended by striking out "the prevention of injury and disease and".
- (4) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

- (9.1) The requirement in subsection (9) to obtain the approval of the Lieutenant Governor in Council does not apply to an agreement between the Board and the Ministry of Labour to exchange the information described in subsection (9).
- 24. (1) Subsection 161 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties of the Board

- (1) The Board shall administer the insurance plan and shall perform such other duties as it is assigned under this Act and any other Act.
- (2) Subsection 161 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Duty to monitor

- (3) The Board shall monitor developments in the understanding of the relationship between workplace insurance and injury and occupational disease,
 - (a) so that generally accepted advances in health sciences and related disciplines are reflected in benefits, services, programs and policies in a way that is consistent with the purposes of this Act; and
 - (b) in order to improve the efficiency and effectiveness of the insurance plan.

25. Paragraph 1 of subsection 171 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

- 1. The employees of safe workplace associations that were designated under section 6 at any time before the repeal of that section by section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act*, 2011.
- 1.1 The employees of safe workplace associations designated under section 22.4 of the *Occupational Health and Safety Act*.
- 26. The Act is amended by adding the following section before the heading "Workplace Safety and Insurance Appeals Tribunal":

Payments to construction workers

172.1 The Board shall pay persons who are regularly employed in the construction industry for the time they spend fulfilling the requirements to become certified for the purposes of the *Occupational Health and Safety Act*. However, the Board shall not pay persons who may represent management as members of a joint health and safety committee.

- (3) Le paragraphe 159 (8) de la Loi est modifié par suppression de «la prévention des lésions et des maladies ainsi que».
- (4) L'article 159 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

- (9.1) L'obligation, prévue au paragraphe (9), d'obtenir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ne s'applique pas à une entente conclue entre la Commission et le ministère du Travail pour partager les renseignements visés au paragraphe (9).
- 24. (1) Le paragraphe 161 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions de la Commission

- (1) La Commission administre le régime d'assurance et exerce les autres fonctions que lui confèrent la présente loi et toute autre loi.
- (2) Le paragraphe 161 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Surveillance

- (3) La Commission surveille les progrès accomplis sur le plan de la compréhension des relations entre l'assurance contre les accidents du travail et les lésions et les maladies professionnelles aux fins suivantes :
 - a) de sorte que les progrès généralement reconnus dans le domaine des sciences de la santé et dans les disciplines connexes soient reflétés dans les prestations, les services, les programmes et les politiques d'une façon qui est compatible avec les objets de la présente loi;
 - b) de façon à améliorer l'efficience et l'efficacité du régime d'assurance.

25. La disposition 1 du paragraphe 171 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Les employés des associations pour la sécurité au travail qui étaient désignées en vertu de l'article 6 avant son abrogation par l'article 20 de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.*
- 1.1 Les employés des associations pour la sécurité au travail désignées en vertu de l'article 22.4 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.
- 26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail»:

Paiement des travailleurs de la construction

172.1 La Commission paie les personnes qui sont régulièrement employées dans l'industrie de la construction pendant qu'elles font le nécessaire en vue de satisfaire aux conditions d'agrément pour l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Toutefois, elle ne doit pas payer les personnes qui peuvent représenter la direction en tant que membres d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail.

- 27. Subsection 176 (4) of the Act is repealed.
- 28. (1) Paragraph 4 of subsection 179 (1) of the Act is repealed.
- (2) Section 179 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(1.1) Despite the repeal of paragraph 4 of subsection (1) by subsection 28 (1) of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011, no action or other proceeding for damages may be commenced against persons employed by a safe workplace association, a medical clinic or a training centre designated under section 6 for an act or omission done or omitted by the person in good faith in the execution or intended execution of any power or duty under this Act before the date on which subsection 28 (1) of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011 comes into force.

Commencement

29. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

- (2) The following provisions come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:
 - 1. Section 6.
 - 2. Section 13.
 - 3. Section 14.
 - 4. Section 16.
 - 5. Subsection 17 (1).
 - 6. Subsection 18 (1).
 - 7. Subsection 18 (4).
 - 8. Section 21.

Same

- (3) The following provisions come into force on the earlier of April 1, 2012 and a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:
 - **1.** Subsection 1 (2).
 - 2. Section 2.
 - 3. Section 5.
 - 4. Section 7.
 - 5. **Subsection 8 (2).**
 - 6. Subsection 18 (3).
 - 7. Section 19.
 - 8. Section 20.
 - 9. Section 22.
 - 10. Subsections 23 (1), (2) and (3).

- 27. Le paragraphe 176 (4) de la Loi est abrogé.
- 28. (1) La disposition 4 du paragraphe 179 (1) de la Loi est abrogée.
- (2) L'article 179 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(1.1) Malgré l'abrogation de la disposition 4 du paragraphe (1) par le paragraphe 28 (1) de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre une personne employée par une association pour la sécurité au travail, une clinique médicale ou un centre de formation désignés en vertu de l'article 6 pour un acte ou une omission qu'elle a commis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi avant le jour de l'entrée en vigueur de ce paragraphe 28 (1).

Entrée en vigueur

29. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

ldem

- (2) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :
 - 1. L'article 6.
 - 2. L'article 13.
 - 3. L'article 14.
 - 4. L'article 16.
 - 5. Le paragraphe 17 (1).
 - 6. Le paragraphe 18 (1).
 - 7. Le paragraphe 18 (4).
 - 8. L'article 21.

Idem

- (3) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le premier en date du 1^{er} avril 2012 et du jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :
 - 1. Le paragraphe 1 (2).
 - 2. L'article 2.
 - 3. L'article 5.
 - 4. L'article 7.
 - 5. Le paragraphe 8 (2).
 - 6. Le paragraphe 18 (3).
 - 7. L'article 19.
 - 8. L'article 20.
 - 9. L'article 22.
 - 10. Les paragraphes 23 (1), (2) et (3).

- 11. Sections 24 to 26.
- 12. Section 28.

Same

- (4) Subsection 8 (3) comes into force on the later of,
- (a) the earlier of April 1, 2012 and a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor; and
- (b) the day section 24 of the Not-For-Profit Corporations Act, 2010 comes into force.

Short title

30. The short title of this Act is the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011.

- 11. Les articles 24 à 26.
- 12. L'article 28.

Idem

- (4) Le paragraphe 8 (3) entre en vigueur le dernier en date des jours suivants :
 - a) le premier en date du 1^{er} avril 2012 et du jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation;
 - b) le jour de l'entrée en vigueur de l'article 24 de la Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif.

Titre abrégé

30. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.*









2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 160

Projet de loi 160

An Act to amend the
Occupational Health and Safety Act
and the Workplace Safety and
Insurance Act, 1997
with respect to
occupational health and safety
and other matters

The Hon. C. Sousa
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading March 3, 2011

2nd Reading March 29, 2011

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Standing Committee on Social Policy and as reported to the Legislative Assembly May 4, 2011)

(The provisions in this bill will be renumbered after 3rd Reading)

Loi modifiant la
Loi sur la santé et la sécurité au travail
et la Loi de 1997 sur la sécurité
professionnelle et l'assurance
contre les accidents du travail
en ce qui concerne la santé
et la sécurité au travail
et d'autres questions

L'honorable C. Sousa Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 mars 2011

2^e lecture 29 mars 2011

3^e lecture

Sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent de la politique sociale et rapporté à l'Assemblée législative le 4 mai 2011)

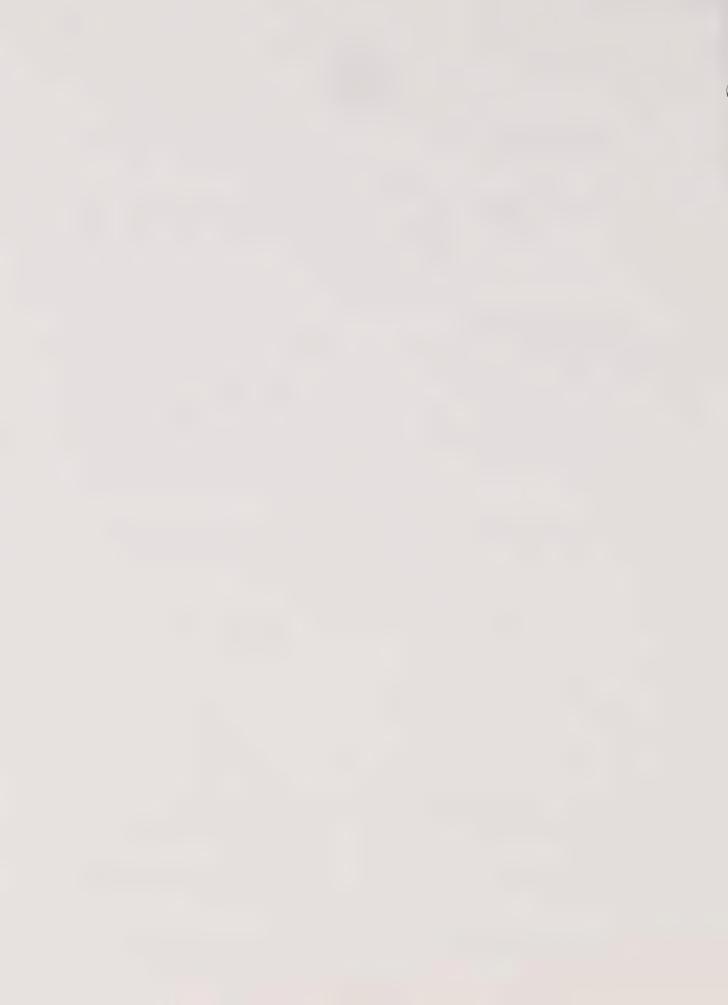
(Les dispositions du présent projet de loi seront renumérotées après la 3^e lecture)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario







This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by <u>underlines</u> for new text and a <u>strikethrough</u> for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ravé.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the Occupational Health and Safety Act and the Workplace Safety and Insurance Act, 1997.

Amendments to the Occupational Health and Safety Act

Section 4.1, which specifies the Minister's responsibility for the administration of the Act and sets out some of the Minister's powers and duties in administering the Act, is added to Part II of the Act.

The Act is amended to allow the Minister-Chief Prevention Officer, appointed under Part II.1 of the Act, to establish standards for training programs and to approve programs that meet the standards. The Minister-Chief Prevention Officer may also establish standards that a person must meet in order to become an approved training provider and may approve a person who meets the standards as a training provider with respect to one or more approved training programs and may collect information about workers' successful completion of approved training programs for the purpose of maintaining a record.

Section 6 of the Act is amended to authorize a Director to establish policies respecting the interpretation, administration and enforcement of the Act and to require an inspector to follow any such policy:

Section 7.6, which allows the Minister-Chief Prevention Officer to establish training and other requirements that a member of a joint health and safety committee must fulfil in order to become a certified member, is added to the Act. The Minister-Chief Prevention Officer may certify a committee member who meets the requirements.

Section 7.7 permits the Chief Prevention Officer to delegate certain powers and duties under sections 7.1 to 7.6 to an employee in the Ministry of Labour.

Section 8 of the Act is amended to require a constructor or employer to ensure that health and safety representatives receive training to enable them to effectively exercise the powers and perform the duties of a representative.

Section 9 of the Act is amended to allow either co-chair of a joint health and safety committee to make written recommendations to a constructor or employer if the committee fails to reach consensus.

The Bill adds Part II.1 (Prevention Council, Chief Prevention Officer and Designated Entities) to the Act. Section 22.2 of the Act requires the Minister to establish a Prevention Council responsible for providing advice to the Minister on the appointment of a Chief Prevention Officer and providing advice to the Chief Prevention Officer on occupational health and safety matters. Section 22.3 requires the Minister to appoint a Chief Prevention Officer responsible for developing a provincial occupational health and safety strategy, preparing an annual report on occupational health and safety and advising the Minister on occupational health and safety matters. Section 22.3.1 requires that the advice of the Chief Prevention Officer and the position

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la Loi sur la santé et la sécurité au travail et la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail.

Modifications apportées à la Loi sur la santé et la sécurité au travail

Le projet de loi ajoute à la partie II l'article 4.1, qui précise que le ministre est chargé de l'application de la Loi et qui énonce certains des pouvoirs et fonctions dont il dispose pour la faire appliquer.

La Loi est modifiée pour permettre au ministre directeur général de la prévention, nommé en application de la partie II.1 de la Loi, d'établir des normes pour les programmes de formation et d'approuver les programmes qui y satisfont. Le ministre directeur général de la prévention peut en outre établir les normes auxquelles une personne doit satisfaire pour devenir un fournisseur de formation agréé. Il peut également agréer une personne qui satisfait à ces normes comme fournisseur de formation à l'égard d'un ou de plusieurs programmes de formation approuvés. Enfin, il peut recueillir des renseignements attestant que des travailleurs ont terminé avec succès des programmes de formation approuvés dans le but de tenir des dossiers à cet égard.

L'article 6 de la Loi est modifié afin d'autoriser un directeur a établir des politiques relatives à l'interprétation et à l'application de la Loi et à obliger un inspecteur à respecter ces politiques.

Le nouvel article 7.6 de la Loi permet au ministre-directeur général de la prévention d'établir les conditions, notamment en matière de formation, que doit remplir un membre d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail pour devenir un membre agréé. Le ministre-directeur général de la prévention peut agréer un membre du comité qui remplit ces conditions.

L'article 7.7 permet au directeur général de la prévention de déléguer certains des pouvoirs et fonctions que lui attribuent les articles 7.1 à 7.6 à une personne employée au ministère du Travail.

L'article 8 de la Loi est modifié afin d'obliger les constructeurs et les employeurs à veiller à ce que les délégués à la santé et à la sécurité reçoivent une formation qui leur permette d'exercer de façon efficace les pouvoirs et fonctions d'un délégué.

L'article 9 de la Loi est modifié pour permettre à l'un ou l'autre des coprésidents d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail de faire des recommandations écrites à un constructeur ou à un employeur si le comité n'est pas parvenu à atteindre un consensus.

Le projet de loi ajoute à la Loi la partie II.1 (Conseil de la prévention, directeur général de la prévention et entités désignées). L'article 22.2 de la Loi prévoit la création par le ministre du Conseil de la prévention, lequel est chargé de conseiller le ministre sur la nomination du directeur général de la prévention et de conseiller le directeur général de la prévention sur les questions de santé et de sécurité au travail. L'article 22.3 prévoit la nomination par le ministre d'un directeur général de la prévention chargé d'élaborer une stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail, de préparer un rapport annuel sur la santé et la sécurité au travail et de conseiller le ministre sur les questions de santé et de sécurité au travail et de conseiller le ministre sur les questions de santé et de sécurité au travail. L'article 22.3.1 exige d'obtenir

of the Prevention Council be obtained in respect of a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases if the proposed change would be significant. Sections 22.4 to 22.7 allow the Minister to designate an entity as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters if the entity meets the standards established by the Minister. A designated entity must operate in accordance with the standards and with any other requirements imposed on it, and is eligible for a grant from the Ministry.

Part III.1 of the Act is amended to allow the Minister to approve codes of practice with respect to both statutory and regulatory requirements and specify that compliance with the code is deemed to be compliance with the requirement, subject to any terms or conditions set out by the Minister in the approval.

Section 50 of the Act is amended to allow an inspector to refer a matter to the Board where a worker alleges that his or her employer has violated the prohibition against reprisals and where circumstances warrant. The matter cannot have been dealt with by final and binding settlement by arbitration under a collective agreement or by the worker filing a complaint with the Board, and the worker must consent to the referral and a policy respecting referrals must have been established by a Director before the inspector may refer the matter to the Board.

Section 50.1, which gives the Office of the Worker Adviser and the Office of the Employer Adviser prescribed functions for the purposes of Part VI of the Act, is added to the Act.

Section 63 of the Act is amended so that persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not compellable witnesses in a civil suit or any proceeding respecting any information or material furnished to or obtained, made or received by them under the Act while acting within the scope of their employment.

Subsection 70 (2) of the Act is amended to add complementary regulation-making authority.

Provisions relating to the load bearing capacity of structures are updated to remove references to an engineering design method that is no longer current.

Other complementary and transitional amendments are made to the Act.

Amendments to the Workplace Safety and Insurance Act, 1997

Part II (Injury and Disease Prevention) of the Act is repealed. The substance of subsection 4 (2) and section 10 of that Part (dealing with payments to constructions workers and first aid requirements that may be set by the Board) is re-enacted elsewhere in the Act.

Section 159 is amended to exempt information sharing agreements between the Board and the Ministry of Labour from the requirement that the agreement be approved by the Lieutenant Governor in Council.

Other complementary and transitional amendments are made to the Act.

les conseils du directeur général de la prévention et l'avis du Conseil de la prévention à l'égard de toute modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles qui serait importante. Les articles 22.4 à 22.7 permettent au ministre de désigner une entité comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail si cette entité satisfait aux normes établies par le ministre. Les entités désignées doivent exercer leurs activités conformément aux normes et aux autres exigences qui leur sont imposées, et elles sont admissibles à des subventions du ministère.

La partie III.1 de la Loi est modifiée afin de permettre au ministre d'approuver des codes de pratique relativement aux exigences de la Loi et de ses règlements, et afin de préciser que l'observation du code de pratique est réputée l'observation de l'exigence légale concernée, sous réserve des conditions énoncées par le ministre dans l'approbation.

L'article 50 de la Loi est modifié afin de permettre à un inspecteur de renvoyer une affaire à la Commission lorsqu'un travailleur se plaint que son employeur a enfreint l'interdiction d'user de représailles et lorsque les circonstances le justifient. Cependant, pour que l'inspecteur puisse agir ainsi, l'affaire ne peut avoir été résolue par voie de décision arbitrale définitive aux termes d'une convention collective ou par le dépôt d'une plainte par le travailleur auprès de la Commission, et le travailleur doit consentir au renvoi de l'affaire et une politique sur les renvois doit avoir été établie par un directeur.

Le nouvel article 50.1 de la Loi attribue au Bureau des conseillers des travailleurs et au Bureau des conseillers des employeurs les fonctions prescrites pour l'application de la partie VI de la Loi

L'article 63 de la Loi est modifié pour que les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne puissent pas être contraintes de témoigner dans une poursuite civile ou dans une autre instance au sujet des renseignements ou des documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la Loi dans le cadre de leur emploi.

Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié afin d'ajouter des pouvoirs réglementaires complémentaires.

Les dispositions relatives à la capacité porteuse des structures sont mises à jour afin d'éliminer les mentions d'une méthode d'ingénierie qui n'a plus cours.

D'autres modifications complémentaires et transitoires sont apportées à la Loi.

Modifications apportées à la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail

La partie II (Prévention des lésions et des maladies) de la Loi est abrogée. L'essentiel du paragraphe 4 (2) et de l'article 10 de cette partie, qui traitent du paiement des travailleurs de la construction et des exigences que peut établir la Commission en matière de premiers soins, est réédicté ailleurs dans la Loi.

L'article 159 est modifié afin de soustraire les ententes en matière de partage de renseignements conclues entre la Commission et le ministère du Travail à l'obligation d'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

D'autres modifications complémentaires et transitoires sont apportées à la Loi.

2011

An Act to amend the Occupational Health and Safety Act and the Workplace Safety and Insurance Act, 1997 with respect to occupational health and safety and other matters

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

- 1. (1) Subsection 1 (1) of the Occupational Health and Safety Act is amended by adding the following definition:
- "Building Code" means any version of the Ontario Building Code that was in force at any time since it was made under the Building Code Act, 1974, the Building Code Act of the Revised Statutes of Ontario, 1980, the Building Code Act of the Revised Statutes of Ontario, 1990, the Building Code Act, 1992 or a successor to the Building Code Act, 1992; ("code du bâtiment")
- (2) The definition of "certified member" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:
- "certified member" means a committee member who is certified under section 7.6; ("membre agréé")
- (2.1) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:
- "Chief Prevention Officer" means the Chief Prevention Officer appointed under subsection 22.3 (1); ("directeur général de la prévention")
- (3) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:
- "Office of the Employer Adviser" means the office continued under subsection 176 (2) of the Workplace Safety and Insurance Act, 1997; ("Bureau des conseillers des employeurs")

Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité au travail et la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail et d'autres questions

Remarque : La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte:

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la Loi sur la santé et la sécurité au travail est modifié par adjonction de la définition suivante:
- «code du bâtiment» Toute version du code du bâtiment de l'Ontario qui a jamais été en vigueur depuis son adoption en vertu de la loi intitulée Building Code Act, 1974, de la loi intitulée Building Code Act des Lois refondues de l'Ontario de 1980, de la Loi sur le code du bâtiment des Lois refondues de l'Ontario de 1990, de la Loi de 1992 sur le code du bâtiment ou d'une loi qui remplace cette dernière. («Building Code»)
- (2) La définition de «membre agréé» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:
- «membre agréé» Membre du comité agréé en vertu de l'article 7.6. («certified member»)
- (2.1) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «directeur général de la prévention» Le directeur général de la prévention nommé en application du paragraphe 22.3 (1). («Chief Prevention Officer»)
- (3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «Bureau des conseillers des employeurs» Bureau maintenu aux termes du paragraphe 176 (2) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail. («Office of the Employer Adviser»)

"Office of the Worker Adviser" means the office continued under subsection 176 (1) of the *Workplace Safety* and *Insurance Act, 1997*; ("Bureau des conseillers des travailleurs")

2. Part II of the Act is amended by adding the following section:

Administration of Act

4.1 (1) The Minister is responsible for the administration of this Act.

Powers of Minister

- (2) In administering this Act, the Minister's powers and duties include the following:
- 0.1 To promote occupational health and safety and to promote the prevention of workplace injuries and occupational diseases.
 - 1. To promote public awareness of occupational health and safety.
 - 2. To educate employers, workers and other persons about occupational health and safety.
 - 3. To foster a commitment to occupational health and safety among employers, workers and others.
 - 4. To make grants, in such amounts and on such terms as the Minister considers advisable, to support occupational health and safety.

Duty to consider

- (3) In administering this Act, the Minister shall consider advice that is provided to the Minister under this Act
- -3. Section 6 of the Act is amended by adding the following subsections:

Policies

 (3) A Director may establish written policies respecting the interpretation, administration and enforcement of this Act.

Same

(4) An inspector shall follow any policies established by a Director under subsection (3).

4. The Act is amended by adding the following sections:

Standards - training programs

7.1 (1) The <u>Minister Chief Prevention Officer may</u> establish standards for training programs required under this Act or the regulations.

Approval training programs

-(2) The Minister may approve a training program if it meets the standards established under subsection (1).

«Bureau des conseillers des travailleurs» Bureau maintenu aux termes du paragraphe 176 (1) de la *Loi de 1997* sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail. («Office of the Worker Adviser»)

2. La partie II de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application de la Loi

4.1 (1) Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Pouvoirs du ministre

- (2) Afin de faire appliquer la présente loi, le ministre exerce notamment les pouvoirs et fonctions suivants :
- 0.1 Promouvoir la santé et la sécurité au travail ainsi que la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles.
 - Sensibiliser le public à la santé et à la sécurité au travail.
 - Instruire les employeurs, les travailleurs et d'autres personnes au sujet de la santé et de la sécurité au travail
 - 3. Développer, chez les employeurs, les travailleurs et d'autres personnes, le souci de la santé et de la sécurité au travail.
 - 4. Accorder des subventions, d'un montant et aux conditions qu'il estime opportuns, pour soutenir la santé et la sécurité au travail.

Obligation de tenir compte des conseils

- (3) Afin de faire appliquer la présente loi, le ministre tient compte des conseils qui lui sont donnés en application de celle-ci.
- 3. L'article 6 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Politiques

(3) Un directeur peut établir des politiques écrites relatives à l'interprétation et à l'application de la présente loi.

ldem

(4) Les inspecteurs respectent les politiques qu'établit un directeur en vertu du paragraphe (3).

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Normes: programmes de formation

7.1 (1) Le ministre-directeur général de la prévention peut établir des normes pour les programmes de formation exigés par la présente loi ou les règlements.

Approbation des programmes de formation

- (2) Le ministre peut approuver un programme de formation s'il satisfait aux normes établies en vertu du paragraphe (1).

Approval - training program

(2) The Chief Prevention Officer may approve a training program that is established before or after this subsection comes into force if the training program meets the standards established under subsection (1).

Standards - persons who provide training

7.2 (1) The Minister Chief Prevention Officer may establish standards that a person shall meet in order to become an approved training provider.

Approval - persons who provide training

(2) The Minister Chief Prevention Officer may approve a person who meets the standards described in subsection (1) as a training provider with respect to one or more approved training programs.

Amendment of standard

7.3 (1) The Minister Chief Prevention Officer may amend a standard established under subsection 7.1 (1) or 7.2 (1).

Publication of standards

(2) The Minister Chief Prevention Officer shall publish the standards established under subsections 7.1 (1) and 7.2 (1) promptly after establishing or amending them.

Time limit of approval

7.4 (1) An approval given under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2) is valid for the period that the Minister Chief Prevention Officer specifies in the approval.

Revocation, etc., of approval

(2) The Minister-Chief Prevention Officer may revoke or amend an approval given under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2).

Information to be provided to Minister Chief Prevention Officer

(3) The Minister-Chief Prevention Officer may require any person who is seeking an approval or is the subject of an approval under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2) to provide the Minister-Chief Prevention Officer with whatever information, records or accounts he or she may require pertaining to the approval and the Minister-Chief Prevention Officer may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Collection and use of training information

7.5 (1) The Minister Chief Prevention Officer may collect information about a worker's successful completion of an approved training program for the purpose of maintaining a record of workers who have successfully completed approved training programs.

Disclosure by training provider

(2) The Minister may require an approved training provider—The Chief Prevention Officer may require an approved training provider to disclose to him or her the information described in subsection (1).

Approbation d'un programme de formation

(2) Le directeur général de la prévention peut approuver un programme de formation créé avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe s'il satisfant aux normes établies en vertu du paragraphe (1).

Normes: personnes qui donnent la formation

7.2 (1) Le ministre-directeur général de la prévention peut établir les normes auxquelles une personne doit satisfaire pour devenir un fournisseur de formation agréé.

Agrément des personnes qui donnent la formation

(2) Le ministre directeur général de la prévention peut agréer une personne qui satisfait aux normes visées au paragraphe (1) comme fournisseur de formation à l'égard d'un ou de plusieurs programmes de formation approuvés.

Modification des normes

7.3 (1) Le ministre-directeur général de la prévention peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe 7.1 (1) ou 7.2 (1).

Publication des normes

(2) Le ministre directeur général de la prévention publie les normes établies en vertu des paragraphes 7.1 (1) et 7.2 (1) promptement après les avoir établies ou modifiées.

Période de validité

7.4 (1) L'approbation ou l'agrément donné en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2) est valide pendant la période que le ministre directeur général de la prévention y précise.

Révocation ou modification

(2) Le ministre directeur général de la prévention peut révoquer ou modifier une approbation ou un agrément donné en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2).

Renseignements à fournir au ministre directeur général de la prévention

(3) Le ministre-directeur général de la prévention peut exiger que quiconque cherche à obtenir une approbation ou un agrément ou en bénéficie déjà en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2) lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il exige relativement à l'approbation ou à l'agrément. Le ministre-directeur général de la prévention peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Collecte et utilisation de renseignements sur la formation

7.5 (1) Le ministre directeur général de la prévention peut recueillir des renseignements attestant qu'un travailleur a terminé avec succès un programme de formation approuvé dans le but de tenir un dossier des travailleurs qui ont terminé avec succès de tels programmes.

Divulgation par le fournisseur de formation

(2) Le ministre peut exiger d'un fournisseur de formation approuvé-Le directeur général de la prévention peut exiger d'un fournisseur de formation agréé qu'il lui divulgue les renseignements visés au paragraphe (1).

Same

(3) The Minister-Chief Prevention Officer may specify the time at which, and the form in which, the information shall be provided.

Disclosure by Minister Chief Prevention Officer

(4) The Minister Chief Prevention Officer may disclose information collected under subsection (1) to any person, including but not limited to a current or potential employer of a worker, if the worker consents to the disclosure.

5. The Act is amended by adding the following section:

Certification of members

- 7.6 (1) The Minister Chief Prevention Officer may,
- (a) establish training and other requirements that a committee member shall fulfil in order to become a certified member; and
- (b) certify a committee member who fulfils the requirements described in clause (a).

Transition

(2) A person who is certified under paragraph 5 of subsection 4 (1) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force is deemed to be certified under this section.

5.1 The Act is amended by adding the following section:

Delegation

7.7 The Chief Prevention Officer may in writing delegate from time to time his or her powers or duties under subsections 7.1 (2) and 7.2 (2), sections 7.4 and 7.5 and clause 7.6 (1) (b) to any employee in the Ministry, subject to such limitations, restrictions, conditions and requirements as the Chief Prevention Officer may set out in the delegation.

6. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Training requirement

(5.1) Unless otherwise prescribed, a constructor or employer shall ensure that a health and safety representative selected under subsection (5) receives training to enable him or her to effectively exercise the powers and perform the duties of a health and safety representative.

Same

(5.2) The training described in subsection (5.1) shall meet such requirements as may be prescribed.

Entitlement to be paid

(5.3) A health and safety representative is deemed to be at work while he or she is receiving the training described in subsection (5.1), and the representative's em-

Idem

(3) Le ministre directeur général de la prévention peut préciser le moment auquel les renseignements doivent lui être fournis et la forme sous laquelle ils doivent l'être.

Divulgation par le ministre directeur général de la prévention

(4) Le ministre directeur général de la prévention peut divulguer les renseignements recueillis en vertu du paragraphe (1) à quiconque, notamment à un employeur actuel ou éventuel d'un travailleur, si ce dernier consent à la divulgation.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Agrément des membres

- **7.6** (1) Le ministre directeur général de la prévention peut :
 - a) établir les conditions, notamment en matière de formation, que doit remplir un membre du comité pour devenir un membre agréé;
 - b) agréer un membre du comité qui remplit les conditions visées à l'alinéa a).

Disposition transitoire

(2) Quiconque est agréé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 4 (1) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail est réputé agréé en vertu du présent article.

5.1 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Délégation

7.7 Le directeur général de la prévention peut, par écrit, déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les paragraphes 7.1 (2) et 7.2 (2), les articles 7.4 et 7.5 et l'alinéa 7.6 (1) b) à une personne employée dans le ministère, sous réserve des limitations, restrictions, conditions et exigences précisées dans l'acte de délégation.

6. L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Formation exigée

(5.1) Sauf prescription contraire, le constructeur ou l'employeur veille à ce que le délégué à la santé et à la sécurité choisi en application du paragraphe (5) reçoive une formation qui lui permette d'exercer de façon efficace ses pouvoirs et fonctions de délégué.

Idem

(5.2) La formation visée au paragraphe (5.1) doit satisfaire aux exigences prescrites.

Salaire garanti

(5.3) Le délégué à la santé et à la sécurité est réputé être au travail pendant qu'il reçoit la formation visée au paragraphe (5.1), et son employeur le paie à son taux de

ployer shall pay the representative for the time spent, at the representative's regular or premium rate as may be proper.

7. (1) Section 9 of the Act is amended by adding the following subsections:

Powers of co-chairs

(19.1) If the committee has failed to reach consensus about making recommendations under subsection (18) after attempting in good faith to do so, either co-chair of the committee has the power to make written recommendations to the constructor or employer.

Recommendations

- (19.2) Written recommendations made under subsection (19.1) shall include the following:
- 1. The co-chair's recommendations.
- 2. A summary of the position of the members of the committee who supported the recommendations.
- 3. A summary of the position of the members of the committee who did not support the recommendations.
- 4. Information about how the committee attempted to reach consensus.
- (2) Subsection 9 (20) of the Act is amended by striking out "committee" and substituting "committee or co-chair".
- (3) Subsection 9 (36) of the Act is amended by striking out "certified by the Workplace Safety and Insurance Board" and substituting "a certified member".
- 8. (1) The Act is amended by adding the following Part:

PART II.1 PREVENTION COUNCIL, CHIEF PREVENTION OFFICER AND DESIGNATED ENTITIES

PREVENTION COUNCIL

Prevention Council

22.2 (1) The Minister shall establish a council to be known as the Prevention Council in English and Conseil de la prévention in French.

Composition

- (2) The Council shall be composed of such members as the Minister may appoint, and shall include representatives from the following groups:
- -1. Workers.
- 2. Employers.
- Other persons with occupational health and safety expertise.

Composition

(2) The Council shall be composed of such members as the Minister may appoint, and shall include representatives from each of the following groups:

salaire normal ou majoré, selon le cas, pendant cette période.

7. (1) L'article 9 de la Loi est modifié par adjonction des du paragraphes suivants :

Pouvoirs des coprésidents

(19.1) Si, après avoir tenté de bonne foi d'atteindre un consensus sur les recommandations visées au paragraphe (18), le comité n'y est pas parvenu, l'un ou l'autre des coprésidents du comité a le pouvoir de faire des recommandations écrites au constructeur ou à l'employeur.

Recommandations

- (19.2) Les recommandations écrites faites en vertu du paragraphe (19.1) comprendent ce qui suit :
- 1. Les recommandations du coprésident.
- 2. Un résumé du point de vue des membres du comite qui ont appuyé les recommandations.
- 3. Un résumé du point de vue des membres du comite qui n'ont pas appuyé les recommandations.
- 4. Des renseignements sur la façon dont le comité a tenté d'atteindre un consensus.
- (2) Le paragraphe 9 (20) de la Loi est modifié par substitution de «du comité ou d'un de ses coprésidents» à «du comité».
- (3) Le paragraphe 9 (36) de la Loi est modifié par substitution de «à remplir pour devenir membres agréés» à «de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail».
- 8. (1) La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE II.1 CONSEIL DE LA PRÉVENTION, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION ET ENTITÉS DÉSIGNÉES

CONSEIL DE LA PRÉVENTION

Conseil de la prévention

22.2 (1) Le ministre crée un conseil appelé Conseil de la prévention en français et Prevention Council en anglais.

Composition

- -(2) Le Conseil se compose des membres que nomme le ministre et comprend des representants des groupes suivants :
- 1. Les travailleurs.
- 2. Les employeurs.
- 3. D'autres personnes avant une expertise dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Composition

(2) Le Conseil se compose des membres que nomme le ministre et comprend des représentants de chacun des groupes suivants :

- 1. Trade unions and provincial labour organizations.
- 2. Employers.
- 3. Non-unionized workers, the Workplace Safety and Insurance Board and persons with occupational health and safety expertise.

Same

- (2.1) In appointing members of the Council, the Minister shall ensure that,
- (a) an equal number of members are appointed to represent the groups described in paragraphs 1 and 2 of subsection (2); and
- (b) the group described in paragraph 3 of subsection (2) is represented by not more than one-third of the members of the Council.

Appointment of members

(3) The members of the Council shall be appointed for such term as may be determined by the Minister.

Chair

(4) The members of the Council shall choose a chair from among themselves by the date fixed by the Minister; if they fail to do so, the Minister shall designate a member as chair.

Same

(5) Subsection (4) applies on the first appointment of members and thereafter whenever the office of chair is vacant.

Functions

- (6) The Council shall,
- (a) provide advice to the Minister on the appointment of a Chief Prevention Officer;
- (b) provide advice to the Chief Prevention Officer,
 - (i) on the prevention of workplace injuries and occupational diseases,
 - (ii) for the purposes of the provincial occupational health and safety strategy and the annual report under section 22.3, and
 - (iii) on any significant proposed changes to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases;
- (c) provide advice on any other matter specified by the Minister; and
- (d) perform such other functions as may be specified by the Minister.

Advice

(7) For the purposes of subsection (6), any advice provided by the Council shall be communicated by the chair of the Council.

- 1. Les syndicats et les organisations syndicales provinciales.
- 2. Les employeurs.
- 3. Les travailleurs non syndiqués, la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et les personnes ayant une expertise dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Idem

- (2.1) Lorsqu'il nomme les membres du Conseil, le ministre veille à ce qui suit :
 - a) un nombre égal de membres sont nommés pour représenter les groupes indiqués aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (2);
- b) le groupe indiqué à la disposition 3 du paragraphe
 (2) n'est pas représenté par plus du tiers des membres du Conseil.

Nomination des membres

(3) Le ministre fixe la durée du mandat des membres du Conseil.

Président

(4) Les membres du Conseil choisissent un président parmi eux au plus tard à la date fixée par le ministre; s'ils ne le font pas, le ministre désigne un membre comme président.

Idem

(5) Le paragraphe (4) s'applique lors de la première nomination des membres et, par la suite, à chaque vacance du poste de président.

Fonctions

- (6) Le Conseil exerce les fonctions suivantes :
- a) conseiller le ministre sur la nomination du directeur général de la prévention;
- b) conseiller le directeur général de la prévention :
 - (i) sur la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles,
 - (ii) dans le cadre de la stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail et du rapport annuel prévus à l'article 22.3,
 - (iii) sur les modifications importantes proposées au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
- c) conseiller le ministre sur les autres questions qu'il précise;
- d) exercer les autres fonctions que précise le ministre.

Conseils

(7) Pour l'application du paragraphe (6), les conseils donnés par le Conseil sont communiqués par son président.

Remuneration and expenses

(8) Any member of the Council who is not a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act, 2006* may be paid such remuneration and expenses as may be from time to time fixed by the Lieutenant Governor in Council.

CHIEF PREVENTION OFFICER

Chief Prevention Officer

Functions

- **22.3** (1) The Minister shall appoint a Chief Prevention Officer to,
 - (a) develop a provincial occupational health and safety strategy;
 - (b) prepare an annual report on occupational health and safety;
 - (c) exercise any power or duty delegated to him or her by the Minister under this Act;
 - (d) provide advice to the Minister on the prevention of workplace injuries and occupational diseases; and
 - (e) provide advice to the Minister on any proposed changes to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases;
- (f) provide advice to the Minister on the establishment of standards for designated entities under section 22.4;
- (g) exercise the powers and perform the duties with respect to training that are set out in sections 7.1 to 7.5;
- (h) establish requirements for the certification of persons for the purposes of this Act and certify persons under section 7.6 who meet those requirements;
- (i) exercise the powers and perform the duties set out in section 22.5.1; and
- (j) exercise such other powers and perform such other duties as may be assigned to the Chief Prevention Officer under this Act.

Changes, funding and delivery of services

- (2) The following rules apply to advice under clause (1) (e):
- 1. If the Chief Prevention Officer is considering providing advice about a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases, the Chief Prevention Officer shall determine whether the proposed change is significant.
- 2. If the Chief Prevention Officer determines that the proposed change is significant, he or she shall,
- 1. ask the chair of the Prevention Council to state whether the Council endorses the proposed change, and

Rémunération et indemnités

(8) Les membres du Conseil qui ne sont pas des fonctionnaires au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* peuvent recevoir la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION

Directeur général de la prévention

Fonctions

- **22.3** (1) Le ministre nomme un directeur général de la prévention qui exerce les fonctions suivantes :
 - a) élaborer une stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail;
 - b) préparer un rapport annuel sur la santé et la sécurité au travail;
 - c) exercer les pouvoirs ou fonctions que lui délègue le ministre en vertu de la présente loi;
 - d) conseiller le ministre sur la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
 - e) conseiller le ministre sur les modifications proposées au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
- f) conseiller le ministre sur l'établissement, en vertu de l'article 22.4, de normes pour les entités désignées;
- g) exercer les pouvoirs et fonctions avant trait à la formation qui sont prévus aux articles 7.1 à 7.5;
- h) établir les conditions d'agrément des membres pour l'application de la présente loi et agréer, en vertu de l'article 7.6, ceux qui remplissent ces conditions;
- i) exercer les pouvoirs et fonctions prévus à l'article 22.5.1;
- j) exercer les autres pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être attribues dans le cadre de la présente loi.

Modifications: financement-et prestation des services

- (2) Les règles suivantes s'appliquent aux conseils donnés en application de l'alinéa (1) e):
- 1. S'il envisage de donner des conseils sur une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles, le directeur général de-la prévention détermine si la modification proposée est importante.
- 2. S'il détermine que la modification proposée est importante, le directeur général de la prévention :
- i. demande au président du Conseil de la prévention de declarer si le Conseil appuie ou non la modification proposee;

ii. include that statement in the advice to the Minister.

Appointment

(3) The Chief Prevention Officer may be appointed for a term not exceeding five years and may be reappointed for successive terms not exceeding five years each.

Occupational health and safety strategy

- (4) The Chief Prevention Officer shall develop a written provincial occupational health and safety strategy that includes.
 - (a) a statement of occupational health and safety goals;
 - (b) key performance indicators for measuring the achievement of the goals; and
 - (c) any other matter specified by the Minister.

Advice of Prevention Council

(5) The Chief Prevention Officer shall consult with the Prevention Council and shall consider its advice in developing the strategy.

Strategy provided to Minister

(6) The Chief Prevention Officer shall provide the strategy to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Minister's approval

(7) The Minister may approve the strategy or refer it back to the Chief Prevention Officer for further consideration.

Publication

(8) After approving the strategy, the Minister shall publish it promptly.

Annual report

(9) The Chief Prevention Officer shall provide an annual written report to the Minister on occupational health and safety that includes a measurement of the achievement of the goals established in the strategy, and that contains such other information as the Minister may require.

Advice of Prevention Council

(10) The Chief Prevention Officer shall consult with the Prevention Council and shall consider its advice in developing the report.

Report provided to Minister

(11) The Chief Prevention Officer shall provide the annual report to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Publication

(12) The Minister shall publish the Chief Prevention Officer's report promptly.

CHANGES TO FUNDING AND DELIVERY OF SERVICES

If Minister proposes change

22.3.1 (1) If the Minister is considering a proposed

ii. joint cette déclaration aux conseils qu'il donne au ministre.

Nomination

(3) Le directeur général de la prévention est nommé pour un mandat maximal de cinq ans et peut être nommé de nouveau pour des mandats d'au plus cinq ans chacun.

Stratégie en matière de santé et de sécurité au travail

- (4) Le directeur général de la prévention élabore une stratégie provinciale écrite de santé et de sécurité au travail qui comprend :
 - a) l'énoncé des objectifs en matière de santé et de sécurité au travail;
 - b) les indicateurs de rendement clés servant à mesurer le degré de réalisation des objectifs;
 - c) les autres questions que précise le ministre.

Rôle consultatif du Conseil de la prévention

(5) Le directeur général de la prévention consulte le Conseil de la prévention et tient compte de ses conseils en élaborant la stratégie.

Remise de la stratégie au ministre

(6) Le directeur général de la prévention remet la stratégie au ministre au plus tard à la date que précise celuici.

Approbation du ministre

(7) Le ministre peut approuver la stratégie ou la renvoyer au directeur général de la prévention pour étude plus approfondie.

Publication

(8) Après avoir approuvé la stratégie, le ministre la publie promptement.

Rapport annuel

(9) Le directeur général de la prévention remet chaque année au ministre un rapport écrit sur la santé et la sécurité au travail qui fait état du degré de réalisation des objectifs fixés dans la stratégie et qui contient les autres renseignements exigés par le ministre.

Rôle consultatif du Conseil de la prévention

(10) Le directeur général de la prévention consulte le Conseil de la prévention et tient compte de ses conseils en élaborant le rapport.

Remise du rapport au ministre

(11) Le directeur général de la prévention remet le rapport annuel au ministre au plus tard à la date que précise celui-ci.

Publication

(12) Le ministre publie promptement le rapport du directeur général de la prévention.

MODIFICATIONS AU FINANCEMENT ET À LA PRESTATION DES SERVICES

Modification proposée par le ministre

22.3.1 (1) S'il envisage d'apporter une modification

change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace mjuries and occupational discases, the Minister shall determine whether the proposed change would be a significant change.

If proposed change significant

(2) If the Minister determines that the proposed change is significant, the Minister shall seek advice from the Chief Prevention Officer with respect to the proposed change.

If Chief Prevention Officer advising on change

...(3) If the Chief Prevention Officer is considering providing advice to the Minister concerning a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases, the Chief Prevention Officer shall determine whether the proposed change would be a significant change.

Prevention Council endorsement

- (4) If the Minister asks the Chief Prevention Officer for advice under subsection (2) or if the Chief Prevention Officer determines under subsection (3) that a proposed change would be a significant change, the Chief Prevention Officer shall,
- (a) ask the chair of the Prevention Council to state whether the Council endorses the proposed change; and
- (b) include that statement in the advice to the Minister.

Matters to consider in determining if change is significant

__(5) The Minister and the Chief Prevention Officer shall consider such matters as may be prescribed when determining whether a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases would be a significant change.

Regulation

(6) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing matters to be considered when determining whether a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases would be a significant change.

Same

- (7) Before recommending to the Lieutenant Governor in Council that a regulation be made under subsection (6), the Minister shall seek the advice of the Chief Prevention Officer and require the Chief Prevention Officer to seek the advice of the Prevention Council with respect to the matters to be prescribed.
- (2) Part II.1 of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by adding the following sections:

au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles, le ministre détermine si la modification proposée serait importante.

Cas où la modification proposée serait importante

(2) S'il détermine que la modification proposee serant importante, le ministre solficite les conseils du directeur général de la prévention à son sujet.

Conseils du directeur général de la prévention sur la modification

(3) S'il envisage de donner des conseils au ministre sur une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles, le directeur général de la prévention détermine si cette modification serait importante.

Appui du Conseil de la prévention

- (4) Si le ministre lui demande des conseils en application du paragraphe (2) ou s'il détermine, conformément au paragraphe (3), qu'une modification proposée serait importante, le directeur général de la prévention :
- a) demande au président du Conseil de la prévention de déclarer si le Conseil appuie ou non la modification proposée;
- b) joint cette déclaration aux conseils qu'il donne au ministre.

<u>Questions dont il faut tenir compte pour déterminer si la modification serait importante</u>

(5) Le ministre et le directeur général de la prévention tiennent compte des questions prescrites pour déterminer si une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles serait importante.

Règlements

(6) Sur recommandation du ministre, le lieutenantgouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les questions dont il faut tenir compte pour déterminer si une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles serait importante.

Idem

- (7) Avant de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre un règlement en vertu du paragraphe (6), le ministre sollicite les conseils du directeur général de la prévention et enjoint à ce dernier de sollienter les conseils du Conseil de la prévention au sujet des questions qui doivent être prescrites.
- (2) La partie II.1 de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (1), est modifiée par adjonction des articles suivants :

DESIGNATED ENTITIES

Eligible for grant

22.4 (0.1) An entity that is designated under this section is eligible for a grant from the Ministry.

Designation by Minister

(1) The Minister may designate an entity as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters if the entity meets the standards established by the Minister.

Standards

(2) The Minister may establish standards that an entity shall meet before it is eligible to be designated.

Same

(3) The standards established under subsection (2) may address any matter the Minister considers appropriate, including governance, objectives, functions and operations.

Same

(4) The Minister may establish different standards for associations, clinics or centres serving different industries or groups.

Duty to comply

(5) A designated entity shall operate in accordance with the standards established under subsection (2) that apply to it, and in accordance with any other requirements imposed on it under section 22.5.

Amendment of standard

(6) The Minister may amend a standard established under subsection (2).

Date for compliance with amended standard

(7) If the Minister amends a standard established under subsection (2), the Minister shall establish a date by which designated entities to which the amended standard applies are required to comply with it.

Publication of standards

- (8) The Minister shall promptly publish,
- (a) the standards established under subsection (2); and
- (b) standards amended under subsection (6), together with the compliance date described in subsection (7).

Transition

(9) When the Minister establishes and publishes standards under subsections (2) and (8) for the first time after the coming into force of subsection 8 (2) of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act*, 2011, the Minister shall establish a date for the purposes of subsections (10) and (11) and shall publish it together with the standards.

Same

(10) An entity that is designated as a safe workplace

ENTITÉS DÉSIGNÉES

Admissibilité à des subventions

22.4 (0.1) Les entités désignées en vertu du présent article sont admissibles à des subventions du ministère.

Désignation par le ministre

(1) Le ministre peut désigner une entité comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail si l'entité satisfait aux normes établies par le ministre.

Normes

(2) Le ministre peut établir les normes auxquelles doit satisfaire une entité avant de pouvoir être désignée.

Idem

(3) Les normes établies en vertu du paragraphe (2) peuvent traiter des questions que le ministre estime appropriées, notamment la gouvernance, les objectifs, les fonctions et les activités.

Idem

(4) Le ministre peut établir des normes différentes pour les associations, les cliniques ou les centres desservant des secteurs d'activité ou des groupes différents.

Obligation des entités

(5) Les entités désignées exercent leurs activités conformément aux normes établies en vertu du paragraphe (2) qui s'appliquent à elles et aux autres exigences qui leur sont imposées en vertu de l'article 22.5.

Modification des normes

(6) Le ministre peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe (2).

Date d'observation des normes modifiées

(7) S'il modifie une norme établie en vertu du paragraphe (2), le ministre fixe la date à laquelle les entités désignées auxquelles s'applique la norme modifiée sont tenues de l'observer.

Publication des normes

- (8) Le ministre publie promptement :
- a) les normes établies en vertu du paragraphe (2);
- b) les normes modifiées en vertu du paragraphe (6), avec la date d'observation visée au paragraphe (7).

Disposition transitoire

(9) Lorsqu'il établit et publie des normes en vertu des paragraphes (2) et (8) pour la première fois après l'entrée en vigueur du paragraphe 8 (2) de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail*, le ministre fixe une date pour l'application des paragraphes (10) et (11) et la publie avec les normes.

Idem

(10) L'entité qui est désignée comme association pour

association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters under section 6 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force is deemed to be designated for the purposes of this Act until the date established by the Minister under subsection (9).

Same

(11) The standards that are in place under section 6 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force continue to apply, with necessary modifications, and are deemed to be standards for the purposes of this section, until the date established by the Minister under subsection (9).

Effect of designation

Grants

22.5 (1) A designated entity is eligible for a grant from the Ministry.

Monitoring

- (2) The Minister shall monitor the operation of designated entities, may require a designated entity to provide such information, records or accounts as he or she specifies, and may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Directions

(3) The Minister may direct a designated entity to take such actions as the Minister considers appropriate.

Government directives

(4) In addition to the directions the Minister may issue under subsection (3), the Minister may direct an entity to comply with such government directives as the Minister specifies.

Failure to comply

- (5) If an entity does not operate in accordance with the standards established under section 22.4 and with any other requirements imposed on it under this section, the Minister may.

Failure to comply

- __(5) If an entity has committed any failure described in paragraphs 1 to 3 of subsection 22.5.1 (3), the Minister may.
 - (a) reduce or suspend grants to the entity while the non-compliance continues;
 - (b) assume control of the entity and responsibility for its affairs and operations;
 - (c) revoke the designation and cease to provide grants to the entity; or
 - (d) take such other steps as he or she considers appropriate.

la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail en vertu de l'article 6 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail est réputée désignée pour l'application de la présente loi jusqu'à la date fixée par le ministre en application du paragraphe (9).

Idem

(11) Les normes établies en application de l'article 6 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail continuent de s'appliquer, avec les adaptations nécessaires, et sont réputées être les normes établies pour l'application du présent article jusqu'à la date fixée par le ministre en application du paragraphe (9).

Effet de la désignation

Subventions

22.5 (1) Les entités désignées sont admissibles à des subventions du ministère.

Surveillance

(2) Le ministre surveille les activités des entités désignées, peut exiger qu'une entité désignée lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il précise et peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Directives

(3) Le ministre peut donner à une entité désignée la directive de prendre les mesures qu'il estime appropriées.

Directives du gouvernement

(4) Outre les directives qu'il donne en vertu du paragraphe (3), le ministre peut donner à une entité celle de se conformer aux directives du gouvernement qu'il précise.

Inobservation

(5) Si une entité n'exerce pas ses activités conformement aux normes établies en vertu de l'article 22.1 et aux nutres exigences qui lui sont imposées en vertu du present article, le ministre peut, selon le cas :

Inobservation

- (5) Si une entité a commis l'une ou l'autre des omissions visées aux dispositions 1 à 3 du paragraphe 22.5.1 (3), le ministre peut, selon le cas :
 - a) réduire ou suspendre les subventions à l'entité tant que dure l'inobservation;
 - b) assumer la direction de l'entité et la responsabilité de ses affaires et activités;
 - c) révoquer la désignation de l'entité et cesser de lui fournir des subventions;
 - d) prendre les autres mesures qu'il estime appropriées.

Compliance and monitoring of designated entities

- **22.5.1** (1) The Chief Prevention Officer shall monitor the operation of designated entities and,
- (a) may require a designated entity to provide such information, records or accounts as the Chief Prevention Officer specifies; and
- (b) may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Report to Minister

(2) The Chief Prevention Officer shall report to the Minister on the compliance of designated entities with the standards established under section 22.4 and with any directions given by the Minister under section 22.5.

Advice to Minister

- (3) Where the Chief Prevention Officer determines that any of the following have occurred, the Chief Prevention Officer shall report that determination to the Minister and may advise the Minister with respect to any action the Minister may decide to take under section 22.5:
- 1. A designated entity has failed to operate in accordance with a standard established under section 22.4 that applies to it.
- 2. A designated entity has failed to comply with a direction given by the Minister under section 22.5 or a requirement of the Chief Prevention Officer under clause (1) (a).
- 3. A designated entity has failed to co-operate in an inquiry or examination conducted by the Chief Prevention Officer under clause (1) (b).

Appointment of administrator

22.6 (1) For the purposes of assuming control of an entity and responsibility for its affairs and operations under clause 22.5 (5) (b), the Minister may appoint an administrator.

Term of appointment

(2) The appointment of the administrator remains valid until it is terminated by the Minister.

Powers and duties of administrator

(3) The administrator has the exclusive right to exercise the powers and perform the duties of the board of directors and its officers and exercise the powers of its members.

Same

(4) In the appointment, the Minister may specify the powers and duties of the administrator and the terms and conditions governing those powers and duties.

Additional power of administrator

(5) The board of directors and officers may continue to act to the extent authorized by the Minister, but any such act is valid only if approved, in writing, by the administrator.

<u>Surveillance des entités désignées : observation des normes et des directives</u>

- **22.5.1** (1) Le directeur général de la prévention surveille les activités des entités désignées et peut :
 - a) exiger qu'une entité désignée lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il précise;
- b) effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Rapport au ministre

(2) Le directeur général de la prévention présente au ministre un rapport sur l'observation par les entités désignées des normes établies en vertu de l'article 22.4 et des directives données par le ministre en vertu de l'article 22.5.

Conseils au ministre

- (3) S'il détermine que l'une ou l'autre des situations suivantes s'est produite, le directeur général de la prévention le signale au ministre et peut conseiller ce dernier sur les mesures à prendre en vertu de l'article 22.5 :
- 1. Une entité désignée n'a pas exercé ses activités conformément aux normes établies en vertu de l'article 22.4 qui s'appliquent à elle.
- 2. Une entité désignée n'a pas observé une directive donnée par le ministre en vertu de l'article 22.5 ou une exigence formulée par le directeur général de la prévention en vertu de l'alinéa (1) a).
- 3. Une entité désignée n'a pas collaboré à une enquête ou à un examen effectué par le directeur général de la prévention en vertu de l'alinéa (1) b).

Nomination d'un administrateur

22.6 (1) Le ministre peut nommer un administrateur pour assumer la direction d'une entité et la responsabilité de ses affaires et activités en vertu de l'alinéa 22.5 (5) b).

Mandat

(2) L'administrateur reste en fonction jusqu'à ce que le ministre mette fin à son mandat.

Pouvoirs et fonctions de l'administrateur

(3) L'administrateur a le droit exclusif d'exercer les pouvoirs et fonctions du conseil d'administration et des dirigeants de l'entité, et d'exercer les pouvoirs de ses membres.

Idem

(4) Le ministre peut préciser, dans la nomination, les pouvoirs et fonctions de l'administrateur ainsi que les conditions les régissant.

Pouvoir supplémentaire de l'administrateur

(5) Le conseil d'administration et les dirigeants peuvent continuer d'agir dans la mesure permise par le ministre. Les actes accomplis à ce titre ne sont valides que si l'administrateur les approuve par écrit.

Report, directions

(6) The administrator shall report to the Minister as required by him or her and shall carry out his or her directions.

Meeting of members

(7) Before the termination of an administrator's appointment, the administrator may call a meeting of the members to elect a board of directors in accordance with the *Corporations Act*.

Unincorporated entity

(8) This section applies, with necessary modifications, to an entity that is not incorporated.

Delegation of powers and duties

- **22.7** Despite section 5, the Minister may delegate his or her powers or duties under sections 22.4, 22.5 and 22.6 only to the Chief Prevention Officer.
- (3) Subsection 22.6 (7) of the Act, as enacted by subsection (2), is amended by striking out "Corporations Act" and substituting "Not-For-Profit Corporations Act, 2010".
- 9. Clause 25 (1) (e) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (e) a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting any loads that may be applied to it,
 - (i) as determined by the applicable design requirements established under the version of the Building Code that was in force at the time of its construction,
 - (ii) in accordance with such other requirements as may be prescribed, or
 - (iii) in accordance with good engineering practice, if subclauses (i) and (ii) do not apply.
- 10. Section 32.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

32.1 In this Part,

"legal requirement" means a requirement imposed by a provision of this Act or by a regulation made under this Act.

11. Subsection 32.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Approval of code of practice

(1) The Minister may approve a code of practice and the approved code of practice may be followed to comply with a legal requirement specified in the approval.

Same

(1.1) An approval made under subsection (1) may be

Rapport: directives

(6) L'administrateur présente un rapport au ministre à la demande de ce dernier et applique ses directives.

Réunion des membres

(7) Avant la fin de son mandat, l'administrateur peut convoquer une réunion des membres de l'entité afin d'élire un conseil d'administration conformément à la *Loi sur les personnes morales*.

Entité non constituée en personne morale

(8) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une entité qui n'est pas constituée en personne morale.

Délégation des pouvoirs et fonctions

- **22.7** Malgré l'article 5, le ministre ne peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les articles 22.4, 22.5 et 22.6 qu'au directeur général de la prévention.
- (3) Le paragraphe 22.6 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (2), est modifié par substitution de «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif» à «Loi sur les personnes morales».
- 9. L'alinéa 25 (1) e) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - e) tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, — temporaire ou permanent — puisse supporter les charges qui peuvent y être appliquées, conformément, selon le cas :
 - (i) à ce que prévoient les exigences applicables du code du bâtiment, dans sa version en vigueur lors de la construction,
 - (ii) aux autres exigences prescrites,
 - (iii) aux bonnes pratiques d'ingénierie, si les sousalinéas (i) et (ii) ne s'appliquent pas.

10. L'article 32.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

32.1 La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«exigence légale» Exigence imposée par une disposition de la présente loi ou par un règlement pris en vertu de la présente loi.

11. Le paragraphe 32.2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Approbation d'un code de pratique

(1) Le ministre peut approuver un code de pratique, auquel cas le code approuvé peut être suivi pour observer une exigence légale précisée dans l'approbation.

Iden

(1.1) L'approbation donnée en vertu du paragraphe (1)

subject to such terms and conditions as the Minister considers appropriate and may be general or particular in its application.

12. Section 32.4 of the Act is repealed and the following substituted:

Effect of approved code of practice

- **32.4** The following apply if a code of practice is approved under section 32.2:
 - Subject to any terms or conditions set out in the approval, compliance with the approved code of practice is deemed to be compliance with the legal requirement.
 - A failure to comply with the approved code of practice is not, in itself, a breach of the legal requirement.

13. (1) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:

Referral by inspector

- (2.1) Where the circumstances warrant, an inspector may refer a matter to the Board if the following conditions are met:
 - 1. The worker has not had the matter dealt with by final and binding settlement by arbitration under a collective agreement or filed a complaint with the Board under subsection (2).
 - 2. The worker consents to the referral.
- 3. A policy respecting referrals has been established under subsection 6 (3).

Same

(2.2) Any rules governing the practice and procedure of the Board apply with all necessary modifications to a referral made under subsection (2.1).

Referral not an order

(2.3) A referral made under subsection (2.1) is not an order or decision for the purposes of section 61.

Testimony

- (2.4) An inspector is not a competent or compellable witness before the Board in a proceeding relating to a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1).
- (2) Subsection 50 (3) of the Act is amended by striking out "any complaint filed under subsection (2)" and substituting "any complaint filed under subsection (2) or referral made under subsection (2.1)".
- (3) Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (4) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:

peut être assortie des conditions que le ministre estime appropriées et avoir une portée générale ou particulière.

12. L'article 32.4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Effet du code de pratique approuvé

- **32.4** Les règles suivantes s'appliquent si un code de pratique est approuvé en vertu de l'article 32.2 :
 - 1. Sous réserve des conditions énoncées dans l'approbation, l'observation du code de pratique approuvé est réputée l'observation de l'exigence légale.
 - 2. L'inobservation du code de pratique approuvé ne constitue pas en soi un manquement à l'exigence légale.

13. (1) L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Renvoi d'une affaire par un inspecteur

- (2.1) Lorsque les circonstances le justifient, un inspecteur peut renvoyer une affaire à la Commission si les conditions suivantes sont réunies :
 - Le travailleur n'a pas demandé que l'affaire soit résolue par voie de décision arbitrale définitive aux termes d'une convention collective ni déposé de plainte auprès de la Commission en vertu du paragraphe (2).
 - 2. Le travailleur consent au renvoi de l'affaire.
- 3. Une politique sur les renvois a été établie en vertu du paragraphe 6 (3).

Idem

(2.2) Les règles de pratique et de procédure de la Commission s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).

Renvoi non un ordre

(2.3) Le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1) n'est ni un ordre ni une décision pour l'application de l'article 61.

Témoignage

- (2.4) L'inspecteur n'est ni habile ni contraignable à témoigner devant la Commission dans une instance portant sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).
- (2) Le paragraphe 50 (3) de la Loi est modifié par substitution de «toute plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou tout renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «toute plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (3) Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «sur la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (4) L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Rules to expedite proceedings

(4.1) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act*, 1995 to expedite proceedings relating to a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1).

Same

- (4.2) Subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of the *Labour Relations Act*, 1995 apply, with necessary modifications, to rules made under subsection (4.1).
- (5) Subsection 50 (5) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (6) Subsection 50 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Jurisdiction when complaint by public servant

- (6) The Board shall exercise jurisdiction under this section when a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1) is in respect of a worker who is a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act*, 2006.
- (7) Subsection 50 (7) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (8) Subsection 50 (8) of the Act is amended by striking out "subsection (2)" and substituting "subsections (2) and (2.1)".
- 14. Part VI of the Act is amended by adding the following section:

Offices of the Worker and Employer Advisers

Office of the Worker Adviser

50.1 (1) In addition to the functions set out in section 176 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Office of the Worker Adviser has the functions prescribed for the purposes of this Part, with respect to workers who are not members of a trade union.

Office of the Employer Adviser

(2) In addition to the functions set out in the section 176 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Office of the Employer Adviser has the functions prescribed for the purposes of this Part, with respect to employers that have fewer than 100 employees or such other number as may be prescribed.

Costs

(3) In determining the amount of the costs that may be

Règles pour accélérer le déroulement des instances

(4.1) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances portant sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).

Idem

- (4.2) Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règles établies en vertu du paragraphe (4.1).
- (5) Le paragraphe 50 (5) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «sur la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (6) Le paragraphe 50 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Plainte d'un fonctionnaire

- (6) Dans le cadre du présent article, la Commission est compétente pour entendre la plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1) lorsque le travailleur concerné est un fonctionnaire au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.
- (7) Le paragraphe 50 (7) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (8) Le paragraphe 50 (8) de la Loi est modifié par substitution de «les paragraphes (2) et (2.1)» à «le paragraphe (2)».
- 14. La partie VI de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Bureaux des conseillers des travailleurs et des conseillers des employeurs

Bureau des conseillers des travailleurs

50.1 (1) Outre les fonctions prévues à l'article 176 de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le Bureau des conseillers des travailleurs exerce les fonctions prescrites pour l'application de la présente partie à l'égard des travailleurs qui ne font pas partie d'un syndicat.

Bureau des conseillers des employeurs

(2) Outre les fonctions prévues à l'article 176 de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le Bureau des conseillers des employeurs exerce les fonctions prescrites pour l'application de la présente partie à l'égard des employeurs qui ont moins de 100 employés ou tout autre nombre prescrit d'employés.

Frais

(3) Lorsqu'il fixe le montant des frais que peut engager

incurred by each office under subsection 176 (3) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Minister shall take into account any functions prescribed for the purposes of this Part.

15. Clause 54 (1) (m) of the Act is repealed and the following substituted:

- (m) require in writing an owner, constructor or employer to provide, at the expense of the owner, constructor or employer, a report bearing the seal and signature of a professional engineer stating,
 - (i) the load limits of a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent,
 - (ii) that a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting or withstanding the loads being applied to it or likely to be applied to it, or
 - (iii) that a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting any loads that may be applied to it,
 - (A) as determined by the applicable design requirements established under the version of the Building Code that was in force at the time of its construction,
 - (B) in accordance with such other requirements as may be prescribed, or
 - (C) in accordance with good engineering practice, if sub-subclauses (A) and (B) do not apply;

16. Section 63 of the Act is amended by adding the following subsections:

Compellability of witnesses

(3.1) Persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not compellable witnesses in a civil suit or any proceeding respecting any information or material furnished to or obtained, made or received by them under this Act while acting within the scope of their employment.

Exception

(3.2) If the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser is a party to a proceeding, a person employed in the relevant Office may be determined to be a compellable witness.

Production of documents

(3.3) Persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not required to produce, in a proceeding in which the relevant Office is not a party, any information or material furnished to or obtained, made or received by them under

chaque bureau en application du paragraphe 176 (3) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail, le ministre tient compte des fonctions prescrites pour l'application de la présente partie.

15. L'alinéa 54 (1) m) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- m) exiger par écrit qu'un propriétaire, un constructeur ou un employeur fournisse, à ses frais, un rapport, portant le sceau et la signature d'un ingénieur, qui certifie :
 - (i) la charge limite de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou de toute autre partie d'un lieu de travail, temporaire ou permanent,
 - (ii) que tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, temporaire ou permanent peut supporter les charges qui y sont ou qui sont susceptibles d'y être appliquées ou résister à de telles charges,
 - (iii) que tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, temporaire ou permanent peut supporter toutes les charges qui peuvent y être appliquées, conformément, selon le cas :
 - (A) à ce que prévoient les exigences applicables du code du bâtiment, dans sa version en vigueur lors de la construction,
 - (B) aux autres exigences prescrites,
 - (C) aux bonnes pratiques d'ingénierie, si les sous-sous-alinéas (A) et (B) ne s'appliquent pas;

16. L'article 63 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Témoins non contraignables

(3.1) Les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne doivent pas être contraintes de témoigner dans une poursuite civile ou dans une autre instance au sujet des renseignements ou des documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la présente loi dans le cadre de leur emploi.

Exception

(3.2) Si le Bureau des conseillers des travailleurs ou le Bureau des conseillers des employeurs est partie à une instance, une personne employée au Bureau concerné peut être reconnue comme contraignable à témoigner.

Production de documents

(3.3) Les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne sont pas tenues de produire, dans une instance à laquelle le Bureau concerné n'est pas partie, les renseignements ou les documents qui leur sont fournis ou

this Act while acting within the scope of their employment.

- 17. (1) Subsection 65 (1) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (b) an employee in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser;
- (2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out "a Director, an inspector or an engineer of the Ministry" and substituting "a Director, the Chief Prevention Officer, an inspector or an engineer of the Ministry".
- 18. (1) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:
- 13.1 exempting any class of workplaces from the requirement set out in subsection 8 (5.1);
- 13.2 requiring that the training of health and safety representatives under subsection 8 (5.1) meet such requirements as may be prescribed;
- (2) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:
- 31.1 requiring that training programs provided by employers meet such requirements as may be prescribed;
- (3) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:
 - 53. providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of section 22.4;
- (4) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:
 - 54. prescribing the functions of the Office of the Worker Adviser for the purposes of Part VI;
 - 55. prescribing the functions of the Office of the Employer Adviser for the purposes of Part VI;
 - 56. prescribing a number of employees for the purposes of subsection 50.1 (2).

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE ACT, 1997

- 19. Paragraph 1 of section 1 of the *Workplace Safety* and *Insurance Act*, 1997 is repealed and the following substituted:
 - 1. To promote health and safety in workplaces.
 - 20. Part II (sections 3 to 10) of the Act is repealed.
- 21. Paragraph 3 of section 82 of the Act is amended by striking out "this Act or".
- 22. Paragraph 1 of subsection 123 (2) of the Act is repealed.

qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la présente loi dans le cadre de leur emploi.

- 17. (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - b) une personne employée au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs;
- (2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par substitution de «un directeur, le directeur général de la prévention, un inspecteur ou un ingénieur du ministère» à «un directeur, un inspecteur ou un ingénieur du ministère».
- 18. (1) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
- 13.1 soustraire une catégorie de lieux de travail à l'exigence indiquée au paragraphe 8 (5.1);
- 13.2 exiger que la formation des délégués à la santé et à la sécurité prévue au paragraphe 8 (5.1) satisfasse aux exigences prescrites;
- (2) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :
- 31.1 exiger que les programmes de formation offerts par les employeurs satisfassent aux exigences prescrites:
- (3) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :
 - 53. prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou souhaitables dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 22.4;
- (4) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
 - 54. prescrire les fonctions du Bureau des conseillers des travailleurs pour l'application de la partie VI;
 - 55. prescrire les fonctions du Bureau des conseillers des employeurs pour l'application de la partie VI;
 - 56. prescrire un nombre d'employés pour l'application du paragraphe 50.1 (2).

LOI DE 1997 SUR LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

- 19. La disposition 1 de l'article 1 de la *Loi de 1997* sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - Promouvoir la santé et la sécurité en milieu de travail
- 20. La partie II (articles 3 à 10) de la Loi est abrogée.
- 21. La disposition 3 de l'article 82 de la Loi est modifiée par suppression de «de la présente loi ou».
- 22. La disposition 1 du paragraphe 123 (2) de la Loi est abrogée.

23. (1) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsections:

First aid requirements

(5.1) The Board may require employers in such industries as it considers appropriate to have such first aid appliances and services as may be prescribed.

Repeal

- (5.2) Subsection (5.1) is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.
- (2) Subsection 159 (7) of the Act is amended by striking out "the prevention of injury and disease and".
- (3) Subsection 159 (8) of the Act is amended by striking out "the prevention of injury and disease and".
- (4) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

- (9.1) The requirement in subsection (9) to obtain the approval of the Lieutenant Governor in Council does not apply to an agreement between the Board and the Ministry of Labour to exchange the information described in subsection (9).
- 24. (1) Subsection 161 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties of the Board

- (1) The Board shall administer the insurance plan and shall perform such other duties as it is assigned under this Act and any other Act.
- (2) Subsection 161 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Duty to monitor

- (3) The Board shall monitor developments in the understanding of the relationship between workplace insurance and injury and occupational disease,
 - (a) so that generally accepted advances in health sciences and related disciplines are reflected in benefits, services, programs and policies in a way that is consistent with the purposes of this Act; and
 - (b) in order to improve the efficiency and effectiveness of the insurance plan.

25. Paragraph 1 of subsection 171 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

- 1. The employees of safe workplace associations that were designated under section 6 at any time before the repeal of that section by section 20 of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011.
- 1.1 The employees of safe workplace associations designated under section 22.4 of the *Occupational Health and Safety Act*.

23. (1) L'article 159 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exigences en matière de premiers soins

(5.1) La Commission peut exiger que les employeurs des secteurs d'activité qu'elle estime appropriés aient les dispositifs et services de premiers soins prescrits.

Abrogation

- (5.2) Le paragraphe (5.1) est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
- (2) Le paragraphe 159 (7) de la Loi est modifié par suppression de «la prévention des lésions et des maladies ainsi que».
- (3) Le paragraphe 159 (8) de la Loi est modifié par suppression de «la prévention des lésions et des maladies ainsi que».
- (4) L'article 159 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

- (9.1) L'obligation, prévue au paragraphe (9), d'obtenir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ne s'applique pas à une entente conclue entre la Commission et le ministère du Travail pour partager les renseignements visés au paragraphe (9).
- 24. (1) Le paragraphe 161 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions de la Commission

- (1) La Commission administre le régime d'assurance et exerce les autres fonctions que lui confèrent la présente loi et toute autre loi.
- (2) Le paragraphe 161 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Surveillance

- (3) La Commission surveille les progrès accomplis sur le plan de la compréhension des relations entre l'assurance contre les accidents du travail et les lésions et les maladies professionnelles aux fins suivantes :
 - a) de sorte que les progrès généralement reconnus dans le domaine des sciences de la santé et dans les disciplines connexes soient reflétés dans les prestations, les services, les programmes et les politiques d'une façon qui est compatible avec les objets de la présente loi;
 - b) de façon à améliorer l'efficience et l'efficacité du régime d'assurance.

25. La disposition 1 du paragraphe 171 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Les employés des associations pour la sécurité au travail qui étaient désignées en vertu de l'article 6 avant son abrogation par l'article 20 de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.*
- 1.1 Les employés des associations pour la sécurité au travail désignées en vertu de l'article 22.4 de la *Loi* sur la santé et la sécurité au travail.

26. The Act is amended by adding the following section before the heading "Workplace Safety and Insurance Appeals Tribunal":

Payments to construction workers

- 172.1 The Board shall pay persons who are regularly employed in the construction industry for the time they spend fulfilling the requirements to become certified for the purposes of the *Occupational Health and Safety Act*. However, the Board shall not pay persons who may represent management as members of a joint health and safety committee.
 - 27. Subsection 176 (4) of the Act is repealed.
- 28. (1) Paragraph 4 of subsection 179 (1) of the Act is repealed.
- (2) Section 179 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(1.1) Despite the repeal of paragraph 4 of subsection (1) by subsection 28 (1) of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011, no action or other proceeding for damages may be commenced against persons employed by a safe workplace association, a medical clinic or a training centre designated under section 6 for an act or omission done or omitted by the person in good faith in the execution or intended execution of any power or duty under this Act before the date on which subsection 28 (1) of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011 comes into force.

Commencement

29. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

- (2) The following provisions come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:
 - 1. Section 6.
 - 2. Section 13.
 - 3. Section 14.
 - 4. Section 16.
 - 5. Subsection 17 (1).
 - 6. Subsection 18 (1).
 - 7. Subsection 18 (4).
 - 8. Section 21.

Same

(3) The following provisions come into force on the earlier of April 1, 2012 and a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:

26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail» :

Paiement des travailleurs de la construction

- 172.1 La Commission paie les personnes qui sont régulièrement employées dans l'industrie de la construction pendant qu'elles font le nécessaire en vue de satisfaire aux conditions d'agrément pour l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Toutefois, elle ne doit pas payer les personnes qui peuvent représenter la direction en tant que membres d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail.
 - 27. Le paragraphe 176 (4) de la Loi est abrogé.
- 28. (1) La disposition 4 du paragraphe 179 (1) de la Loi est abrogée.
- (2) L'article 179 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(1.1) Malgré l'abrogation de la disposition 4 du paragraphe (1) par le paragraphe 28 (1) de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre une personne employée par une association pour la sécurité au travail, une clinique médicale ou un centre de formation désignés en vertu de l'article 6 pour un acte ou une omission qu'elle a commis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi avant le jour de l'entrée en vigueur de ce paragraphe 28 (1).

Entrée en vigueur

29. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

- (2) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation:
 - 1. L'article 6.
 - 2. L'article 13.
 - 3. L'article 14.
 - 4. L'article 16.
 - 5. Le paragraphe 17 (1).
 - 6. Le paragraphe 18 (1).
 - 7. Le paragraphe 18 (4).
 - 8. L'article 21.

Idem

(3) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le premier en date du 1^{er} avril 2012 et du jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :

- 1. Subsection 1 (2).
- 2. Section 2.
- 3. Section 5.
- 4. Section 7.
- 5. Subsection 8 (2).
- 6. Subsection 18 (3).
- 7. Section 19.
- 8. Section 20.
- 9. Section 22.
- 10. Subsections 23 (1), (2) and (3).
- 11. Sections 24 to 26.
- 12. Section 28.

Same

- (4) Subsection 8 (3) comes into force on the later of,
- (a) the earlier of April 1, 2012 and a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor; and
- (b) the day section 24 of the Not-For-Profit Corporations Act, 2010 comes into force.

Short title

30. The short title of this Act is the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011.

- 1. Le paragraphe 1 (2).
- 2. L'article 2.
- 3. L'article 5.
- 4. L'article 7.
- 5. Le paragraphe 8 (2).
- 6. Le paragraphe 18 (3).
- 7. L'article 19.
- 8. L'article 20.
- 9. L'article 22.
- 10. Les paragraphes 23 (1), (2) et (3).
- 11. Les articles 24 à 26.
- 12. L'article 28.

Idem

- (4) Le paragraphe 8 (3) entre en vigueur le dernier en date des jours suivants :
 - a) le premier en date du 1^{er} avril 2012 et du jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation;
 - b) le jour de l'entrée en vigueur de l'article 24 de la Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif.

Titre abrégé

30. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.



2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II. 2011

2º SESSION, 39º LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH IL 2011

Bill 160

(Chapter 11 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to amend the
Occupational Health and Safety Act
and the Workplace Safety and
Insurance Act, 1997
with respect to
occupational health and safety
and other matters

The Hon. C. Sousa Minister of Labour

Projet de loi 160

(Chapitre 11 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi modifiant la
Loi sur la santé et la sécurité au travail
et la Loi de 1997 sur la sécurité
professionnelle et l'assurance
contre les accidents du travail
en ce qui concerne la santé
et la sécurité au travail
et d'autres questions





1^{re} lecture 3 mars 2011 1st Reading March 3, 2011 2^e lecture 29 mars 2011 2nd Reading March 29, 2011 3rd Reading May 18, 2011 3^e lecture 18 mai 2011 1^{er} juin 2011 Royal Assent June 1, 2011 Sanction royale







EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 160 and does not form part of the law. Bill 160 has been enacted as Chapter 11 of the Statutes of Ontario, 2011.

The Bill amends the Occupational Health and Safety Act and the Workplace Safety and Insurance Act, 1997.

Amendments to the Occupational Health and Safety Act

Section 4.1, which specifies the Minister's responsibility for the administration of the Act and sets out some of the Minister's powers and duties in administering the Act, is added to Part II of the Act.

The Act is amended to allow the Chief Prevention Officer, appointed under Part II.1 of the Act, to establish standards for training programs and to approve programs that meet the standards. The Chief Prevention Officer may also establish standards that a person must meet in order to become an approved training provider and may approve a person who meets the standards as a training provider with respect to one or more approved training programs and may collect information about workers' successful completion of approved training programs for the purpose of maintaining a record.

Section 7.6, which allows the Chief Prevention Officer to establish training and other requirements that a member of a joint health and safety committee must fulfil in order to become a certified member, is added to the Act. The Chief Prevention Officer may certify a committee member who meets the requirements.

Section 7.7 permits the Chief Prevention Officer to delegate certain powers and duties under sections 7.1 to 7.6 to an employee in the Ministry of Labour.

Section 8 of the Act is amended to require a constructor or employer to ensure that health and safety representatives receive training to enable them to effectively exercise the powers and perform the duties of a representative.

Section 9 of the Act is amended to allow either co-chair of a joint health and safety committee to make written recommendations to a constructor or employer if the committee fails to reach consensus.

The Bill adds Part II.1 (Prevention Council, Chief Prevention Officer and Designated Entities) to the Act. Section 22.2 of the Act requires the Minister to establish a Prevention Council responsible for providing advice to the Minister on the appointment of a Chief Prevention Officer and providing advice to the Chief Prevention Officer on occupational health and safety matters. Section 22.3 requires the Minister to appoint a Chief Prevention Officer responsible for developing a provincial occupational health and safety strategy, preparing an annual report on occupational health and safety and advising the Minister on occupational health and safety matters. Section 22.4 requires that the advice of the Chief Prevention Officer and the position of the Prevention Council be obtained in respect of a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases if the proposed change would be significant. Sections 22.5 to 22.9 allow the Minister to designate an entity as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters if the entity meets the standards estab-

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 160, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 160 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 2011.

Le projet de loi modifie la Loi sur la santé et la sécurité au travail et la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail.

Modifications apportées à la Loi sur la santé et la sécurité au travail

Le projet de loi ajoute à la partie II l'article 4.1, qui précise que le ministre est chargé de l'application de la Loi et qui énonce certains des pouvoirs et fonctions dont il dispose pour la faire appliquer.

La Loi est modifiée pour permettre au directeur général de la prévention, nommé en application de la partie II.1 de la Loi, d'établir des normes pour les programmes de formation et d'approuver les programmes qui y satisfont. Le directeur général de la prévention peut en outre établir les normes auxquelles une personne doit satisfaire pour devenir un fournisseur de formation agréé. Il peut également agréer une personne qui satisfait à ces normes comme fournisseur de formation à l'égard d'un ou de plusieurs programmes de formation approuvés. Enfin, il peut recueillir des renseignements attestant que des travailleurs ont terminé avec succès des programmes de formation approuvés dans le but de tenir des dossiers à cet égard.

Le nouvel article 7.6 de la Loi permet au directeur général de la prévention d'établir les conditions, notamment en matière de formation, que doit remplir un membre d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail pour devenir un membre agréé. Le directeur général de la prévention peut agréer un membre du comité qui remplit ces conditions.

L'article 7.7 permet au directeur général de la prévention de déléguer certains des pouvoirs et fonctions que lui attribuent les articles 7.1 à 7.6 à une personne employée au ministère du Travail.

L'article 8 de la Loi est modifié afin d'obliger les constructeurs et les employeurs à veiller à ce que les délégués à la santé et à la sécurité reçoivent une formation qui leur permette d'exercer de façon efficace les pouvoirs et fonctions d'un délégué.

L'article 9 de la Loi est modifié pour permettre à l'un ou l'autre des coprésidents d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail de faire des recommandations écrites à un constructeur ou à un employeur si le comité n'est pas parvenu à atteindre un consensus.

Le projet de loi ajoute à la Loi la partie II.1 (Conseil de la prévention, directeur général de la prévention et entités désignées). L'article 22.2 de la Loi prévoit la création par le ministre du Conseil de la prévention, lequel est chargé de conseiller le ministre sur la nomination du directeur général de la prévention et de conseiller le directeur général de la prévention sur les questions de santé et de sécurité au travail. L'article 22.3 prévoit la nomination par le ministre d'un directeur général de la prévention chargé d'élaborer une stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail, de préparer un rapport annuel sur la santé et la sécurité au travail et de conseiller le ministre sur les questions de santé et de sécurité au travail L'article 22.4 exige d'obtenir les conseils du directeur général de la prévention et l'avis du Conseil de la prévention à l'égard de toute modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles qui serait importante. Les articles 22.5 à 22.9 permettent au ministre de désigner une entité comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spé-

lished by the Minister. A designated entity must operate in accordance with the standards and with any other requirements imposed on it, and is eligible for a grant from the Ministry.

Part III.1 of the Act is amended to allow the Minister to approve codes of practice with respect to both statutory and regulatory requirements and specify that compliance with the code is deemed to be compliance with the requirement, subject to any terms or conditions set out by the Minister in the approval.

Section 50 of the Act is amended to allow an inspector to refer a matter to the Board where a worker alleges that his or her employer has violated the prohibition against reprisals and where circumstances warrant. The matter cannot have been dealt with by final and binding settlement by arbitration under a collective agreement or by the worker filing a complaint with the Board and the worker must consent to the referral.

Section 50.1, which gives the Office of the Worker Adviser and the Office of the Employer Adviser prescribed functions for the purposes of Part VI of the Act, is added to the Act.

Section 63 of the Act is amended so that persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not compellable witnesses in a civil suit or any proceeding respecting any information or material furnished to or obtained, made or received by them under the Act while acting within the scope of their employment.

Subsection 70 (2) of the Act is amended to add complementary regulation-making authority.

Provisions relating to the load bearing capacity of structures are updated to remove references to an engineering design method that is no longer current.

Other complementary and transitional amendments are made to the Act.

Amendments to the Workplace Safety and Insurance Act, 1997

Part II (Injury and Disease Prevention) of the Act is repealed. The substance of subsection 4 (2) and section 10 of that Part (dealing with payments to constructions workers and first aid requirements that may be set by the Board) is re-enacted elsewhere in the Act.

Section 159 is amended to exempt information sharing agreements between the Board and the Ministry of Labour from the requirement that the agreement be approved by the Lieutenant Governor in Council.

Other complementary and transitional amendments are made to the Act.

cialisé dans la santé et la sécurité au travail si cette entité satisfait aux normes établies par le ministre. Les entités désignées doivent exercer leurs activités conformément aux normes et aux autres exigences qui leur sont imposées, et elles sont admissibles à des subventions du ministère.

La partie III.1 de la Loi est modifiée afin de permettre au ministre d'approuver des codes de pratique relativement aux exigences de la Loi et de ses règlements, et afin de préciser que l'observation du code de pratique est réputée l'observation de l'exigence légale concernée, sous réserve des conditions énoncées par le ministre dans l'approbation.

L'article 50 de la Loi est modifié afin de permettre à un inspecteur de renvoyer une affaire à la Commission lorsqu'un travailleur se plaint que son employeur a enfreint l'interdiction d'user de représailles et lorsque les circonstances le justifient. Cependant, l'affaire ne peut avoir été résolue par voie de décision arbitrale définitive aux termes d'une convention collective ou par le dépôt d'une plainte par le travailleur auprès de la Commission et le travailleur doit consentir au renvoi de l'affaire.

Le nouvel article 50.1 de la Loi attribue au Bureau des conseillers des travailleurs et au Bureau des conseillers des employeurs les fonctions prescrites pour l'application de la partie VI de la Loi

L'article 63 de la Loi est modifié pour que les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne puissent pas être contraintes de témoigner dans une poursuite civile ou dans une autre instance au sujet des renseignements ou des documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la Loi dans le cadre de leur emploi.

Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié afin d'ajouter des pouvoirs réglementaires complémentaires.

Les dispositions relatives à la capacité porteuse des structures sont mises à jour afin d'éliminer les mentions d'une méthode d'ingénierie qui n'a plus cours.

D'autres modifications complémentaires et transitoires sont apportées à la Loi.

Modifications apportées à la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail

La partie II (Prévention des lésions et des maladies) de la Loi est abrogée. L'essentiel du paragraphe 4 (2) et de l'article 10 de cette partie, qui traitent du paiement des travailleurs de la construction et des exigences que peut établir la Commission en matière de premiers soins, est réédicté ailleurs dans la Loi.

L'article 159 est modifié afin de soustraire les ententes en matière de partage de renseignements conclues entre la Commission et le ministère du Travail à l'obligation d'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

D'autres modifications complémentaires et transitoires sont apportées à la Loi.

An Act to amend the
Occupational Health and Safety Act
and the Workplace Safety and
Insurance Act, 1997
with respect to
occupational health and safety
and other matters

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

- 1. (1) Subsection 1 (1) of the Occupational Health and Safety Act is amended by adding the following definition:
- "Building Code" means any version of the Ontario Building Code that was in force at any time since it was made under the *Building Code Act, 1974*, the *Building Code Act* of the Revised Statutes of Ontario, 1980, the *Building Code Act* of the Revised Statutes of Ontario, 1990, the *Building Code Act, 1992* or a successor to the *Building Code Act, 1992*; ("code du bâtiment")
- (2) The definition of "certified member" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:
- "certified member" means a committee member who is certified under section 7.6; ("membre agréé")
- (3) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:
- "Chief Prevention Officer" means the Chief Prevention Officer appointed under subsection 22.3 (1); ("directeur général de la prévention")
- (4) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:
- "Office of the Employer Adviser" means the office continued under subsection 176 (2) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*; ("Bureau des conseillers des employeurs")

Loi modifiant la
Loi sur la santé et la sécurité au travail
et la Loi de 1997 sur la sécurité
professionnelle et l'assurance
contre les accidents du travail
en ce qui concerne la santé
et la sécurité au travail
et d'autres questions

Remarque: La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «code du bâtiment» Toute version du code du bâtiment de l'Ontario qui a jamais été en vigueur depuis son adoption en vertu de la loi intitulée *Building Code Act*, 1974, de la loi intitulée *Building Code Act* des Lois refondues de l'Ontario de 1980, de la *Loi sur le code du bâtiment* des Lois refondues de l'Ontario de 1990, de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi qui remplace cette dernière. («Building Code»)
- (2) La définition de «membre agréé» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
- «membre agréé» Membre du comité agréé en vertu de l'article 7.6. («certified member»)
- (3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «directeur général de la prévention» Le directeur général de la prévention nommé en application du paragraphe 22.3 (1). («Chief Prevention Officer»)
- (4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «Bureau des conseillers des employeurs» Bureau maintenu aux termes du paragraphe 176 (2) de la *Loi de 1997* sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail. («Office of the Employer Adviser»)

"Office of the Worker Adviser" means the office continued under subsection 176 (1) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*; ("Bureau des conseillers des travailleurs")

2. Part II of the Act is amended by adding the following section:

Administration of Act

4.1 (1) The Minister is responsible for the administration of this Act.

Powers of Minister

- (2) In administering this Act, the Minister's powers and duties include the following:
 - To promote occupational health and safety and to promote the prevention of workplace injuries and occupational diseases.
 - 2. To promote public awareness of occupational health and safety.
 - 3. To educate employers, workers and other persons about occupational health and safety.
 - 4. To foster a commitment to occupational health and safety among employers, workers and others.
 - To make grants, in such amounts and on such terms as the Minister considers advisable, to support occupational health and safety.

Duty to consider

(3) In administering this Act, the Minister shall consider advice that is provided to the Minister under this Act.

3. The Act is amended by adding the following sections:

Standards - training programs

7.1 (1) The Chief Prevention Officer may establish standards for training programs required under this Act or the regulations.

Approval — training program

(2) The Chief Prevention Officer may approve a training program that is established before or after this subsection comes into force if the training program meets the standards established under subsection (1).

Standards - persons who provide training

7.2 (1) The Chief Prevention Officer may establish standards that a person shall meet in order to become an approved training provider.

Approval - persons who provide training

(2) The Chief Prevention Officer may approve a person who meets the standards described in subsection (1) as a training provider with respect to one or more approved training programs.

«Bureau des conseillers des travailleurs» Bureau maintenu aux termes du paragraphe 176 (1) de la *Loi de 1997* sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail. («Office of the Worker Adviser»)

2. La partie II de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application de la Loi

4.1 (1) Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Pouvoirs du ministre

- (2) Afin de faire appliquer la présente loi, le ministre exerce notamment les pouvoirs et fonctions suivants :
 - 1. Promouvoir la santé et la sécurité au travail ainsi que la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles.
 - 2. Sensibiliser le public à la santé et à la sécurité au travail
 - Instruire les employeurs, les travailleurs et d'autres personnes au sujet de la santé et de la sécurité au travail.
 - 4. Développer, chez les employeurs, les travailleurs et d'autres personnes, le souci de la santé et de la sécurité au travail.
 - 5. Accorder des subventions, d'un montant et aux conditions qu'il estime opportuns, pour soutenir la santé et la sécurité au travail.

Obligation de tenir compte des conseils

(3) Afin de faire appliquer la présente loi, le ministre tient compte des conseils qui lui sont donnés en application de celle-ci.

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Normes : programmes de formation

7.1 (1) Le directeur général de la prévention peut établir des normes pour les programmes de formation exigés par la présente loi ou les règlements.

Approbation d'un programme de formation

(2) Le directeur général de la prévention peut approuver un programme de formation créé avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe s'il satisfait aux normes établies en vertu du paragraphe (1).

Normes: personnes qui donnent la formation

7.2 (1) Le directeur général de la prévention peut établir les normes auxquelles une personne doit satisfaire pour devenir un fournisseur de formation agréé.

Agrément des personnes qui donnent la formation

(2) Le directeur général de la prévention peut agréer une personne qui satisfait aux normes visées au paragraphe (1) comme fournisseur de formation à l'égard d'un ou de plusieurs programmes de formation approuvés.

Amendment of standard

7.3 (1) The Chief Prevention Officer may amend a standard established under subsection 7.1 (1) or 7.2 (1).

Publication of standards

(2) The Chief Prevention Officer shall publish the standards established under subsections 7.1 (1) and 7.2 (1) promptly after establishing or amending them.

Time limit of approval

7.4 (1) An approval given under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2) is valid for the period that the Chief Prevention Officer specifies in the approval.

Revocation, etc., of approval

(2) The Chief Prevention Officer may revoke or amend an approval given under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2).

Information to be provided to Chief Prevention Officer

(3) The Chief Prevention Officer may require any person who is seeking an approval or is the subject of an approval under subsection 7.1 (2) or 7.2 (2) to provide the Chief Prevention Officer with whatever information, records or accounts he or she may require pertaining to the approval and the Chief Prevention Officer may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Collection and use of training information

7.5 (1) The Chief Prevention Officer may collect information about a worker's successful completion of an approved training program for the purpose of maintaining a record of workers who have successfully completed approved training programs.

Disclosure by training provider

(2) The Chief Prevention Officer may require an approved training provider to disclose to him or her the information described in subsection (1).

Same

(3) The Chief Prevention Officer may specify the time at which, and the form in which, the information shall be provided.

Disclosure by Chief Prevention Officer

(4) The Chief Prevention Officer may disclose information collected under subsection (1) to any person, including but not limited to a current or potential employer of a worker, if the worker consents to the disclosure.

4. The Act is amended by adding the following section:

Certification of members

- 7.6 (1) The Chief Prevention Officer may,
- (a) establish training and other requirements that a committee member shall fulfil in order to become a certified member; and

Modification des normes

7.3 (1) Le directeur général de la prévention peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe 7.1 (1) ou 7.2 (1).

Publication des normes

(2) Le directeur général de la prévention publie les normes établies en vertu des paragraphes 7.1 (1) et 7.2 (1) promptement après les avoir établies ou modifiées.

Période de validité

7.4 (1) L'approbation ou l'agrément donné en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2) est valide pendant la période que le directeur général de la prévention y précise.

Révocation ou modification

(2) Le directeur général de la prévention peut révoquer ou modifier une approbation ou un agrément donné en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2).

Renseignements à fournir au directeur général de la prévention

(3) Le directeur général de la prévention peut exiger que quiconque cherche à obtenir une approbation ou un agrément ou en bénéficie déjà en vertu du paragraphe 7.1 (2) ou 7.2 (2) lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il exige relativement à l'approbation ou à l'agrément. Le directeur général de la prévention peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Collecte et utilisation de renseignements sur la formation

7.5 (1) Le directeur général de la prévention peut recueillir des renseignements attestant qu'un travailleur a terminé avec succès un programme de formation approuvé dans le but de tenir un dossier des travailleurs qui ont terminé avec succès de tels programmes.

Divulgation par le fournisseur de formation

(2) Le directeur général de la prévention peut exiger d'un fournisseur de formation agréé qu'il lui divulgue les renseignements visés au paragraphe (1).

Idem

(3) Le directeur général de la prévention peut préciser le moment auquel les renseignements doivent lui être fournis et la forme sous laquelle ils doivent l'être.

Divulgation par le directeur général de la prévention

- (4) Le directeur général de la prévention peut divulguer les renseignements recueillis en vertu du paragraphe (1) à quiconque, notamment à un employeur actuel ou éventuel d'un travailleur, si ce dernier consent à la divulgation.
- 4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Agrément des membres

- 7.6 (1) Le directeur général de la prévention peut :
- a) établir les conditions, notamment en matière de formation, que doit remplir un membre du comité pour devenir un membre agréé;

(b) certify a committee member who fulfils the requirements described in clause (a).

Transition

(2) A person who is certified under paragraph 5 of subsection 4 (1) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force is deemed to be certified under this section.

5. The Act is amended by adding the following section:

Delegation

7.7 The Chief Prevention Officer may in writing delegate from time to time his or her powers or duties under subsections 7.1 (2) and 7.2 (2), sections 7.4 and 7.5 and clause 7.6 (1) (b) to any employee in the Ministry, subject to such limitations, restrictions, conditions and requirements as the Chief Prevention Officer may set out in the delegation.

6. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Training requirement

(5.1) Unless otherwise prescribed, a constructor or employer shall ensure that a health and safety representative selected under subsection (5) receives training to enable him or her to effectively exercise the powers and perform the duties of a health and safety representative.

Same

(5.2) The training described in subsection (5.1) shall meet such requirements as may be prescribed.

Entitlement to be paid

(5.3) A health and safety representative is deemed to be at work while he or she is receiving the training described in subsection (5.1), and the representative's employer shall pay the representative for the time spent, at the representative's regular or premium rate as may be proper.

7. (1) Section 9 of the Act is amended by adding the following subsection:

Powers of co-chairs

- (19.1) If the committee has failed to reach consensus about making recommendations under subsection (18) after attempting in good faith to do so, either co-chair of the committee has the power to make written recommendations to the constructor or employer.
- (2) Subsection 9 (20) of the Act is amended by striking out "committee" and substituting "committee or co-chair".
- (3) Subsection 9 (36) of the Act is amended by striking out "certified by the Workplace Safety and Insurance Board" and substituting "a certified member".
- 8. (1) The Act is amended by adding the following Part:

b) agréer un membre du comité qui remplit les conditions visées à l'alinéa a).

Disposition transitoire

(2) Quiconque est agréé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 4 (1) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail est réputé agréé en vertu du présent article.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Délégation

7.7 Le directeur général de la prévention peut, par écrit, déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les paragraphes 7.1 (2) et 7.2 (2), les articles 7.4 et 7.5 et l'alinéa 7.6 (1) b) à une personne employée dans le ministère, sous réserve des limitations, restrictions, conditions et exigences précisées dans l'acte de délégation.

6. L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Formation exigée

(5.1) Sauf prescription contraire, le constructeur ou l'employeur veille à ce que le délégué à la santé et à la sécurité choisi en application du paragraphe (5) reçoive une formation qui lui permette d'exercer de façon efficace ses pouvoirs et fonctions de délégué.

Idem

(5.2) La formation visée au paragraphe (5.1) doit satisfaire aux exigences prescrites.

Salaire garanti

(5.3) Le délégué à la santé et à la sécurité est réputé être au travail pendant qu'il reçoit la formation visée au paragraphe (5.1), et son employeur le paie à son taux de salaire normal ou majoré, selon le cas, pendant cette période.

7. (1) L'article 9 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pouvoirs des coprésidents

- (19.1) Si, après avoir tenté de bonne foi d'atteindre un consensus sur les recommandations visées au paragraphe (18), le comité n'y est pas parvenu, l'un ou l'autre des coprésidents du comité a le pouvoir de faire des recommandations écrites au constructeur ou à l'employeur.
- (2) Le paragraphe 9 (20) de la Loi est modifié par substitution de «du comité ou d'un de ses coprésidents» à «du comité».
- (3) Le paragraphe 9 (36) de la Loi est modifié par substitution de «à remplir pour devenir membres agréés» à «de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail».
- 8. (1) La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PART II.1 PREVENTION COUNCIL, CHIEF PREVENTION OFFICER AND DESIGNATED ENTITIES

PREVENTION COUNCIL

Prevention Council

22.2 (1) The Minister shall establish a council to be known as the Prevention Council in English and Conseil de la prévention in French.

Composition

- (2) The Council shall be composed of such members as the Minister may appoint, and shall include representatives from each of the following groups:
 - 1. Trade unions and provincial labour organizations.
 - 2. Employers.
 - Non-unionized workers, the Workplace Safety and Insurance Board and persons with occupational health and safety expertise.

Same

- (3) In appointing members of the Council, the Minister shall ensure that,
 - (a) an equal number of members are appointed to represent the groups described in paragraphs 1 and 2 of subsection (2); and
 - (b) the group described in paragraph 3 of subsection(2) is represented by not more than one-third of the members of the Council.

Appointment of members

(4) The members of the Council shall be appointed for such term as may be determined by the Minister.

Chair

(5) The members of the Council shall choose a chair from among themselves by the date fixed by the Minister; if they fail to do so, the Minister shall designate a member as chair.

Same

(6) Subsection (5) applies on the first appointment of members and thereafter whenever the office of chair is vacant.

Functions

- (7) The Council shall,
- (a) provide advice to the Minister on the appointment of a Chief Prevention Officer;
- (b) provide advice to the Chief Prevention Officer,
 - (i) on the prevention of workplace injuries and occupational diseases,
 - (ii) for the purposes of the provincial occupational health and safety strategy and the annual report under section 22.3, and

PARTIE II.1 CONSEIL DE LA PRÉVENTION, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION ET ENTITÉS DÉSIGNÉES

CONSEIL DE LA PRÉVENTION

Conseil de la prévention

22.2 (1) Le ministre crée un conseil appelé Conseil de la prévention en français et Prevention Council en anglais.

Composition

- (2) Le Conseil se compose des membres que nomme le ministre et comprend des représentants de chacun des groupes suivants :
 - Les syndicats et les organisations syndicales provinciales.
 - 2. Les employeurs.
 - Les travailleurs non syndiqués, la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et les personnes ayant une expertise dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Idem

- (3) Lorsqu'il nomme les membres du Conseil, le ministre veille à ce qui suit :
 - a) un nombre égal de membres sont nommés pour représenter les groupes indiqués aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (2);
 - b) le groupe indiqué à la disposition 3 du paragraphe
 (2) n'est pas représenté par plus du tiers des membres du Conseil.

Nomination des membres

(4) Le ministre fixe la durée du mandat des membres du Conseil.

Président

(5) Les membres du Conseil choisissent un président parmi eux au plus tard à la date fixée par le ministre; s'ils ne le font pas, le ministre désigne un membre comme président.

Idem

(6) Le paragraphe (5) s'applique lors de la première nomination des membres et, par la suite, à chaque vacance du poste de président.

Fonctions

- (7) Le Conseil exerce les fonctions suivantes :
- a) conseiller le ministre sur la nomination du directeur général de la prévention;
- b) conseiller le directeur général de la prévention :
 - (i) sur la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles,
 - (ii) dans le cadre de la stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail et du rapport annuel prévus à l'article 22.3,

- (iii) on any significant proposed changes to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases;
- (c) provide advice on any other matter specified by the Minister; and
- (d) perform such other functions as may be specified by the Minister.

Advice

(8) For the purposes of subsection (7), any advice provided by the Council shall be communicated by the chair of the Council.

Remuneration and expenses

(9) Any member of the Council who is not a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act, 2006* may be paid such remuneration and expenses as may be from time to time fixed by the Lieutenant Governor in Council.

CHIEF PREVENTION OFFICER

Chief Prevention Officer

Functions

- **22.3** (1) The Minister shall appoint a Chief Prevention Officer to,
 - (a) develop a provincial occupational health and safety strategy;
 - (b) prepare an annual report on occupational health and safety;
 - (c) exercise any power or duty delegated to him or her by the Minister under this Act;
 - (d) provide advice to the Minister on the prevention of workplace injuries and occupational diseases;
 - (e) provide advice to the Minister on any proposed changes to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases;
 - (f) provide advice to the Minister on the establishment of standards for designated entities under section 22.5;
 - (g) exercise the powers and perform the duties with respect to training that are set out in sections 7.1 to 7.5;
 - (h) establish requirements for the certification of persons for the purposes of this Act and certify persons under section 7.6 who meet those requirements;
 - (i) exercise the powers and perform the duties set out in section 22.7; and
 - (j) exercise such other powers and perform such other duties as may be assigned to the Chief Prevention Officer under this Act.

- (iii) sur les modifications importantes proposées au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
- c) conseiller le ministre sur les autres questions qu'il précise;
- d) exercer les autres fonctions que précise le ministre.

Conseils

(8) Pour l'application du paragraphe (7), les conseils donnés par le Conseil sont communiqués par son président.

Rémunération et indemnités

(9) Les membres du Conseil qui ne sont pas des fonctionnaires au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* peuvent recevoir la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION

Directeur général de la prévention

Fonctions

- **22.3** (1) Le ministre nomme un directeur général de la prévention qui exerce les fonctions suivantes :
 - a) élaborer une stratégie provinciale de santé et de sécurité au travail;
 - b) préparer un rapport annuel sur la santé et la sécurité au travail;
 - c) exercer les pouvoirs ou fonctions que lui délègue le ministre en vertu de la présente loi;
 - d) conseiller le ministre sur la prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
 - e) conseiller le ministre sur les modifications proposées au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles;
 - f) conseiller le ministre sur l'établissement, en vertu de l'article 22.5, de normes pour les entités désignées;
 - g) exercer les pouvoirs et fonctions ayant trait à la formation qui sont prévus aux articles 7.1 à 7.5;
 - h) établir les conditions d'agrément des membres pour l'application de la présente loi et agréer, en vertu de l'article 7.6, ceux qui remplissent ces conditions;
 - i) exercer les pouvoirs et fonctions prévus à l'article 22.7;
 - j) exercer les autres pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être attribués dans le cadre de la présente loi.

Appointment

(2) The Chief Prevention Officer may be appointed for a term not exceeding five years and may be reappointed for successive terms not exceeding five years each.

Occupational health and safety strategy

- (3) The Chief Prevention Officer shall develop a written provincial occupational health and safety strategy that includes.
 - (a) a statement of occupational health and safety goals;
 - (b) key performance indicators for measuring the achievement of the goals; and
 - (c) any other matter specified by the Minister.

Advice of Prevention Council

(4) The Chief Prevention Officer shall consult with the Prevention Council and shall consider its advice in developing the strategy.

Strategy provided to Minister

(5) The Chief Prevention Officer shall provide the strategy to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Minister's approval

(6) The Minister may approve the strategy or refer it back to the Chief Prevention Officer for further consideration

Publication

(7) After approving the strategy, the Minister shall publish it promptly.

Annual report

(8) The Chief Prevention Officer shall provide an annual written report to the Minister on occupational health and safety that includes a measurement of the achievement of the goals established in the strategy, and that contains such other information as the Minister may require.

Advice of Prevention Council

(9) The Chief Prevention Officer shall consult with the Prevention Council and shall consider its advice in developing the report.

Report provided to Minister

(10) The Chief Prevention Officer shall provide the annual report to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Publication

(11) The Minister shall publish the Chief Prevention Officer's report promptly.

CHANGES TO FUNDING AND DELIVERY OF SERVICES

If Minister proposes change

22.4 (1) If the Minister is considering a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational dis-

Nomination

(2) Le directeur général de la prévention est nommé pour un mandat maximal de cinq ans et peut être nommé de nouveau pour des mandats d'au plus cinq ans chacun.

Stratégie en matière de santé et de sécurité au travail

- (3) Le directeur général de la prévention élabore une stratégie provinciale écrite de santé et de sécurité au travail qui comprend :
 - a) l'énoncé des objectifs en matière de santé et de sécurité au travail:
 - b) les indicateurs de rendement clés servant à mesurer le degré de réalisation des objectifs;
 - c) les autres questions que précise le ministre.

Rôle consultatif du Conseil de la prévention

(4) Le directeur général de la prévention consulte le Conseil de la prévention et tient compte de ses conseils en élaborant la stratégie.

Remise de la stratégie au ministre

(5) Le directeur général de la prévention remet la stratégie au ministre au plus tard à la date que précise celuici.

Approbation du ministre

(6) Le ministre peut approuver la stratégie ou la renvoyer au directeur général de la prévention pour étude plus approfondie.

Publication

(7) Après avoir approuvé la stratégie, le ministre la publie promptement.

Rapport annuel

(8) Le directeur général de la prévention remet chaque année au ministre un rapport écrit sur la santé et la sécurité au travail qui fait état du degré de réalisation des objectifs fixés dans la stratégie et qui contient les autres renseignements exigés par le ministre.

Rôle consultatif du Conseil de la prévention

(9) Le directeur général de la prévention consulte le Conseil de la prévention et tient compte de ses conseils en élaborant le rapport.

Remise du rapport au ministre

(10) Le directeur général de la prévention remet le rapport annuel au ministre au plus tard à la date que précise celui-ci.

Publication

(11) Le ministre publie promptement le rapport du directeur général de la prévention.

> MODIFICATIONS AU FINANCEMENT ET À LA PRESTATION DES SERVICES

Modification proposée par le ministre

22.4 (1) S'il envisage d'apporter une modification au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles,

eases, the Minister shall determine whether the proposed change would be a significant change.

If proposed change significant

(2) If the Minister determines that the proposed change is significant, the Minister shall seek advice from the Chief Prevention Officer with respect to the proposed change.

If Chief Prevention Officer advising on change

(3) If the Chief Prevention Officer is considering providing advice to the Minister concerning a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases, the Chief Prevention Officer shall determine whether the proposed change would be a significant change.

Prevention Council endorsement

- (4) If the Minister asks the Chief Prevention Officer for advice under subsection (2) or if the Chief Prevention Officer determines under subsection (3) that a proposed change would be a significant change, the Chief Prevention Officer shall.
 - (a) ask the chair of the Prevention Council to state whether the Council endorses the proposed change;
 and
 - (b) include that statement in the advice to the Minister.

Matters to consider in determining if change is significant

(5) The Minister and the Chief Prevention Officer shall consider such matters as may be prescribed when determining whether a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases would be a significant change.

Regulation

(6) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing matters to be considered when determining whether a proposed change to the funding and delivery of services for the prevention of workplace injuries and occupational diseases would be a significant change.

Same

- (7) Before recommending to the Lieutenant Governor in Council that a regulation be made under subsection (6), the Minister shall seek the advice of the Chief Prevention Officer and require the Chief Prevention Officer to seek the advice of the Prevention Council with respect to the matters to be prescribed.
- (2) Part II.1 of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by adding the following sections:

DESIGNATED ENTITIES

Eligible for grant

22.5 (1) An entity that is designated under this section is eligible for a grant from the Ministry.

le ministre détermine si la modification proposée serait importante.

Cas où la modification proposée serait importante

(2) S'il détermine que la modification proposée serait importante, le ministre sollicite les conseils du directeur général de la prévention à son sujet.

Conseils du directeur général de la prévention sur la modification

(3) S'il envisage de donner des conseils au ministre sur une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles, le directeur général de la prévention détermine si cette modification serait importante.

Appui du Conseil de la prévention

- (4) Si le ministre lui demande des conseils en application du paragraphe (2) ou s'il détermine, conformément au paragraphe (3), qu'une modification proposée serait importante, le directeur général de la prévention :
 - a) demande au président du Conseil de la prévention de déclarer si le Conseil appuie ou non la modification proposée;
 - b) joint cette déclaration aux conseils qu'il donne au ministre.

Questions dont il faut tenir compte pour déterminer si la modification serait importante

(5) Le ministre et le directeur général de la prévention tiennent compte des questions prescrites pour déterminer si une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles serait importante.

Règlements

(6) Sur recommandation du ministre, le lieutenantgouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les questions dont il faut tenir compte pour déterminer si une modification proposée au financement et à la prestation des services de prévention des blessures au travail et des maladies professionnelles serait importante.

Idem

- (7) Avant de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre un règlement en vertu du paragraphe (6), le ministre sollicite les conseils du directeur général de la prévention et enjoint à ce dernier de solliciter les conseils du Conseil de la prévention au sujet des questions qui doivent être prescrites.
- (2) La partie II.1 de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (1), est modifiée par adjonction des articles suivants :

ENTITÉS DÉSIGNÉES

Admissibilité à des subventions

22.5 (1) Les entités désignées en vertu du présent article sont admissibles à des subventions du ministère.

Designation by Minister

(2) The Minister may designate an entity as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters if the entity meets the standards established by the Minister.

Standards

(3) The Minister may establish standards that an entity shall meet before it is eligible to be designated.

Same

(4) The standards established under subsection (3) may address any matter the Minister considers appropriate, including governance, objectives, functions and operations.

Same

(5) The Minister may establish different standards for associations, clinics or centres serving different industries or groups.

Duty to comply

(6) A designated entity shall operate in accordance with the standards established under subsection (3) that apply to it, and in accordance with any other requirements imposed on it under section 22.6.

Amendment of standard

(7) The Minister may amend a standard established under subsection (3).

Date for compliance with amended standard

(8) If the Minister amends a standard established under subsection (3), the Minister shall establish a date by which designated entities to which the amended standard applies are required to comply with it.

Publication of standards

- (9) The Minister shall promptly publish,
- (a) the standards established under subsection (3); and
- (b) standards amended under subsection (7), together with the compliance date described in subsection (8).

Transition

(10) When the Minister establishes and publishes standards under subsections (3) and (9) for the first time after the coming into force of subsection 8 (2) of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act*, 2011, the Minister shall establish a date for the purposes of subsections (11) and (12) and shall publish it together with the standards.

Same

(11) An entity that is designated as a safe workplace association or as a medical clinic or training centre specializing in occupational health and safety matters under section 6 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force is deemed to be designated for the purposes of this

Désignation par le ministre

(2) Le ministre peut désigner une entité comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail si l'entité satisfait aux normes établies par le ministre.

Normes

(3) Le ministre peut établir les normes auxquelles doit satisfaire une entité avant de pouvoir être désignée.

Iden

(4) Les normes établies en vertu du paragraphe (3) peuvent traiter des questions que le ministre estime appropriées, notamment la gouvernance, les objectifs, les fonctions et les activités.

Iden

(5) Le ministre peut établir des normes différentes pour les associations, les cliniques ou les centres desservant des secteurs d'activité ou des groupes différents.

Obligation des entités

(6) Les entités désignées exercent leurs activités conformément aux normes établies en vertu du paragraphe (3) qui s'appliquent à elles et aux autres exigences qui leur sont imposées en vertu de l'article 22.6.

Modification des normes

(7) Le ministre peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe (3).

Date d'observation des normes modifiées

(8) S'il modifie une norme établie en vertu du paragraphe (3), le ministre fixe la date à laquelle les entités désignées auxquelles s'applique la norme modifiée sont tenues de l'observer.

Publication des normes

- (9) Le ministre publie promptement :
- a) les normes établies en vertu du paragraphe (3);
- b) les normes modifiées en vertu du paragraphe (7), avec la date d'observation visée au paragraphe (8).

Disposition transitoire

(10) Lorsqu'il établit et publie des normes en vertu des paragraphes (3) et (9) pour la première fois après l'entrée en vigueur du paragraphe 8 (2) de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail*, le ministre fixe une date pour l'application des paragraphes (11) et (12) et la publie avec les normes.

Iden

(11) L'entité qui est désignée comme association pour la sécurité au travail ou comme centre de formation ou clinique médicale spécialisé dans la santé et la sécurité au travail en vertu de l'article 6 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la

Act until the date established by the Minister under subsection (10).

Same

(12) The standards that are in place under section 6 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* on the date section 20 of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force continue to apply, with necessary modifications, and are deemed to be standards for the purposes of this section, until the date established by the Minister under subsection (10).

Effect of designation

Directions

22.6 (1) The Minister may direct a designated entity to take such actions as the Minister considers appropriate.

Government directives

(2) In addition to the directions the Minister may issue under subsection (1), the Minister may direct an entity to comply with such government directives as the Minister specifies.

Failure to comply

- (3) If an entity has committed any failure described in paragraphs 1 to 3 of subsection 22.7 (3), the Minister may,
 - (a) reduce or suspend grants to the entity while the non-compliance continues;
 - (b) assume control of the entity and responsibility for its affairs and operations;
 - (c) revoke the designation and cease to provide grants to the entity; or
 - (d) take such other steps as he or she considers appropriate.

Compliance and monitoring of designated entities

- **22.7** (1) The Chief Prevention Officer shall monitor the operation of designated entities and,
 - (a) may require a designated entity to provide such information, records or accounts as the Chief Prevention Officer specifies; and
 - (b) may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Report to Minister

(2) The Chief Prevention Officer shall report to the Minister on the compliance of designated entities with the standards established under section 22.5 and with any directions given by the Minister under section 22.6.

Advice to Minister

(3) Where the Chief Prevention Officer determines that any of the following have occurred, the Chief Prevention

santé et la sécurité au travail est réputée désignée pour l'application de la présente loi jusqu'à la date fixée par le ministre en application du paragraphe (10).

Idem

(12) Les normes établies en application de l'article 6 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail le jour de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail continuent de s'appliquer, avec les adaptations nécessaires, et sont réputées être les normes établies pour l'application du présent article jusqu'à la date fixée par le ministre en application du paragraphe (10).

Effet de la désignation

Directives

22.6 (1) Le ministre peut donner à une entité désignée la directive de prendre les mesures qu'il estime appropriées.

Directives du gouvernement

(2) Outre les directives qu'il donne en vertu du paragraphe (1), le ministre peut donner à une entité celle de se conformer aux directives du gouvernement qu'il précise.

Inobservation

- (3) Si une entité a commis l'une ou l'autre des omissions visées aux dispositions 1 à 3 du paragraphe 22.7 (3), le ministre peut, selon le cas :
 - a) réduire ou suspendre les subventions à l'entité tant que dure l'inobservation;
 - b) assumer la direction de l'entité et la responsabilité de ses affaires et activités;
 - c) révoquer la désignation de l'entité et cesser de lui fournir des subventions;
 - d) prendre les autres mesures qu'il estime appropriées.

Surveillance des entités désignées : observation des normes et des directives

- **22.7** (1) Le directeur général de la prévention surveille les activités des entités désignées et peut :
 - a) exiger qu'une entité désignée lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il précise;
 - b) effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Rapport au ministre

(2) Le directeur général de la prévention présente au ministre un rapport sur l'observation par les entités désignées des normes établies en vertu de l'article 22.5 et des directives données par le ministre en vertu de l'article 22.6.

Conseils au ministre

(3) S'il détermine que l'une ou l'autre des situations suivantes s'est produite, le directeur général de la préven-

Officer shall report that determination to the Minister and may advise the Minister with respect to any action the Minister may decide to take under section 22.6:

- A designated entity has failed to operate in accordance with a standard established under section 22.5 that applies to it.
- 2. A designated entity has failed to comply with a direction given by the Minister under section 22.6 or a requirement of the Chief Prevention Officer under clause (1) (a).
- 3. A designated entity has failed to co-operate in an inquiry or examination conducted by the Chief Prevention Officer under clause (1) (b).

Appointment of administrator

22.8 (1) For the purposes of assuming control of an entity and responsibility for its affairs and operations under clause 22.6 (3) (b), the Minister may appoint an administrator.

Term of appointment

(2) The appointment of the administrator remains valid until it is terminated by the Minister.

Powers and duties of administrator

(3) The administrator has the exclusive right to exercise the powers and perform the duties of the board of directors and its officers and exercise the powers of its members.

Same

(4) In the appointment, the Minister may specify the powers and duties of the administrator and the terms and conditions governing those powers and duties.

Additional power of administrator

(5) The board of directors and officers may continue to act to the extent authorized by the Minister, but any such act is valid only if approved, in writing, by the administrator

Report, directions

(6) The administrator shall report to the Minister as required by him or her and shall carry out his or her directions.

Meeting of members

(7) Before the termination of an administrator's appointment, the administrator may call a meeting of the members to elect a board of directors in accordance with the *Corporations Act*.

Unincorporated entity

(8) This section applies, with necessary modifications, to an entity that is not incorporated.

Delegation of powers and duties

- **22.9** Despite section 5, the Minister may delegate his or her powers or duties under sections 22.5, 22.6 and 22.8 only to the Chief Prevention Officer.
- (3) Subsection 22.8 (7) of the Act, as enacted by subsection (2), is amended by striking out "Corpora-

tion le signale au ministre et peut conseiller ce dernier sur les mesures à prendre en vertu de l'article 22.6 :

- 1. Une entité désignée n'a pas exercé ses activités conformément aux normes établies en vertu de l'article 22.5 qui s'appliquent à elle.
- 2. Une entité désignée n'a pas observé une directive donnée par le ministre en vertu de l'article 22.6 ou une exigence formulée par le directeur général de la prévention en vertu de l'alinéa (1) a).
- 3. Une entité désignée n'a pas collaboré à une enquête ou à un examen effectué par le directeur général de la prévention en vertu de l'alinéa (1) b).

Nomination d'un administrateur

22.8 (1) Le ministre peut nommer un administrateur pour assumer la direction d'une entité et la responsabilité de ses affaires et activités en vertu de l'alinéa 22.6 (3) b).

Mandat

(2) L'administrateur reste en fonction jusqu'à ce que le ministre mette fin à son mandat.

Pouvoirs et fonctions de l'administrateur

(3) L'administrateur a le droit exclusif d'exercer les pouvoirs et fonctions du conseil d'administration et des dirigeants de l'entité, et d'exercer les pouvoirs de ses membres.

Iden

(4) Le ministre peut préciser, dans la nomination, les pouvoirs et fonctions de l'administrateur ainsi que les conditions les régissant.

Pouvoir supplémentaire de l'administrateur

(5) Le conseil d'administration et les dirigeants peuvent continuer d'agir dans la mesure permise par le ministre. Les actes accomplis à ce titre ne sont valides que si l'administrateur les approuve par écrit.

Rapport: directives

(6) L'administrateur présente un rapport au ministre à la demande de ce dernier et applique ses directives.

Réunion des membres

(7) Avant la fin de son mandat, l'administrateur peut convoquer une réunion des membres de l'entité afin d'élire un conseil d'administration conformément à la *Loi sur les personnes morales*.

Entité non constituée en personne morale

(8) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une entité qui n'est pas constituée en personne morale.

Délégation des pouvoirs et fonctions

- **22.9** Malgré l'article 5, le ministre ne peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les articles 22.5, 22.6 et 22.8 qu'au directeur général de la prévention.
- (3) Le paragraphe 22.8 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (2), est modifié par substitu-

tions Act" and substituting "Not-For-Profit Corporations Act, 2010".

9. Clause 25 (1) (e) of the Act is repealed and the following substituted:

- (e) a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting any loads that may be applied to it,
 - (i) as determined by the applicable design requirements established under the version of the Building Code that was in force at the time of its construction,
 - (ii) in accordance with such other requirements as may be prescribed, or
 - (iii) in accordance with good engineering practice, if subclauses (i) and (ii) do not apply.

10. Section 32.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

32.1 In this Part,

"legal requirement" means a requirement imposed by a provision of this Act or by a regulation made under this Act.

11. Subsection 32.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Approval of code of practice

(1) The Minister may approve a code of practice and the approved code of practice may be followed to comply with a legal requirement specified in the approval.

Same

- (1.1) An approval made under subsection (1) may be subject to such terms and conditions as the Minister considers appropriate and may be general or particular in its application.
- 12. Section 32.4 of the Act is repealed and the following substituted:

Effect of approved code of practice

- **32.4** The following apply if a code of practice is approved under section 32.2:
 - 1. Subject to any terms or conditions set out in the approval, compliance with the approved code of practice is deemed to be compliance with the legal requirement.
 - A failure to comply with the approved code of practice is not, in itself, a breach of the legal requirement.

13. (1) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:

Referral by inspector

(2.1) Where the circumstances warrant, an inspector

tion de «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif» à «Loi sur les personnes morales».

9. L'alinéa 25 (1) e) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- e) tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, — temporaire ou permanent — puisse supporter les charges qui peuvent y être appliquées, conformément, selon le cas:
 - (i) à ce que prévoient les exigences applicables du code du bâtiment, dans sa version en vigueur lors de la construction,
 - (ii) aux autres exigences prescrites,
 - (iii) aux bonnes pratiques d'ingénierie, si les sousalinéas (i) et (ii) ne s'appliquent pas.

10. L'article 32.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

32.1 La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«exigence légale» Exigence imposée par une disposition de la présente loi ou par un règlement pris en vertu de la présente loi.

11. Le paragraphe 32.2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Approbation d'un code de pratique

(1) Le ministre peut approuver un code de pratique, auquel cas le code approuvé peut être suivi pour observer une exigence légale précisée dans l'approbation.

Idem

(1.1) L'approbation donnée en vertu du paragraphe (1) peut être assortie des conditions que le ministre estime appropriées et avoir une portée générale ou particulière.

12. L'article 32.4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Effet du code de pratique approuvé

- **32.4** Les règles suivantes s'appliquent si un code de pratique est approuvé en vertu de l'article 32.2 :
 - 1. Sous réserve des conditions énoncées dans l'approbation, l'observation du code de pratique approuvé est réputée l'observation de l'exigence légale.
 - 2. L'inobservation du code de pratique approuvé ne constitue pas en soi un manquement à l'exigence légale.

13. (1) L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Renvoi d'une affaire par un inspecteur

(2.1) Lorsque les circonstances le justifient, un inspec-

may refer a matter to the Board if the following conditions are met:

- 1. The worker has not had the matter dealt with by final and binding settlement by arbitration under a collective agreement or filed a complaint with the Board under subsection (2).
- 2. The worker consents to the referral.

Same

(2.2) Any rules governing the practice and procedure of the Board apply with all necessary modifications to a referral made under subsection (2.1).

Referral not an order

- (2.3) A referral made under subsection (2.1) is not an order or decision for the purposes of section 61.
- (2) Subsection 50 (3) of the Act is amended by striking out "any complaint filed under subsection (2)" and substituting "any complaint filed under subsection (2) or referral made under subsection (2.1)".
- (3) Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (4) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:

Rules to expedite proceedings

(4.1) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act*, 1995 to expedite proceedings relating to a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1).

Same

- (4.2) Subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, to rules made under subsection (4.1).
- (5) Subsection 50 (5) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (6) Subsection 50 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Jurisdiction when complaint by public servant

(6) The Board shall exercise jurisdiction under this section when a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1) is in respect of a worker who is a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act*, 2006.

teur peut renvoyer une affaire à la Commission si les conditions suivantes sont réunies :

- 1. Le travailleur n'a pas demandé que l'affaire soit résolue par voie de décision arbitrale définitive aux termes d'une convention collective ni déposé de plainte auprès de la Commission en vertu du paragraphe (2).
- 2. Le travailleur consent au renvoi de l'affaire.

Idem

(2.2) Les règles de pratique et de procédure de la Commission s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).

Renvoi non un ordre

- (2.3) Le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1) n'est ni un ordre ni une décision pour l'application de l'article 61.
- (2) Le paragraphe 50 (3) de la Loi est modifié par substitution de «toute plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou tout renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «toute plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (3) Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «sur la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (4) L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règles pour accélérer le déroulement des instances

(4.1) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances portant sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1).

Idem

- (4.2) Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règles établies en vertu du paragraphe (4.1).
- (5) Le paragraphe 50 (5) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «sur la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (6) Le paragraphe 50 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Plainte d'un fonctionnaire

(6) Dans le cadre du présent article, la Commission est compétente pour entendre la plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1) lorsque le travailleur concerné est un fonctionnaire au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.

- (7) Subsection 50 (7) of the Act is amended by striking out "a complaint filed under subsection (2)" and substituting "a complaint filed under subsection (2) or a referral made under subsection (2.1)".
- (8) Subsection 50 (8) of the Act is amended by striking out "subsection (2)" and substituting "subsections (2) and (2.1)".
- 14. Part VI of the Act is amended by adding the following section:

Offices of the Worker and Employer Advisers

Office of the Worker Adviser

50.1 (1) In addition to the functions set out in section 176 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Office of the Worker Adviser has the functions prescribed for the purposes of this Part, with respect to workers who are not members of a trade union.

Office of the Employer Adviser

(2) In addition to the functions set out in the section 176 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, the Office of the Employer Adviser has the functions prescribed for the purposes of this Part, with respect to employers that have fewer than 100 employees or such other number as may be prescribed.

Costs

(3) In determining the amount of the costs that may be incurred by each office under subsection 176 (3) of the Workplace Safety and Insurance Act, 1997, the Minister shall take into account any functions prescribed for the purposes of this Part.

15. Clause 54 (1) (m) of the Act is repealed and the following substituted:

- (m) require in writing an owner, constructor or employer to provide, at the expense of the owner, constructor or employer, a report bearing the seal and signature of a professional engineer stating,
 - (i) the load limits of a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent,
 - (ii) that a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting or withstanding the loads being applied to it or likely to be applied to it, or
 - (iii) that a building, structure, or any part thereof, or any other part of a workplace, whether temporary or permanent, is capable of supporting any loads that may be applied to it,

- (7) Le paragraphe 50 (7) de la Loi est modifié par substitution de «sur une plainte déposée en vertu du paragraphe (2) ou sur le renvoi d'une affaire en vertu du paragraphe (2.1)» à «la plainte déposée en vertu du paragraphe (2)».
- (8) Le paragraphe 50 (8) de la Loi est modifié par substitution de «les paragraphes (2) et (2.1)» à «le paragraphe (2)».
- 14. La partie VI de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Bureaux des conseillers des travailleurs et des conseillers des employeurs

Bureau des conseillers des travailleurs

50.1 (1) Outre les fonctions prévues à l'article 176 de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le Bureau des conseillers des travailleurs exerce les fonctions prescrites pour l'application de la présente partie à l'égard des travailleurs qui ne font pas partie d'un syndicat.

Bureau des conseillers des employeurs

(2) Outre les fonctions prévues à l'article 176 de la *Loi* de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail, le Bureau des conseillers des employeurs exerce les fonctions prescrites pour l'application de la présente partie à l'égard des employeurs qui ont moins de 100 employés ou tout autre nombre prescrit d'employés.

Frais

(3) Lorsqu'il fixe le montant des frais que peut engager chaque bureau en application du paragraphe 176 (3) de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail, le ministre tient compte des fonctions prescrites pour l'application de la présente partie.

15. L'alinéa 54 (1) m) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- m) exiger par écrit qu'un propriétaire, un constructeur ou un employeur fournisse, à ses frais, un rapport, portant le sceau et la signature d'un ingénieur, qui certifie :
 - (i) la charge limite de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou de toute autre partie d'un lieu de travail, — temporaire ou permanent,
 - (ii) que tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, — temporaire ou permanent — peut supporter les charges qui y sont ou qui sont susceptibles d'y être appliquées ou résister à de telles charges,
 - (iii) que tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure, ou toute autre partie d'un lieu de travail, temporaire ou permanent peut supporter toutes les charges qui peuvent y être appliquées, conformément, selon le cas :

- (A) as determined by the applicable design requirements established under the version of the Building Code that was in force at the time of its construction,
- (B) in accordance with such other requirements as may be prescribed, or
- (C) in accordance with good engineering practice, if sub-subclauses (A) and (B) do not apply;

16. Section 63 of the Act is amended by adding the following subsections:

Compellability of witnesses

(3.1) Persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not compellable witnesses in a civil suit or any proceeding respecting any information or material furnished to or obtained, made or received by them under this Act while acting within the scope of their employment.

Exception

(3.2) If the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser is a party to a proceeding, a person employed in the relevant Office may be determined to be a compellable witness.

Production of documents

- (3.3) Persons employed in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser are not required to produce, in a proceeding in which the relevant Office is not a party, any information or material furnished to or obtained, made or received by them under this Act while acting within the scope of their employment.
- 17. (1) Subsection 65 (1) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (b) an employee in the Office of the Worker Adviser or the Office of the Employer Adviser;
- (2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out "a Director, an inspector or an engineer of the Ministry" and substituting "a Director, the Chief Prevention Officer, an inspector or an engineer of the Ministry".
- 18. (1) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:
- 13.1 exempting any class of workplaces from the requirement set out in subsection 8 (5.1);
- 13.2 requiring that the training of health and safety representatives under subsection 8 (5.1) meet such requirements as may be prescribed;
- (2) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:
- 31.1 requiring that training programs provided by employers meet such requirements as may be prescribed;

- (A) à ce que prévoient les exigences applicables du code du bâtiment, dans sa version en vigueur lors de la construction,
- (B) aux autres exigences prescrites,
- (C) aux bonnes pratiques d'ingénierie, si les sous-sous-alinéas (A) et (B) ne s'appliquent pas;

16. L'article 63 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Témoins non contraignables

(3.1) Les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne doivent pas être contraintes de témoigner dans une poursuite civile ou dans une autre instance au sujet des renseignements ou des documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la présente loi dans le cadre de leur emploi.

Exception

(3.2) Si le Bureau des conseillers des travailleurs ou le Bureau des conseillers des employeurs est partie à une instance, une personne employée au Bureau concerné peut être reconnue comme contraignable à témoigner.

Production de documents

- (3.3) Les personnes employées au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs ne sont pas tenues de produire, dans une instance à laquelle le Bureau concerné n'est pas partie, les renseignements ou les documents qui leur sont fournis ou qu'elles obtiennent, rédigent ou reçoivent en vertu de la présente loi dans le cadre de leur emploi.
- 17. (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - b) une personne employée au Bureau des conseillers des travailleurs ou au Bureau des conseillers des employeurs;
- (2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par substitution de «un directeur, le directeur général de la prévention, un inspecteur ou un ingénieur du ministère» à «un directeur, un inspecteur ou un ingénieur du ministère».
- 18. (1) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
- 13.1 soustraire une catégorie de lieux de travail à l'exigence indiquée au paragraphe 8 (5.1);
- 13.2 exiger que la formation des délégués à la santé et à la sécurité prévue au paragraphe 8 (5.1) satisfasse aux exigences prescrites;
- (2) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :
- 31.1 exiger que les programmes de formation offerts par les employeurs satisfassent aux exigences prescrites;

- (3) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:
 - 53. providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of section 22.5;
- (4) Subsection 70 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:
 - 54. prescribing the functions of the Office of the Worker Adviser for the purposes of Part VI;
 - 55. prescribing the functions of the Office of the Employer Adviser for the purposes of Part VI;
 - 56. prescribing a number of employees for the purposes of subsection 50.1 (2).

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE ACT, 1997

- 19. Paragraph 1 of section 1 of the *Workplace Safety* and *Insurance Act*, 1997 is repealed and the following substituted:
 - 1. To promote health and safety in workplaces.
 - 20. Part II (sections 3 to 10) of the Act is repealed.
- 21. Paragraph 3 of section 82 of the Act is amended by striking out "this Act or".
- 22. Paragraph 1 of subsection 123 (2) of the Act is repealed.
- 23. (1) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsections:

First aid requirements

(5.1) The Board may require employers in such industries as it considers appropriate to have such first aid appliances and services as may be prescribed.

Repeal

- (5.2) Subsection (5.1) is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.
- (2) Subsection 159 (7) of the Act is amended by striking out "the prevention of injury and disease and".
- (3) Subsection 159 (8) of the Act is amended by striking out "the prevention of injury and disease and".
- (4) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(9.1) The requirement in subsection (9) to obtain the approval of the Lieutenant Governor in Council does not apply to an agreement between the Board and the Ministry of Labour to exchange the information described in subsection (9).

- (3) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :
 - 53. prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou souhaitables dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 22.5;
- (4) Le paragraphe 70 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
 - 54. prescrire les fonctions du Bureau des conseillers des travailleurs pour l'application de la partie VI;
 - 55. prescrire les fonctions du Bureau des conseillers des employeurs pour l'application de la partie VI;
 - 56. prescrire un nombre d'employés pour l'application du paragraphe 50.1 (2).

LOI DE 1997 SUR LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

- 19. La disposition 1 de l'article 1 de la *Loi de 1997* sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - Promouvoir la santé et la sécurité en milieu de travail.
- 20. La partie II (articles 3 à 10) de la Loi est abrogée.
- 21. La disposition 3 de l'article 82 de la Loi est modifiée par suppression de «de la présente loi ou».
- 22. La disposition 1 du paragraphe 123 (2) de la Loi est abrogée.
- 23. (1) L'article 159 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exigences en matière de premiers soins

(5.1) La Commission peut exiger que les employeurs des secteurs d'activité qu'elle estime appropriés aient les dispositifs et services de premiers soins prescrits.

Abrogation

- (5.2) Le paragraphe (5.1) est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
- (2) Le paragraphe 159 (7) de la Loi est modifié par suppression de «la prévention des lésions et des maladies ainsi que».
- (3) Le paragraphe 159 (8) de la Loi est modifié par suppression de «la prévention des lésions et des maladies ainsi que».
- (4) L'article 159 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(9.1) L'obligation, prévue au paragraphe (9), d'obtenir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ne s'applique pas à une entente conclue entre la Commission et le ministère du Travail pour partager les renseignements visés au paragraphe (9).

24. (1) Subsection 161 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties of the Board

- (1) The Board shall administer the insurance plan and shall perform such other duties as it is assigned under this Act and any other Act.
- (2) Subsection 161 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Duty to monitor

- (3) The Board shall monitor developments in the understanding of the relationship between workplace insurance and injury and occupational disease,
 - (a) so that generally accepted advances in health sciences and related disciplines are reflected in benefits, services, programs and policies in a way that is consistent with the purposes of this Act; and
 - (b) in order to improve the efficiency and effectiveness of the insurance plan.

25. Paragraph 1 of subsection 171 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

- The employees of safe workplace associations that were designated under section 6 at any time before the repeal of that section by section 20 of the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011.
- 1.1 The employees of safe workplace associations designated under section 22.5 of the *Occupational Health and Safety Act*.
- 26. The Act is amended by adding the following section before the heading "Workplace Safety and Insurance Appeals Tribunal":

Payments to construction workers

- 172.1 The Board shall pay persons who are regularly employed in the construction industry for the time they spend fulfilling the requirements to become certified for the purposes of the *Occupational Health and Safety Act*. However, the Board shall not pay persons who may represent management as members of a joint health and safety committee.
 - 27. Subsection 176 (4) of the Act is repealed.
- 28. (1) Paragraph 4 of subsection 179 (1) of the Act is repealed.
- (2) Section 179 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(1.1) Despite the repeal of paragraph 4 of subsection (1) by subsection 28 (1) of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011*, no action or other proceeding for damages may be commenced against

24. (1) Le paragraphe 161 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions de la Commission

- (1) La Commission administre le régime d'assurance et exerce les autres fonctions que lui confèrent la présente loi et toute autre loi.
- (2) Le paragraphe 161 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Surveillance

- (3) La Commission surveille les progrès accomplis sur le plan de la compréhension des relations entre l'assurance contre les accidents du travail et les lésions et les maladies professionnelles aux fins suivantes :
 - a) de sorte que les progrès généralement reconnus dans le domaine des sciences de la santé et dans les disciplines connexes soient reflétés dans les prestations, les services, les programmes et les politiques d'une façon qui est compatible avec les objets de la présente loi;
 - b) de façon à améliorer l'efficience et l'efficacité du régime d'assurance.

25. La disposition 1 du paragraphe 171 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Les employés des associations pour la sécurité au travail qui étaient désignées en vertu de l'article 6 avant son abrogation par l'article 20 de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.*
- 1.1 Les employés des associations pour la sécurité au travail désignées en vertu de l'article 22.5 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.
- 26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail»:

Paiement des travailleurs de la construction

- 172.1 La Commission paie les personnes qui sont régulièrement employées dans l'industrie de la construction pendant qu'elles font le nécessaire en vue de satisfaire aux conditions d'agrément pour l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Toutefois, elle ne doit pas payer les personnes qui peuvent représenter la direction en tant que membres d'un comité mixte sur la santé et la sécurité au travail.
 - 27. Le paragraphe 176 (4) de la Loi est abrogé.
- 28. (1) La disposition 4 du paragraphe 179 (1) de la Loi est abrogée.
- (2) L'article 179 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(1.1) Malgré l'abrogation de la disposition 4 du paragraphe (1) par le paragraphe 28 (1) de la *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail*, sont irrecevables les actions ou autres instan-

persons employed by a safe workplace association, a medical clinic or a training centre designated under section 6 for an act or omission done or omitted by the person in good faith in the execution or intended execution of any power or duty under this Act before the date on which subsection 28 (1) of the *Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011* comes into force.

Commencement

29. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

- (2) The following provisions come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:
 - 1. Section 6.
 - 2. Section 13.
 - 3. Section 14.
 - 4. Section 16.
 - 5. Subsection 17 (1).
 - 6. Subsection 18 (1).
 - 7. Subsection 18 (4).
 - 8. Section 21.

Same

- (3) The following provisions come into force on the earlier of April 1, 2012 and a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:
 - 1. Subsection 1 (2).
 - 2. Section 2.
 - 3. Section 4.
 - 4. Section 7.
 - **5.** Subsection 8 (2).
 - 6. Subsection 18 (3).
 - 7. Section 19.
 - 8. Section 20.
 - 9. Section 22.
 - 10. Subsections 23 (1), (2) and (3).
 - 11. Sections 24 to 26.
 - 12. Section 28.

Same

- (4) Subsection 8 (3) comes into force on the later of,
- (a) the earlier of April 1, 2012 and a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor; and

ces en dommages-intérêts introduites contre une personne employée par une association pour la sécurité au travail, une clinique médicale ou un centre de formation désignés en vertu de l'article 6 pour un acte ou une omission qu'elle a commis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi avant le jour de l'entrée en vigueur de ce paragraphe 28 (1).

Entrée en vigueur

29. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

- (2) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :
 - 1. L'article 6.
 - 2. L'article 13.
 - 3. L'article 14.
 - 4. L'article 16.
 - 5. Le paragraphe 17 (1).
 - 6. Le paragraphe 18 (1).
 - 7. Le paragraphe 18 (4).
 - 8. L'article 21.

Idem

- (3) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le premier en date du 1^{er} avril 2012 et du jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :
 - 1. Le paragraphe 1 (2).
 - 2. L'article 2.
 - 3. L'article 4.
 - 4. L'article 7.
 - 5. Le paragraphe 8 (2).
 - 6. Le paragraphe 18 (3).
 - 7. L'article 19.
 - 8. L'article 20.
 - 9. L'article 22.
 - 10. Les paragraphes 23 (1), (2) et (3).
 - 11. Les articles 24 à 26.
 - 12. L'article 28.

Idem

- (4) Le paragraphe 8 (3) entre en vigueur le dernier en date des jours suivants :
 - a) le premier en date du 1^{er} avril 2012 et du jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation;

(b) the day section 24 of the Not-For-Profit Corporations Act, 2010 comes into force.

Short title

30. The short title of this Act is the Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 2011.

b) le jour de l'entrée en vigueur de l'article 24 de la Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif.

Titre abrégé

30. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.*







2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 161



Projet de loi 161

An Act to amend the Highway Traffic Act to require vehicles driven by novice drivers to display markers or identifying devices

Loi modifiant le Code de la route pour exiger que les véhicules conduits par des conducteurs débutants affichent des marques ou des moyens d'identification

Co-sponsors:

Mr. Flynn

Mr. Klees

Mr. Bisson

Coparrains:

M. Flynn

M. Klees

M. Bisson

Private Members' Bill

1st Reading March 9, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 9 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





The Bill amends the *Highway Traffic Act* by adding section 57.0.1 to the Act. The new section prohibits novice drivers from driving a motor vehicle on a highway unless markers or identifying devices indicating that the vehicle is being driven by a novice driver are displayed on or in the vehicle. Unless otherwise specified by the regulations, the markers or identifying devices must depict the letter "P" in red and must be prominently displayed and clearly visible from the front and the rear of the motor vehicle. A person convicted of an offence for a contravention of this section is liable to a fine of between \$100 and \$250.

Le projet de loi modifie le *Code de la route* en y ajoutant l'article 57.0.1, lequel interdit aux conducteurs débutants de conduire un véhicule automobile sur une voie publique en l'absence d'affichage sur ou dans le véhicule de marques ou de moyens d'identification indiquant que le véhicule est conduit par un conducteur débutant. Sauf disposition contraire des règlements, les marques ou moyens d'identification doivent représenter la lettre «P» en rouge, être affichés bien en vue et être clairement visibles depuis l'avant et l'arrière du véhicule. Toute personne déclarée coupable d'une infraction pour avoir contrevenu à cet article est passible d'une amende de 100 \$ à 250 \$.

An Act to amend the Highway Traffic Act to require vehicles driven by novice drivers to display markers or identifying devices

pour exiger que les véhicules conduits par des conducteurs débutants affichent des marques ou des moyens d'identification

Loi modifiant le Code de la route

Note: This Act amends the Highway Traffic Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Highway Traffic Act is amended by adding the following section:

Signage requirements, novice drivers

57.0.1 (1) No person who is a novice driver, as defined under section 57.1, shall drive a motor vehicle on a highway unless markers or identifying devices indicating that the vehicle is being driven by a novice driver are displayed on or in the vehicle in accordance with subsection (2).

Same

(2) Unless otherwise specified by the regulations made under section 57.1, the markers or identifying devices must depict the letter "P" in red and must be prominently displayed and clearly visible from the front and the rear of the motor vehicle.

(3) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$250.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Novice Driver "P" Plate Act*, 2011.

Remarque : La présente loi modifie le Code de la route, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le Code de la route est modifié par adjonction de l'article suivant:

Conducteurs débutants : exigence d'un dispositif d'avertissement

57.0.1 (1) Nul conducteur débutant, au sens de l'article 57.1, ne doit conduire un véhicule automobile sur une voie publique à moins que des marques ou des moyens d'identification indiquant que le véhicule est conduit par un conducteur débutant ne soient affichés sur ou dans le véhicule conformément au paragraphe (2).

Idem

(2) Sauf disposition contraire des règlements pris en vertu de l'article 57.1, les marques ou moyens d'identification doivent représenter la lettre «P» en rouge, être affichés bien en vue et être clairement visibles depuis l'avant et l'arrière du véhicule automobile.

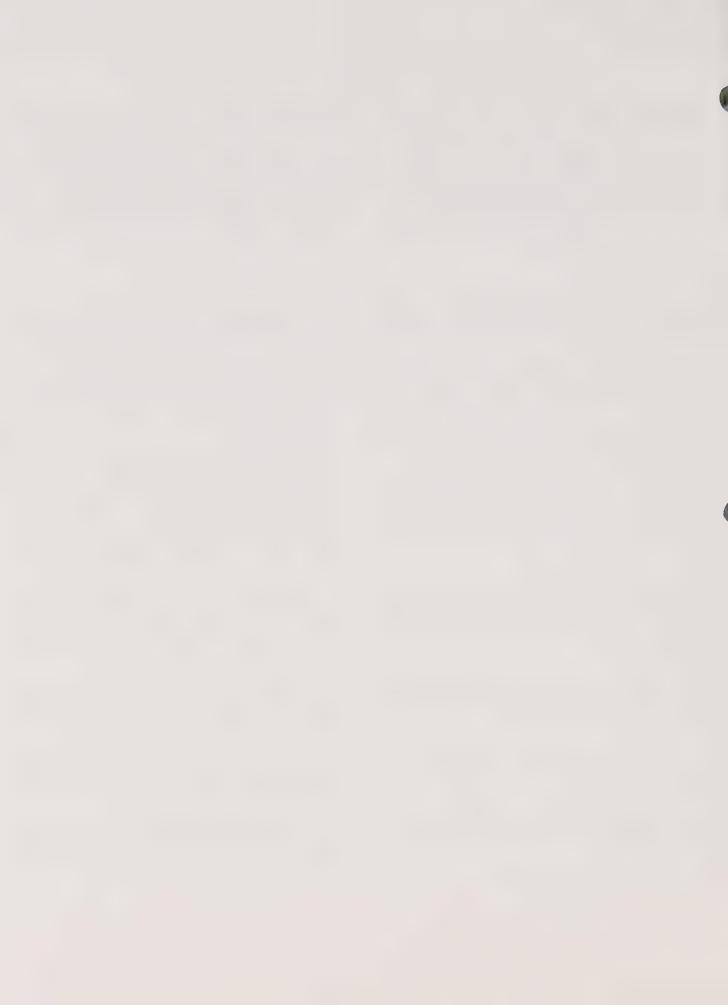
(3) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 250 \$.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 exigeant une plaque «P» pour les conducteurs débutants.







2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 162



Projet de loi 162

An Act to proclaim the month of November **Diabetes Awareness Month**

Loi proclamant le mois de novembre Mois de la sensibilisation au diabète

Mrs. Mangat

Mme Mangat

Projet de loi de député

Private Member's Bill

1^{re} lecture

9 mars 2011

1st Reading 2nd Reading March 9, 2011

2^e lecture

3rd Reading

3^e lecture

Royal Assent

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





An Act to proclaim the month of November Diabetes Awareness Month

Loi proclamant le mois de novembre Mois de la sensibilisation au diabète

Preamble

Diabetes is a chronic and progressive disease that impacts the lives of an increasing number of people in Ontario.

The people of Ontario and their government recognize that complications from diabetes can have a devastating effect on the health of those who are diagnosed with the disease. However, complications can be delayed and perhaps avoided with the knowledge and support needed to manage the disease.

It is appropriate to recognize the month of November as Diabetes Awareness Month in order to raise public awareness of diabetes and the steps that can be taken to prevent or manage the disease.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Diabetes Awareness Month

1. The month of November in each year is proclaimed as Diabetes Awareness Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Diabetes Awareness Month Act*, 2011.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of November in each year as Diabetes Awareness Month.

Préambule

Le diabète est une maladie chronique et évolutive dont les répercussions touchent un nombre croissant d'Ontariens et d'Ontariennes.

La population de l'Ontario et son gouvernement reconnaissent que les complications liées au diabète peuvent avoir un effet dévastateur sur la santé des personnes chez qui la maladie a été diagnostiquée. Ces complications peuvent toutefois être retardées et même évitées si on dispose des connaissances et du soutien nécessaires pour gérer la maladie.

Il convient donc de reconnaître le mois de novembre comme Mois de la sensibilisation au diabète afin de sensibiliser le public au diabète et aux mesures qui peuvent être prises pour prévenir ou gérer la maladie.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois de la sensibilisation au diabète

1. Le mois de novembre de chaque année est proclamé Mois de la sensibilisation au diabète.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur le Mois de la sensibilisation au diabète.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de novembre de chaque année Mois de la sensibilisation au diabète.



2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 163



Projet de loi 163

An Act to amend Christopher's Law (Sex Offender Registry), 2000 Loi modifiant la Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels

The Hon. J. Bradley

Minister of Community Safety and Correctional Services

L'honorable J. Bradley

Ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

Government Bill

1st Reading March 10, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 10 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





EXPLANATORY NOTE

Clauses 3 (1) (a) to (e) and 7 (2) (a) and (b) of *Christopher's Law (Sex Offender Registry)*, 2000, which require offenders to report within 15 days after or before various events, are amended so that the number of days will in the future be specified by regulation rather than in the Act.

The Act is also amended to provide that if an offender who was convicted, or found not criminally responsible on account of a mental disorder, outside Canada becomes subject to an obligation to report under the Sex Offender Information Registration Act (Canada) after he or she arrives in Canada – by virtue of section 490.02901 of the Criminal Code (Canada) or section 36.1 of the International Transfer of Offenders Act (Canada) – the offender will be obliged to report under Christopher's Law, too. These new reporting obligations are reflected in the new clauses 3 (1) (e.1) and (e.2), the new clauses (b.2) and (b.3) of the definition of "sex offence" in subsection 1 (1), and the new subsections 8 (1.5) and (1.6) respecting reporting periods.

Subsection 1 (1) of the Act is amended to define "pardon" as a free pardon granted under Her Majesty's royal prerogative of mercy or under section 748 of the *Criminal Code* (Canada) or a pardon or record suspension under the *Criminal Records Act* (Canada). The new section 9.1, which replaces the former subsection 9 (3), requires the ministry to delete references to an offender from the sex offender registry if the offender receives a free pardon for every sex offence in respect of which the Act applies to him or her, but not if the offender receives only a pardon or record suspension under the *Criminal Records Act* (Canada). However, an offender's reporting requirement ceases under subsection 7 (4) of the Act if the offender receives either a free pardon or a pardon or record suspension under the *Criminal Records Act* (Canada).

Les alinéas 3 (1) a) à e) et 7 (2) a) et b) de la *Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels*, qui prévoient que les délinquants sont obligés de se présenter au plus tard 15 jours après ou avant l'occurrence de diverses éventualités, sont modifiés de sorte que ce nombre sera désormais fixé par règlement plutôt que par la Loi.

La Loi est également modifiée pour prévoir que si le délinquant qui a été déclaré coupable, ou criminellement non responsable pour cause de troubles mentaux, à l'extérieur du Canada devient assujetti à une obligation de se présenter conformément à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) après son arrivée au Canada — au titre de l'article 490.02901 du Code criminel (Canada) ou de l'article 36.1 de la Loi sur le transfèrement international des délinquants (Canada) — il est aussi obligé de se présenter conformément à la Loi Christopher. Les nouveaux alinéas 3 (1) e.1) et e.2), les nouveaux alinéas b.2) et b.3) de la définition de «infraction sexuelle» au paragraphe 1 (1) et les nouveaux paragraphes 8 (1.5) et (1.6) rendent compte de ces nouvelles obligations en ce qui concerne les périodes pendant lesquelles les délinquants doivent se présenter.

Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié en vue de définir «réhabilitation» comme étant un pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou de l'article 748 du *Code criminel* (Canada) ou une réhabilitation ou une suspension du casier visée par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada). Le nouvel article 9.1, lequel remplace l'ancien paragraphe 9 (3), exige du ministère qu'il radie du registre des délinquants sexuels les mentions d'un délinquant si un pardon absolu lui est accordé pour chaque infraction sexuelle à l'égard de laquelle la Loi s'applique à lui, mais non pas si une réhabilitation ou une suspension du casier visée par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) lui est accordée. Toutefois, l'obligation d'un délinquant de se présenter cesse au titre du paragraphe 7 (4) de la Loi s'il lui est accordé, selon le cas, un pardon absolu ou une réhabilitation ou une suspension du casier visée par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada).

An Act to amend Christopher's Law (Sex Offender Registry), 2000

Loi modifiant la Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels

Note: This Act amends *Christopher's Law (Sex Offender Registry), 2000.* For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 1 (1) of *Christopher's Law (Sex Offender Registry)*, 2000 is amended by adding the following definition:

"pardon" means,

- (a) a free pardon granted under Her Majesty's royal prerogative of mercy,
- (b) a free pardon granted under section 748 of the *Criminal Code* (Canada), or
- (c) a pardon granted, or a record suspension ordered, under the *Criminal Records Act* (Canada); ("réhabilitation")

(2) The definition of "sex offence" in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (b.1) and by adding the following clauses:

- (b.2) an offence in respect of which a person is subject to an obligation under section 490.02901 of the *Criminal Code* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada),
- (b.3) an offence in respect of which a person is subject to an obligation under section 36.1 of the *International Transfer of Offenders Act* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada), or

2. (1) Clauses 3 (1) (a) to (e) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) within the prescribed period after he or she is released from custody after serving the custodial portion of a sentence in respect of a sex offence;
- (a.0.1) within the prescribed period after he or she is released from custody on parole in respect of a sex offence;

Remarque: La présente loi modifie la *Loi Christopher de* 2000 sur le registre des délinquants sexuels, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi Christopher de* 2000 sur le registre des délinquants sexuels est modifié par adjonction de la définition suivante :

«réhabilitation» S'entend :

- a) soit d'un pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté:
- b) soit d'un pardon absolu accordé en vertu de l'article 748 du *Code criminel* (Canada);
- c) soit d'une réhabilitation octroyée ou d'une suspension du casier ordonnée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada). («pardon»)
- (2) La définition de «infraction sexuelle» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par adjonction des alinéas suivants :
 - b.2) d'une infraction à l'égard de laquelle une personne est assujettie à l'obligation de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (Canada) qui est prévue à l'article 490.02901 du *Code criminel* (Canada);
- b.3) d'une infraction à l'égard de laquelle une personne est assujettie à l'obligation de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (Canada) qui est prévue à l'article 36.1 de la *Loi sur le transfèrement international des délinquants* (Canada);

2. (1) Les alinéas 3 (1) a) à e) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté une fois qu'il a fini de purger la partie détention d'une peine pour une infraction sexuelle;
- a.0.1) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté conditionnelle relativement à une infraction sexuelle;

- (a.1) within the prescribed period after he or she is convicted of a sex offence, if the offender is not given a custodial sentence:
- (a.2) within the prescribed period after he or she is ordered to serve the custodial portion of the sentence in respect of a sex offence intermittently;
- (a.3) within the prescribed period after he or she is released from custody pending the determination of an appeal in relation to a sex offence;
 - (b) within the prescribed period after he or she receives an absolute or conditional discharge in respect of a sex offence, if he or she was found not criminally responsible of the offence on account of mental disorder;
 - (c) within the prescribed period after he or she changes his or her address:
- (c.1) within the prescribed period after he or she changes his or her name;
 - (d) within the prescribed period after he or she becomes resident in Ontario;
 - (e) within the prescribed period before he or she ceases to be resident in Ontario;
- (e.1) within the prescribed period after he or she becomes subject to an obligation under section 490.02901 of the Criminal Code (Canada) to comply with the Sex Offender Information Registration Act (Canada);
- (e.2) within the prescribed period after he or she becomes subject to an obligation under section 36.1 of the *International Transfer of Offenders Act* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada);

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(1.1) Clauses (1) (a) to (e.2) apply only if the event referred to in them occurs on or after the day this subsection came into force.

Same

(1.2) Clauses (1) (a) to (e), as they read before the day this subsection came into force, continue to apply if the event referred to in them occurred before the day this subsection came into force.

3. (1) Clauses 7 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) within the prescribed period after his or her release from custody on an offence other than a sex offence;
- (b) within the prescribed period after he or she receives an absolute or conditional discharge, if he or she was found not criminally responsible of an offence other than a sex offence on account of mental disorder.

- a.1) dans le délai prescrit, après qu'il a été déclaré coupable d'une infraction sexuelle, s'il n'a pas reçu de peine de détention;
- a.2) dans le délai prescrit, après qu'il lui a été ordonné de purger de façon discontinue la partie détention de la peine pour une infraction sexuelle;
- a.3) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel relatif à une infraction sexuelle;
- b) dans le délai prescrit, après qu'il a reçu une absolution inconditionnelle ou conditionnelle pour une infraction sexuelle, s'il a été déclaré criminellement non responsable de l'infraction pour cause de troubles mentaux;
- c) dans le délai prescrit, après qu'il a changé d'adresse;
- c.1) dans le délai prescrit, après qu'il a changé de nom;
 - d) dans le délai prescrit, après qu'il est devenu résident de l'Ontario;
 - e) dans le délai prescrit, avant qu'il ne cesse d'être résident de l'Ontario;
- e.1) dans le délai prescrit, après qu'il devient assujetti à l'obligation de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (Canada) qui est prévue à l'article 490.02901 du *Code criminel* (Canada);
- e.2) dans le délai prescrit, après qu'il devient assujetti à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 36.1 de la Loi sur le transfèrement international des délinquants (Canada);

(2) L'article 3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(1.1) Les alinéas (1) a) à e.2) ne s'appliquent que si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite.

Idem

(1.2) Les alinéas (1) a) à e), dans leur version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continuent de s'appliquer si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent avant ce jour.

3. (1) Les alinéas 7 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction sexuelle;
- b) dans le délai prescrit, après qu'il a reçu une absolution inconditionnelle ou conditionnelle, s'il a été déclaré criminellement non responsable d'une infraction, autre qu'une infraction sexuelle, pour cause de troubles mentaux.

(2) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(2.1) Clauses (2) (a) and (b) apply only if the event referred to in them occurs on or after the day this subsection came into force.

Same

- (2.2) Clauses (2) (a) and (b), as they read before the day this subsection came into force, continue to apply if the event referred to in them occurred before the day this subsection came into force.
- 4. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.5) Despite subsection (1) and section 7, and subject to any other reporting requirement under this Act, this Act applies to an offender anywhere in Canada who, on or after the day this subsection comes into force, becomes subject to an obligation under section 490.02901 of the *Criminal Code* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada), for as long as he or she remains subject to that obligation.

Same

- (1.6) Despite subsection (1) and section 7, and subject to any other reporting requirement under this Act, this Act applies to an offender anywhere in Canada who, on or after the day this subsection comes into force, becomes subject to an obligation under section 36.1 of the *International Transfer of Offenders Act* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada), for as long as he or she remains subject to that obligation.
 - 5. Subsection 9 (3) of the Act is repealed.
- 6. The Act is amended by adding the following section:

Offender deleted from registry

- **9.1** If an offender receives a pardon of the type described in clause (a) or (b) of the definition of "pardon" in subsection 1 (1), for every sex offence for which this Act is made applicable to him or her, the ministry shall delete every reference to and record of the offender from the sex offender registry.
- 7. Section 14 of the Act is amended by adding the following clause:
- (a.1) prescribing the various periods of time referred to in subsections 3 (1) and 7 (2);

Commencement

8. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(2.1) Les alinéas (2) a) et b) ne s'appliquent que si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite.

Idem

- (2.2) Les alinéas (2) a) et b), dans leur version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continuent de s'appliquer si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent avant ce jour.
- 4. L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Iden

(1.5) Malgré le paragraphe (1) et l'article 7 et sous réserve de toute autre obligation de se présenter prévue par la présente loi, celle-ci s'applique à un délinquant, n'importe où au Canada, qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite, devient assujetti à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 490.02901 du Code criminel (Canada), tant qu'il demeure assujetti à cette obligation.

Idem

- (1.6) Malgré le paragraphe (1) et l'article 7 et sous réserve de toute autre obligation de se présenter prévue par la présente loi, celle-ci s'applique à un délinquant, n'importe où au Canada, qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite, devient assujetti à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 36.1 de la Loi sur le transfèrement international des délinquants (Canada), tant qu'il demeure assujetti à cette obligation.
 - 5. Le paragraphe 9 (3) de la Loi est abrogé.
- 6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Radiation des renseignements sur le délinquant figurant au registre

- 9.1 Si le délinquant se voit octroyer une réhabilitation du type visé à l'alinéa a) ou b) de la définition de «réhabilitation» au paragraphe 1 (1) relativement à chaque infraction sexuelle à l'égard de laquelle la présente loi lui est rendue applicable, le ministère radie chaque mention du délinquant et chaque renseignement le concernant du registre des délinquants sexuels.
- 7. L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
- a.1) prescrire les divers délais mentionnés aux paragraphes 3 (1) et 7 (2);

Entrée en vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

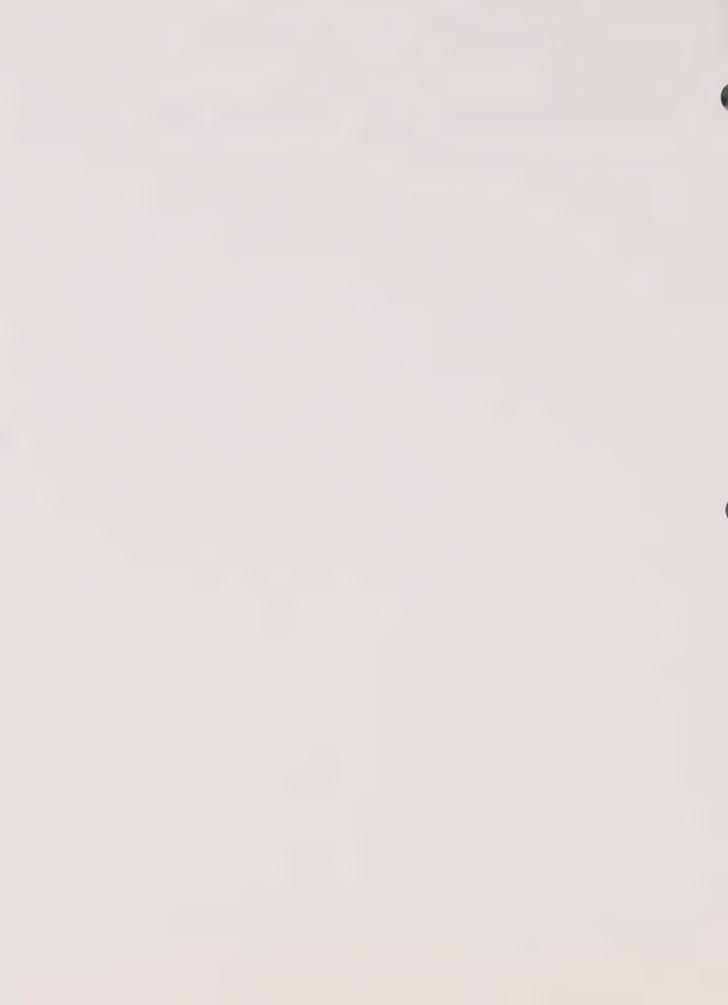
Short title

9. The short title of this Act is the Christopher's Law (Sex Offender Registry) Amendment Act, 2011.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant la Loi Christopher sur le registre des délinquants sexuels.







2ND SESSION, 39th LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 163

(Chapter 8 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to amend Christopher's Law (Sex Offender Registry), 2000

Projet de loi 163

(Chapitre 8 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi modifiant la Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels

The Hon. J. Bradley

Minister of Community Safety and Correctional Services

L'honorable J. Bradley

Ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

1st Reading	March 10, 2011
2nd Reading	March 30, 2011
3rd Reading	April 19, 2011
Royal Assent	May 4, 2011

1" lecture	10 mars 2011
2 ^e lecture	30 mars 2011
3 ^e lecture	19 avril 2011
Sanction royale	4 mai 2011

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 163 and does not form part of the law. Bill 163 has been enacted as Chapter 8 of the Statutes of Ontario, 2011.

Clauses 3 (1) (a) to (e) and 7 (2) (a) and (b) of *Christopher's Law (Sex Offender Registry)*, 2000, which require offenders to report within 15 days after or before various events, are amended so that the number of days will in the future be specified by regulation rather than in the Act.

The Act is also amended to provide that if an offender who was convicted, or found not criminally responsible on account of a mental disorder, outside Canada becomes subject to an obligation to report under the Sex Offender Information Registration Act (Canada) after he or she arrives in Canada – by virtue of section 490.02901 of the Criminal Code (Canada) or section 36.1 of the International Transfer of Offenders Act (Canada) – the offender will be obliged to report under Christopher's Law, too. These new reporting obligations are reflected in the new clauses 3 (1) (e.1) and (e.2), the new clauses (b.2) and (b.3) of the definition of "sex offence" in subsection 1 (1), and the new subsections 8 (1.5) and (1.6) respecting reporting periods.

Subsection 1 (1) of the Act is amended to define "pardon" as a free pardon granted under Her Majesty's royal prerogative of mercy or under section 748 of the *Criminal Code* (Canada) or a pardon or record suspension under the *Criminal Records Act* (Canada). The new section 9.1, which replaces the former subsection 9 (3), requires the ministry to delete references to an offender from the sex offender registry if the offender receives a free pardon for every sex offence in respect of which the Act applies to him or her, but not if the offender receives only a pardon or record suspension under the *Criminal Records Act* (Canada). However, an offender's reporting requirement ceases under subsection 7 (4) of the Act if the offender receives either a free pardon or a pardon or record suspension under the *Criminal Records Act* (Canada).

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 163, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 163 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2011.

Les alinéas 3 (1) a) à e) et 7 (2) a) et b) de la *Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels*, qui prévoient que les délinquants sont obligés de se présenter au plus tard 15 jours après ou avant l'occurrence de diverses éventualités, sont modifiés de sorte que ce nombre sera désormais fixé par règlement plutôt que par la Loi.

La Loi est également modifiée pour prévoir que si le délinquant qui a été déclaré coupable, ou criminellement non responsable pour cause de troubles mentaux, à l'extérieur du Canada devient assujetti à une obligation de se présenter conformément à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) après son arrivée au Canada — au titre de l'article 490.02901 du Code criminel (Canada) ou de l'article 36.1 de la Loi sur le transfèrement international des délinquants (Canada) — il est aussi obligé de se présenter conformément à la Loi Christopher. Les nouveaux alinéas 3 (1) e.1) et e.2), les nouveaux alinéas b.2) et b.3) de la définition de «infraction sexuelle» au paragraphe 1 (1) et les nouveaux paragraphes 8 (1.5) et (1.6) rendent compte de ces nouvelles obligations en ce qui concerne les périodes pendant lesquelles les délinquants doivent se présenter.

Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié en vue de définir «réhabilitation» comme étant un pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou de l'article 748 du *Code criminel* (Canada) ou une réhabilitation ou une suspension du casier visée par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada). Le nouvel article 9.1, lequel remplace l'ancien paragraphe 9 (3), exige du ministère qu'il radie du registre des délin quants sexuels les mentions d'un délinquant si un pardon absolu lui est accordé pour chaque infraction sexuelle à l'égard de laquelle la Loi s'applique à lui, mais non pas si une réhabilitation ou une suspension du casier visée par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) lui est accordée. Toutefois, l'obligation d'un délinquant de se présenter cesse au titre du paragraphe 7 (4) de la Loi s'il lui est accordé, selon le cas, un pardon absolu ou une réhabilitation ou une suspension du casier visée par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada).

An Act to amend Christopher's Law (Sex Offender Registry), 2000

Note: This Act amends *Christopher's Law (Sex Offender Registry)*, 2000. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 1 (1) of *Christopher's Law (Sex Offender Registry)*, 2000 is amended by adding the following definition:

"pardon" means,

- (a) a free pardon granted under Her Majesty's royal prerogative of mercy,
- (b) a free pardon granted under section 748 of the *Criminal Code* (Canada), or
- (c) a pardon granted, or a record suspension ordered, under the *Criminal Records Act* (Canada); ("réhabilitation")

(2) The definition of "sex offence" in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (b.1) and by adding the following clauses:

- (b.2) an offence in respect of which a person is subject to an obligation under section 490.02901 of the *Criminal Code* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada),
- (b.3) an offence in respect of which a person is subject to an obligation under section 36.1 of the *International Transfer of Offenders Act* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada), or

2. (1) Clauses 3 (1) (a) to (e) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) within the prescribed period after he or she is released from custody after serving the custodial portion of a sentence in respect of a sex offence;
- (a.0.1) within the prescribed period after he or she is released from custody on parole in respect of a sex offence:

Loi modifiant la Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels

Remarque: La présente loi modifie la *Loi Christopher de* 2000 sur le registre des délinquants sexuels, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi Christopher de* 2000 sur le registre des délinquants sexuels est modifié par adjonction de la définition suivante :

«réhabilitation» S'entend:

- a) soit d'un pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
- b) soit d'un pardon absolu accordé en vertu de l'article 748 du *Code criminel* (Canada);
- c) soit d'une réhabilitation octroyée ou d'une suspension du casier ordonnée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada). («pardon»)
- (2) La définition de «infraction sexuelle» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par adjonction des alinéas suivants :
 - b.2) d'une infraction à l'égard de laquelle une personne est assujettie à l'obligation de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (Canada) qui est prévue à l'article 490.02901 du *Code criminel* (Canada);
 - b.3) d'une infraction à l'égard de laquelle une personne est assujettie à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 36.1 de la Loi sur le transferement international des délinquants (Canada);

2. (1) Les alinéas 3 (1) a) à e) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté une fois qu'il a fini de purger la partie détention d'une peine pour une infraction sexuelle;
- a.0.1) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté conditionnelle relativement à une infraction sexuelle;

- (a.1) within the prescribed period after he or she is convicted of a sex offence, if the offender is not given a custodial sentence;
- (a.2) within the prescribed period after he or she is ordered to serve the custodial portion of the sentence in respect of a sex offence intermittently;
- (a.3) within the prescribed period after he or she is released from custody pending the determination of an appeal in relation to a sex offence;
 - (b) within the prescribed period after he or she receives an absolute or conditional discharge in respect of a sex offence, if he or she was found not criminally responsible of the offence on account of mental disorder;
 - (c) within the prescribed period after he or she changes his or her address;
- (c.1) within the prescribed period after he or she changes his or her name;
 - (d) within the prescribed period after he or she becomes resident in Ontario;
 - (e) within the prescribed period before he or she ceases to be resident in Ontario;
- (e.1) within the prescribed period after he or she becomes subject to an obligation under section 490.02901 of the Criminal Code (Canada) to comply with the Sex Offender Information Registration Act (Canada);
- (e.2) within the prescribed period after he or she becomes subject to an obligation under section 36.1 of the *International Transfer of Offenders Act* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada);

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(1.1) Clauses (1) (a) to (e.2) apply only if the event referred to in them occurs on or after the day this subsection came into force.

Same

(1.2) Clauses (1) (a) to (e), as they read before the day this subsection came into force, continue to apply if the event referred to in them occurred before the day this subsection came into force.

3. (1) Clauses 7 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) within the prescribed period after his or her release from custody on an offence other than a sex offence;
- (b) within the prescribed period after he or she receives an absolute or conditional discharge, if he or she was found not criminally responsible of an offence other than a sex offence on account of mental disorder.

- a.1) dans le délai prescrit, après qu'il a été déclaré coupable d'une infraction sexuelle, s'il n'a pas reçu de peine de détention;
- a.2) dans le délai prescrit, après qu'il lui a été ordonné de purger de façon discontinue la partie détention de la peine pour une infraction sexuelle;
- a.3) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel relatif à une infraction sexuelle;
 - b) dans le délai prescrit, après qu'il a reçu une absolution inconditionnelle ou conditionnelle pour une infraction sexuelle, s'il a été déclaré criminellement non responsable de l'infraction pour cause de troubles mentaux;
 - c) dans le délai prescrit, après qu'il a changé d'adresse;
- c.1) dans le délai prescrit, après qu'il a changé de nom;
 - d) dans le délai prescrit, après qu'il est devenu résident de l'Ontario;
 - e) dans le délai prescrit, avant qu'il ne cesse d'être résident de l'Ontario;
- e.1) dans le délai prescrit, après qu'il devient assujetti à l'obligation de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (Canada) qui est prévue à l'article 490.02901 du *Code criminel* (Canada);
- e.2) dans le délai prescrit, après qu'il devient assujetti à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 36.1 de la Loi sur le transfèrement international des délinquants (Canada);

(2) L'article 3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(1.1) Les alinéas (1) a) à e.2) ne s'appliquent que si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite.

Idem

(1.2) Les alinéas (1) a) à e), dans leur version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continuent de s'appliquer si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent avant ce jour.

3. (1) Les alinéas 7 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le délai prescrit, après sa mise en liberté dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction sexuelle;
- b) dans le délai prescrit, après qu'il a reçu une absolution inconditionnelle ou conditionnelle, s'il a été déclaré criminellement non responsable d'une infraction, autre qu'une infraction sexuelle, pour cause de troubles mentaux.

(2) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(2.1) Clauses (2) (a) and (b) apply only if the event referred to in them occurs on or after the day this subsection came into force.

Same

- (2.2) Clauses (2) (a) and (b), as they read before the day this subsection came into force, continue to apply if the event referred to in them occurred before the day this subsection came into force.
- 4. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.5) Despite subsection (1) and section 7, and subject to any other reporting requirement under this Act, this Act applies to an offender anywhere in Canada who, on or after the day this subsection comes into force, becomes subject to an obligation under section 490.02901 of the *Criminal Code* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada), for as long as he or she remains subject to that obligation.

Same

- (1.6) Despite subsection (1) and section 7, and subject to any other reporting requirement under this Act, this Act applies to an offender anywhere in Canada who, on or after the day this subsection comes into force, becomes subject to an obligation under section 36.1 of the *International Transfer of Offenders Act* (Canada) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* (Canada), for as long as he or she remains subject to that obligation.
 - 5. Subsection 9 (3) of the Act is repealed.
- 6. The Act is amended by adding the following section:

Offender deleted from registry

- **9.1** If an offender receives a pardon of the type described in clause (a) or (b) of the definition of "pardon" in subsection 1 (1), for every sex offence for which this Act is made applicable to him or her, the ministry shall delete every reference to and record of the offender from the sex offender registry.
- 7. Section 14 of the Act is amended by adding the following clause:
- (a.1) prescribing the various periods of time referred to in subsections 3 (1) and 7 (2);

Commencement

8. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(2.1) Les alinéas (2) a) et b) ne s'appliquent que si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite.

Idem

- (2.2) Les alinéas (2) a) et b), dans leur version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continuent de s'appliquer si les éventualités qui y sont mentionnées se produisent avant ce jour.
- 4. L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(1.5) Malgré le paragraphe (1) et l'article 7 et sous réserve de toute autre obligation de se présenter prévue par la présente loi, celle-ci s'applique à un délinquant, n'importe où au Canada, qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite, devient assujetti à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 490.02901 du Code criminel (Canada), tant qu'il demeure assujetti à cette obligation.

Idem

- (1.6) Malgré le paragraphe (1) et l'article 7 et sous réserve de toute autre obligation de se présenter prévue par la présente loi, celle-ci s'applique à un délinquant, n'importe où au Canada, qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite, devient assujetti à l'obligation de se conformer à la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels (Canada) qui est prévue à l'article 36.1 de la Loi sur le transfèrement international des délinquants (Canada), tant qu'il demeure assujetti à cette obligation.
 - 5. Le paragraphe 9 (3) de la Loi est abrogé.
- 6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Radiation des renseignements sur le délinquant figurant au registre

- 9.1 Si le délinquant se voit octroyer une réhabilitation du type visé à l'alinéa a) ou b) de la définition de «réhabilitation» au paragraphe 1 (1) relativement à chaque infraction sexuelle à l'égard de laquelle la présente loi lui est rendue applicable, le ministère radie chaque mention du délinquant et chaque renseignement le concernant du registre des délinquants sexuels.
- 7. L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - a.1) prescrire les divers délais mentionnés aux paragraphes 3 (1) et 7 (2);

Entrée en vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Short title

9. The short title of this Act is the *Christopher's Law* (Sex Offender Registry) Amendment Act, 2011.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* modifiant la Loi Christopher sur le registre des délinquants sexuels.







2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 165

Projet de loi 165

An Act to establish
Sickle Cell and Thalassemia Care
Ontario and to proclaim
Sickle Cell and Thalassemia
Awareness Day

Loi créant Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario et proclamant la Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies

Mr. Colle

M. Colle

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading March 10, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 10 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

(A)



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario as a corporation without share capital. The objects of the Corporation include taking measures to improve the co-ordination and quality of healthcare for individuals who have sickle cell or thalassemic disorders and promote awareness of these disorders.

The Bill also proclaims June 19 in each year as Sickle Cell and Thalassemia Awareness Day.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée une personne morale sans capital-actions appelée Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario. La mission de la Société consiste notamment à prendre des mesures pour améliorer la coordination et la qualité des soins de santé fournis aux personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies et à sensibiliser le public à ces affections.

Le projet de loi proclame également le 19 juin de chaque année Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies.

An Act to establish
Sickle Cell and Thalassemia Care
Ontario and to proclaim
Sickle Cell and Thalassemia
Awareness Day

Loi créant Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario et proclamant la Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies

Preamble

Sickle cell and thalassemic disorders are debilitating genetic diseases that can cause organ dysfunction, limit an individual's quality of life and shorten their lifespan. There are more and more children and adults in Ontario who have sickle cell or thalassemic disorders, although there are significant gaps in research about the prevalence of the disorders. It is estimated that 5 per cent of the world's population are carriers of genetic traits for sickle cell or thalassemic disorders.

The Province of Ontario is leading the way among provinces in recognizing the seriousness of sickle cell and thalassemic disorders. In 2006, Ontario established screening programs to identify newborns who have sickle cell or other blood disorders. The next step is to provide provincial co-ordination of comprehensive healthcare. This is crucial for ensuring that individuals and families have lifelong access to quality healthcare, genetic counselling and social support.

Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario is intended to improve the co-ordination of healthcare resources, promote awareness and education and advocate on behalf of individuals who have sickle cell or thalassemic disorders and their families.

In co-operation with healthcare professionals, hospitals, research institutions and advocacy groups, Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario will develop provincial strategies for improving the co-ordination and quality of sickle cell and thalassemia healthcare.

Proclaiming June 19 as Sickle Cell and Thalassemia Awareness Day in Ontario increases awareness of these blood disorders and dedicates a day to support individuals who have sickle cell or thalassemic disorders and their families.

Préambule

Les affections drépanocytaires et les thalassémies sont des maladies génétiques débilitantes qui peuvent entraîner un dysfonctionnement organique, limiter la qualité de vie d'une personne et réduire son espérance de vie. De plus en plus d'Ontariens et d'Ontariennes, enfants et adultes, sont atteints d'affections drépanocytaires ou de thalassémies, même si les travaux de recherche sont relativement lacunaires à propos de la prévalence de ces affections. On estime que 5 pour cent de la population mondiale sont porteurs des caractères génétiques des affections drépanocytaires ou des thalassémies.

Parmi les provinces canadiennes, l'Ontario fait figure de chef de file en reconnaissant la gravité des affections drépanocytaires et des thalassémies. En 2006, la province a instauré des programmes de dépistage afin d'identifier les nouveau-nés qui sont atteints d'affections drépanocytaires ou d'autres maladies du sang. L'étape suivante consiste à assurer la coordination de soins de santé complets à l'échelle provinciale. Cette coordination est cruciale si l'on veut que les personnes et leurs familles aient un accès continu à des soins de santé de qualité ainsi qu'à des services de consultation génétique et de soutien social.

L'objectif de Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario est d'améliorer la coordination des ressources disponibles en matière de soins de santé, de sensibiliser et de renseigner le public et d'intervenir pour le compte des personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies et de leurs familles.

De concert avec les professionnels de la santé, les hôpitaux, les instituts de recherche et les groupes d'intervention, Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario mettra au point des stratégies provinciales visant à améliorer la coordination et la qualité des soins de santé dans le domaine des affections drépanocytaires et des thalassémies.

La proclamation du 19 juin comme Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies en Ontario permet de sensibiliser davantage le public à ces maladies du sang et de dédier une journée au soutien des personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies et de leurs familles. Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I SICKLE CELL AND THALASSEMIA CARE ONTARIO

Definitions

- 1. In this Part.
- "Corporation" means Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario established under subsection 2 (1); ("Société")
- "Minister" means the Minister of Health and Long-Term Care or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*. ("ministre")

Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario established

2. (1) A corporation without share capital is hereby established under the name Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario in English and Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario in French.

Membership

(2) The members of the Corporation shall consist of the members of its board of directors.

Objects of the Corporation

- **3.** The objects of the Corporation are,
- (a) to work in co-operation with health professionals, hospitals, research institutions and advocacy groups to develop strategies for improving the coordination and quality of health care provided in Ontario to individuals who have sickle cell or thalassemic disorders;
- (b) to promote awareness of and educate the public about sickle cell and thalassemic disorders:
- (c) to improve the co-ordination of healthcare resources for individuals who have sickle cell or thalassemic disorders by assisting them and their caregivers to connect with and gain access to healthcare and social support resources;
- (d) to advocate on behalf of individuals who have sickle cell or thalassemic disorders;
- (e) to encourage members of the public to have genetic testing performed to identify carriers of the sickle cell or thalassemia gene;
- (f) to assist carriers of the sickle cell or thalassemia gene to gain access to genetic counselling;

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I TRAITEMENT DES AFFECTIONS DRÉPANOCYTAIRES ET DES THALASSÉMIES ONTARIO

Définitions

- 1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- «ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est confiée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)
- «Société» La société appelée Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario est créée en application du paragraphe 2 (1). («Corporation»)

Création de Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario

2. (1) Est créée une personne morale sans capitalactions appelée Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario en français et Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario en anglais.

Membres

(2) La Société se compose des membres de son conseil d'administration.

Mission de la Société

- 3. La mission de la Société est la suivante :
- a) travailler en collaboration avec les professionnels de la santé, les hôpitaux, les instituts de recherche et les groupes d'intervention afin de mettre au point des stratégies visant à améliorer la coordination et la qualité des soins de santé fournis en Ontario aux personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies;
- b) sensibiliser et renseigner le public à propos des affections drépanocytaires et des thalassémies;
- c) améliorer la coordination des ressources disponibles en matière de soins de santé pour les personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies en les aidant, elles et leurs fournisseurs de soins, à se mettre en relation avec les professionnels de la santé et les ressources disponibles en matière de soutien social et à avoir accès à leurs services;
- d) intervenir pour le compte des personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies;
- e) encourager les membres du public à faire réaliser des tests génétiques afin de faciliter l'identification des porteurs du gène caractéristique des affections drépanocytaires ou des thalassémies;
- f) aider les porteurs du gène caractéristique des affections drépanocytaires ou des thalassémies à avoir accès à des services de consultation génétique;

- (g) to monitor and track the prevalence of sickle cell and thalassemic disorders in Ontario and assess the sufficiency of treatment centres and other healthcare services available to individuals who have sickle cell or thalassemic disorders:
- (h) to collaborate with the Government of Canada and the governments of the provinces and territories of Canada to develop comprehensive strategies for the healthcare of individuals who have sickle cell or thalassemic disorders.

Board of directors

4. (1) The board of directors shall be composed of a minimum of 10 and a maximum of 15 members, appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Vacancies

(2) The Lieutenant Governor in Council may fill any vacancy among the members of the board.

Auditor

5. (1) The Corporation shall appoint one or more auditors licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit annually the accounts and financial transactions of the Corporation.

Auditor's report

(2) The Corporation shall give a copy of every auditor's report to the Minister.

Minister's audit

(3) The Minister may require that any aspect of the affairs of the Corporation be audited by an auditor appointed by the Minister.

Annual report

6. (1) The Corporation shall give the Minister an annual report on the affairs of the Corporation for the preceding fiscal year and shall include in the report such information as the Minister may specify.

Table report

(2) The Minister shall lay the annual report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

PART II SICKLE CELL AND THALASSEMIA AWARENESS DAY

Awareness Day

7. June 19 in each year is proclaimed as Sickle Cell and Thalassemia Awareness Day.

PART III COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

- g) surveiller et suivre de près la prévalence des affections drépanocytaires et des thalassémies en Ontario et évaluer le caractère suffisant des centres de traitement et autres services de soins de santé destinés aux personnes atteintes de telles affections;
- h) collaborer avec le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces et territoires du pays pour mettre au point des stratégies globales concernant les soins de santé à fournir aux personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies.

Conseil d'administration

4. (1) Le conseil d'administration se compose de 10 à 15 membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vacances

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut combler les vacances qui surviennent parmi les membres du conseil.

Vérificateur

5. (1) La Société nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* qu'il charge de vérifier chaque année les comptes et les opérations financières de la Société.

Rapport du vérificateur

(2) La Société remet une copie de chaque rapport du vérificateur au ministre.

Vérification du ministre

(3) Le ministre peut exiger qu'un aspect des affaires de la Société soit vérifié par un vérificateur qu'il nomme.

Rapport annuel

6. (1) La Société remet au ministre un rapport annuel sur ses affaires pour l'exercice précédent et inclut dans son rapport les renseignements que précise celui-ci.

Dépôt du rapport

(2) Le ministre dépose le rapport annuel devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

PARTIE II JOURNÉE DE SENSIBILISATION AUX AFFECTIONS DRÉPANOCYTAIRES ET AUX THALASSÉMIES

Journée de sensibilisation

7. Le 19 juin de chaque année est proclamé Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies.

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

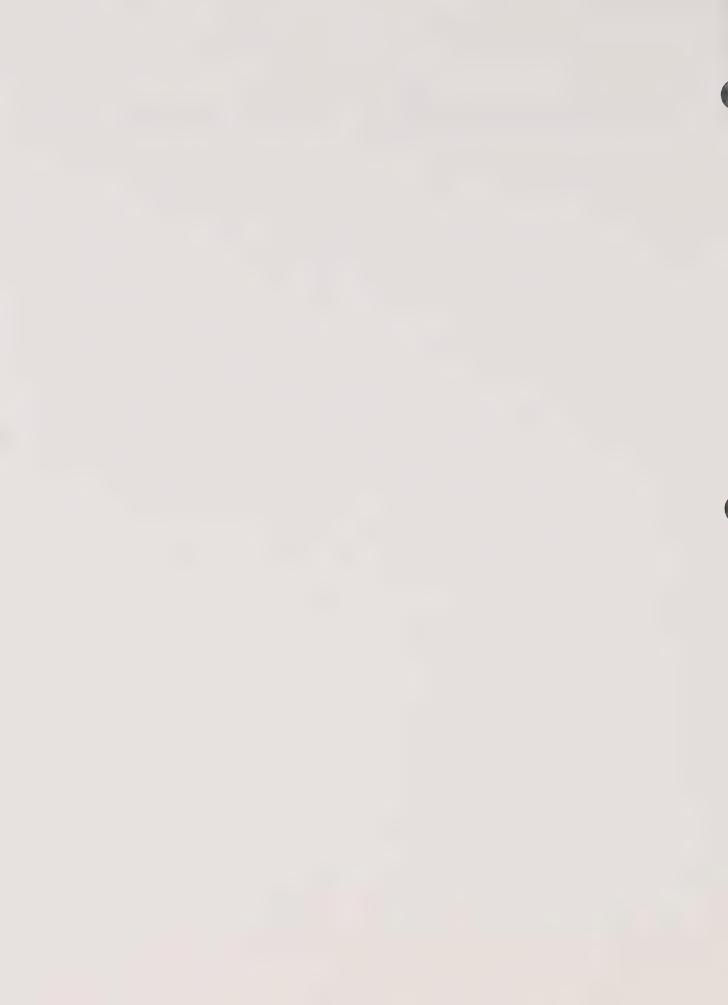
Short title

9. The short title of this Act is the Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario Act, 2011.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario.









2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 166

Projet de loi 166

An Act to proclaim May as Dutch Heritage Month

Loi proclamant le mois de mai Mois du patrimoine néerlandais

Co-sponsors:

Mrs. Witmer Mrs. Van Bommel Ms DiNovo



Coparrains:

M^{me} Witmer M^{me} Van Bommel M^{me} DiNovo

Private Members' Bill

1st Reading March 21, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 21 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale





2011

An Act to proclaim May as Dutch Heritage Month

Loi proclamant le mois de mai Mois du patrimoine néerlandais

Preamble

Ontario is home to about 500,000 Dutch Canadians. Since the early 1800s, the Dutch Canadian community has made and continues to make significant contributions to the growth and prosperity of the Province of Ontario.

By proclaiming the month of May as Dutch Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the important contributions that Dutch Canadians have made to the economic, political, social and cultural fabric of Ontario's society.

May is a historically significant month for the Dutch Canadian community. On May 5, 1945, the Canadian forces were instrumental in the liberation of the Netherlands from occupation during World War II. The Netherlands celebrates its independence and liberty, along with the heroic efforts of the Canadian forces, with a national holiday known as Liberation Day, which takes place annually on May 5.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Dutch Heritage Month

1. The month of May in each year is proclaimed as Dutch Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Dutch Heritage Month Act, 2011.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of May in each year as Dutch Heritage Month.

Préambule

Plus de 500 000 Néerlando-Canadiens vivent en Ontario. Depuis le début des années 1800, la communauté néerlando-canadienne ne cesse de contribuer de facon considérable à la croissance et à la prospérité de la province de l'Ontario.

En proclamant le mois de mai Mois du patrimoine néerlandais, la province de l'Ontario reconnaît l'importante contribution que les Néerlando-Canadiens ont apportée à la trame de la société ontarienne sur les plans économique, politique, social et culturel.

Le mois de mai revêt une importance historique pour la communauté néerlando-canadienne. En effet, le 5 mai 1945, pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Forces canadiennes ont participé activement à la lutte pour libérer les Pays-Bas de l'occupation. Ce pays célèbre son indépendance et sa liberté, de même que les efforts héroïques des Forces canadiennes, par une fête nationale appelée Jour de la Libération, qui a habituellement lieu le 5 mai de chaque année.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine néerlandais

1. Le mois de mai de chaque année est proclamé Mois du patrimoine néerlandais.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 sur le Mois du patrimoine néerlandais.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de mai de chaque année Mois du patrimoine néerlandais.





2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II. 2011

Bill 166

(Chapter 4 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to proclaim May as Dutch Heritage Month

Projet de loi 166

(Chapitre 4 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi proclamant le mois de mai Mois du patrimoine néerlandais



Mrs. Witmer Mrs. Van Bommel Ms DiNovo

Coparrains:

M^{me} Witmer
M^{me} Van Bommel
M^{me} DiNovo

1st Reading March 21, 2011
2nd Reading March 24, 2011
3rd Reading March 24, 2011
Royal Assent March 30, 2011

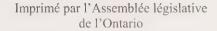
1^{re} lecture 21 mars 2011 2^e lecture 24 mars 2011 3^e lecture 24 mars 2011

Sanction royale 30 mars 2011

Printed by the Legislative Assembly of Ontario







An Act to proclaim May as Dutch Heritage Month

Loi proclamant le mois de mai Mois du patrimoine néerlandais

Preamble

Ontario is home to about 500,000 Dutch Canadians. Since the early 1800s, the Dutch Canadian community has made and continues to make significant contributions to the growth and prosperity of the Province of Ontario.

By proclaiming the month of May as Dutch Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the important contributions that Dutch Canadians have made to the economic, political, social and cultural fabric of Ontario's society.

May is a historically significant month for the Dutch Canadian community. On May 5, 1945, the Canadian forces were instrumental in the liberation of the Netherlands from occupation during World War II. The Netherlands celebrates its independence and liberty, along with the heroic efforts of the Canadian forces, with a national holiday known as Liberation Day, which takes place annually on May 5.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Dutch Heritage Month

1. The month of May in each year is proclaimed as Dutch Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Dutch Heritage Month Act*, 2011.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 166 and does not form part of the law. Bill 166 has been enacted as Chapter 4 of the Statutes of Ontario, 2011.

The Bill proclaims the month of May in each year as Dutch Heritage Month.

Préambule

Plus de 500 000 Néerlando-Canadiens vivent en Ontario. Depuis le début des années 1800, la communauté néerlando-canadienne ne cesse de contribuer de façon considérable à la croissance et à la prospérité de la province de l'Ontario.

En proclamant le mois de mai Mois du patrimoine néerlandais, la province de l'Ontario reconnaît l'importante contribution que les Néerlando-Canadiens ont apportée à la trame de la société ontarienne sur les plans économique, politique, social et culturel.

Le mois de mai revêt une importance historique pour la communauté néerlando-canadienne. En effet, le 5 mai 1945, pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Forces canadiennes ont participé activement à la lutte pour libérer les Pays-Bas de l'occupation. Ce pays célèbre son indépendance et sa liberté, de même que les efforts héroïques des Forces canadiennes, par une fête nationale appelée Jour de la Libération, qui a habituellement lieu le 5 mai de chaque année.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine néerlandais

1. Le mois de mai de chaque année est proclamé Mois du patrimoine néerlandais.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur le Mois du patrimoine néerlandais.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 166, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 166 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 2011.

Le projet de loi proclame le mois de mai de chaque année Mois du patrimoine néerlandais.



2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 167

Projet de loi 167

An Act to authorize the expenditure of certain amounts for the fiscal year ending March 31, 2011

Loi autorisant l'utilisation de certaines sommes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011





L'honorable D. Duncan Ministre des Finances

Government Bill

1st Reading March 21, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 21 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario







An Act to authorize the expenditure of certain amounts for the fiscal year ending March 31, 2011

Loi autorisant l'utilisation de certaines sommes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

Preamble

Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedules are required for the purposes set out in this Act.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation

- 1. In this Act,
- "non-cash expense" has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; ("frais hors trésorerie")
- "non-cash investment" has the same meaning as in the *Financial Administration Act*. ("élément d'investissement hors trésorerie")

Supply granted

Expenses of the public service

2. (1) For the period from April 1, 2010 to March 31, 2011, amounts not exceeding a total of \$123,847,503,200 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service, as set out in Schedule A to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and supplementary estimates.

Investments of the public service

(2) For the period from April 1, 2010 to March 31, 2011, amounts not exceeding a total of \$3,743,695,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments, as set out in Schedule B to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenses of the Legislative Offices

(3) For the period from April 1, 2010 to March 31, 2011, amounts not exceeding a total of \$193,524,200 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices, as set out

Préambule

Il ressort des messages de l'honorable lieutenantgouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

- 1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- «élément d'investissement hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («noncash investment»)

«frais hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés

Dépenses de la fonction publique

2. (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, une somme maximale de 123 847 503 200 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l'annexe A de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, une somme maximale de 3 743 695 600 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d'élément d'investissement hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l'annexe B de la présente loi, auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, une somme maximale de 193 524 200 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget sup-

in Schedule C to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenditures of the public service

3. An expenditure in the votes and items of the estimates of the public service may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2011, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Repeal

4. The Interim Appropriation for 2010-2011 Act, 2009, the Supplementary Interim Appropriation Act, 2010 and the Supplementary Interim Appropriation Act, 2010 (No. 2) are repealed.

Commencement

5. This Act is deemed to have come into force on April 1, 2010.

Short title

6. The short title of this Act is the Supply Act, 2011.

plémentaire des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3. Une dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2011, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Abrogation

4. La Loi de 2009 portant affectation anticipée de crédits pour 2010-2011, la Loi supplémentaire de 2010 portant affectation anticipée de crédits et la Loi supplémentaire de 2010 portant affectation anticipée de crédits (n° 2) sont abrogées.

Entrée en vigueur

5. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2011*.

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE

A

2010-11 Estimates

2010-11

Budget des dépenses de

Supplementary Estimates

Total

2010-2011 Budget supplémentaire

des dépenses 2010-2011

	Operating	Capital	Operating	Capital		
	Fonctionnement	Immobilisations	Fonctionnement	Immobilisations		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	72,783,300	2,610,000	-	-	75,393,300	Affaires autochtones
Agriculture, Food and Rural Affairs	549,336,600	2,342,408,900	-	-	2,891,745,500	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Attorney General	1,439,852,200	217,776,900	-	-	1,657,629,100	Procureur général
Cabinet Office	28,909,700	•	-	-	28,909,700	Bureau du Conseil des ministres
Children and Youth Services	4,743,655,200	15,509,000	-	-	4,759,164,200	Services à l'enfance et à la jeunesse
Citizenship and Immigration	178,537,200	2,000	-	-	178,539,200	Affaires civiques et Immigration
Community and Social Services	9,218,452,100	41,465,400	-	-	9,259,917,500	Services sociaux et communautaires
Community Safety and Correctional Services	2,284,108,800	418,977,300	-	-	2,703,086,100	Sécurité communautaire et Services correctionnels
Consumer Services	59,756,900	2,000	-	-	59,758,900	Services aux consommateurs
Economic Development and Trade	333,716,500	1,000	-	-	333,717,500	Développement économique et Commerce
Education	20,870,532,300	8,649,511,400	_	-	29,520,043,700	Éducation
Energy and Infrastructure	309,655,600	1,135,754,600	1,000		1,445,411,200	Énergie et Infrastructure
Environment	366,422,100	16,307,000	-	-	382,729,100	Environnement
Finance	3,249,146,000	4,000	-	-	3,249,150,000	Finances
Francophone Affairs, Office of	5,125,600	-	-	•	5,125,600	Office des Affaires francophones
Government Services	1,473,645,900	22,117,200	-	-	1,495,763,100	Services gouvernementaux
Health and Long-Term Care	44,447,135,700	1,734,569,800	-	-	46,181,705,500	Santé et Soins de longue durée
Health Promotion	409,333,800	358,654,800	-	-	767,988,600	Promotion de la santé
Labour	176,290,100	2,000	-	-	176,292,100	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	1,360,000	-	-	-	1,360,000	Bureau du lieutenant-gouverneur
Municipal Affairs and Housing	725,969,900	721,889,400	-	-	1,447,859,300	Affaires municipales et Logement
Natural Resources	408,401,100	57,193,800	-	-	465,594,900	Richesses naturelles
Northern Development, Mines and Forestry	427,125,200	104,465,000	-	-	531,590,200	Développement du Nord, des Mines et des Forêts
Premier, Office of the	2,687,200		-	-	2,687,200	Cabinet du Premier ministre
Research and Innovation	365,706,400	89,997,000	-	-	455,703,400	Recherche et Innovation
Revenue	4,064,312,600	1,000	-	-	4,064,313,600	Revenu
Tourism and Culture	548,703,700	42,379,000	-	-	591,082,700	Tourisme et Culture
Training, Colleges and Universities	7,242,586,400	1,350,691,300	-	-	8,593,277,700	Formation, Collèges et Universités
Transportation	1,072,183,300	1,449,781,000	-	-	2,521,964,300	Transports

Total 105,075,431,400 18,772,070,800 1,000 123,847,503,200 Total

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE

В

2010-11 Estimates

2010-11

Budget des dépenses de

Supplementary Estimates

Total

2010-2011

Budget supplémentaire des dépenses 2010-2011

Aboriginal Affairs Agriculture, Food and Rural Affairs Attorney General Cabinet Office Children and Youth Services	\$ - 6,100,000 20,000 - 2,100,000	\$ - 1,127,300 2,759,500	\$ -	Immobilisations \$ -		Affaires autochtones
Agriculture, Food and Rural Affairs Attorney General Cabinet Office	6,100,000	1,127,300	-	\$ -	-	
Agriculture, Food and Rural Affairs Attorney General Cabinet Office	20,000		-	-		
Affairs Attorney General Cabinet Office	20,000		-	-	7,227,300	Agricultura Alimontation of Affaires
Cabinet Office	-	2,759,500	-		,	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
	2,100.000			-	2,779,500	Procureur général
Children and Youth Services	2,100.000		-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
	,,	2,269,000	-	-	4,369,000	Services à l'enfance et à la jeunesse
Citizenship and Immigration	-	2,000	-	-	2,000	Affaires civiques et Immigration
Community and Social Services	22,098,800	16,049,600	-	-	38,148,400	Services sociaux et communautaires
Community Safety and Correctional Services	16,000	27,373,400	-	-	27,389,400	Sécurité communautaire et Services correctionnels
Consumer Services	1,000	652,000	-	-	653,000	Services aux consommateurs
Economic Development and Trade	126,700,000	1,000	-	-	126,701,000	Développement économique et Commerce
Education	-	745,000	-	-	745,000	Éducation
Energy and Infrastructure	_	1,000	-	-	1,000	Énergie et Infrastructure
Environment	-	11,161,800	-	-	11,161,800	Environnement
Finance	1,000	568,000	-	-	569,000	Finances
Francophone Affairs, Office of	-	-	-	-	-	Office des Affaires francophones
Government Services	11,001,000	215,319,400	-	-	226,320,400	Services gouvernementaux
Health and Long-Term Care	81,774,000	1,975,000	-	-	83,749,000	Santé et Soins de longue durée
Health Promotion	500,000	-	-	-	500,000	Promotion de la santé
Labour	-	2,687,500	-		2,687,500	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
Municipal Affairs and Housing	-	1,000	-	-	1,000	Affaires municipales et Logement
Natural Resources	2,210,000	42,039,500	-	-	44,249,500	Richesses naturelles
Northern Development, Mines and Forestry	25,404,000	810,371,800	-	-	835,775,800	Développement du Nord, des Mines et des Forêts
Premier, Office of the	-	-	-	-	-	Cabinet du Premier ministre
Research and Innovation	7,849,000	1,000	-		7,850,000	Recherche et Innovation
Revenue	3,225,000	9,075,000	-	-	12,300,000	Revenu
Tourism and Culture	-	4,000	_	-	4,000	Tourisme et Culture
Training, Colleges and Universities	79,950,000	7,786,000	-	-	87,736,000	Formation, Collèges et Universités
Transportation	5,000	2,222,771,000	-	-	2,222,776,000	Transports

Total	368,954,800	3,374,740,800	-	- 3,743,695,600	Total

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE

2010-11 Estimates

2010-11

Budget des dépenses de

Supplementary Estimates

Total

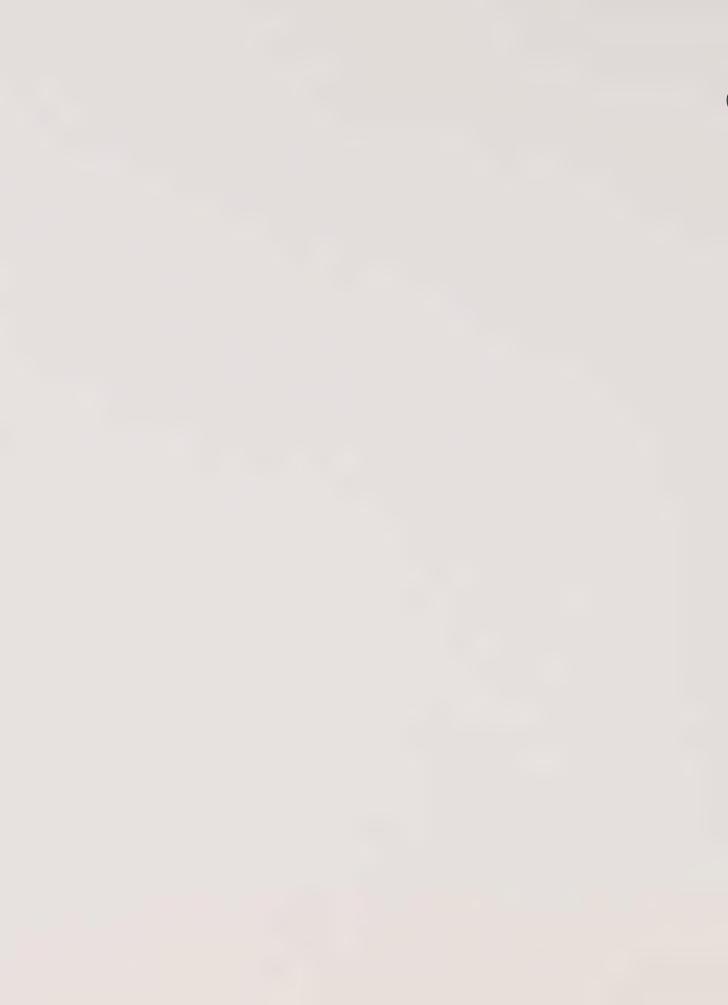
2010-2011

Budget supplémentaire

			des dépense	s 2010-2011	Total	
	Operating	Capital	Operating	Capital		
	Fonctionnement	Immobilisations	Fonctionnement	Immobilisations		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Assembly, Office of the	156,035,700	-	-	-	156,035,700	Bureau de l'Assemblée législative
Auditor General, Office of the	15,821,400	-	-	-	15,821,400	Bureau du vérificateur général
Chief Electoral Officer, Office of the	11,195,100	-	-	-	11,195,100	Bureau du directeur général des élections
Ombudsman Ontario	10,472,000	-	-	-	10,472,000	Ombudsman Ontario
Total	193,524,200	-	-	-	193,524,200	Total











2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 167

(Chapter 5 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to authorize the expenditure of certain amounts for the fiscal year ending March 31, 2011

Projet de loi 167

(Chapitre 5 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi autorisant l'utilisation de certaines sommes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011



The Hon. D. Duncan
Minister of Finance



L'honorable D. Duncan Ministre des Finances

1st Reading	March 21, 2011
2nd Reading	March 22, 2011
3rd Reading	March 22, 2011
Royal Assent	March 30, 2011

1^{re} lecture 21 mars 2011
2^e lecture 22 mars 2011
3^e lecture 22 mars 2011
Sanction royale 30 mars 2011









An Act to authorize the expenditure of certain amounts for the fiscal year ending March 31, 2011

Loi autorisant l'utilisation de certaines sommes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

Preamble

Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedules are required for the purposes set out in this Act.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation

1. In this Act,

"non-cash expense" has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; ("frais hors trésorerie")

"non-cash investment" has the same meaning as in the *Financial Administration Act*. ("élément d'investissement hors trésorerie")

Supply granted

Expenses of the public service

2. (1) For the period from April 1, 2010 to March 31, 2011, amounts not exceeding a total of \$123,847,503,200 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service, as set out in Schedule A to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and supplementary estimates.

Investments of the public service

(2) For the period from April 1, 2010 to March 31, 2011, amounts not exceeding a total of \$3,743,695,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments, as set out in Schedule B to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenses of the Legislative Offices

(3) For the period from April 1, 2010 to March 31, 2011, amounts not exceeding a total of \$193,524,200 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices, as set out

Préambule

Il ressort des messages de l'honorable lieutenantgouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«élément d'investissement hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («noncash investment»)

«frais hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés

Dépenses de la fonction publique

2. (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, une somme maximale de 123 847 503 200 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l'annexe A de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, une somme maximale de 3 743 695 600 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d'élément d'investissement hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l'annexe B de la présente loi, auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, une somme maximale de 193 524 200 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget sup-

in Schedule C to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenditures of the public service

3. An expenditure in the votes and items of the estimates of the public service may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2011, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Repeal

4. The Interim Appropriation for 2010-2011 Act, 2009, the Supplementary Interim Appropriation Act, 2010 and the Supplementary Interim Appropriation Act, 2010 (No. 2) are repealed.

Commencement

5. This Act is deemed to have come into force on April 1, 2010.

Short title

6. The short title of this Act is the Supply Act, 2011.

plémentaire des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3. Une dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2011, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Abrogation

4. La Loi de 2009 portant affectation anticipée de crédits pour 2010-2011, la Loi supplémentaire de 2010 portant affectation anticipée de crédits et la Loi supplémentaire de 2010 portant affectation anticipée de crédits (n° 2) sont abrogées.

Entrée en vigueur

5. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2011*.

Transportation

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE

A

2010-11 Estimates

2010-11

Budget des dépenses de

Supplementary Estimates

Total

- 2,521,964,300 Transports

2010-2011

1,072,183,300 1,449,781,000

Budget supplémentaire

			des dépense	Total		
	Operating	Capital	Operating	Capital		
	Fonctionnement	Immobilisations	Fonctionnement	Immobilisations		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	72 783 300	2 610 000			75 202 200	A ff

	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	72,783,300	2,610,000		-	75,393,300	Affaires autochtones
Agriculture, Food and Rural Affairs	549,336,600	2,342,408,900	-	-	2,891,745,500	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Attorney General	1,439,852,200	217,776,900	-	-	1,657,629,100	Procureur général
Cabinet Office	28,909,700	-	-	-	28,909,700	Bureau du Conseil des ministres
Children and Youth Services	4,743,655,200	15,509,000	-	-	4,759,164,200	Services à l'enfance et à la jeunesse
Citizenship and Immigration	178,537,200	2,000	-	-	178,539,200	Affaires civiques et Immigration
Community and Social Services	9,218,452,100	41,465,400	-	-	9,259,917,500	Services sociaux et communautaires
Community Safety and Correctional Services	2,284,108,800	418,977,300	-	-	2,703,086,100	Sécurité communautaire et Services correctionnels
Consumer Services	59,756,900	2,000	-	-	59,758,900	Services aux consommateurs
Economic Development and Trade	333,716,500	1,000	-	-	333,717,500	Développement économique et Commerce
Education	20,870,532,300	8,649,511,400	-	-	29,520,043,700	Éducation
Energy and Infrastructure	309,655,600	1,135,754,600	1,000	-	1,445,411,200	Énergie et Infrastructure
Environment	366,422,100	16,307,000	-	-	382,729,100	Environnement
Finance	3,249,146,000	4,000	-	-	3,249,150,000	Finances
Francophone Affairs, Office of	5,125,600	-	-	-	5,125,600	Office des Affaires francophones
Government Services	1,473,645,900	22,117,200	••	-	1,495,763,100	Services gouvernementaux
Health and Long-Term Care	44,447,135,700	1,734,569,800	-	-	46,181,705,500	Santé et Soins de longue durée
Health Promotion	409,333,800	358,654,800	-	-	767,988,600	Promotion de la santé
Labour	176,290,100	2,000	-	-	176,292,100	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	1,360,000	-	-	-	1,360,000	Bureau du lieutenant-gouverneur
Municipal Affairs and Housing	725,969,900	721,889,400	-	-	1,447,859,300	Affaires municipales et Logement
Natural Resources	408,401,100	57,193,800	-	-	465,594,900	Richesses naturelles
Northern Development, Mines and Forestry	427,125,200	104,465,000	-	-	531,590,200	Développement du Nord, des Mines et des Forêts
Premier, Office of the	2,687,200	-	-	-	2,687,200	Cabinet du Premier ministre
Research and Innovation	365,706,400	89,997,000	-	-	455,703,400	Recherche et Innovation
Revenue	4,064,312,600	1,000	-	-	4,064,313,600	Revenu
Tourism and Culture	548,703,700	42,379,000	-	-	591,082,700	Tourisme et Culture
Training, Colleges and Universities	7,242,586,400	1,350,691,300	-	-	8,593,277,700	Formation, Collèges et Universités

Total 105,075,431,400 18,772,070,800 1,000 123,847,503,200 Total

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE B

2010-11 Estimates

2010-11

Budget des dépenses de

Supplementary Estimates

Total

2010-2011

Budget supplémentaire des dépenses 2010-2011

	Operating	Capital	Operating	Capital		
	Fonctionnement	Immobilisations	Fonctionnement	Immobilisations		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	-	•	-	-	-	Affaires autochtones
Agriculture, Food and Rural Affairs	6,100,000	1,127,300	40	-	7,227,300	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Attorney General	20,000	2,759,500	-		2,779,500	Procureur général
Cabinet Office	-	-	-	-	**	Bureau du Conseil des ministres
Children and Youth Services	2,100,000	2,269,000	-		4,369,000	Services à l'enfance et à la jeunesse
Citizenship and Immigration	-	2,000		-	2,000	Affaires civiques et Immigration
Community and Social Services	22,098,800	16,049,600	-	-	38,148,400	Services sociaux et communautaires
Community Safety and Correctional Services	16,000	27,373,400	-	-	27,389,400	Sécurité communautaire et Services correctionnels
Consumer Services	1,000	652,000			653,000	Services aux consommateurs
Economic Development and Trade	126,700,000	1,000	-	-	126,701,000	Développement économique et Commerce
Education	-	745,000	-	-	745,000	Éducation
Energy and Infrastructure	-	1,000			1,000	Énergie et Infrastructure
Environment	-	11,161,800	-	-	11,161,800	Environnement
Finance	1,000	568,000	-	-	569,000	Finances
Francophone Affairs, Office of	-	-	-	-	-	Office des Affaires francophones
Government Services	11,001,000	215,319,400	-	-	226,320,400	Services gouvernementaux
Health and Long-Term Care	81,774,000	1,975,000	-	-	83,749,000	Santé et Soins de longue durée
Health Promotion	500,000	-	-	-	500,000	Promotion de la santé
Labour	-	2,687,500	-	-	2,687,500	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	-		-	-	de	Bureau du lieutenant-gouverneur
Municipal Affairs and Housing	-	1,000	-	-	1,000	Affaires municipales et Logement
Natural Resources	2,210,000	42,039,500	-	-	44,249,500	Richesses naturelles
Northern Development, Mines and Forestry	25,404,000	810,371,800	-	-	835,775,800	Développement du Nord, des Mines et des Forêts
Premier, Office of the	-	-	-	-	-	Cabinet du Premier ministre
Research and Innovation	7,849,000	1,000			7,850,000	Recherche et Innovation
Revenue	3,225,000	9,075,000	-	-	12,300,000	Revenu
Tourism and Culture	-	4,000		-	4,000	Tourisme et Culture
Training, Colleges and Universities	79,950,000	7,786,000	-	-	87,736,000	Formation, Collèges et Universités

Total 368,954,800 3,374,740,800 - - 3,743,695,600 Total

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE \mathbf{C}

2010-11 Estimates

2010-11

Budget des dépenses de

Supplementary Estimates

Total

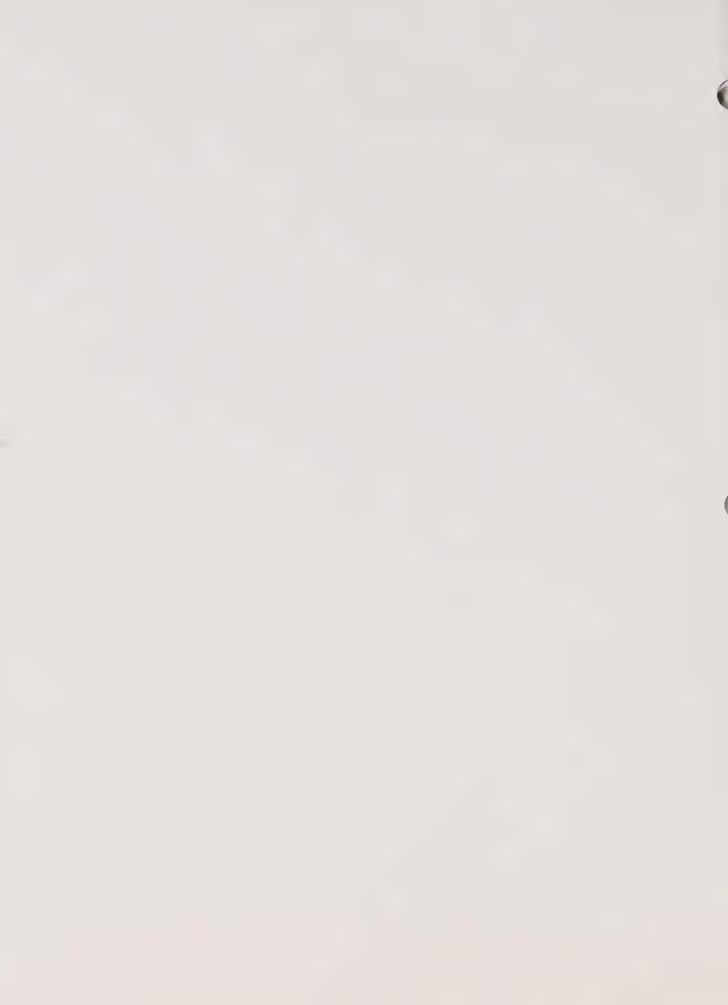
2010-2011

Budget supplémentaire

			des dépense	s 2010-2011	Total	
	Operating Fonctionnement	Capital Immobilisations	Operating Fonctionnement	Capital		
	\$	\$	\$	\$	\$,
Assembly, Office of the	156,035,700	•	-	-	156,035,700	Bureau de l'Assemblée législative
Auditor General, Office of the	15,821,400		-		15,821,400	Bureau du vérificateur général
Chief Electoral Officer, Office of the	11,195,100		-		11,195,100	Bureau du directeur général des élections
Ombudsman Ontario	10,472,000		-	-	10,472,000	Ombudsman Ontario
Total	193,524,200	-	-	-	193,524,200	Total









2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 168

Projet de loi 168

An Act to provide for performance reviews of agencies, boards and commissions by the Assembly

Loi prévoyant l'examen par l'Assemblée du rendement des organismes, conseils et commissions

Mr. Hudak

M. Hudak

Private Member's Bill

1st Reading March 23, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 23 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

(



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the Agencies, Boards and Commissions Sunset Review Act, 2011. The Act provides for the performance review of agencies, boards and commissions by a select or standing committee of the Assembly. The committee ceases to exist five years after the provincial election in 2011.

The committee is authorized to conduct performance reviews of any agency, board, commission or other type of entity that is a public body under the *Public Service of Ontario Act, 2006* or that is designated by regulation. However, courts are not subject to a performance review by the committee.

The scope of the performance review is provided in section 3 of the Act. Each agency, board or commission being reviewed must submit a report describing its mandate, how it fulfils its mandate and how it serves the public interest. The agency, board or commission must also make a business case establishing how it provides value for Ontario families. Provision is made for public participation in the review process.

After a performance review, the committee may recommend that an agency, board or commission continue to exist, with or without changes to its mandate, and the committee may recommend changes to improve the way the agency, board or commission fulfils its mandate and changes to improve its efficiency. The agency, board or commission must report its progress in making these changes, and this report must be made within the time specified by the committee.

However, the committee may instead recommend that an agency, board or commission be dissolved. Before the committee can make such a recommendation, the responsible minister must be given an opportunity to make submissions about the proposed dissolution. If the Assembly adopts the committee's recommendation that one or more agencies, boards or commissions be dissolved, they are dissolved on the date specified in the committee's recommendation.

The powers and duties of the committee do not affect the powers and duties of any other committee of the Assembly. The powers and duties of the minister responsible for an agency, board or commission are also not affected, except with respect to a dissolution under subsection 6 (3) of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2011 sur le réexamen de l'utilité des organismes, conseils et commissions*. La Loi prévoit l'examen du rendement des organismes, conseils et commissions par un comité spécial ou permanent de l'Assemblée qui cesse d'exister cinq ans après les élections provinciales de 2011.

Le comité est autorisé à effectuer un examen du rendement des organismes, des conseils, des commissions ou des entités d'un autre genre qui sont des organismes publics au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* ou qui sont désignés par règlement. Toutefois, il n'examine pas le rendement des tribunaux judiciaires.

L'article 3 de la Loi prévoit la portée de l'examen de rendement. Chaque organisme, conseil ou commission qui fait l'objet d'un examen doit présenter un rapport dans lequel il décrit son mandat et la façon dont il le remplit, ainsi que la façon dont il sert l'intérêt public. Il doit aussi présenter une analyse de rentabilité de ses activités, qui démontre de quelle façon il bénéficie aux familles ontariennes. Une disposition prévoit la participation du public au processus d'examen de rendement.

Après un examen de rendement, le comité peut recommander le maintien d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission, avec ou sans modification de son mandat. Il peut aussi recommander des modifications visant à améliorer la façon dont l'organisme, le conseil ou la commission remplit son mandat et à améliorer son efficacité. L'organisme, le conseil ou la commission doit rendre compte des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de ces modifications et présenter un rapport à cet effet dans le délai que le comité lui a imparti.

Toutefois, le comité peut plutôt recommander la dissolution d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission. Avant que le comité ne fasse une telle recommandation, le ministre dont relève l'organisme, le conseil ou la commission doit avoir la possibilité de lui présenter des observations relativement au projet de dissolution. Si l'Assemblée adopte la recommandation du comité en faveur de la dissolution d'un ou de plusieurs organismes, conseils ou commissions, ceux-ci sont dissous à la date précisée dans la recommandation du comité.

Les pouvoirs et les fonctions du comité n'ont pas d'incidence sur ceux de tout autre comité de l'Assemblée. Ils ne portent pas non plus atteinte aux pouvoirs et aux fonctions du ministre dont relève un organisme, un conseil ou une commission, sauf en ce qui concerne la dissolution prévue au paragraphe 6 (3) de la Loi. 2011

An Act to provide for performance reviews of agencies, boards and commissions by the Assembly

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts

Legislative committee

as follows:

1. (1) A select or standing committee of the Assembly shall be appointed to conduct performance reviews of agencies, boards and commissions in accordance with this Act.

(2) The committee ceases to exist five years after the date of the provincial election in 2011.

Interpretation

(3) A reference in this Act to an agency, board or commission shall be read to include a reference to any other type of entity that the committee is authorized by subsection 2 (1) to review.

Performance review

2. (1) The committee is authorized to conduct performance reviews of any agency, board, commission or other type of entity that is a public body under the Public Service of Ontario Act, 2006 or that is designated by regulation.

Reports

(2) The committee shall report the results of its review and the committee's recommendations to the Assembly.

(3) Courts are not subject to a performance review by the committee.

Same

(4) The Assembly and the Crown themselves are not subject to a performance review by the committee.

Scope of performance review

- 3. (1) When conducting a performance review, the committee shall consider the following matters:
 - 1. The mandate of the agency, board or commission, including whether the mandate overlaps with that of another body.
 - 2. The program and policy objectives of the agency, board or commission and whether those objectives are being satisfied.

Loi prévoyant l'examen par l'Assemblée du rendement des organismes, conseils et commissions

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Comité législatif

1. (1) Un comité spécial ou permanent de l'Assemblée est constitué pour effectuer des examens du rendement des organismes, conseils et commissions conformément à la présente loi.

(2) Le comité cesse d'exister cinq ans après la date des élections provinciales de 2011.

Interprétation

(3) Toute mention, dans la présente loi, d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission vaut mention d'une entité d'un autre genre dont le comité est autorisé à examiner le rendement en vertu du paragraphe 2 (1).

Examen de rendement

2. (1) Le comité est autorisé à effectuer un examen du rendement d'un organisme, d'un conseil, d'une commission ou d'une entité d'un autre genre qui est un organisme public au sens de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario ou qui est désigné par règlement.

(2) Le comité fait rapport des résultats de son examen et de ses recommandations à l'Assemblée.

(3) Le rendement des tribunaux judiciaires ne fait pas l'objet d'un examen par le comité.

(4) Le rendement de l'Assemblée et de la Couronne elles-mêmes ne fait pas l'objet d'un examen par le comité.

Portée de l'examen de rendement

- 3. (1) Le comité qui effectue un examen de rendement tient compte des éléments suivants :
 - 1. Le mandat de l'organisme, du conseil ou de la commission, y compris son éventuel chevauchement avec celui d'un autre organisme.
 - 2. Les objectifs en matière de programmes et de politiques de l'organisme, du conseil ou de la commission et la question de savoir s'ils sont atteints.

- 3. Whether the agency, board or commission serves the public interest.
- 4. Whether the agency, board or commission provides value for money.

Same

(2) The committee may consider such other matters as may be appropriate for a performance review.

Review process

Report to committee

4. (1) An agency, board or commission being reviewed is required to give the committee a report that describes its mandate and how it fulfils that mandate, and describes how it serves the public interest.

Business case

(2) The agency, board or commission shall make a business case for itself that establishes how it provides value for Ontario families.

Other information

(3) The agency, board or commission shall provide whatever information the committee may require or request in order to conduct the performance review.

Public participation in review process

(4) The committee shall ensure that members of the public are given an opportunity to make submissions in the course of the committee's performance review.

Authority to call persons

(5) The committee may examine any member of the Executive Council or any public servant designated by the member of the Executive Council respecting any legislation that is under his or her administration.

Recommendations

- **5.** (1) Following a performance review, the committee may make any of the following recommendations to the Assembly:
 - That the agency, board or commission continue to exist with its current mandate.
 - That the agency, board or commission continue to exist, but that specified changes be made, including,
 - i. changes to its mandate,
 - ii. changes to improve how it fulfils its mandate,
 - iii. changes to take advantage of or find efficiencies in the way it fulfils its mandate, and
 - iv. any other changes that the committee considers appropriate.
 - That the agency, board or commission be dissolved.

- 3. La question de savoir si l'organisme, le conseil ou la commission sert l'intérêt public.
- La question de savoir si l'organisme, le conseil ou la commission veille à une optimisation de ses ressources.

Idem

(2) Le comité peut tenir compte des autres éléments jugés appropriés dans le cadre d'un examen de rendement.

Processus d'examen

Rapport au comité

4. (1) L'organisme, le conseil ou la commission qui fait l'objet d'un examen remet au comité un rapport dans lequel il décrit son mandat et la façon dont il le remplit, ainsi que la façon dont il sert l'intérêt public.

Analyse de rentabilité

(2) L'organisme, le conseil ou la commission présente une analyse de rentabilité de ses activités, qui démontre de quelle façon il bénéficie aux familles ontariennes.

Autres éléments d'information

(3) L'organisme, le conseil ou la commission fournit les éléments d'information que le comité peut exiger ou demander afin d'effectuer l'examen de rendement.

Participation du public au processus d'examen

(4) Le comité veille à ce que les membres du public aient la possibilité de présenter des observations au cours de l'examen de rendement qu'il effectue.

Pouvoir d'assigner des personnes

(5) Le comité peut interroger tout membre du Conseil exécutif ou le fonctionnaire désigné par ce membre relativement à toute loi ou tout règlement qu'il est chargé d'appliquer.

Recommandations

- 5. (1) À l'issue de l'examen de rendement, le comité peut faire l'une ou l'autre des recommandations suivantes à l'Assemblée :
 - Recommander que l'organisme, le conseil ou la commission continue d'exister et de remplir le même mandat.
 - Recommander que l'organisme, le conseil ou la commission continue d'exister, mais qu'il soit apporté des modifications précises, y compris :
 - i. des modifications à son mandat,
 - ii. des modifications pour améliorer la façon dont il remplit son mandat,
 - iii. des modifications pour tirer parti de gains d'efficacité dans la façon dont il remplit son mandat ou pour trouver de tels gains,
 - iv. toute autre modification que le comité estime appropriée.
 - Recommander que l'organisme, le conseil ou la commission soit dissous.

Same

(2) The committee may make such other recommendations as it considers appropriate.

Recommendation re specified changes

(3) If the committee recommends that an agency, board or commission make any changes under paragraph 2 of subsection (1), the agency, board or commission shall report its progress to the committee within the time specified by the committee.

Dissolution of an agency, board or commission

6. (1) The committee shall not recommend the dissolution of an agency, board or commission unless the Minister responsible for it has been given an opportunity to make submissions to the committee about the proposed dissolution.

Recommendation re dissolution

(2) If the committee recommends the dissolution of one or more agencies, boards or commissions, the committee shall recommend a day for their dissolution and may make other recommendations concerning their dissolution.

Decision of the Assembly

(3) If the Assembly adopts a recommendation that one or more agencies, boards or commissions be dissolved, they are dissolved on the date specified in the recommendation and in accordance with the recommendation.

Conflict

(4) Subsection (3) prevails over any other Act that establishes or continues an agency, board or commission.

No effect on other committees

7. (1) The powers and duties of the committee under this Act do not affect the powers and duties of other select or standing committees under the Standing Orders of the Legislative Assembly of Ontario.

Effect on ministerial authority

(2) The powers and duties of the committee under this Act do not affect the powers and duties of a minister with respect to an agency, board or commission, except as provided by subsection 6 (3).

Regulations

8. The Lieutenant Governor in Council may make regulations designating agencies, boards, commissions and other types of entities for the purposes of subsection 2 (1).

Commencement

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of this Act is the Agencies, Boards and Commissions Sunset Review Act, 2011.

Idem

(2) Le comité peut faire toute autre recommandation qu'il estime appropriée.

Recommandation relative à des modifications précises

(3) Si le comité recommande qu'un organisme, un conseil ou une commission apporte des modifications en vertu de la disposition 2 du paragraphe (1), l'organisme, le conseil ou la commission rend compte de ses progrès au comité dans le délai que celui-ci lui a imparti.

Dissolution d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission

6. (1) Le comité ne doit pas recommander la dissolution d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission, sauf si le ministre dont relève l'organisme, le conseil ou la commission a eu la possibilité de lui présenter des observations relativement au projet de dissolution.

Recommandation relative à la dissolution d'un organisme

(2) Si le comité recommande la dissolution d'un ou de plusieurs organismes, conseils ou commissions, il recommande une date à cette fin et peut faire d'autres recommandations à l'égard de leur dissolution.

Décision de l'Assemblée

(3) Si l'Assemblée adopte une recommandation en faveur de la dissolution d'un ou de plusieurs organismes, conseils ou commissions, ceux-ci sont dissous à la date précisée dans la recommandation et conformément à celle-ci.

Incompatibilité

(4) Le paragraphe (3) l'emporte sur toute autre loi qui crée ou proroge un organisme, un conseil ou une commission

Aucune incidence sur d'autres comités

7. (1) Les pouvoirs et les fonctions du comité prévus dans la présente loi n'ont pas d'incidence sur les pouvoirs et les fonctions d'autres comités spéciaux ou permanents prévus par le Règlement de l'Assemblée législative de l'Ontario.

Incidence sur les pouvoirs et fonctions d'un ministre

(2) Les pouvoirs et les fonctions du comité prévus dans la présente loi n'ont pas d'incidence sur les pouvoirs et les fonctions d'un ministre à l'égard d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission, sous réserve du paragraphe 6 (3).

Règlements

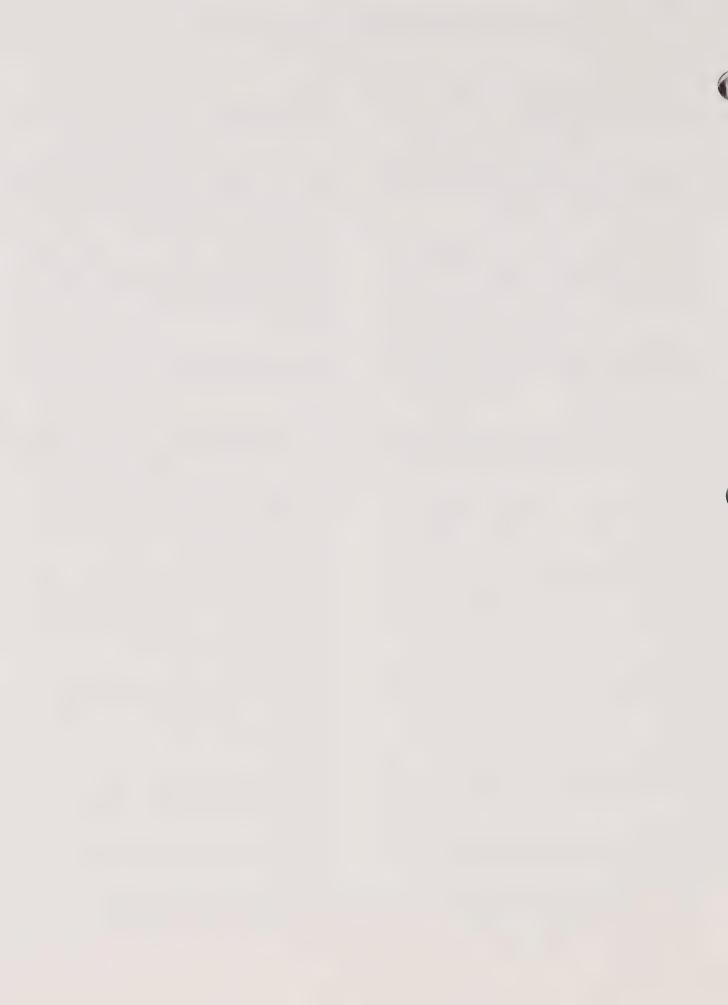
8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner des organismes, des conseils, des commissions et d'autres genres d'entités pour l'application du paragraphe 2 (1).

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur le réexamen de l'utilité des organismes, conseils et commissions.









2º SESSION, 39º LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 169

Projet de loi 169

An Act to amend the Legislative Assembly Act with respect to the Standing Committee on Regulations and Private Bills Loi modifiant
la Loi sur l'Assemblée législative
en ce qui concerne
le Comité permanent des règlements
et des projets de loi d'intérêt privé



M. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading March 23, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 23 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





The Bill amends the *Legislative Assembly Act* with respect to the Standing Committee on Regulations and Private Bills that the Standing Orders of the Assembly require be established. At present, all regulations stand permanently referred to the Committee, but the Committee is prevented from examining the merits of the policy or objectives to be effected by the regulations. The Bill allows for that examination and allows any member of the Assembly to make submissions to the Committee for the purpose of that examination.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'Assemblée législative* en ce qui concerne le Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt privé qui doit être établi conformément au Règlement de l'Assemblée législative. Actuellement, tous les règlements sont soumis au Comité, mais celui-ci n'a pas la possibilité d'examiner le bien-fondé de la politique ou des objectifs visés par les règlements. Le projet de loi permet ce type d'examen et permet à tout député de présenter des observations au Comité aux fins de cet examen.

An Act to amend the Legislative Assembly Act with respect to the Standing Committee on Regulations and Private Bills

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative en ce qui concerne le Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt privé

Note: This Act amends the Legislative Assembly Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Legislative Assembly Act is amended by adding the following section:

Standing Committee on Regulations and Private Bills

58.1 (1) In this section,

"public sector" has the same meaning as in subsection 2 (1) of the Public Sector Salary Disclosure Act, 1996; ("secteur public")

"regulation-maker", with respect to a regulation made under an Act, means the person or body, including the Lieutenant Governor in Council, that is authorized to make the regulation. ("autorité réglementaire")

Questions to consider for regulations

- (2) Despite the Standing Orders of the Assembly, the Standing Committee on Regulations and Private Bills shall examine every regulation with respect to the following questions:
 - 1. Is it necessary to make the regulation to give effect to the policy established by the enabling Act?
 - 2. What are the merits of the policy or objective to be effected by the regulation?
 - 3. What is the cost of implementing the regulation?
 - 4. What are the burdens, if any, that the regulation imposes on persons or bodies?
 - 5. What is the cost-benefit analysis of the burdens, if any, that the regulation imposes on persons or bod-
 - 6. If the regulation imposes a burden on persons or bodies, do the policy and objectives mentioned in

Remarque : La présente loi modifie la Loi sur l'Assemblée législative, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario,

1. La Loi sur l'Assemblée législative est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt

- 58.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «autorité réglementaire» Relativement à un règlement pris en vertu d'une loi, la personne ou l'organisme, y compris le lieutenant-gouverneur en conseil, qui est autorisé à prendre le règlement. («regulation-maker»)
- «secteur public» S'entend au sens du paragraphe 2 (1) de la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public. («public sector»)

Questions à examiner pour les règlements

- (2) Malgré le Règlement de l'Assemblée législative, le Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt privé examine chaque règlement pour répondre aux questions suivantes:
 - 1. Est-il nécessaire de prendre le règlement pour donner effet à la politique établie par la loi habilitante?
 - 2. Quel est le bien-fondé de la politique ou de l'objectif que le règlement vise à réaliser?
 - 3. Quel est le coût de la mise en oeuvre du règlement?
 - 4. Quelles sont les obligations, le cas échéant, que le règlement impose à des personnes ou à des organismes?
 - 5. Quelle est l'analyse coûts-avantages des obligations, le cas échéant, que le règlement impose à des personnes ou à des organismes?
 - 6. Si le règlement impose une obligation à des personnes ou à des organismes, la politique et les ob-

paragraph 2 and the cost-benefit analysis mentioned in paragraph 5 justify the burden?

- 7. Has the regulation-maker consulted with the persons and bodies on whom the regulation imposes a burden to determine if there are alternatives that fulfil the policy and objectives mentioned in paragraph 2 but that do not involve imposing a burden on the persons and bodies?
- 8. Has the regulation-maker assessed the effect that the regulation could reasonably be expected to have on the Ontario economy and the economic competitiveness of Ontario as opposed to other jurisdictions that are economic competitors of Ontario?
- 9. Has the regulation-maker compared the burdens that the regulation imposes on persons or bodies with the burdens imposed on persons or bodies by legislation in other jurisdictions that are economic competitors of Ontario?
- 10. To the extent reasonably possible, does the regulation avoid overlap with requirements imposed by other Ontario legislation or by other levels of government?
- 11. If the regulation increases the powers, duties or burdens of any person or body in the public sector, is the regulation-maker satisfied that there are no alternatives that fulfil the policy and objectives mentioned in paragraph 2 but that involve less of an increase of the powers, duties and burdens of any person or body in the public sector?
- 12. If the regulation increases the powers, duties or burdens of any person or body in the public sector, does the regulation or other legislation or policy directives ensure that there are standards for delivery of services by those persons or bodies?
- 13. Does the regulation-maker have plans to ensure adequate explanation to the public of the burdens that the regulation imposes on persons and bodies?
- 14. Has the regulation-maker set a date to review whether it is advisable to continue the burdens that the regulation imposes on persons and bodies or to remove the burdens?

Submissions to committee

(3) Despite the Standing Orders of the Assembly, any member of the Assembly may make submissions to the Standing Committee on Regulations and Private Bills on any question listed in subsection (2) with respect to any regulation.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

- jectifs visés à la disposition 2 et l'analyse coûtsavantages visée à la disposition 5 justifient-ils une telle obligation?
- 7. L'autorité réglementaire a-t-elle consulté les personnes et les organismes auxquels le règlement impose une obligation afin de trouver d'autres solutions qui permettent de réaliser la politique et les objectifs visés à la disposition 2 sans toutefois imposer une telle obligation à ces personnes et organismes?
- 8. L'autorité réglementaire a-t-elle évalué l'effet que le règlement pourrait avoir, selon toute attente raisonnable, sur l'économie et la compétitivité économique de l'Ontario, par opposition à d'autres territoires qui sont en concurrence économique avec l'Ontario?
- 9. L'autorité réglementaire a-t-elle comparé les obligations que le règlement impose à des personnes ou à des organismes avec celles qui leur sont imposées par voie législative dans d'autres territoires qui sont en concurrence économique avec l'Ontario?
- 10. Le règlement évite-t-il, dans toute la mesure du possible, tout chevauchement avec les exigences imposées par d'autres textes législatifs de l'Ontario ou par d'autres paliers de gouvernement?
- 11. Si le règlement augmente les pouvoirs, les fonctions ou les obligations de personnes ou d'organismes du secteur public, l'autorité réglementaire estelle convaincue qu'il n'existe aucune autre solution qui permette de réaliser la politique et les objectifs visés à la disposition 2 tout en nécessitant une augmentation moindre de tels pouvoirs, fonctions et obligations?
- 12. Si le règlement augmente les pouvoirs, les fonctions ou les obligations de personnes ou d'organismes du secteur public, le règlement ou d'autres textes législatifs ou directives en matière de politique prévoient-ils l'adoption de normes de prestation de services à l'intention de ces personnes ou organismes?
- 13. L'autorité réglementaire a-t-elle pris les dispositions voulues pour expliquer convenablement au public les obligations que le règlement impose à des personnes et à des organismes?
- 14. L'autorité réglementaire a-t-elle fixé une date pour examiner s'il est souhaitable de maintenir ou d'éliminer les obligations que le règlement impose à des personnes et à des organismes?

Présentation d'observations au Comité

(3) Malgré le Règlement de l'Assemblée législative, tout député peut présenter des observations au Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt privé concernant toute question énumérée au paragraphe (2) à propos d'un règlement.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

3. The short title of this Act is the Legislative Assembly Amendment Act (Standing Committee on Regulations and Private Bills), 2011.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant la Loi sur l'Assemblée législative (Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt privé).











2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 170

Projet de loi 170

An Act to proclaim Childhood Obesity Awareness Month Loi proclamant le Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile

Mr. Fonseca

M. Fonseca

Private Member's Bill

1st Reading March 24, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture

24 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





NOTE EXPLICATIVE

The Bill proclaims April in each year as Childhood Obesity Awareness Month.

Le projet de loi proclame le mois d'avril de chaque année Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile.

An Act to proclaim **Childhood Obesity Awareness Month**

Loi proclamant le Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile

Preamble

Obesity continues to be one of the biggest threats to our economy. The country spends billions of dollars every vear treating obesity related diseases, most of which are preventable.

According to Statistics Canada, youths across the country have been getting "fatter" for 25 years. Since the late 1970s, the average rate of overweight teens has more than doubled while the rates of known cases of obesity have tripled. The most recent figures, which were recorded in 2004, show that 26 per cent of Canadian youth between the ages of 2 and 17 were either overweight or obese. This means that there are millions of children across Canada who are overweight or obese, putting them at a higher risk of developing diabetes, high blood pressure, high cholesterol and other illnesses.

TransformNation Inc. is an organization that was designed with a primary objective of stimulating and supporting community development through engagement and inclusiveness. The organization implements meaningful programs for children, youth, families and communities. It gives people the opportunity to change and make a difference in their own lives and in the lives of others.

TransformNation Inc. recently launched a new campaign for 2011: "SOS", Conquering Childhood Obesity and Related Illnesses Within this Generation. This community-focused initiative was developed in response to issues affecting healthy lifestyle choices among our youths. It is aimed at improving their physical health by encouraging better diets and sufficient exercise.

Childhood obesity is a serious social and economic condition that plays a defining role in our children's health. Proclaiming April as Childhood Obesity Awareness Month supports the work of TransformNation Inc. by heightening awareness about childhood obesity. It will have a significant impact on changing the future by creating a healthier and happier generation of kids.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Préambule

L'obésité demeure l'une des pires menaces pour notre économie. Au Canada, on dépense des milliards de dollars chaque année pour soigner des maladies liées à l'obésité, qui sont pour la plupart évitables.

Les données de Statistique Canada montrent que les jeunes Canadiens et Canadiennes ne cessent d'«engraisser» depuis 25 ans. Depuis la fin des années 1970, le taux moyen d'adolescents en surpoids a plus que doublé et le taux de cas d'obésité connus a triplé. Selon les derniers chiffres, qui datent de 2004, 26 pour cent des jeunes Canadiens et Canadiennes âgés de 2 à 17 ans sont atteints de surpoids ou d'obésité. Notre pays compte donc des millions d'enfants en surpoids ou obèses qui, par conséquent, courent un risque plus élevé que la moyenne de souffrir de diabète, d'hypertension artérielle, d'un taux élevé de cholestérol ou d'autres maladies.

L'organisme TransformNation Inc. a pour objectif premier de stimuler et d'appuyer le développement communautaire en favorisant la participation et l'inclusivité. Il met en oeuvre des programmes constructifs pour les enfants, les jeunes, les familles et les collectivités, donnant ainsi l'occasion aux gens de changer et d'améliorer leur vie et celle des autres.

TransformNation Inc. a récemment lancé une nouvelle campagne pour 2011 intitulée "SOS", Conquering Childhood Obesity and Related Illnesses Within this Generation («SOS» — Une génération pour vaincre l'obésité et les maladies connexes). Cette initiative axée sur la collectivité a été élaborée en réaction à des problèmes influant sur les choix de mode de vie sain chez nos jeunes. Elle a pour but d'améliorer leur santé physique en les encourageant à manger plus sainement et à faire suffisamment d'exercice.

L'obésité juvénile est un problème social et économique grave qui joue un rôle déterminant dans la santé de nos enfants. En proclamant le mois d'avril Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile, nous prêtons notre concours à l'action de TransformNation Inc. par la sensibilisation de la population à cette question. Cette initiative contribuera de manière significative à changer les choses afin que la génération de nos enfants soit heureuse et en santé.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Childhood Obesity Awareness Month

1. April in each year is proclaimed as Childhood Obesity Awareness Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Childhood Obesity Awareness Month Act, 2011.

Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile

1. Le mois d'avril de chaque année est proclamé Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur le Mois de la sensibilisation à l'obésité juvénile.



2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 171

Projet de loi 171

An Act to amend the Financial Administration Act to prohibit government funding for the promotion of hatred Loi modifiant la Loi sur l'administration financière afin d'interdire au gouvernement de financer la fomentation de la haine

Mr. Shurman

M. Shurman

Private Member's Bill

1st Reading March 28, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 28 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





The Bill prohibits the Government from funding any person or body if it is reasonably likely that the person or body will use the money to incite hatred or contempt against any person or group of persons, including an identifiable group determined by gender, colour, race, religion, ethnic origin or sexual orientation, by communicating statements in a public place. The Bill creates an offence for receiving such funding.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi interdit au gouvernement de verser des fonds à une personne ou à un organisme s'il est vraisemblable que la personne ou l'organisme utilisera la somme d'argent pour inciter à la haine ou au mépris contre une personne ou un groupe de personnes, y compris un groupe identifiable défini en fonction du sexe, de la couleur, de la race, de la religion, de l'origine ethnique ou de l'orientation sexuelle de ses membres, en communiquant des déclarations dans un lieu public. Le projet de loi fait de l'acte de recevoir de tels fonds une infraction.

An Act to amend the Financial Administration Act to prohibit government funding for the promotion of hatred

Note: This Act amends the Financial Administration Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Part II of the Financial Administration Act is amended by adding the following section:

No funding for the promotion of hatred

16.2 (1) In this section,

- "communicate" includes to communicate by telephone, broadcasting or other audible or visible means; ("communiquer")
- "identifiable group" means a group of persons determined by gender, colour, race, religion, ethnic origin or sexual orientation: ("groupe identifiable")
- "public place" includes any place to which the public has access as of right or by invitation, express or implied; ("lieu public")

"statement" includes,

- (a) words spoken or written or recorded electronically or electro-magnetically or otherwise, and
- (b) gestures, signs or other visible representations. ("déclaration")

No funding from Consolidated Revenue Fund

(2) No money shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund to any person or body if it is reasonably likely that the person or body will use the money to incite hatred or contempt against any person or group of persons, including an identifiable group, by communicating statements in a public place.

No funding by ministry or Crown agency

(3) No ministry or public entity shall pay any money from its funds held outside the Consolidated Revenue Fund to any person or body if it is reasonably likely that the person or body will use the money to incite hatred or

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière afin d'interdire au gouvernement de financer la fomentation de la haine

Remarque : La présente loi modifie la Loi sur l'administration financière, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La partie II de la Loi sur l'administration financière est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Aucun financement pour la fomentation de la haine

- 16.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «communiquer» S'entend notamment de la communication par téléphone, radiodiffusion ou autres moyens de communication sonore ou visuelle. («communicate»)

«déclaration» S'entend notamment :

- a) de mots parlés, écrits ou enregistrés par des moyens électroniques ou électromagnétiques ou autrement:
- b) de gestes, signes ou autres représentations visibles. («statement»)
- «groupe identifiable» Groupe de personnes défini en fonction du sexe, de la couleur, de la race, de la religion, de l'origine ethnique ou de l'orientation sexuelle de ses membres. («identifiable group»)
- «lieu public» Tout lieu auquel le public a accès de droit ou sur invitation, expresse ou implicite. («public place»)

Aucun financement provenant du Trésor

(2) Il est interdit de verser à une personne ou à un organisme une somme d'argent prélevée sur le Trésor s'il est vraisemblable que la personne ou l'organisme l'utilisera pour inciter à la haine ou au mépris contre une personne ou un groupe de personnes, y compris un groupe identifiable, en communiquant des déclarations dans un lieu public.

Aucun financement provenant d'un ministère ou d'un organisme de la Couronne

(3) Il est interdit à un ministère ou à une entité publique de verser à une personne ou à un organisme une somme d'argent prélevée sur ses fonds qui ne font pas partie du Trésor s'il est vraisemblable que la personne ou contempt against any person or group of persons, including an identifiable group, by communicating statements in a public place.

Recovery of money

(4) The Crown, a minister or a public entity may commence and maintain an action in a court of competent jurisdiction to recover any sum of money paid to any person or body contrary to subsection (2) or (3), as the case may be, if the person or body has used the money to incite hatred or contempt against any person or group of persons, including an identifiable group, by communicating statements in a public place.

Offence

(5) A person that receives any sum of money contrary to subsection (2) or (3) and that uses the money to incite hatred or contempt against any person or group of persons, including an identifiable group, by communicating statements in a public place is guilty of an offence.

Same, corporation

(6) If a corporation commits an offence under subsection (5), a director, officer, employee or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or failed to take all reasonable care to prevent the commission of the offence, or who participated in the commission of the offence, is also guilty of the offence, whether the corporation has been prosecuted for the offence or not.

Same, body

(7) If a body receives any sum of money contrary to subsection (2) or (3) and uses the money to incite hatred or contempt against any person or group of persons, including an identifiable group, by communicating statements in a public place, an officer, employee or agent of the body who directed, authorized, assented to, acquiesced in or failed to take all reasonable care to prevent the use of the money or who so used the money is guilty of an offence.

Penalty

- (8) A person who is guilty of an offence under this section with respect to a sum of money received is liable, on conviction.
 - (a) in the case of a first conviction, to a fine of not less than 5 per cent of the money received; and
 - (b) in the case of a subsequent conviction, to a fine of not less than 25 per cent of the money received.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Prohibition* Against Government Funding of the Promotion of Hatred Act, 2011.

l'organisme l'utilisera pour inciter à la haine ou au mépris contre une personne ou un groupe de personnes, y compris un groupe identifiable, en communiquant des déclarations dans un lieu public.

Recouvrement de sommes

(4) La Couronne, un ministre ou une entité publique peut introduire ou soutenir une action de recouvrement d'une somme d'argent versée à une personne ou à un organisme en contravention du paragraphe (2) ou (3), selon le cas, devant tout tribunal compétent si la personne ou l'organisme en question a utilisé la somme pour inciter à la haine ou au mépris contre une personne ou un groupe de personnes, y compris un groupe identifiable, en communiquant des déclarations dans un lieu public.

Infraction

(5) Est coupable d'une infraction quiconque reçoit, en contravention du paragraphe (2) ou (3), une somme d'argent qu'il utilise pour inciter à la haine ou au mépris contre une personne ou un groupe de personnes, y compris un groupe identifiable, en communiquant des déclarations dans un lieu public.

Idem : personne morale

(6) Si une personne morale commet une infraction prévue au paragraphe (5), l'administrateur, le dirigeant, l'employé ou le mandataire de la personne morale qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction, ou y a consenti, acquiescé ou participé, ou qui n'a pas exercé la diligence raisonnable pour l'empêcher, en est également coupable, que la personne morale ait été ou non poursuivie pour cette infraction.

Idem: organisme

(7) Si un organisme reçoit, en contravention du paragraphe (2) ou (3), une somme d'argent qu'il utilise pour inciter à la haine ou au mépris contre une personne ou un groupe de personnes, y compris un groupe identifiable, en communiquant des déclarations dans un lieu public, le dirigeant, l'employé ou le mandataire de l'organisme qui a utilisé la somme, qui en a ordonné ou autorisé l'utilisation, qui a consenti, acquiescé ou participé à l'utilisation, ou qui n'a pas exercé la diligence raisonnable pour empêcher l'utilisation, est coupable d'une infraction.

Pénalité

- (8) La personne qui est coupable d'une infraction prévue au présent article à l'égard d'une somme d'argent reçue est passible, sur déclaration de culpabilité :
 - a) s'il s'agit de la première déclaration de culpabilité, d'une amende égale à au moins 5 pour cent de la somme d'argent reçue;
 - b) s'il s'agit d'une déclaration de culpabilité subséquente, d'une amende égale à au moins 25 pour cent de la somme d'argent reçue.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* interdisant au gouvernement de financer la fomentation de la haine.



2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 174

Projet de loi 174

An Act to amend the Highway Traffic Act in respect of contravening the rules of the road and causing death

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne les contraventions aux règles de la circulation et le fait de causer la mort d'une personne

Mr. Prue



M. Prue

Private Member's Bill

1st Reading March 30, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture

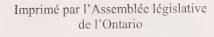
30 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario







An Act to amend the **Highway Traffic Act** in respect of contravening the rules of the road and causing death

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne les contraventions aux règles de la circulation et le fait de causer la mort d'une personne

Note: This Act amends the Highway Traffic Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Part X of the Highway Traffic Act is amended by adding the following section:

Offence, contravention of rules of the road causing death or bodily

191.0.2 Every person who, as a result of contravening any provision of this Part, causes the death of or bodily harm to any person is guilty of an offence and on conviction is liable not to the penalty otherwise provided for that contravention, but to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Highway Traffic Amendment Act, 2011.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the Highway Traffic Act to make it an offence to cause the death of or bodily harm to any person as a result of contravening any rule of the road set out in Part X of the Act.

Remarque : La présente loi modifie le Code de la route, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte:

1. La partie X du Code de la route est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Infraction : contravention aux règles de la circulation causant la mort ou une blessure corporelle

191.0.2 Quiconque, par suite d'une contravention à l'une des dispositions de la présente partie, cause la mort d'une personne ou lui inflige une blessure corporelle est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, non pas de la peine autrement prévue pour une telle contravention, mais d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 10 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant le Code de la route.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le Code de la route afin d'ériger en infraction le fait de causer la mort d'une personne ou de lui infliger une blessure corporelle par suite d'une contravention à une règle de circulation énoncée à la partie X de la Loi.



2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 175

Projet de loi 175

An Act to protect children from targeted advertising and inducements with respect to unhealthy food and drink Loi visant à protéger les enfants contre la publicité ciblée et les incitatifs à l'égard des aliments et des boissons malsains

Mr. Marchese



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading March 31, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 31 mars 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

(2)



The Bill amends the Consumer Protection Act, 2002 to prohibit advertising of unhealthy food and drink that is directed at persons under 13 years of age. Unhealthy food and drink is defined to include food or drinks that are prescribed by regulation as being unhealthy. Various guidelines are to be taken into consideration when prescribing what food or drink is unhealthy. Various factors are to be taken into consideration when determining whether particular advertising is directed to persons under 13 years of age.

The Bill amends the Act to allow the Director to order a person to cease advertising if, after receiving and making inquiries about a complaint, the Director believes on reasonable grounds that the person is making use of commercial advertising of unhealthy food or drink that is directed at persons under 13 years of age in contravention of the Act.

Currently, a person is guilty of an offence under the Act if the person fails to comply with any order or requirement under the Act. The Bill amends the Act to specify that a person is guilty of an offence if the person fails to comply with the prohibition of commercial advertising of unhealthy food or drink that is directed at persons under 13 years of age.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* afin d'interdire la publicité destinée aux moins de 13 ans à l'égard des aliments et des boissons malsains. Par définition, les aliments et les boissons malsains s'entendent notamment des aliments ou boissons prescrits comme tels par règlement. Diverses lignes directrices doivent être prises en considération au moment de prescrire les aliments et les boissons malsains. De plus, divers facteurs doivent être pris en considération pour déterminer si une publicité est destinée à des moins de 13 ans

Le projet de loi modifie la Loi pour permettre au directeur d'ordonner à une personne de cesser de faire de la publicité si, après avoir reçu une plainte et demandé des renseignements au sujet de celle-ci, il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la personne fait de la publicité à but commercial destinée aux moins de 13 ans à l'égard des aliments ou des boissons malsains en contravention à la Loi.

À l'heure actuelle, quiconque n'observe pas une ordonnance prise ou rendue ou une exigence imposée en vertu de la Loi est coupable d'une infraction. Le projet de loi modifie la Loi pour préciser que quiconque n'observe pas l'interdiction de faire de la publicité à but commercial destinée aux moins de 13 ans à l'égard des aliments ou des boissons malsains est coupable d'une infraction.

An Act to protect children from targeted advertising and inducements with respect to unhealthy food and drink

Note: This Act amends the *Consumer Protection Act,* 2002. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Consumer Protection Act, 2002 is amended by adding the following Part:

PART III.1 ADVERTISING FOOD OR DRINK

Interpretation

19.1 In this Part,

"unhealthy food or drink" means any food or drink that is prescribed as being unhealthy.

Advertising directed at persons under 13 years of age

19.2 Subject to any limitations that are prescribed, no person shall make use of commercial advertising for unhealthy food or drink that is directed at persons under 13 years of age.

Criteria of intent

- 19.3 To determine whether an advertisement for unhealthy food or drink is directed at persons under 13 years of age, account must be taken of the context of its presentation, and in particular of,
 - (a) the nature and intended purpose of the goods advertised:
 - (b) the manner of presenting the advertisement;
 - (c) the time and place the advertisement is shown; and
 - (d) any other prescribed factors.
- 2. The Act is amended by adding the following section:

Advertising directed at persons under 13 years of age

109.1 (1) If, after receiving and making inquiries about a complaint, the Director believes on reasonable grounds that any person is making use of commercial advertising of unhealthy food or drink that is directed at

Loi visant à protéger les enfants contre la publicité ciblée et les incitatifs à l'égard des aliments et des boissons malsains

Remarque: La présente loi modifie la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.loisen-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE III.1 PUBLICITÉ : ALIMENTS OU BOISSONS

Interprétation

19.1 La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«aliments ou boissons malsains» Aliments ou boissons prescrits comme étant malsains.

Publicité destinée aux moins de 13 ans

19.2 Sous réserve des restrictions prescrites, nul ne doit, à l'égard des aliments ou des boissons malsains, faire de la publicité à but commercial destinée à des moins de 13 ans.

Facteurs à prendre en considération

- 19.3 Pour déterminer si une publicité à l'égard des aliments ou des boissons malsains est destinée à des moins de 13 ans, il faut prendre en considération le contexte de sa présentation et, notamment, ce qui suit :
 - a) la nature et la destination des biens annoncés;
 - b) la manière de présenter le message;
 - c) le moment et l'endroit où paraît le message;
 - d) tout autre facteur prescrit.
- 2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Publicité destinée aux moins de 13 ans

109.1 (1) Si, après avoir reçu une plainte et demandé des renseignements au sujet de celle-ci, le directeur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'une personne fait de la publicité à but commercial destinée aux

persons under 13 years of age in contravention of Part III.1, the Director may order the person to cease the advertising.

Application of s. 109

- (2) Subsections 109 (3) to (11) apply to an order made under this section.
- 3. Clause 116 (1) (b) of the Act is amended by adding the following subclause:
 - (ii.1) in respect of Part III.1, Advertising Food or Drink, section 19.2,
- 4. Section 123 of the Act is amended by adding the following subsections:

Lieutenant Governor in Council regulations: Part III.1

(4.1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing food or drink as unhealthy for the purposes of the definition of "unhealthy food or drink" in Part III.1.

Factors when making regulations

- (4.2) When making a regulation under subsection (4.1), the Lieutenant Governor in Council shall have regard for,
 - (a) nutritional guidelines published by the Ontario Ministry of Health and Long-Term Care or another ministry in Ontario;
 - (b) nutritional guidelines published by Health Canada; and
 - (c) the degree to which the food or drink is caloriedense or nutrient-poor.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the Consumer Protection Amendment Act (Protecting Children from Targeted Advertising of Unhealthy Food and Drink), 2011.

moins de 13 ans à l'égard des aliments ou des boissons malsains en contravention à la partie III.1, il peut lui ordonner de cesser d'en faire.

Application de l'art. 109

- (2) Les paragraphes 109 (3) à (11) s'appliquent aux ordonnances rendues en vertu du présent article.
- 3. L'alinéa 116 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :
 - (ii.1) à l'égard de la partie III.1 (Publicité : aliments ou boissons), l'article 19.2,
- 4. L'article 123 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie III.1

(4.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des aliments ou des boissons comme étant malsains pour l'application de la définition d'«aliments ou boissons malsains» à la partie III.1.

Facteurs à prendre en considération pour la prise de règlements

- (4.2) Au moment de prendre un règlement en vertu du paragraphe (4.1), le lieutenant-gouverneur en conseil tient compte de ce qui suit :
 - a) les lignes directrices en matière d'alimentation publiées par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario ou par un autre ministère de l'Ontario;
 - b) les lignes directrices en matière d'alimentation publiées par Santé Canada;
 - c) la mesure dans laquelle les aliments ou les boissons ont une teneur élevée en calories ou faible en nutriments.

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant la Loi sur la protection du consommateur (protection des enfants contre la publicité ciblée à l'égard des aliments et des boissons malsains).



2º SESSION, 39º LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 176

Projet de loi 176

An Act to amend the Smoke-Free Ontario Act in respect of certain tobacco products Loi modifiant la Loi favorisant un Ontario sans fumée en ce qui concerne certains produits du tabac

Ms Gélinas



M^{me} Gélinas

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 4, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 4 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario



The Bill amends the Smoke-Free Ontario Act.

Subsection 6.1 (1) of the Act currently provides that no person shall sell or distribute a flavoured cigarillo unless the cigarillo is prescribed by the regulations. This subsection is amended to provide that only menthol flavoured cigarillos are exempt from the prohibition.

Subsection 6.1 (2) of the Act currently provides that if a flavoured tobacco product is prescribed by the regulations, no person shall sell or distribute the product. This provision is reenacted to provide that no person shall sell or distribute flavoured tobacco products other than menthol flavoured tobacco products.

Sections 6.2 and 6.3 of the Act are added to prohibit the sale and distribution of new tobacco products and smokeless tobacco products.

The sections of the Bill come into force on various dates.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la Loi favorisant un Ontario sans fumée.

Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi prévoit actuellement que nul ne doit vendre ni distribuer des cigarillos aromatisés à moins qu'ils n'aient été prescrits par les règlements. Ce paragraphe est modifié pour prévoir que seuls les cigarillos aromatisés au menthol sont soustraits à l'interdiction.

Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi prévoit actuellement que si un produit du tabac aromatisé est prescrit par les règlements, nul ne doit vendre ni distribuer le produit. Cette disposition est réédictée pour prévoir que nul ne doit vendre ni distribuer d'autres produits du tabac aromatisés que des produits du tabac aromatisés au menthol.

Les articles 6.2 et 6.3 de la Loi sont ajoutés pour interdire la vente et la distribution de nouveaux produits du tabac et de produits du tabac sans fumée.

Les articles du projet de loi entrent en vigueur à des dates diverses.

An Act to amend the Smoke-Free Ontario Act in respect of certain tobacco products

Note: This Act amends the Smoke-Free Ontario Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1. Subsection 1 (1) of the Smoke-Free Ontario Act is amended by adding the following definitions:
- "new tobacco product" means a tobacco product that has never been lawfully sold or distributed in Ontario, but does not include a new brand of a tobacco product; ("nouveau produit du tabac")
- "smokeless tobacco product" means a tobacco product that is inhaled or chewed, including snuff. ("produit du tabac sans fumée")
- 2. (1) Subsection 6.1 (1) of the Act is amended by striking out "unless the flavoured cigarillo has been prescribed" at the end and substituting "unless the flavoured cigarillo is listed in subsection (3)".
- (2) Subsection 6.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Flavoured tobacco products

- (2) No person shall sell or offer to sell a flavoured tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose, unless the flavoured tobacco product is listed in subsection (3).
- (3) Section 6.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exemption

- (3) Menthol flavoured cigarillos or tobacco products that contain only the following flavouring agents are not subject to the prohibitions under subsections (1) and (2):
 - 1. Menthol (CAS 89-78-1).
 - 2. *l*-menthol (CAS 2216-51-5).
 - 3. *l*-menthone (CAS 14073-97-3).

Loi modifiant la Loi favorisant un Ontario sans fumée en ce qui concerne certains produits du tabac

Remarque : La présente loi modifie la Loi favorisant un Ontario sans fumée. L'historique législatif de cette loi figure aux pages pertinentes de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1. Le paragraphe 1 (1) de la Loi favorisant un Ontario sans fumée est modifié par adjonction des définitions suivantes:
- «nouveau produit du tabac» S'entend d'un produit du tabac qui n'a jamais été légalement vendu ou distribué en Ontario. Est toutefois exclue de la présente définition une nouvelle marque de produit du tabac. («new tobacco product»)
- «produit du tabac sans fumée» S'entend d'un produit du tabac qui peut être inhalé, chiqué ou prisé. («smokeless tobacco product»)
- 2. (1) Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi est modifié par substitution de «à moins qu'ils ne soient énumérés au paragraphe (3)» à «à moins qu'ils n'aient été prescrits».
- (2) Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Produits du tabac aromatisés

- (2) Nul ne doit vendre ni mettre en vente des produits du tabac aromatisés au détail ou en vue d'une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d'en distribuer à cette fin, à moins qu'ils ne soient énumérés au paragraphe
- (3) L'article 6.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exemption

- (3) Les cigarillos ou produits du tabac aromatisés au menthol sont soustraits aux interdictions énoncées aux paragraphes (1) et (2) s'ils contiennent uniquement les agents aromatisants suivants:
 - 1. Menthol (CAS 89-78-1).
 - 2. *l*-menthol (CAS 2216-51-5).
 - 3. *l*-menthone (CAS 14073-97-3).

3. The Act is amended by adding the following section:

NEW TOBACCO PRODUCTS

Prohibition

- **6.2** No person shall sell or offer to sell a new tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.
- 4. The Act is amended by adding the following section:

SMOKELESS TOBACCO PRODUCTS

Prohibition

- **6.3** Despite any other provision, no person shall sell or offer to sell a smokeless tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.
 - 5. (1) Clause 19 (1) (d.1) of the Act is repealed.
 - (2) Clause 19 (1) (d.2) of the Act is repealed.

Commencement

6. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsections 2 (2) and 5 (2) come into force one year after the day this Act receives Royal Assent.

Same

(3) Section 4 comes into force five years after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the Smoke-Free Ontario Amendment Act, 2011.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

NOUVEAUX PRODUITS DU TABAC

Interdiction

- 6.2 Nul ne doit vendre ni mettre en vente un nouveau produit de tabac au détail ou en vue d'une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d'en distribuer à cette fin.
- 4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

PRODUITS DU TABAC SANS FUMÉE

Interdiction

- 6.3 Malgré toute autre disposition, nul ne doit vendre ni mettre en vente un produit du tabac sans fumée au détail ou en vue d'une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d'en distribuer à cette fin.
 - 5. (1) L'alinéa 19 (1) d.1) de la Loi est abrogé.
 - (2) L'alinéa 19 (1) d.2) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Iden

(2) Les paragraphes 2 (2) et 5 (2) entrent en vigueur un an après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) L'article 4 entre en vigueur cinq ans après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant la Loi favorisant un Ontario sans fumée.





2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 177

Projet de loi 177

An Act to amend the Public Sector Salary Disclosure Act, 1996 with respect to disclosure of severance payments Loi modifiant la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public à l'égard de la divulgation des indemnités de cessation d'emploi



Mme Horwath

Private Member's Bill

1st Reading April 4, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

(1)



Currently, the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* requires public sector employers to disclose the salary and benefits of employees paid a salary of \$100,000 or more in a year.

The Bill amends the Act to require public sector employers to disclose the salary, benefits and severance payments paid to employees if the total of those amounts is \$100,000 or more in a year. The Bill also requires public sector employers to promptly disclose severance payments of more than \$100,000. A definition of "severance payment" is provided.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige que les employeurs du secteur public divulguent le traitement et les avantages versés aux employés auxquels ils versent un traitement de 100 000 \$ ou plus dans une année.

Le projet de loi modifie la Loi pour exiger que les employeurs du secteur public divulguent le traitement, les avantages et les indemnités de cessation d'emploi qu'ils versent aux employés lorsque le total de ces montants est de 100 000 \$ ou plus dans une année. Le projet de loi exige aussi que les employeurs du secteur public divulguent promptement les indemnités de cessation d'emploi de plus de 100 000 \$. Une définition d'«indemnité de cessation d'emploi» est prévue.

An Act to amend the **Public Sector Salary Disclosure** Act, 1996 with respect to disclosure of severance payments

Loi modifiant la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public à l'égard de la divulgation des indemnités de cessation d'emploi

Note: This Act amends the Public Sector Salary Disclosure Act. 1996. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1. Section 1 of the Public Sector Salary Disclosure Act, 1996 is amended by adding "and to assure the public disclosure of severance payments greater than \$100,000 in respect of employment in the public sector" at the end.
- 2. (1) The definition of "salary" in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (b), by adding "or" at the end of clause (c) and by adding the following clause:
 - (d) an amount received by the employee as a severance payment.
- (2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following definition:
- "severance payment" means an amount paid by an employer to an employee that is required by subparagraph 56 (1) (a) (ii) of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee's income as a retiring allowance: ("indemnité de cessation d'emploi")
- 3. Subsection 3 (2) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (e) the amount of any severance payment made by the employer to the employee in the year.
- 4. The Act is amended by adding the following section:

Disclosure of severance payments over \$100,000

3.1 (1) Every employer shall make available for inspection by the public without charge a written record of the amount of a severance payment of \$100,000 or more paid by the employer to or in respect of an employee.

Remarque: La présente loi modifie la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte:

- 1. L'article 1 de la *Loi de 1996 sur la divulgation des* traitements dans le secteur public est modifié par insertion de «et d'assurer la divulgation publique des indemnités de cessation d'emploi de plus de 100 000 \$ à l'égard d'emplois dans le secteur public» à la fin de l'article.
- 2. (1) La définition de «traitement» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant:
 - d) un montant recu par l'employé à titre d'indemnité de cessation d'emploi.
- (2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «indemnité de cessation d'emploi» Montant qu'un employé reçoit d'un employeur et qu'il doit inclure dans son revenu à titre d'allocation de retraite conformément au sous-alinéa 56 (1) a) (ii) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada). («severance payment»)
- 3. Le paragraphe 3 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - e) le montant de toute indemnité de cessation d'emploi versée à l'employé par l'employeur dans l'an-
- 4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant:

Divulgation des indemnités de cessation d'emploi de plus de 100 000 \$

3.1 (1) Chaque employeur met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, un registre écrit sur le montant des indemnités de cessation d'emploi de 100 000 \$ ou plus qu'il a versées à un employé ou à l'égard d'un employé.

Same, timing

- (2) The record mentioned in subsection (1) shall be made available promptly after the employer makes a severance payment to the employee.
- 5. (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out "section 3" and substituting "section 3 or 3.1".
- (2) Subsection 4 (3) of the Act is amended by striking out "section 3" and substituting "section 3 or 3.1".
- 6. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out "section 3 or 4" and substituting "section 3, 3.1 or 4".
- (2) Subsection 5 (2) of the Act is amended by striking out "section 3 or 4" and substituting "section 3, 3.1 or 4".
- (3) Subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out "section 3 or 4" and substituting "section 3, 3.1 or 4".
- 7. Paragraph 1 of subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out "section 3" and substituting "section 3 or 3.1".
- 8. (1) Clause 8 (1) (d) of the Act is amended by striking out "section 3" and substituting "section 3 or 3.1".
- (2) Clause 8 (1) (f) of the Act is amended by striking out "section 3" and substituting "section 3 or 3.1".
- (3) Clause 8 (1) (g) of the Act is amended by striking out "the definition of "salary" or "benefit" for the purpose of this Act" and substituting "the definition of "salary", "benefit" or "severance payment" for the purpose of this Act".
- (4) Clause 8 (1) (i) of the Act is amended by striking out "section 1, subsections 3 (1) and (3) and clause 8 (1) (b)" and substituting "section 1, subsections 3 (1) and (3), section 3.1 and clause 8 (1) (b)".

Commencement

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of this Act is the *Public Sector Salary Disclosure Amendment Act*, 2011.

Idem : délai

- (2) Le registre visé au paragraphe (1) est mis à la disposition du public promptement après le versement de l'indemnité de cessation d'emploi à l'employé par l'employeur.
- 5. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3 ou 3.1» à «l'article 3».
- (2) Le paragraphe 4 (3) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3 ou 3.1» à «l'article 3».
- 6. (1) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3, 3.1 ou 4» à «l'article 3 ou 4»
- (2) Le paragraphe 5 (2) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3, 3.1 ou 4» à «l'article 3 ou 4».
- (3) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3, 3.1 ou 4» à «l'article 3 ou 4».
- 7. La disposition 1 du paragraphe 7 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «l'article 3 ou 3.1» à «l'article 3».
- 8. (1) L'alinéa 8 (1) d) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3 ou 3.1» à «l'article 3».
- (2) L'alinéa 8 (1) f) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 3 ou 3.1» à «l'article 3».
- (3) L'alinéa 8 (1) g) de la Loi est modifié par substitution de «la définition de «traitement», «avantages» ou «indemnité de cessation d'emploi» ou exclus de celle-ci pour l'application de la présente loi» à «la définition de «traitement» ou «avantages» ou exclus de celle-ci pour l'application de la présente loi».
- (4) L'alinéa 8 (1) i) de la Loi est modifié par substitution de «de l'article 1, des paragraphes 3 (1) et (3), de l'article 3.1 et de l'alinéa 8 (1) b)» à «de l'article 1, des paragraphes 3 (1) et (3) et de l'alinéa 8 (1) b)».

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant la Loi sur la divulgation des traitements dans le secteur public.





2º SESSION, 39º LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 178

An Act to amend the Public Transportation and Highway Improvement Act to name Highway 403 the Alexander Graham Bell Parkway

Projet de loi 178

Loi modifiant la
Loi sur l'aménagement des voies
publiques et des transports
en commun afin de nommer
l'autoroute 403 promenade
Alexander Graham Bell

Mr. Levac

Private Member's Bill

1st Reading April 7, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

M. Levac

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





NOTE EXPLICATIVE

The Bill amends the *Public Transportation and Highway Improvement Act* to name Highway 403 the Alexander Graham Bell Parkway.

Le projet de loi modifie la Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun afin de nommer l'autoroute 403 promenade Alexander Graham Bell.

An Act to amend the Public Transportation and Highway Improvement Act to name Highway 403 the Alexander Graham Bell Parkway Loi modifiant la
Loi sur l'aménagement des voies
publiques et des transports
en commun afin de nommer
l'autoroute 403 promenade
Alexander Graham Bell

Note: This Act amends the *Public Transportation and Highway Improvement Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Preamble

The major portion of Highway 403 runs from Woodstock through to Burlington. At the heart of this route is the City of Brantford and, while many try to claim Alexander Graham Bell as their own, Brantford is where he spent much of his formative years. It is here that Mr. Bell did much of his creative work that would fundamentally change the way society lived and worked.

Alexander Graham Bell will forever be remembered as the inventor of the telephone and Ontarians can be proud that many of his advancements on this significant project occurred in Brantford. Throughout his life, he also worked tirelessly to improve the health of others, most notably improving life for the hearing impaired and with his invention of the iron lung.

Naming Highway 403 in his honour would not only recognize Mr. Bell's links to the city at the heart of this highway, but would also pay tribute to a man who was a great inventor and a tireless humanitarian; a man who helped this province gain the global recognition it deserves.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Public Transportation and Highway Improvement Act* is amended by adding the following section:

Highway 403

36.1 The part of the King's Highway designated as controlled-access Highway 403 shall be known in English as the Alexander Graham Bell Parkway and in French as promenade Alexander Graham Bell.

Remarque: La présente loi modifie la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Préambule

La majeure partie de l'autoroute 403 va de Woodstock à Burlington. À mi-chemin, se trouve la cité de Brantford et, bien qu'ils soient nombreux à prétendre qu'Alexander Graham Bell est un des leurs, Brantford est l'endroit où il a passé une bonne partie de ses années de formation. Là, il a fait une grande partie du travail créatif qui allait changer fondamentalement la façon de travailler et le mode de vie de la société.

Les gens se souviendront toujours d'Alexander Graham Bell comme l'inventeur du téléphone et la population ontarienne peut être fière du fait que nombreux de ses progrès concernant cet important projet ont eu lieu à Brantford. Tout au long de sa vie, il a aussi oeuvré sans relâche afin d'améliorer la santé des autres. Ses contributions les plus notables sont celles touchant les personnes ayant une déficience auditive et son invention du poumon de fer.

Nommer l'autoroute 403 en l'honneur d'Alexander Graham Bell non seulement ferait ressortir les liens de M. Bell avec la cité qui est située à mi-chemin de cette autoroute, mais rendrait aussi hommage à l'homme qui a été un grand inventeur et à son travail humanitaire inlassable, à l'homme qui a aidé la province à obtenir la reconnaissance internationale qu'elle mérite.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Autoroute 403

36.1 La partie de la route principale désignée comme autoroute 403 à accès limité porte le nom de promenade Alexander Graham Bell en français et celui de Alexander Graham Bell Parkway en anglais.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Alexander Graham Bell Parkway Act, 2011.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur la promenade Alexander Graham Bell.



2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 179

Projet de loi 179

An Act to amend the Child and Family Services Act respecting adoption and the provision of care and maintenance Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne l'adoption et les soins et l'entretien

The Hon. L. Broten
Minister of Children and Youth Services

L'honorable L. Broten
Ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse

Government Bill

1st Reading April 13, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 13 avril 2011

2^e lecture

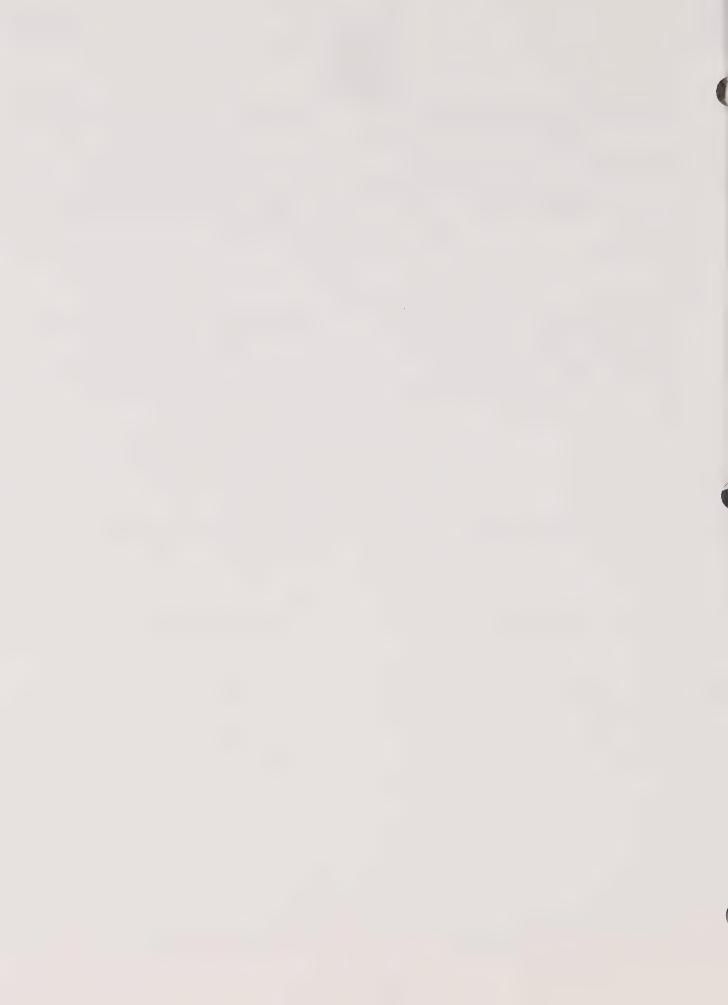
3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

3





EXPLANATORY NOTE

The Bill amends section 71.1 of the *Child and Family Services Act* to permit a society to provide care and maintenance to persons who are 18 years of age or more who, immediately before their 18th birthday, were receiving support services that are prescribed by the regulations under the Act.

Currently, section 141.1 of the Act provides that a child cannot be placed for adoption until any outstanding access order made under Part III of the Act respecting the child has been terminated. That section is repealed and re-enacted without that condition. Subsection 143 (1) of the Act is amended to provide that when a child is placed for adoption, any outstanding access order automatically terminates.

New section 141.1.1 of the Act provides that nothing prohibits a society from planning for the adoption of a Crown ward in respect of whom a Part III access order is in effect. Section 141.1.1 also provides that where a society plans for the adoption of a Crown ward, it must consider the benefits of an openness order or openness agreement in respect of the child. Currently, section 145.1 of the Act allows courts to make openness orders for Crown wards who are the subject of a plan for adoption where no access order is in effect. Section 153.6 of the Act provides for openness agreements.

The Act is amended to provide for openness orders where a society intends to place a Crown ward for adoption and an access order is in effect. New section 145.1.1 provides that a society must give notice to the person who has been granted an access order and to the subject of the access order that the society intends to place the child for adoption and that the access order terminates upon adoption placement. The person who has been granted the access order also receives notice of the right to apply for an openness order.

New section 145.1.2 permits the person who has been granted an access order to apply for an openness order. Before placing a child for adoption, a society must inform the person with whom it plans to place the child if an application for an openness order has been made and must advise the person of the relationship of the applicant to the child and the details of the openness requested. Where an application has been made, the society must inform the person with whom the society has placed or plans to place the child, or the adoptive parent, of the outcome of the application. The court may make an openness order only if specified criteria are met, including if the order is in the best interests of the child.

Section 145.2 of the Act allows the society or a person with whom a child is placed for adoption to apply to vary or terminate an openness order, but only before an adoption order is made. After adoption, section 153.1 of the Act permits the adoptive parent, the person who is permitted by the openness order to communicate with the child or a society that participates in or supervises the arrangement under the openness order to apply to the court to vary or terminate the openness order. Sections 145.2 and 153.1, which currently apply to openness orders made under section 145.1, are amended to apply to openness orders under the new section 145.1.2.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie l'article 71.1 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* pour permettre à une société d'assumer les soins et l'entretien de personnes qui sont âgées de 18 ans ou plus et qui, immédiatement avant leur 18^c anniversaire, recevaient des services de soutien prescrits par les règlements pris en vertu de la Loi.

À l'heure actuelle, l'article 141.1 de la Loi prévoit qu'un enfant ne peut pas être placé en vue de son adoption tant que n'a pas pris fin toute ordonnance existante de droit de visite à cet enfant rendue en vertu de la partie III de la Loi. Cet article est abrogé et réédicté sans cette condition. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est modifié pour prévoir la fin automatique de toute ordonnance existante de droit de visite quand un enfant est placé en vue de son adoption.

Le nouvel article 141.1.1 de la Loi prévoit que celle-ci n'a pas pour effet d'interdire à une société de planifier l'adoption d'un pupille de la Couronne visé par une ordonnance de visite rendue en vertu de la partie III qui est en vigueur. L'article 141.1.1 prévoit aussi que si la société planifie l'adoption d'un pupille de la Couronne, elle doit tenir compte des avantages d'une ordonnance de communication ou d'un accord de communication à l'égard de l'enfant. À l'heure actuelle, l'article 145.1 de la Loi autorise les tribunaux à rendre des ordonnances de communication à l'égard des pupilles de la Couronne qui font l'objet d'un plan d'adoption si aucune ordonnance de visite n'est en vigueur. L'article 153.6 de la Loi prévoit la conclusion d'accords de communication.

La Loi est modifiée pour permettre que soient rendues des ordonnances de communication lorsqu'une société a l'intention de placer un pupille de la Couronne en vue de son adoption et qu'une ordonnance de visite est en vigueur. Le nouvel article 145.1.1 prévoit qu'une société doit donner à la personne qui a obtenu une ordonnance de visite et à celle à l'égard de laquelle une telle ordonnance a été rendue un avis de son intention de placer l'enfant en vue de son adoption et de la fin de l'ordonnance de visite au moment du placement de l'enfant en vue de son adoption. L'avis donné à la personne qui a obtenu l'ordonnance de visite doit aussi préciser le fait que celle-ci a le droit de demander une ordonnance de communication.

Le nouvel article 145.1.2 permet à la personne qui a obtenu une ordonnance de visite de présenter une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication. Avant de placer un enfant en vue de son adoption, la société doit informer la personne chez qui elle a l'intention de placer l'enfant qu'une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée, le cas échéant, et lui fournir des précisions sur la relation entre le requérant et l'enfant et sur l'arrangement en matière de communication demandé. Si une requête a été présentée, la société doit en communiquer l'issue à la personne chez qui elle a placé ou a l'intention de placer l'enfant ou au père adoptif ou à la mère adoptive. Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication seulement si des critères précis sont respectés, y compris celui voulant que l'ordonnance soit dans l'intérêt véritable de l'enfant.

L'article 145.2 de la Loi autorise la société ou la personne chez qui un enfant est placé en vue de son adoption à demander la modification ou la révocation d'une ordonnance de communication, mais seulement avant que soit rendue une ordonnance d'adoption. Après une adoption, l'article 153.1 de la Loi permet au père adoptif ou à la mère adoptive, à la personne à qui l'ordonnance de communication permet de communiquer avec l'enfant ou à la société qui supervise l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication ou y participe de présenter une requête au tribunal en vue de faire modifier ou révoquer l'ordonnance de communication. Les articles 145.2 et 153.1, qui s'appliquent à l'heure actuelle aux ordonnances de communication rendues en vertu de l'article 145.1, sont modifiés afin de

New subsection 216 (2) of the Act permits the Minister of Children and Youth Services to make regulations regarding care and maintenance provided under the Act.

s'appliquer également aux ordonnances de communication rendues en vertu du nouvel article 145.1.2.

Le nouveau paragraphe 216 (2) de la Loi permet au ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse de prendre des règlements relativement aux soins et à l'entretien assumés conformément à la Loi.

An Act to amend the **Child and Family Services Act** respecting adoption and the provision of care and maintenance

Note: This Act amends the Child and Family Services Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 71.1 of the Child and Family Services Act is amended by adding the following subsection:

Same, prescribed support services

- (3) A society or agency may provide care and maintenance in accordance with the regulations to a person who is 18 years of age or more if, immediately before the person's 18th birthday, the person was receiving support services prescribed by the regulations.
- 2. Section 141.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation on placement by society

- **141.1** A society shall not place a Crown ward for adoption until,
 - (a) the time for commencing an appeal of the order for Crown wardship under subsection 57 (1) or 65.2 (1) has expired; or
 - (b) any appeal of the order for Crown wardship has been finally disposed of or abandoned.
- 3. The Act is amended by adding the following section:

Adoption planning

141.1.1 (1) Nothing in this Act prohibits a society from planning for the adoption of a Crown ward in respect of whom there is an access order in effect under Part III (Child Protection).

Openness

(2) Where a society begins planning for the adoption of a child who is a Crown ward, the society shall consider the benefits of an openness order or openness agreement in respect of the child.

Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne l'adoption et les soins et l'entretien

Remarque : La présente loi modifie la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario,

1. L'article 71.1 de la *Loi sur les services à l'enfance* et à la famille est modifié par adjonction du paragraphe suivant:

Idem: services de soutien prescrits

- (3) Une société ou une agence peut, conformément aux règlements, assumer les soins et l'entretien d'une personne qui est âgée de 18 ans ou plus si, immédiatement avant son 18e anniversaire, elle recevait des services de soutien prescrits par les règlements.
- 2. L'article 141.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restrictions applicables aux placements par la société

- 141.1 La société ne doit pas placer un pupille de la Couronne en vue de son adoption tant que :
 - a) soit n'est pas expiré le délai pour interjeter appel de l'ordonnance de tutelle par la Couronne prévue au paragraphe 57 (1) ou 65.2 (1);
 - b) soit il n'y a pas eu règlement définitif ou désistement de tout appel de l'ordonnance de tutelle par la
- 3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant:

Planification d'une adoption

141.1.1 (1) La présente loi n'a pas pour effet d'interdire à une société de planifier l'adoption d'un pupille de la Couronne visé par une ordonnance de visite rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance) qui est en vigueur.

Ordonnance ou accord de communication

(2) La société qui commence à planifier l'adoption d'un enfant qui est pupille de la Couronne tient compte des avantages d'une ordonnance ou d'un accord de communication à l'égard de l'enfant.

4. Subsection 143 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Access orders terminate

- (1) When a child is placed for adoption by a society or licensee, every order respecting access to the child is terminated, including an access order made under Part III (Child Protection) in respect of a Crown ward.
- 5. Subsection 145.1 (4) of the Act is amended by striking out "Any openness order made in respect of a child" at the beginning and substituting "Any openness order made under this section in respect of a child".
- 6. The Act is amended by adding the following sections:

Access order in effect

Notice of intent to place for adoption

145.1.1 (1) This section applies where,

- (a) a society intends to place a child who is a Crown ward for adoption; and
- (b) an order under Part III (Child Protection) has been made respecting a person's access to the child or the child's access to another person.

Notice

- (2) In the circumstances described in subsection (1), the society shall give notice to the following persons:
 - 1. The person who has been granted an access order.
 - The person with respect to whom an access order has been granted.

Right to apply for openness order

- (3) The society shall include in the notice the following information:
 - Notice that the society intends to place the child for adoption.
 - 2. Notice that the access order terminates upon placement for adoption.
 - 3. In the case of notice to a person described in paragraph 1 of subsection (2), the fact that the person has a right to apply for an openness order within 30 days after notice is received.
 - 4. In the case of notice to a person described in paragraph 2 of subsection (2), the fact that the person described in paragraph 1 of subsection (2) has the right to apply for an openness order within 30 days after notice is received.

Method of giving notice

(4) Notice may be given by any of the following methods:

4. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fin de l'ordonnance de visite

- (1) Si une société ou un titulaire de permis place l'enfant en vue de son adoption, l'ordonnance portant sur le droit de visite prend fin, y compris celle rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance) à l'égard d'un pupille de la Couronne.
- 5. Le paragraphe 145.1 (4) de la Loi est modifié par substitution de «L'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article à l'égard d'un enfant» à «L'ordonnance de communication rendue à l'égard d'un enfant» au début du paragraphe.
- 6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Ordonnance de visite en vigueur

Avis d'intention de placer un enfant en vue de son adoption

- **145.1.1** (1) Le présent article s'applique si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la société a l'intention de placer un enfant qui est pupille de la Couronne en vue de son adoption;
 - b) une ordonnance portant sur le droit de visite d'une personne à l'enfant, ou réciproquement, a été rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance).

Avis

- (2) Dans les circonstances mentionnées au paragraphe (1), la société donne un avis aux personnes suivantes :
 - 1. La personne qui a obtenu une ordonnance de visite.
 - 2. La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de visite a été rendue.

Droit de demander une ordonnance de communication

- (3) La société précise ce qui suit dans l'avis :
- 1. Le fait que la société a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption.
- 2. Le fait que l'ordonnance de visite prend fin au placement de l'enfant en vue de son adoption.
- 3. Dans le cas d'un avis à une personne visée à la disposition 1 du paragraphe (2), le fait que celle-ci a le droit de demander, par voie de requête, une ordonnance de communication dans les 30 jours de la réception de l'avis.
- 4. Dans le cas d'un avis à une personne visée à la disposition 2 du paragraphe (2), le fait que la personne visée à la disposition 1 du paragraphe (2) a le droit de demander, par voie de requête, une ordonnance de communication dans les 30 jours de la réception de l'avis.

Mode de remise de l'avis

(4) L'avis peut être donné selon l'un des modes suivants :

1. Leaving a copy,

- i. with the person,
- ii. if the person appears to be mentally incapable in respect of an issue in the notice, with the person and with the guardian of the person's property or, if none, with the Public Guardian and Trustee, or
- iii. if the person is a child, with the child and with the child's lawyer, if any.
- Leaving a copy with the person's lawyer of record or with a lawyer who accepts the notice in writing on a copy of the document.

Alternate method

- (5) On application without notice by a society, the court may order that notice under subsection (2) be given by another method chosen by the court if the society,
 - (a) provides detailed evidence showing,
 - (i) what steps have been taken to locate the person to whom the notice is to be given, and
 - (ii) if the person has been located, what steps have been taken to give the notice to the person; and
 - (b) shows that the method of giving notice could reasonably be expected to bring the notice to the person's attention.

Notice not required

- (6) On application without notice by a society, the court may order that the society is not required to give notice under subsection (2) if,
 - (a) reasonable efforts to locate the person to whom the notice is to be given have not been or would not be successful; and
 - (b) there is no method of giving notice that could reasonably be expected to bring the notice to the person's attention.

Access order in effect

Application for openness order

145.1.2 (1) A person described in paragraph 1 of subsection 145.1.1 (2) may, within 30 days after notice is received, apply to the court for an openness order.

Notice of application

- (2) A person making an application for an openness order under this section shall give notice of the application to,
 - (a) the society having care and custody of the child;
 - (b) the child, except as otherwise provided under subsection 39 (4) or (5); and

1. En en remettant une copie :

- i. à la personne,
- ii. si la personne semble être mentalement incapable à l'égard d'une question visée dans l'avis, à elle-même ainsi qu'à son tuteur aux biens ou, si elle n'en a pas, au Tuteur et curateur public,
- iii. si la personne est un enfant, à lui-même et à son avocat, s'il en a un.
- 2. En en remettant une copie à l'avocat de la personne commis au dossier ou à un avocat qui accepte par écrit sur la copie.

Autre mode

- (5) Sur demande sans préavis de la société, le tribunal peut ordonner que l'avis prévu au paragraphe (2) soit donné selon l'autre mode qu'il choisit si la société réunit les conditions suivantes :
 - a) elle soumet des preuves détaillées de ce qui suit :
 - (i) les démarches qui ont été entreprises pour trouver le destinataire de l'avis,
 - (ii) si le destinataire a été trouvé, les démarches qui ont été entreprises pour lui donner l'avis;
 - b) elle démontre que l'autre mode pourrait, selon toutes attentes raisonnables, porter l'avis à la connaissance de la personne.

Avis non requis

- (6) Sur demande sans préavis de la société, le tribunal peut ordonner que la société ne soit pas tenue de donner l'avis prévu au paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) des efforts raisonnables pour trouver le destinataire de l'avis n'ont pas donné ou ne donneraient pas de résultats;
 - b) il n'y a pas de mode de remise de l'avis qui pourrait, selon toutes attentes raisonnables, porter celui-ci à la connaissance de la personne.

Ordonnance de visite en vigueur

Requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication

145.1.2 (1) La personne visée à la disposition 1 du paragraphe 145.1.1 (2) peut, dans les 30 jours de la réception de l'avis, présenter une requête au tribunal en vue d'obtenir une ordonnance de communication.

Avis de requête

- (2) La personne qui présente une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication en vertu du présent article en donne avis aux personnes ou entités suivantes :
 - a) la société qui a le soin et la garde de l'enfant;
 - b) l'enfant, sauf disposition contraire du paragraphe 39 (4) ou (5);

(c) if the child is bringing the application, the person who will be permitted to communicate with or have a relationship with the child if the order is made.

Condition on placement

(3) A society shall not place a child for adoption before the time for applying for an openness order under subsection (1) has expired unless every person who is entitled to do so has made an application for an openness order under this section.

Information before placement

- (4) Where an application for an openness order under this section has been made, a society shall, before placing the child for adoption, advise the person with whom it plans to place the child of the following:
 - 1. The fact that such an application has been made.
 - 2. The relationship of the applicant to the child.
 - 3. The details of the openness arrangement requested.

Outcome of application

(5) Where an application for an openness order under this section has been made, a society shall advise the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after an adoption order is made, the adoptive parent of the outcome of the application.

Openness order

- (6) The court may make an openness order under this section in respect of a child if it is satisfied that,
 - (a) the openness order is in the best interests of the child; and
 - (b) the child has consented to the order, if he or she is 12 years of age or older.

Same

- (7) In deciding whether to make an openness order under this section, the court shall consider,
 - (a) whether the openness order would permit the continuation of a relationship with a person that is beneficial and meaningful to the child; and
 - (b) the ability of the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after the adoption order is made, the adoptive parent to comply with the arrangement under the openness order.

Consent of society required

(8) The court shall not, under this section, direct a so-

c) si l'enfant présente la requête, la personne à qui il sera permis de communiquer ou d'avoir une relation avec l'enfant si l'ordonnance est rendue.

Condition relative à un placement

(3) La société ne doit pas placer un enfant en vue de son adoption tant que n'a pas expiré le délai pour présenter une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication en vertu du paragraphe (1), sauf si chaque personne ayant le droit de le faire a présenté une telle requête en application du présent article.

Renseignements avant le placement

- (4) Si une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée en vertu du présent article, la société informe la personne chez qui elle a l'intention de placer l'enfant de ce qui suit, et ce, avant de placer l'enfant en vue de son adoption :
 - 1. Le fait qu'une telle requête a été présentée.
 - 2. La relation entre le requérant et l'enfant.
 - Les détails de l'arrangement en matière de communication demandé.

Issue de la requête

(5) Si une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée en vertu du présent article, la société communique l'issue de la requête à la personne chez qui elle a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après qu'une ordonnance d'adoption est rendue, au père adoptif ou à la mère adoptive.

Ordonnance de communication

- (6) Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication à l'égard d'un enfant en vertu du présent article s'il est convaincu de ce qui suit :
 - a) l'ordonnance est dans l'intérêt véritable de l'enfant;
 - b) l'enfant a donné son consentement à l'ordonnance, s'il est âgé de 12 ans ou plus.

Idem

- (7) Lorsqu'il décide de rendre ou non une ordonnance de communication en vertu du présent article, le tribunal examine ce qui suit :
 - a) la question de savoir si l'ordonnance de communication permettrait le maintien avec une personne d'une relation qui est bénéfique et importante pour l'enfant;
 - b) la capacité de la personne chez qui la société a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après que l'ordonnance d'adoption est rendue, du père adoptif ou de la mère adoptive de respecter l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication.

Consentement obligatoire de la société

(8) Le tribunal ne doit pas, en vertu du présent article,

ciety to supervise or participate in the arrangement under an openness order without the consent of the society.

Termination of openness order if Crown wardship terminates

(9) Any openness order made under this section in respect of a child terminates if the child ceases to be a Crown ward by reason of an order made under subsection 65.2 (1).

Temporary orders

- (10) The court may make such temporary order relating to openness under this section as the court considers to be in the child's best interests.
- 7. (1) Subsection 145.2 (1) of the Act is amended by striking out "section 145.1" at the end and substituting "section 145.1 or 145.1.2".
- (2) Subsection 145.2 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Order to terminate openness order

- (5) The court shall not terminate an openness order under this section unless the court is satisfied that,
- (3) Subsection 145.2 (6) of the Act is amended by striking out "The court shall not direct a society" at the beginning and substituting "The court shall not, under this section, direct a society".
- (4) Subsection 145.2 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Temporary orders

- (8) The court may make such temporary order relating to openness under this section as the court considers to be in the child's best interests.
- 8. (1) Subsection 153.1 (1) of the Act is amended by striking out "an openness order" in the portion before paragraph 1 and substituting "an openness order made under section 145.1 or 145.1.2".
- (2) Subsection 153.1 (8) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Order to terminate openness order

- (8) The court shall not terminate an openness order under this section unless the court is satisfied that,
- (3) Subsection 153.1 (9) of the Act is amended by striking out "The court shall not direct a society" at the beginning and substituting "The court shall not, under this section, direct a society".
- 9. Section 153.3 of the Act is amended by striking out "sections 145.1, 145.2, 153.1 and 153.2" at the end

ordonner à une société de superviser l'arrangement prévu par une ordonnance de communication ou d'y participer sans son consentement.

Fin de l'ordonnance de communication

(9) L'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article à l'égard d'un enfant prend fin si l'enfant cesse d'être pupille de la Couronne par l'effet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 65.2 (1).

Ordonnances provisoires

- (10) Le tribunal peut rendre, en vertu du présent article, les ordonnances provisoires relatives à la communication qu'il estime être dans l'intérêt véritable de l'enfant.
- 7. (1) Le paragraphe 145.2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1 ou 145.1.2» à «l'article 145.1» à la fin du paragraphe.
- (2) Le paragraphe 145.2 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

Ordonnance révoquant l'ordonnance de communication

- (5) Le tribunal ne doit pas révoquer l'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article, sauf s'il est convaincu de ce qui suit :
- (3) Le paragraphe 145.2 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Le tribunal ne doit pas ordonner, en vertu du présent article, à une société» à «Le tribunal ne doit pas ordonner à une société» au début du paragraphe.
- (4) Le paragraphe 145.2 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ordonnances provisoires

- (8) Le tribunal peut rendre, en vertu du présent article, les ordonnances provisoires relatives à la communication qu'il estime être dans l'intérêt véritable de l'enfant.
- 8. (1) Le paragraphe 153.1 (1) de la Loi est modifié par substitution de «une ordonnance de communication rendue en vertu de l'article 145.1 ou 145.1.2» à «une ordonnance de communication» dans le passage qui précède la disposition 1.
- (2) Le paragraphe 153.1 (8) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a):

Ordonnance révoquant l'ordonnance de communication

- (8) Le tribunal ne doit pas révoquer l'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article, sauf s'il est convaincu de ce qui suit :
- (3) Le paragraphe 153.1 (9) de la Loi est modifié par substitution de «Le tribunal ne doit pas ordonner, en vertu du présent article, à une société» à «Le tribunal ne doit pas ordonner à une société» au début du paragraphe.
- 9. L'article 153.3 de la Loi est modifié par substitution de «articles 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 et 153.2» à

and substituting "sections 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 and 153.2".

- 10. Section 153.4 of the Act is amended by striking out "section 145.1, 145.2, 153.1 or 153.2" and substituting "section 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 or 153.2".
- 11. Subsection 153.5 (1) of the Act is amended by striking out "section 145.1, 145.2 or 153.1" and substituting "section 145.1, 145.1.2, 145.2 or 153.1".
 - 12. (1) Clause 216 (c) of the Act is repealed.
- (2) Section 216 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2) The Minister may make regulations prescribing the care and maintenance that may be provided to persons under section 71.1, and the terms and conditions on which the care and maintenance may be provided.

Commencement

13. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

14. The short title of this Act is the Building Families and Supporting Youth to be Successful Act, 2011.

«articles 145.1, 145.2, 153.1 et 153.2» à la fin de l'article.

- 10. L'article 153.4 de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 ou 153.2» à «l'article 145.1, 145.2, 153.1 ou 153.2».
- 11. Le paragraphe 153.5 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1, 145.1.2, 145.2 ou 153.1» à «l'article 145.1, 145.2 ou 153.1».
 - 12. (1) L'alinéa 216 c) de la Loi est abrogé.
- (2) L'article 216 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Iden

(2) Le ministre peut, par règlement, prescrire les soins qui peuvent être fournis à des personnes en vertu de l'article 71.1 ainsi que leur entretien, et prescrire les conditions applicables.

Entrée en vigueur

13. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* favorisant la fondation de familles et la réussite chez les jeunes.









2ND SESSION, 39th LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 179

Projet de loi 179

An Act to amend the Child and Family Services Act respecting adoption and the provision of care and maintenance Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne l'adoption et les soins et l'entretien

The Hon. L. Broten
Minister of Children and Youth Services

L'honorable L. Broten
Ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse

Government Bill

1st Reading April 13, 2011

2nd Reading May 5, 2011

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Standing Committee on Social Policy and as reported to the Legislative Assembly May 31, 2011)

(The provisions in this bill will be renumbered after 3rd Reading)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 13 avril 2011

2^e lecture 5 mai 2011

3^e lecture

Sanction royale

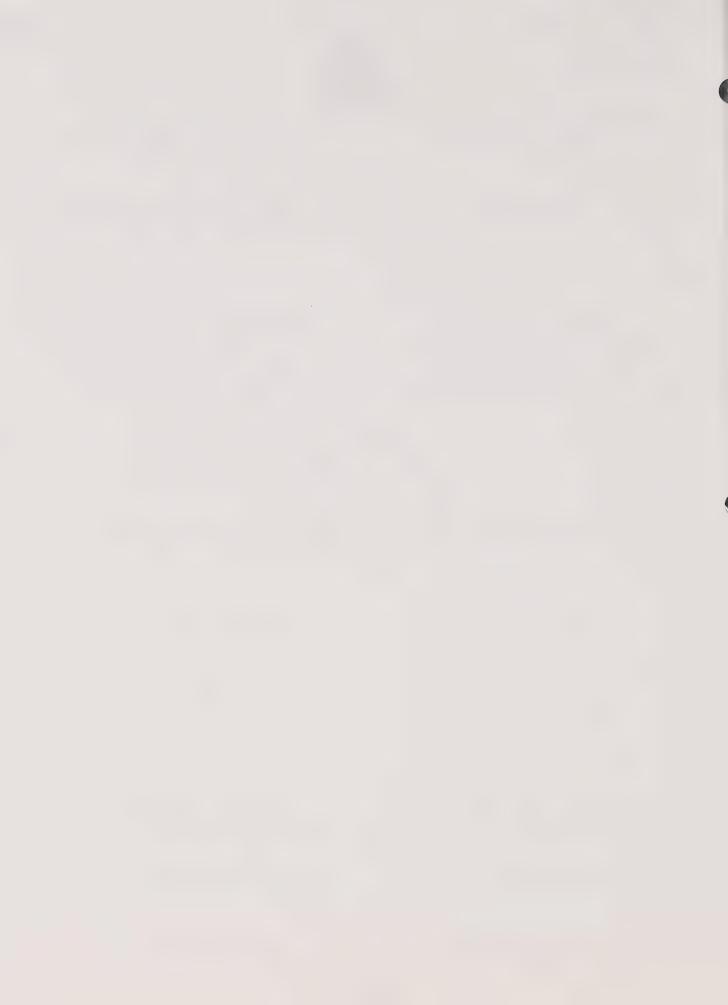
(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent de la politique sociale et rapporté à l'Assemblée législative le 31 mai 2011)

(Les dispositions du présent projet de loi seront renumérotées après la 3^e lecture)

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario







This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by <u>underlines</u> for new text and a strikethrough for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends section 71.1 of the *Child and Family Services Act* to permit a society to provide care and maintenance to persons who are 18 years of age or more who, immediately before their 18th birthday, were receiving a person who is 18 years of age or more if, when the person was 16 or 17 years of age, he or she was eligible for support services that are prescribed by the regulations under the Act.

Currently, section 141.1 of the Act provides that a child cannot be placed for adoption until any outstanding access order made under Part III of the Act respecting the child has been terminated. That section is repealed and re-enacted without that condition. Subsection 143 (1) of the Act is amended to provide that when a child is placed for adoption, any outstanding access order automatically terminates.

New section 141.1.1 of the Act provides that nothing prohibits a society from planning for the adoption of a Crown ward in respect of whom a Part III access order is in effect. Section 141.1.1 also provides that where a society plans for the adoption of a Crown ward, it must consider the benefits of an openness order or openness agreement in respect of the child. Currently, section 145.1 of the Act allows courts to make openness orders for Crown wards who are the subject of a plan for adoption where no access order is in effect. Section 153.6 of the Act provides for openness agreements.

The Act is amended to provide for openness orders where a society intends to place a Crown ward for adoption and an access order is in effect. New section 145.1.1 provides that a society must give notice to the person who has been granted an access order and to the subject of the access order that the society intends to place the child for adoption and that the access order terminates upon adoption placement. The person who has been granted the access order also receives notice of the right to apply for an openness order.

New section 145.1.2 permits the person who has been granted an access order to apply for an openness order. Before placing a child for adoption, a society must inform the person with whom it plans to place the child if an application for an openness order has been made and must advise the person of the relationship of the applicant to the child and the details of the openness requested. Where an application has been made, the society must inform the person with whom the society has placed or plans to place the child, or the adoptive parent, of the outcome of the application. The court may make an openness order only if specified criteria are met, including if the order is in the best interests of the child.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie l'article 71.1 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* pour permettre à une société d'assumer les soins et l'entretien de personnes qui sont âgées de 18 ans ou plus et qui, immédiatement avant leur 18° anniversaire, recevaient d'une personne qui est âgée de 18 ans ou plus 81 quand cette personne avait 16 ou 17 ans, elle était admissible a des services de soutien prescrits par les règlements pris en vertu de la Loi

À l'heure actuelle, l'article 141.1 de la Loi prévoit qu'un enfant ne peut pas être placé en vue de son adoption tant que n'a pas pris fin toute ordonnance existante de droit de visite à cet enfant rendue en vertu de la partie III de la Loi. Cet article est abrogé et réédicté sans cette condition. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est modifié pour prévoir la fin automatique de toute ordonnance existante de droit de visite quand un enfant est placé en vue de son adoption.

Le nouvel article 141.1.1 de la Loi prévoit que celle-ci n'a pas pour effet d'interdire à une société de planifier l'adoption d'un pupille de la Couronne visé par une ordonnance de visite rendue en vertu de la partie III qui est en vigueur. L'article 141.1.1 prévoit aussi que si la société planifie l'adoption d'un pupille de la Couronne, elle doit tenir compte des avantages d'une ordonnance de communication ou d'un accord de communication à l'égard de l'enfant. À l'heure actuelle, l'article 145.1 de la Loi autorise les tribunaux à rendre des ordonnances de communication à l'égard des pupilles de la Couronne qui font l'objet d'un plan d'adoption si aucune ordonnance de visite n'est en vigueur. L'article 153.6 de la Loi prévoit la conclusion d'accords de communication.

La Loi est modifiée pour permettre que soient rendues des ordonnances de communication lorsqu'une société a l'intention de placer un pupille de la Couronne en vue de son adoption et qu'une ordonnance de visite est en vigueur. Le nouvel article 145.1.1 prévoit qu'une société doit donner à la personne qui a obtenu une ordonnance de visite et à celle à l'égard de laquelle une telle ordonnance a été rendue un avis de son intention de placer l'enfant en vue de son adoption et de la fin de l'ordonnance de visite au moment du placement de l'enfant en vue de son adoption. L'avis donné à la personne qui a obtenu l'ordonnance de visite doit aussi préciser le fait que celle-ci a le droit de demander une ordonnance de communication.

Le nouvel article 145.1.2 permet à la personne qui a obtenu une ordonnance de visite de présenter une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication. Avant de placer un enfant en vue de son adoption, la société doit informer la personne chez qui elle a l'intention de placer l'enfant qu'une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée, le cas échéant, et lui fournir des précisions sur la relation entre le requérant et l'enfant et sur l'arrangement en matière de communication demandé. Si une requête a été présentée, la société doit en communiquer l'issue à la personne chez qui elle a placé ou a l'intention de placer l'enfant ou au père adoptif ou à la mère adoptive. Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication seulement si des critères précis sont respectés, y compris celui voulant que l'ordonnance soit dans l'intérêt véritable de l'enfant.

Section 145.2 of the Act allows the society or a person with whom a child is placed for adoption to apply to vary or terminate an openness order, but only before an adoption order is made. After adoption, section 153.1 of the Act permits the adoptive parent, the person who is permitted by the openness order to communicate with the child or a society that participates in or supervises the arrangement under the openness order to apply to the court to vary or terminate the openness order. Sections 145.2 and 153.1, which currently apply to openness orders made under section 145.1, are amended to apply to openness orders under the new section 145.1.2.

New subsection 216 (2) of the Act permits the Minister of Children and Youth Services to make regulations regarding care and maintenance provided under the Act.

L'article 145.2 de la Loi autorise la société ou la personne chez qui un enfant est placé en vue de son adoption à demander la modification ou la révocation d'une ordonnance de communication, mais seulement avant que soit rendue une ordonnance d'adoption. Après une adoption, l'article 153.1 de la Loi permet au père adoptif ou à la mère adoptive, à la personne à qui l'ordonnance de communication permet de communiquer avec l'enfant ou à la société qui supervise l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication ou y participe de présenter une requête au tribunal en vue de faire modifier ou révoquer l'ordonnance de communication. Les articles 145.2 et 153.1, qui s'appliquent à l'heure actuelle aux ordonnances de communication rendues en vertu de l'article 145.1, sont modifiés afin de s'appliquer également aux ordonnances de communication rendues en vertu du nouvel article 145.1.2.

Le nouveau paragraphe 216 (2) de la Loi permet au ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse de prendre des règlements relativement aux soins et à l'entretien assumés conformément à la Loi.

An Act to amend the **Child and Family Services Act** respecting adoption and the provision of care and maintenance

Note: This Act amends the Child and Family Services Act. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 71.1 of the Child and Family Services Act is amended by adding the following subsections:

Same, prescribed support services

.. (3) A society or agency may provide care and maintenance in accordance with the regulations to a person who is 18 years of age or more if, immediately before the person's 18th birthday, the person was receiving support services prescribed by the regulations.

Same, prescribed support services

(3) A society or agency may provide eare and maintenance in accordance with the regulations to a person who is 18 years of age or more if, when the person was 16 or 17 years of age, he or she was eligible for support services prescribed by the regulations, whether or not he or she was receiving such support services.

Resuming receipt

(4) Subject to the terms and conditions in this section, a person who chooses to stop receiving care and maintenance under this section may choose to resume receiving

Same

(5) Subsection (4) applies where the person has chosen to stop receiving care and maintenance on one occasion or, at the discretion of the society or agency providing the care and maintenance, on more than one occasion.

2. Section 141.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation on placement by society

- 141.1 A society shall not place a Crown ward for adoption until,
 - (a) the time for commencing an appeal of the order for Crown wardship under subsection 57 (1) or 65.2 (1) has expired; or

Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne l'adoption et les soins et l'entretien

Remarque : La présente loi modifie la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 71.1 de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille est modifié par adjonction du des paragraphes suivants:

Idem : services de soutien prescrits

(3) Une société ou une agence peut, conformément aux réglements, assumer les soins et l'entretien d'une personne qui est âgée de 18 ans ou plus si, immédiatement avant son 18º anniversaire, elle recevait des services de soutien prescrits par les règlements.

Idem : services de soutien prescrits

(3) Une société ou une agence peut, conformément aux règlements, assumer les soins et l'entretien d'une personne qui est âgée de 18 ans ou plus si, quand cette personne avait 16 ou 17 ans, elle était admissible à des services de soutien prescrits par les règlements, qu'elle ait ou

Reprise de la réception de soins

(4) Sous réserve des conditions prévues au présent article, la personne qui choisit de ne plus recevoir les soins et l'entretien prévus au présent article peut choisir de les recevoir à nouveau.

(5) Le paragraphe (4) s'applique lorsque la personne choisit une seule fois de ne plus recevoir les soins et l'entretien prévus, ou plus d'une fois, à la discretion de la société ou de l'agence qui assume ces soins et cet entre-

2. L'article 141.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restrictions applicables aux placements par la société

- 141.1 La société ne doit pas placer un pupille de la Couronne en vue de son adoption tant que :
 - a) soit n'est pas expiré le délai pour interjeter appel de l'ordonnance de tutelle par la Couronne prévue au paragraphe 57 (1) ou 65.2 (1);

(b) any appeal of the order for Crown wardship has been finally disposed of or abandoned.

3. The Act is amended by adding the following section:

Adoption planning

141.1.1 (1) Nothing in this Act prohibits a society from planning for the adoption of a Crown ward in respect of whom there is an access order in effect under Part III (Child Protection).

Openness

- (2) Where a society begins planning for the adoption of a child who is a Crown ward, the society shall consider the benefits of an openness order or openness agreement in respect of the child.
- 4. Subsection 143 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Access orders terminate

- (1) When a child is placed for adoption by a society or licensee, every order respecting access to the child is terminated, including an access order made under Part III (Child Protection) in respect of a Crown ward.
- 5. Subsection 145.1 (4) of the Act is amended by striking out "Any openness order made in respect of a child" at the beginning and substituting "Any openness order made under this section in respect of a child".
- 6. The Act is amended by adding the following sections:

Access order in effect

Notice of intent to place for adoption

145.1.1 (1) This section applies where,

- (a) a society intends to place a child who is a Crown ward for adoption; and
- (b) an order under Part III (Child Protection) has been made respecting a person's access to the child or the child's access to another person.

Notice

- (2) In the circumstances described in subsection (1), the society shall give notice to the following persons:
 - 1. The person who has been granted an access order.
 - 2. The person with respect to whom an access order has been granted.

Right to apply for openness order

- (3) The society shall include in the notice the following information:
 - 1. Notice that the society intends to place the child for adoption.

 b) soit il n'y a pas eu règlement définitif ou désistement de tout appel de l'ordonnance de tutelle par la Couronne.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Planification d'une adoption

141.1.1 (1) La présente loi n'a pas pour effet d'interdire à une société de planifier l'adoption d'un pupille de la Couronne visé par une ordonnance de visite rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance) qui est en vigueur.

Ordonnance ou accord de communication

- (2) La société qui commence à planifier l'adoption d'un enfant qui est pupille de la Couronne tient compte des avantages d'une ordonnance ou d'un accord de communication à l'égard de l'enfant.
- 4. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fin de l'ordonnance de visite

- (1) Si une société ou un titulaire de permis place l'enfant en vue de son adoption, l'ordonnance portant sur le droit de visite prend fin, y compris celle rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance) à l'égard d'un pupille de la Couronne.
- 5. Le paragraphe 145.1 (4) de la Loi est modifié par substitution de «L'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article à l'égard d'un enfant» à «L'ordonnance de communication rendue à l'égard d'un enfant» au début du paragraphe.
- 6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Ordonnance de visite en vigueur

Avis d'intention de placer un enfant en vue de son adoption

- **145.1.1** (1) Le présent article s'applique si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la société a l'intention de placer un enfant qui est pupille de la Couronne en vue de son adoption;
 - b) une ordonnance portant sur le droit de visite d'une personne à l'enfant, ou réciproquement, a été rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance).

Avis

- (2) Dans les circonstances mentionnées au paragraphe (1), la société donne un avis aux personnes suivantes :
 - 1. La personne qui a obtenu une ordonnance de visite.
 - La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de visite a été rendue.

Droit de demander une ordonnance de communication

- (3) La société précise ce qui suit dans l'avis :
- 1. Le fait que la société a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption.

- 2. Notice that the access order terminates upon placement for adoption.
- 3. In the case of notice to a person described in paragraph 1 of subsection (2), the fact that the person has a right to apply for an openness order within 30 days after notice is received.
- 4. In the case of notice to a person described in paragraph 2 of subsection (2), the fact that the person described in paragraph 1 of subsection (2) has the right to apply for an openness order within 30 days after notice is received.

Method of giving notice

- (4) Notice may be given by any of the following methods:
 - 1. Leaving a copy,
 - i. with the person,
 - ii. if the person appears to be mentally incapable in respect of an issue in the notice, with the person and with the guardian of the person's property or, if none, with the Public Guardian and Trustee, or
 - iii. if the person is a child, with the child and with the child's lawyer, if any.
 - Leaving a copy with the person's lawyer of record or with a lawyer who accepts the notice in writing on a copy of the document.

Alternate method

- (5) On application without notice by a society, the court may order that notice under subsection (2) be given by another method chosen by the court if the society,
 - (a) provides detailed evidence showing,
 - (i) what steps have been taken to locate the person to whom the notice is to be given, and
 - (ii) if the person has been located, what steps have been taken to give the notice to the person; and
 - (b) shows that the method of giving notice could reasonably be expected to bring the notice to the person's attention.

Notice not required

- (6) On application without notice by a society, the court may order that the society is not required to give notice under subsection (2) if,
 - (a) reasonable efforts to locate the person to whom the notice is to be given have not been or would not be successful; and
 - (b) there is no method of giving notice that could reasonably be expected to bring the notice to the person's attention.

- 2. Le fait que l'ordonnance de visite prend fin au placement de l'enfant en vue de son adoption.
- 3. Dans le cas d'un avis à une personne visée à la disposition 1 du paragraphe (2), le fait que celle-ci a le droit de demander, par voie de requête, une ordonnance de communication dans les 30 jours de la réception de l'avis.
- 4. Dans le cas d'un avis à une personne visée à la disposition 2 du paragraphe (2), le fait que la personne visée à la disposition 1 du paragraphe (2) a le droit de demander, par voie de requête, une ordonnance de communication dans les 30 jours de la réception de l'avis.

Mode de remise de l'avis

- (4) L'avis peut être donné selon l'un des modes suivants :
 - 1. En en remettant une copie :
 - i. à la personne,
 - ii. si la personne semble être mentalement incapable à l'égard d'une question visée dans l'avis, à elle-même ainsi qu'à son tuteur aux biens ou, si elle n'en a pas, au Tuteur et curateur public.
 - iii. si la personne est un enfant, à lui-même et à son avocat. s'il en a un.
 - 2. En en remettant une copie à l'avocat de la personne commis au dossier ou à un avocat qui accepte par écrit sur la copie.

Autre mode

- (5) Sur demande sans préavis de la société, le tribunal peut ordonner que l'avis prévu au paragraphe (2) soit donné selon l'autre mode qu'il choisit si la société réunit les conditions suivantes :
 - a) elle soumet des preuves détaillées de ce qui suit :
 - (i) les démarches qui ont été entreprises pour trouver le destinataire de l'avis,
 - (ii) si le destinataire a été trouvé, les démarches qui ont été entreprises pour lui donner l'avis;
 - b) elle démontre que l'autre mode pourrait, selon toutes attentes raisonnables, porter l'avis à la connaissance de la personne.

Avis non requis

- (6) Sur demande sans préavis de la société, le tribunal peut ordonner que la société ne soit pas tenue de donner l'avis prévu au paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) des efforts raisonnables pour trouver le destinataire de l'avis n'ont pas donné ou ne donneraient pas de résultats;
 - b) il n'y a pas de mode de remise de l'avis qui pourrait, selon toutes attentes raisonnables, porter celui-ci à la connaissance de la personne.

Access order in effect

Application for openness order

145.1.2 (1) A person described in paragraph 1 of subsection 145.1.1 (2) may, within 30 days after notice is received, apply to the court for an openness order.

Notice of application

- (2) A person making an application for an openness order under this section shall give notice of the application to,
 - (a) the society having care and custody of the child;
 - (b) the child, except as otherwise provided under subsection 39 (4) or (5); and
 - (c) if the child is bringing the application, the person who will be permitted to communicate with or have a relationship with the child if the order is made.

Condition on placement

(3) A society shall not place a child for adoption before the time for applying for an openness order under subsection (1) has expired unless every person who is entitled to do so has made an application for an openness order under this section.

Information before placement

- (4) Where an application for an openness order under this section has been made, a society shall, before placing the child for adoption, advise the person with whom it plans to place the child of the following:
 - 1. The fact that such an application has been made.
 - 2. The relationship of the applicant to the child.
 - 3. The details of the openness arrangement requested.

Outcome of application

(5) Where an application for an openness order under this section has been made, a society shall advise the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after an adoption order is made, the adoptive parent of the outcome of the application.

Openness order

- (6) The court may make an openness order under this section in respect of a child if it is satisfied that,
- -- (a) the openness order is in the best interests of the ehild; and
- (b) the child has consented to the order, if he or she is
 +2 years of age or older.

Ordonnance de visite en vigueur

Requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication

145.1.2 (1) La personne visée à la disposition 1 du paragraphe 145.1.1 (2) peut, dans les 30 jours de la réception de l'avis, présenter une requête au tribunal en vue d'obtenir une ordonnance de communication.

Avis de requête

- (2) La personne qui présente une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication en vertu du présent article en donne avis aux personnes ou entités suivantes :
 - a) la société qui a le soin et la garde de l'enfant;
 - b) l'enfant, sauf disposition contraire du paragraphe 39 (4) ou (5);
 - c) si l'enfant présente la requête, la personne à qui il sera permis de communiquer ou d'avoir une relation avec l'enfant si l'ordonnance est rendue.

Condition relative à un placement

(3) La société ne doit pas placer un enfant en vue de son adoption tant que n'a pas expiré le délai pour présenter une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication en vertu du paragraphe (1), sauf si chaque personne ayant le droit de le faire a présenté une telle requête en application du présent article.

Renseignements avant le placement

- (4) Si une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée en vertu du présent article, la société informe la personne chez qui elle a l'intention de placer l'enfant de ce qui suit, et ce, avant de placer l'enfant en vue de son adoption :
 - 1. Le fait qu'une telle requête a été présentée.
 - 2. La relation entre le requérant et l'enfant.
 - 3. Les détails de l'arrangement en matière de communication demandé.

Issue de la requête

(5) Si une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée en vertu du présent article, la société communique l'issue de la requête à la personne chez qui elle a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après qu'une ordonnance d'adoption est rendue, au père adoptif ou à la mère adoptive.

Ordonnance de communication

- (6) Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication à l'égard d'un enfant en vertu du présent article s'il est convaineu de ce qui suit :
- a) l'ordonnance est dans l'intérêt véritable de l'enfant;
- b) l'enfant a donné son consentement à l'ordonnance, s'il est âgé de 12 uns ou plus.

Same

- (7) In deciding whether to make an openness order under this section, the court shall consider.
- (a) whether the openness order would permit the continuation of a relationship with a person that is beneficial and meaningful to the child; and
- (b) the ability of the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after the adoption order is made, the adoptive parent to comply with the arrangement under the openness order.

Openness order

- (6) The court may make an openness order under this section in respect of a child if it is satisfied that,
- (a) the openness order is in the best interests of the child;
- (b) the openness order will permit the continuation of a relationship with a person that is beneficial and meaningful to the child; and
- (c) the child has consented to the order, if he or she is 12 years of age or older.

Same

(7) In deciding whether to make an openness order under this section, the court shall consider the ability of the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after the adoption order is made, the adoptive parent to comply with the arrangement under the openness order.

Consent of society required

(8) The court shall not, under this section, direct a society to supervise or participate in the arrangement under an openness order without the consent of the society.

Termination of openness order if Crown wardship terminates

(9) Any openness order made under this section in respect of a child terminates if the child ceases to be a Crown ward by reason of an order made under subsection 65.2 (1).

Temporary orders

- (10) The court may make such temporary order relating to openness under this section as the court considers to be in the child's best interests.
- 7. (1) Subsection 145.2 (1) of the Act is amended by striking out "section 145.1" at the end and substituting "section 145.1 or 145.1.2".
- (2) Subsection 145.2 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Idem

- --(7) Lorsqu'il décide de rendre ou non une ordonnance de communication en vertu du présent article, le tribunal examme ce qui suit :
- a) la question de savoir si l'ordonnance de communication permettrait le maintien avec une personne d'une relation qui est bénéfique et importante pour l'enfant:
- b) la capacité de la personne chez qui la société a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après que l'ordonnance d'adoption est rendue, du père adoptif ou de la mère adoptive de respecter l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication.

Ordonnance de communication

- (6) Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication à l'égard d'un enfant en vertu du présent article s'il est convaineu de ce qui suit :
 - a) l'ordonnance est dans l'intérêt véritable de l'enfant:
 - b) l'ordonnance permettra le maintien avec une personne d'une relation qui est bénéfique et importante pour l'enfant;
- e) l'enfant a donné son consentement à l'ordonnance, s'il est âgé de 12 ans ou plus.

Idem

(7) Lorsqu'il décide de rendre ou non une ordonnance de communication en vertu du present article, le tribunal examine la capacité de la personne chez qui la société a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après que l'ordonnance d'adoption est rendue, du père adoptif ou de la mère adoptive de respecter l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication.

Consentement obligatoire de la société

(8) Le tribunal ne doit pas, en vertu du présent article, ordonner à une société de superviser l'arrangement prévu par une ordonnance de communication ou d'y participer sans son consentement.

Fin de l'ordonnance de communication

(9) L'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article à l'égard d'un enfant prend fin si l'enfant cesse d'être pupille de la Couronne par l'effet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 65.2 (1).

Ordonnances provisoires

- (10) Le tribunal peut rendre, en vertu du présent article, les ordonnances provisoires relatives à la communication qu'il estime être dans l'intérêt véritable de l'enfant.
- 7. (1) Le paragraphe 145.2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1 ou 145.1.2» à «l'article 145.1» à la fin du paragraphe.
- (2) Le paragraphe 145.2 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a):

Order to terminate openness order

- (5) The court shall not terminate an openness order under this section unless the court is satisfied that,
- (3) Subsection 145.2 (6) of the Act is amended by striking out "The court shall not direct a society" at the beginning and substituting "The court shall not, under this section, direct a society".
- (4) Subsection 145.2 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Temporary orders

- (8) The court may make such temporary order relating to openness under this section as the court considers to be in the child's best interests.
- 8. (1) Subsection 153.1 (1) of the Act is amended by striking out "an openness order" in the portion before paragraph 1 and substituting "an openness order made under section 145.1 or 145.1.2".
- (2) Subsection 153.1 (8) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Order to terminate openness order

- (8) The court shall not terminate an openness order under this section unless the court is satisfied that,
- (3) Subsection 153.1 (9) of the Act is amended by striking out "The court shall not direct a society" at the beginning and substituting "The court shall not, under this section, direct a society".
- 9. Section 153.3 of the Act is amended by striking out "sections 145.1, 145.2, 153.1 and 153.2" at the end and substituting "sections 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 and 153.2".
- 10. Section 153.4 of the Act is amended by striking out "section 145.1, 145.2, 153.1 or 153.2" and substituting "section 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 or 153.2".
- 11. Subsection 153.5 (1) of the Act is amended by striking out "section 145.1, 145.2 or 153.1" and substituting "section 145.1, 145.1.2, 145.2 or 153.1".
 - 12. (1) Clause 216 (c) of the Act is repealed.
- (2) Section 216 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2) The Minister may make regulations prescribing the care and maintenance that may be provided to persons under section 71.1, and the terms and conditions on which the care and maintenance may be provided.

Ordonnance révoquant l'ordonnance de communication

- (5) Le tribunal ne doit pas révoquer l'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article, sauf s'il est convaincu de ce qui suit :
- (3) Le paragraphe 145.2 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Le tribunal ne doit pas ordonner, en vertu du présent article, à une société» à «Le tribunal ne doit pas ordonner à une société» au début du paragraphe.
- (4) Le paragraphe 145.2 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ordonnances provisoires

- (8) Le tribunal peut rendre, en vertu du présent article, les ordonnances provisoires relatives à la communication qu'il estime être dans l'intérêt véritable de l'enfant.
- 8. (1) Le paragraphe 153.1 (1) de la Loi est modifié par substitution de «une ordonnance de communication rendue en vertu de l'article 145.1 ou 145.1.2» à «une ordonnance de communication» dans le passage qui précède la disposition 1.
- (2) Le paragraphe 153.1 (8) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a):

Ordonnance révoquant l'ordonnance de communication

- (8) Le tribunal ne doit pas révoquer l'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article, sauf s'il est convaincu de ce qui suit :
- (3) Le paragraphe 153.1 (9) de la Loi est modifié par substitution de «Le tribunal ne doit pas ordonner, en vertu du présent article, à une société» à «Le tribunal ne doit pas ordonner à une société» au début du paragraphe.
- 9. L'article 153.3 de la Loi est modifié par substitution de «articles 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 et 153.2» à «articles 145.1, 145.2, 153.1 et 153.2» à la fin de l'article.
- 10. L'article 153.4 de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 ou 153.2» à «l'article 145.1, 145.2, 153.1 ou 153.2».
- 11. Le paragraphe 153.5 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1, 145.1.2, 145.2 ou 153.1» à «l'article 145.1, 145.2 ou 153.1».
 - 12. (1) L'alinéa 216 c) de la Loi est abrogé.
- (2) L'article 216 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

— (2) Le ministre peut, par règlement, preserire les soins qui peuvent être fournis à des personnes en vertu de l'artiele 71.1 ainsi que leur entretien, et preserire les conditions applicables.

Same

- (2) The Minister may make regulations,
- (a) prescribing the care and maintenance that may be provided to persons under section 71.1, and the terms and conditions on which the care and maintenance may be provided:
- (b) prescribing support services for the purposes of subsection 71.1 (3).

Commencement

13. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

14. The short title of this Act is the Building Families and Supporting Youth to be Successful Act, 2011.

ldem

- (2) Le ministre peut, par règlement :
- a) presente les soins qui peuvent être fournis a des personnes en vertu de l'article 71,1 ainsi que leur entretten, et presente les conditions applicables;
- b) prescrire des services de soutien pour l'application du paragraphe 71.1 (3).

Entrée en vigueur

13. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* favorisant la fondation de familles et la réussite chez les jeunes.





2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 179

(Chapter 12 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to amend the Child and Family Services Act respecting adoption and the provision of care and maintenance

Projet de loi 179

(Chapitre 12 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne l'adoption et les soins et l'entretien

The Hon. L. Broten
Minister of Children and Youth Services

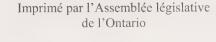
JUN 1 3 2011

L'honorable L. Broten
Ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse

1st Reading	April 13, 2011
2nd Reading	May 5, 2011
3rd Reading	June 1, 2011
Roval Assent	June 1, 2011

1 ^{re} lecture	13 avril 2011
2 ^e lecture	5 mai 2011
3 ^e lecture	1 ^{er} juin 2011
Sanction royale	1 ^{er} juin 2011

Printed by the Legislative Assembly of Ontario









EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 179 and does not form part of the law. Bill 179 has been enacted as Chapter 12 of the Statutes of Ontario, 2011.

The Bill amends section 71.1 of the *Child and Family Services Act* to permit a society to provide care and maintenance to a person who is 18 years of age or more if, when the person was 16 or 17 years of age, he or she was eligible for support services that are prescribed by the regulations under the Act.

Currently, section 141.1 of the Act provides that a child cannot be placed for adoption until any outstanding access order made under Part III of the Act respecting the child has been terminated. That section is repealed and re-enacted without that condition. Subsection 143 (1) of the Act is amended to provide that when a child is placed for adoption, any outstanding access order automatically terminates.

New section 141.1.1 of the Act provides that nothing prohibits a society from planning for the adoption of a Crown ward in respect of whom a Part III access order is in effect. Section 141.1.1 also provides that where a society plans for the adoption of a Crown ward, it must consider the benefits of an openness order or openness agreement in respect of the child. Currently, section 145.1 of the Act allows courts to make openness orders for Crown wards who are the subject of a plan for adoption where no access order is in effect. Section 153.6 of the Act provides for openness agreements.

The Act is amended to provide for openness orders where a society intends to place a Crown ward for adoption and an access order is in effect. New section 145.1.1 provides that a society must give notice to the person who has been granted an access order and to the subject of the access order that the society intends to place the child for adoption and that the access order terminates upon adoption placement. The person who has been granted the access order also receives notice of the right to apply for an openness order.

New section 145.1.2 permits the person who has been granted an access order to apply for an openness order. Before placing a child for adoption, a society must inform the person with whom it plans to place the child if an application for an openness order has been made and must advise the person of the relationship of the applicant to the child and the details of the openness requested. Where an application has been made, the society must inform the person with whom the society has placed or plans to place the child, or the adoptive parent, of the outcome of the application. The court may make an openness order only if specified criteria are met, including if the order is in the best interests of the child.

Section 145.2 of the Act allows the society or a person with whom a child is placed for adoption to apply to vary or terminate an openness order, but only before an adoption order is made. After adoption, section 153.1 of the Act permits the adoptive parent, the person who is permitted by the openness

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 179, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 179 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 2011.

Le projet de loi modifie l'article 71.1 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* pour permettre à une société d'assumer les soins et l'entretien d'une personne qui est âgée de 18 ans ou plus si, quand cette personne avait 16 ou 17 ans, elle était admissible à des services de soutien prescrits par les règlements pris en vertu de la Loi.

À l'heure actuelle, l'article 141.1 de la Loi prévoit qu'un enfant ne peut pas être placé en vue de son adoption tant que n'a pas pris fin toute ordonnance existante de droit de visite à cet enfant rendue en vertu de la partie III de la Loi. Cet article est abrogé et réédicté sans cette condition. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est modifié pour prévoir la fin automatique de toute ordonnance existante de droit de visite quand un enfant est placé en vue de son adoption.

Le nouvel article 141.1.1 de la Loi prévoit que celle-ci n'a pas pour effet d'interdire à une société de planifier l'adoption d'un pupille de la Couronne visé par une ordonnance de visite rendue en vertu de la partie III qui est en vigueur. L'article 141.1.1 prévoit aussi que si la société planifie l'adoption d'un pupille de la Couronne, elle doit tenir compte des avantages d'une ordonnance de communication ou d'un accord de communication à l'égard de l'enfant. À l'heure actuelle, l'article 145.1 de la Loi autorise les tribunaux à rendre des ordonnances de communication à l'égard des pupilles de la Couronne qui font l'objet d'un plan d'adoption si aucune ordonnance de visite n'est en vigueur. L'article 153.6 de la Loi prévoit la conclusion d'accords de communication.

La Loi est modifiée pour permettre que soient rendues des ordonnances de communication lorsqu'une société a l'intention de placer un pupille de la Couronne en vue de son adoption et qu'une ordonnance de visite est en vigueur. Le nouvel article 145.1.1 prévoit qu'une société doit donner à la personne qui a obtenu une ordonnance de visite et à celle à l'égard de laquelle une telle ordonnance a été rendue un avis de son intention de placer l'enfant en vue de son adoption et de la fin de l'ordonnance de visite au moment du placement de l'enfant en vue de son adoption. L'avis donné à la personne qui a obtenu l'ordonnance de visite doit aussi préciser le fait que celle-ci a le droit de demander une ordonnance de communication.

Le nouvel article 145.1.2 permet à la personne qui a obtenu une ordonnance de visite de présenter une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication. Avant de placer un enfant en vue de son adoption, la société doit informer la personne chez qui elle a l'intention de placer l'enfant qu'une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée, le cas échéant, et lui fournir des précisions sur la relation entre le requérant et l'enfant et sur l'arrangement en matière de communication demandé. Si une requête a été présentée, la société doit en communiquer l'issue à la personne chez qui elle a placé ou a l'intention de placer l'enfant ou au père adoptif ou à la mère adoptive. Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication seulement si des critères précis sont respectés, y compris celui voulant que l'ordonnance soit dans l'intérêt véritable de l'enfant.

L'article 145.2 de la Loi autorise la société ou la personne chez qui un enfant est placé en vue de son adoption à demander la modification ou la révocation d'une ordonnance de communication, mais seulement avant que soit rendue une ordonnance d'adoption. Après une adoption, l'article 153.1 de la Loi permet

order to communicate with the child or a society that participates in or supervises the arrangement under the openness order to apply to the court to vary or terminate the openness order. Sections 145.2 and 153.1, which currently apply to openness orders made under section 145.1, are amended to apply to openness orders under the new section 145.1.2.

New subsection 216 (2) of the Act permits the Minister of Children and Youth Services to make regulations regarding care and maintenance provided under the Act.

au père adoptif ou à la mère adoptive, à la personne à qui l'ordonnance de communication permet de communiquer avec l'enfant ou à la société qui supervise l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication ou y participe de présenter une requête au tribunal en vue de faire modifier ou révoquer l'ordonnance de communication. Les articles 145.2 et 153.1, qui s'appliquent à l'heure actuelle aux ordonnances de communication rendues en vertu de l'article 145.1, sont modifiés afin de s'appliquer également aux ordonnances de communication rendues en vertu du nouvel article 145.1.2.

Le nouveau paragraphe 216 (2) de la Loi permet au ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse de prendre des règlements relativement aux soins et à l'entretien assumés conformément à la Loi.

An Act to amend the Child and Family Services Act respecting adoption and the provision of care and maintenance

Note: This Act amends the *Child and Family Services Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 71.1 of the *Child and Family Services Act* is amended by adding the following subsections:

Same, prescribed support services

(3) A society or agency may provide care and maintenance in accordance with the regulations to a person who is 18 years of age or more if, when the person was 16 or 17 years of age, he or she was eligible for support services prescribed by the regulations, whether or not he or she was receiving such support services.

Resuming receipt

(4) Subject to the terms and conditions in this section, a person who chooses to stop receiving care and maintenance under this section may choose to resume receiving it

Same

- (5) Subsection (4) applies where the person has chosen to stop receiving care and maintenance on one occasion or, at the discretion of the society or agency providing the care and maintenance, on more than one occasion.
- 2. Section 141.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation on placement by society

- **141.1** A society shall not place a Crown ward for adoption until,
 - (a) the time for commencing an appeal of the order for Crown wardship under subsection 57 (1) or 65.2 (1) has expired; or
 - (b) any appeal of the order for Crown wardship has been finally disposed of or abandoned.
- 3. The Act is amended by adding the following section:

Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne l'adoption et les soins et l'entretien

Remarque: La présente loi modifie la *Loi sur les services* à *l'enfance et à la famille*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 71.1 de la *Loi sur les services à l'enfance* et à la famille est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : services de soutien prescrits

(3) Une société ou une agence peut, conformément aux règlements, assumer les soins et l'entretien d'une personne qui est âgée de 18 ans ou plus si, quand cette personne avait 16 ou 17 ans, elle était admissible à des services de soutien prescrits par les règlements, qu'elle ait ou non reçu de tels services.

Reprise de la réception de soins

(4) Sous réserve des conditions prévues au présent article, la personne qui choisit de ne plus recevoir les soins et l'entretien prévus au présent article peut choisir de les recevoir à nouveau.

Idem

- (5) Le paragraphe (4) s'applique lorsque la personne choisit une seule fois de ne plus recevoir les soins et l'entretien prévus, ou plus d'une fois, à la discrétion de la société ou de l'agence qui assume ces soins et cet entretien.
- 2. L'article 141.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restrictions applicables aux placements par la société

- **141.1** La société ne doit pas placer un pupille de la Couronne en vue de son adoption tant que :
 - a) soit n'est pas expiré le délai pour interjeter appel de l'ordonnance de tutelle par la Couronne prévue au paragraphe 57 (1) ou 65.2 (1);
 - b) soit il n'y a pas eu règlement définitif ou désistement de tout appel de l'ordonnance de tutelle par la Couronne.
- 3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Adoption planning

141.1.1 (1) Nothing in this Act prohibits a society from planning for the adoption of a Crown ward in respect of whom there is an access order in effect under Part III (Child Protection).

Openness

- (2) Where a society begins planning for the adoption of a child who is a Crown ward, the society shall consider the benefits of an openness order or openness agreement in respect of the child.
- 4. Subsection 143 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Access orders terminate

- (1) When a child is placed for adoption by a society or licensee, every order respecting access to the child is terminated, including an access order made under Part III (Child Protection) in respect of a Crown ward.
- 5. Subsection 145.1 (4) of the Act is amended by striking out "Any openness order made in respect of a child" at the beginning and substituting "Any openness order made under this section in respect of a child".
- 6. The Act is amended by adding the following sections:

Access order in effect

Notice of intent to place for adoption

145.1.1 (1) This section applies where,

- (a) a society intends to place a child who is a Crown ward for adoption; and
- (b) an order under Part III (Child Protection) has been made respecting a person's access to the child or the child's access to another person.

Notice

- (2) In the circumstances described in subsection (1), the society shall give notice to the following persons:
 - 1. The person who has been granted an access order.
 - 2. The person with respect to whom an access order has been granted.

Right to apply for openness order

- (3) The society shall include in the notice the following information:
 - Notice that the society intends to place the child for adoption.
 - 2. Notice that the access order terminates upon placement for adoption.
 - 3. In the case of notice to a person described in paragraph 1 of subsection (2), the fact that the person has a right to apply for an openness order within 30 days after notice is received.

Planification d'une adoption

141.1.1 (1) La présente loi n'a pas pour effet d'interdire à une société de planifier l'adoption d'un pupille de la Couronne visé par une ordonnance de visite rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance) qui est en vigueur.

Ordonnance ou accord de communication

- (2) La société qui commence à planifier l'adoption d'un enfant qui est pupille de la Couronne tient compte des avantages d'une ordonnance ou d'un accord de communication à l'égard de l'enfant.
- 4. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fin de l'ordonnance de visite

- (1) Si une société ou un titulaire de permis place l'enfant en vue de son adoption, l'ordonnance portant sur le droit de visite prend fin, y compris celle rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance) à l'égard d'un pupille de la Couronne.
- 5. Le paragraphe 145.1 (4) de la Loi est modifié par substitution de «L'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article à l'égard d'un enfant» à «L'ordonnance de communication rendue à l'égard d'un enfant» au début du paragraphe.
- 6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Ordonnance de visite en vigueur

Avis d'intention de placer un enfant en vue de son adoption

- **145.1.1** (1) Le présent article s'applique si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la société a l'intention de placer un enfant qui est pupille de la Couronne en vue de son adoption;
 - b) une ordonnance portant sur le droit de visite d'une personne à l'enfant, ou réciproquement, a été rendue en vertu de la partie III (Protection de l'enfance).

Avis

- (2) Dans les circonstances mentionnées au paragraphe (1), la société donne un avis aux personnes suivantes :
 - 1. La personne qui a obtenu une ordonnance de visite.
 - 2. La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de visite a été rendue.

Droit de demander une ordonnance de communication

- (3) La société précise ce qui suit dans l'avis :
- 1. Le fait que la société a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption.
- 2. Le fait que l'ordonnance de visite prend fin au placement de l'enfant en vue de son adoption.
- 3. Dans le cas d'un avis à une personne visée à la disposition 1 du paragraphe (2), le fait que celle-ci a le droit de demander, par voie de requête, une ordonnance de communication dans les 30 jours de la réception de l'avis.

4. In the case of notice to a person described in paragraph 2 of subsection (2), the fact that the person described in paragraph 1 of subsection (2) has the right to apply for an openness order within 30 days after notice is received.

Method of giving notice

- (4) Notice may be given by any of the following methods:
 - 1. Leaving a copy,
 - i. with the person,
 - ii. if the person appears to be mentally incapable in respect of an issue in the notice, with the person and with the guardian of the person's property or, if none, with the Public Guardian and Trustee, or
 - iii. if the person is a child, with the child and with the child's lawyer, if any.
 - 2. Leaving a copy with a lawyer who accepts the notice in writing on a copy of the document.

Alternate method

- (5) On application without notice by a society, the court may order that notice under subsection (2) be given by another method chosen by the court if the society,
 - (a) provides detailed evidence showing,
 - (i) what steps have been taken to locate the person to whom the notice is to be given, and
 - (ii) if the person has been located, what steps have been taken to give the notice to the person; and
 - (b) shows that the method of giving notice could reasonably be expected to bring the notice to the person's attention.

Notice not required

- (6) On application without notice by a society, the court may order that the society is not required to give notice under subsection (2) if,
 - (a) reasonable efforts to locate the person to whom the notice is to be given have not been or would not be successful; and
 - (b) there is no method of giving notice that could reasonably be expected to bring the notice to the person's attention.

Access order in effect

Application for openness order

145.1.2 (1) A person described in paragraph 1 of subsection 145.1.1 (2) may, within 30 days after notice is received, apply to the court for an openness order.

Notice of application

(2) A person making an application for an openness

4. Dans le cas d'un avis à une personne visée à la disposition 2 du paragraphe (2), le fait que la personne visée à la disposition 1 du paragraphe (2) a le droit de demander, par voie de requête, une ordonnance de communication dans les 30 jours de la réception de l'avis.

Mode de remise de l'avis

- (4) L'avis peut être donné selon l'un des modes suivants :
 - 1. En en remettant une copie :
 - i. à la personne,
 - ii. si la personne semble être mentalement incapable à l'égard d'une question visée dans l'avis, à elle-même ainsi qu'à son tuteur aux biens ou, si elle n'en a pas, au Tuteur et curateur public,
 - iii. si la personne est un enfant, à lui-même et à son avocat, s'il en a un.
 - 2. En en remettant une copie à un avocat qui accepte par écrit sur la copie.

Autre mode

- (5) Sur demande sans préavis de la société, le tribunal peut ordonner que l'avis prévu au paragraphe (2) soit donné selon l'autre mode qu'il choisit si la société réunit les conditions suivantes :
 - a) elle soumet des preuves détaillées de ce qui suit :
 - (i) les démarches qui ont été entreprises pour trouver le destinataire de l'avis,
 - (ii) si le destinataire a été trouvé, les démarches qui ont été entreprises pour lui donner l'avis;
 - b) elle démontre que l'autre mode pourrait, selon toutes attentes raisonnables, porter l'avis à la connaissance de la personne.

Avis non requis

- (6) Sur demande sans préavis de la société, le tribunal peut ordonner que la société ne soit pas tenue de donner l'avis prévu au paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) des efforts raisonnables pour trouver le destinataire de l'avis n'ont pas donné ou ne donneraient pas de résultats;
 - b) il n'y a pas de mode de remise de l'avis qui pourrait, selon toutes attentes raisonnables, porter celui-ci à la connaissance de la personne.

Ordonnance de visite en vigueur

Requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication

145.1.2 (1) La personne visée à la disposition 1 du paragraphe 145.1.1 (2) peut, dans les 30 jours de la réception de l'avis, présenter une requête au tribunal en vue d'obtenir une ordonnance de communication.

Avis de requête

(2) La personne qui présente une requête en vue d'ob-

order under this section shall give notice of the application to,

- (a) the society having care and custody of the child;
- (b) the child, except as otherwise provided under subsection 39 (4) or (5); and
- (c) if the child is bringing the application, the person who will be permitted to communicate with or have a relationship with the child if the order is made.

Condition on placement

(3) A society shall not place a child for adoption before the time for applying for an openness order under subsection (1) has expired unless every person who is entitled to do so has made an application for an openness order under this section.

Information before placement

- (4) Where an application for an openness order under this section has been made, a society shall, before placing the child for adoption, advise the person with whom it plans to place the child of the following:
 - 1. The fact that such an application has been made.
 - 2. The relationship of the applicant to the child.
 - 3. The details of the openness arrangement requested.

Outcome of application

(5) Where an application for an openness order under this section has been made, a society shall advise the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after an adoption order is made, the adoptive parent of the outcome of the application.

Openness order

- (6) The court may make an openness order under this section in respect of a child if it is satisfied that,
 - (a) the openness order is in the best interests of the
 - (b) the openness order will permit the continuation of a relationship with a person that is beneficial and meaningful to the child; and
 - (c) the child has consented to the order, if he or she is 12 years of age or older.

Same

(7) In deciding whether to make an openness order under this section, the court shall consider the ability of the person with whom the society has placed or plans to place the child for adoption or, after the adoption order is made, the adoptive parent to comply with the arrangement under the openness order.

tenir une ordonnance de communication en vertu du présent article en donne avis aux personnes ou entités suivantes :

- a) la société qui a le soin et la garde de l'enfant;
- b) l'enfant, sauf disposition contraire du paragraphe 39 (4) ou (5);
- c) si l'enfant présente la requête, la personne à qui il sera permis de communiquer ou d'avoir une relation avec l'enfant si l'ordonnance est rendue.

Condition relative à un placement

(3) La société ne doit pas placer un enfant en vue de son adoption tant que n'a pas expiré le délai pour présenter une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication en vertu du paragraphe (1), sauf si chaque personne ayant le droit de le faire a présenté une telle requête en application du présent article.

Renseignements avant le placement

- (4) Si une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée en vertu du présent article, la société informe la personne chez qui elle a l'intention de placer l'enfant de ce qui suit, et ce, avant de placer l'enfant en vue de son adoption :
 - 1. Le fait qu'une telle requête a été présentée.
 - 2. La relation entre le requérant et l'enfant.
 - 3. Les détails de l'arrangement en matière de communication demandé.

Issue de la requête

(5) Si une requête en vue d'obtenir une ordonnance de communication a été présentée en vertu du présent article, la société communique l'issue de la requête à la personne chez qui elle a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après qu'une ordonnance d'adoption est rendue, au père adoptif ou à la mère adoptive.

Ordonnance de communication

- (6) Le tribunal peut rendre une ordonnance de communication à l'égard d'un enfant en vertu du présent article s'il est convaincu de ce qui suit :
 - a) l'ordonnance est dans l'intérêt véritable de l'enfant;
 - b) l'ordonnance permettra le maintien avec une personne d'une relation qui est bénéfique et importante pour l'enfant;
 - c) l'enfant a donné son consentement à l'ordonnance, s'il est âgé de 12 ans ou plus.

Idem

(7) Lorsqu'il décide de rendre ou non une ordonnance de communication en vertu du présent article, le tribunal examine la capacité de la personne chez qui la société a placé ou a l'intention de placer l'enfant en vue de son adoption ou, après que l'ordonnance d'adoption est rendue, du père adoptif ou de la mère adoptive de respecter l'arrangement prévu par l'ordonnance de communication.

Consent of society required

(8) The court shall not, under this section, direct a society to supervise or participate in the arrangement under an openness order without the consent of the society.

Termination of openness order if Crown wardship terminates

(9) Any openness order made under this section in respect of a child terminates if the child ceases to be a Crown ward by reason of an order made under subsection 65.2 (1).

Temporary orders

- (10) The court may make such temporary order relating to openness under this section as the court considers to be in the child's best interests.
- 7. (1) Subsection 145.2 (1) of the Act is amended by striking out "section 145.1" at the end and substituting "section 145.1 or 145.1.2".
- (2) Subsection 145.2 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Order to terminate openness order

- (5) The court shall not terminate an openness order under this section unless the court is satisfied that,
- (3) Subsection 145.2 (6) of the Act is amended by striking out "The court shall not direct a society" at the beginning and substituting "The court shall not, under this section, direct a society".
- (4) Subsection 145.2 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Temporary orders

- (8) The court may make such temporary order relating to openness under this section as the court considers to be in the child's best interests.
- 8. (1) Subsection 153.1 (1) of the Act is amended by striking out "an openness order" in the portion before paragraph 1 and substituting "an openness order made under section 145.1 or 145.1.2".
- (2) Subsection 153.1 (8) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Order to terminate openness order

- (8) The court shall not terminate an openness order under this section unless the court is satisfied that,
- (3) Subsection 153.1 (9) of the Act is amended by striking out "The court shall not direct a society" at the beginning and substituting "The court shall not, under this section, direct a society".

Consentement obligatoire de la société

(8) Le tribunal ne doit pas, en vertu du présent article, ordonner à une société de superviser l'arrangement prévu par une ordonnance de communication ou d'y participer sans son consentement.

Fin de l'ordonnance de communication

(9) L'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article à l'égard d'un enfant prend fin si l'enfant cesse d'être pupille de la Couronne par l'effet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 65.2 (1).

Ordonnances provisoires

- (10) Le tribunal peut rendre, en vertu du présent article, les ordonnances provisoires relatives à la communication qu'il estime être dans l'intérêt véritable de l'enfant.
- 7. (1) Le paragraphe 145.2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1 ou 145.1.2» à «l'article 145.1» à la fin du paragraphe.
- (2) Le paragraphe 145.2 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a):

Ordonnance révoquant l'ordonnance de communication

- (5) Le tribunal ne doit pas révoquer l'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article, sauf s'il est convaincu de ce qui suit :
- (3) Le paragraphe 145.2 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Le tribunal ne doit pas ordonner, en vertu du présent article, à une société» à «Le tribunal ne doit pas ordonner à une société» au début du paragraphe.
- (4) Le paragraphe 145.2 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ordonnances provisoires

- (8) Le tribunal peut rendre, en vertu du présent article, les ordonnances provisoires relatives à la communication qu'il estime être dans l'intérêt véritable de l'enfant.
- 8. (1) Le paragraphe 153.1 (1) de la Loi est modifié par substitution de «une ordonnance de communication rendue en vertu de l'article 145.1 ou 145.1.2» à «une ordonnance de communication» dans le passage qui précède la disposition 1.
- (2) Le paragraphe 153.1 (8) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a):

Ordonnance révoquant l'ordonnance de communication

- (8) Le tribunal ne doit pas révoquer l'ordonnance de communication rendue en vertu du présent article, sauf s'il est convaince de ce qui suit :
- (3) Le paragraphe 153.1 (9) de la Loi est modifié par substitution de «Le tribunal ne doit pas ordonner, en vertu du présent article, à une société» à «Le tribunal ne doit pas ordonner à une société» au début du paragraphe.

- 9. Section 153.3 of the Act is amended by striking out "sections 145.1, 145.2, 153.1 and 153.2" at the end and substituting "sections 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 and 153.2".
- 10. Section 153.4 of the Act is amended by striking out "section 145.1, 145.2, 153.1 or 153.2" and substituting "section 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 or 153.2".
- 11. Subsection 153.5 (1) of the Act is amended by striking out "section 145.1, 145.2 or 153.1" and substituting "section 145.1, 145.1.2, 145.2 or 153.1".
 - 12. (1) Clause 216 (c) of the Act is repealed.
- (2) Section 216 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) The Minister may make regulations,
- (a) prescribing the care and maintenance that may be provided to persons under section 71.1, and the terms and conditions on which the care and maintenance may be provided;
- (b) prescribing support services for the purposes of subsection 71.1 (3).

Commencement

13. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

14. The short title of this Act is the Building Families and Supporting Youth to be Successful Act, 2011.

- 9. L'article 153.3 de la Loi est modifié par substitution de «articles 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 et 153.2» à «articles 145.1, 145.2, 153.1 et 153.2» à la fin de l'article.
- 10. L'article 153.4 de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1, 145.1.2, 145.2, 153.1 ou 153.2» à «l'article 145.1, 145.2, 153.1 ou 153.2».
- 11. Le paragraphe 153.5 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 145.1, 145.1.2, 145.2 ou 153.1» à «l'article 145.1, 145.2 ou 153.1».
 - 12. (1) L'alinéa 216 c) de la Loi est abrogé.
- (2) L'article 216 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

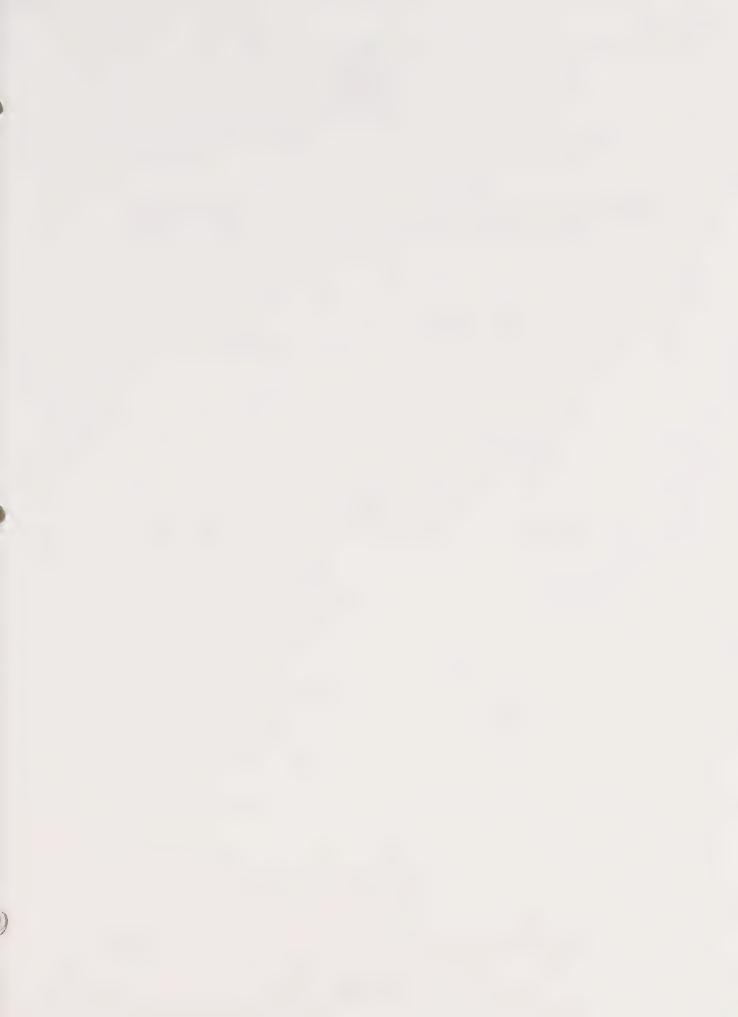
- (2) Le ministre peut, par règlement :
- a) prescrire les soins qui peuvent être fournis à des personnes en vertu de l'article 71.1 ainsi que leur entretien, et prescrire les conditions applicables;
- b) prescrire des services de soutien pour l'application du paragraphe 71.1 (3).

Entrée en vigueur

13. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011 favorisant la fondation de familles et la réussite chez les jeunes*.







2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 180

Projet de loi 180

An Act respecting Ontario One Call Ltd. Loi sur Ontario One Call Ltd.



Mr. Bailey

M. Bailey

Private Member's Bill

April 13, 2011 1st Reading

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

Imprimé par l'Assemblée législative

de l'Ontario

1^{re} lecture

13 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act, the Ontario One Call Act, 2011.

Ontario One Call Ltd. is a corporation currently operating in Ontario. Ontario One Call Ltd. provides information to excavators and homeowners about the location of underground infrastructure. The Act continues the Corporation and sets out new requirements that must be met regarding the Corporation's membership and operations. The Act requires that the persons or entities specified in the Act become members of the Corporation and provide information to it. When a member of the Corporation receives information about a proposed excavation or dig, the member is required to mark the location of its underground infrastructure that is in the vicinity of the excavation or dig site, or indicate that its infrastructure will not be affected by the excavation or dig. The Act creates offences for failure to comply with the Act or regulations made under it.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi intitulée *Loi de 2011 sur Ontario One Call.*

La société Ontario One Call Ltd., qui exerce actuellement ses activités en Ontario, donne des renseignements aux entreprises d'excavation et aux propriétaires au sujet de l'emplacement des infrastructures souterraines. La Loi proroge la Société et énonce de nouvelles exigences à respecter en ce qui concerne ses membres et ses activités. La Loi exige que les personnes ou les entités qui y sont précisées deviennent membres de la Société et lui communiquent des renseignements. Lorsqu'il reçoit des renseignements concernant un projet d'excavation ou de creusage, le membre de la Société est tenu de marquer l'emplacement de ses infrastructures souterraines situées à proximité de l'emplacement des travaux ou de signaler que ses infrastructures ne seront pas touchées par ceux-ci. La Loi érige en infraction la non-conformité à la Loi ou aux règlements pris en vertu de celle-ci.

2011

An Act respecting Ontario One Call Ltd.

Loi sur Ontario One Call Ltd.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act,

"Corporation" means Ontario One Call Ltd.

Ontario One Call continued

2. (1) The corporation known as Ontario One Call Ltd. or ON1Call is continued as a corporation without share capital.

Articles of incorporation revoked

(2) The articles of incorporation issued to constitute the Corporation continued under subsection (1) are revoked, but the revocation does not affect the rights or obligations of the Corporation or any by-law, resolution or appointment of the Corporation except to the extent that the by-law, resolution or appointment is inconsistent with this Act.

Cancellation of shares

(3) The shares of the Corporation that are issued and outstanding immediately before this section comes into force are cancelled when this section comes into force, and no amount is payable to any shareholder in respect of the cancelled shares.

Members

(4) On the day this Act comes into force, the members of Ontario One Call Ltd. shall be such persons who were members immediately before that day.

Board of directors

(5) The affairs of the Corporation shall be governed and managed by its board of directors.

Not a Crown agency

(6) The Corporation is not a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act*.

Powers

(7) The Corporation has the capacity and the rights, powers and privileges of a natural person, subject to the limitations set out in this Act.

Objects

3. (1) The following are the objects of the Corporation:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définition

1. La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«Société» S'entend d'Ontario One Call Ltd.

Prorogation de la société Ontario One Call

2. (1) La société appelée Ontario One Call Ltd. ou ON1Call est prorogée en tant que personne morale sans capital-actions.

Révocation des statuts constitutifs

(2) Les statuts constitutifs de la Société prorogée en application du paragraphe (1) sont révoqués, mais cette révocation n'a aucune incidence sur les droits ou les obligations de la Société ni sur ses règlements administratifs, ses résolutions ou ses nominations, sauf en cas d'incompatibilité entre un règlement administratif, une résolution ou une nomination et la présente loi.

Annulation d'actions

(3) Les actions de la Société qui sont émises et en circulation immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont annulées dès l'entrée en vigueur de celui-ci et aucune somme n'est payable aux actionnaires en ce qui concerne les actions annulées.

Membres

(4) Le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les membres d'Ontario One Call Ltd. sont les personnes qui en étaient membres la veille.

Conseil d'administration

(5) Les affaires de la Société sont régies et gérées par son conseil d'administration.

Non un organisme de la Couronne

(6) La Société n'est pas un organisme de la Couronne au sens de la Loi sur les organismes de la Couronne.

Pouvoirs

(7) Sous réserve des restrictions énoncées dans la présente loi, la Société a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique.

Mission

3. (1) La Société a pour mission ce qui suit :

- 1. To operate a call centre to receive excavator and homeowner queries regarding the location of underground infrastructure within Ontario.
- 2. To identify for excavators and homeowners whether underground infrastructure is located in the vicinity of a proposed excavation or dig site.
- 3. To notify members of proposed excavations or digs that may affect underground infrastructure.
- 4. To raise public awareness of Ontario One Call Ltd. and the need for safe digging.

Non-profit corporation

(2) The business and affairs of the Corporation shall be carried on without the purpose of gain and any profits shall be used by the Corporation for the purpose of carrying out its objects.

No fee for query

4. (1) The Corporation shall not charge a fee to any person making a query regarding the location of underground infrastructure.

Requirements and standards

(2) The Corporation shall ensure that the call centre's operations satisfy any requirements and standards set out in the regulations made under this Act.

Members

- **5.** (1) Within 12 months after the day this Act comes into force, the following persons and entities shall become members of the Corporation:
 - 1. Every municipality in Ontario.
 - 2. Hydro One Inc., as defined in the *Electricity Act,* 1998.
 - 3. Ontario Power Generation Inc., as defined in the *Electricity Act, 1998*.
 - 4. Every gas distributor and every gas transmitter, as those terms are defined in the *Ontario Energy Board Act*, 1998.
 - 5. Every operator of a distribution system, as defined in the *Electricity Act, 1998*.
 - 6. Every person or entity regulated under the *Oil, Gas and Salt Resources Act*.
 - 7. Every person or entity that owns or operates a pipeline that is regulated under the *Technical Standards* and *Safety Act*, 2000.
 - 8. Every person or entity that owns or operates underground infrastructure that crosses a public right of way.

- Exploiter un centre d'appels pour recevoir les demandes de renseignements de la part des entreprises d'excavation et des propriétaires au sujet de l'emplacement des infrastructures souterraines en Ontario.
- 2. Déterminer, pour les entreprises d'excavation et les propriétaires, si des infrastructures souterraines sont situées à proximité de l'emplacement d'un projet d'excavation ou de creusage.
- 3. Aviser les membres des projets d'excavation ou de creusage qui peuvent toucher les infrastructures souterraines.
- Sensibiliser le public à Ontario One Call Ltd. et à la nécessité d'assurer la sécurité des travaux de creusage.

Organisation sans but lucratif

(2) La Société exerce ses activités commerciales et mène ses affaires internes sans but lucratif et affecte tout gain éventuel à la réalisation de sa mission.

Demande de renseignements gratuite

4. (1) La Société ne doit pas exiger de droits de quiconque fait une demande de renseignements au sujet de l'emplacement d'infrastructures souterraines.

Exigences et normes

(2) La Société fait en sorte que les activités du centre d'appels respectent les exigences et les normes énoncées dans les règlements pris en vertu de la présente loi.

Membres

- 5. (1) Les personnes et les entités suivantes deviennent membres de la Société dans les 12 mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi :
 - 1. Toutes les municipalités de l'Ontario.
 - 2. Hydro One Inc., au sens de la *Loi de 1998 sur* l'électricité.
 - 3. Ontario Power Generation Inc., au sens de la *Loi de* 1998 sur l'électricité.
 - 4. Tous les distributeurs de gaz et tous les transporteurs de gaz, au sens que la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* donne à ces termes.
 - 5. Tous les exploitants d'un réseau de distribution, au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
 - 6. Chaque personne ou entité réglementée par la *Loi* sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel.
 - 7. Chaque personne ou entité qui est propriétaire ou exploitant d'un pipeline réglementé par la *Loi de* 2000 sur les normes techniques et la sécurité.
 - Chaque personne ou entité qui est propriétaire ou exploitant des infrastructures souterraines qui traversent un emplacement grevé d'un droit de passage public.

Members to provide information

(2) Immediately upon a person or entity becoming a member of the Corporation, the person or entity shall provide such information to the Corporation as is necessary for the Corporation to identify the location of all underground infrastructure owned by the member.

Where infrastructure affected by dig

- **6.** (1) If a member of the Corporation receives a notification from the Corporation about a proposed excavation or dig in the vicinity of infrastructure owned by the member, the member shall, within five business days of being informed of the proposed excavation or dig,
 - (a) mark the location of the infrastructure; or
 - (b) indicate that its infrastructure will not be affected by the excavation or dig.

Exception

(2) A member is not required to do anything described in clause (1) (a) or (b) unless the excavation is reasonably expected to start within 30 working days of the day the member receives notification about the proposed excavation or dig.

Time limits

- (3) The time limit set out in subsection (1) shall not apply and a different time limit shall apply,
 - (a) if the member and the excavator or homeowner agree to a different time limit; or
 - (b) the regulations set out a different time limit applicable to the circumstances.

Penalties

7. (1) A person or entity who does not comply with section 5 or 6 of this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to the fine set out in the regulations made under this Act.

Same

(2) A person who intentionally erases a mark indicating the location of underground infrastructure is guilty of an offence and on conviction is liable to the fine set out in the regulations made under this Act.

Regulations

- **8.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) respecting the governance of the Corporation and the administration of this Act and the regulations;
 - (b) establishing requirements and standards regarding the call centre's operations;
 - (c) identifying persons or entities, in addition to those listed in subsection 5 (1), who are required to become members of the Corporation and specifying the date by which such persons or entities shall become members;

Communication de renseignements par les membres

(2) Toute personne ou entité qui devient membre de la Société communique immédiatement à cette dernière les renseignements nécessaires pour lui faire connaître l'emplacement de toutes les infrastructures souterraines dont le membre est propriétaire.

Infrastructures touchées par des travaux de creusage

- **6.** (1) Le membre de la Société qui reçoit un avis de celle-ci au sujet d'un projet d'excavation ou de creusage à proximité des infrastructures dont il est propriétaire prend, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis, l'une ou l'autre des mesures suivantes :
 - a) il marque l'emplacement de ses infrastructures;
 - b) il signale que ses infrastructures ne seront pas touchées par le projet.

Exception

(2) Un membre n'est tenu de prendre une mesure énoncée à l'alinéa (1) a) ou b) que s'il est raisonnable de s'attendre à ce que les travaux d'excavation commenceront dans les 30 jours ouvrables suivant le jour où il reçoit l'avis du projet d'excavation ou de creusage.

Délais

- (3) Le délai énoncé au paragraphe (1) est remplacé par un autre délai si, selon le cas :
 - a) le membre et l'entreprise d'excavation ou le propriétaire s'entendent sur un délai différent;
 - b) les règlements énoncent un délai différent qui s'applique dans les circonstances.

Pénalités

7. (1) Toute personne ou entité qui ne se conforme pas à l'article 5 ou 6 de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de l'amende prévue par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Quiconque efface volontairement une marque indiquant l'emplacement d'infrastructures souterraines est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de l'amende prévue par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Règlements

- 8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) traiter de la régie de la Société et de l'application de la présente loi et des règlements;
 - b) fixer des exigences et des normes concernant les activités du centre d'appels;
 - c) indiquer les personnes ou les entités, outre celles énumérées au paragraphe 5 (1), qui sont tenues de devenir membres de la Société et préciser dans quel délai elles doivent le devenir;

- (d) respecting situations in which the time limit for locating and marking infrastructure is to be shorter or longer than the time limit described in subsection 6 (1), and specifying the shorter or longer time limits;
- (e) specifying the fines to be paid for offences under this Act.

Commencement

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of this Act is the *Ontario One Call Act*, 2011.

- d) traiter des situations dans lesquelles le délai imparti pour repérer et marquer l'emplacement des infrastructures est différent de celui prévu au paragraphe 6 (1) et préciser quel est alors le délai;
- e) préciser les amendes imposées en cas d'infraction à la présente loi.

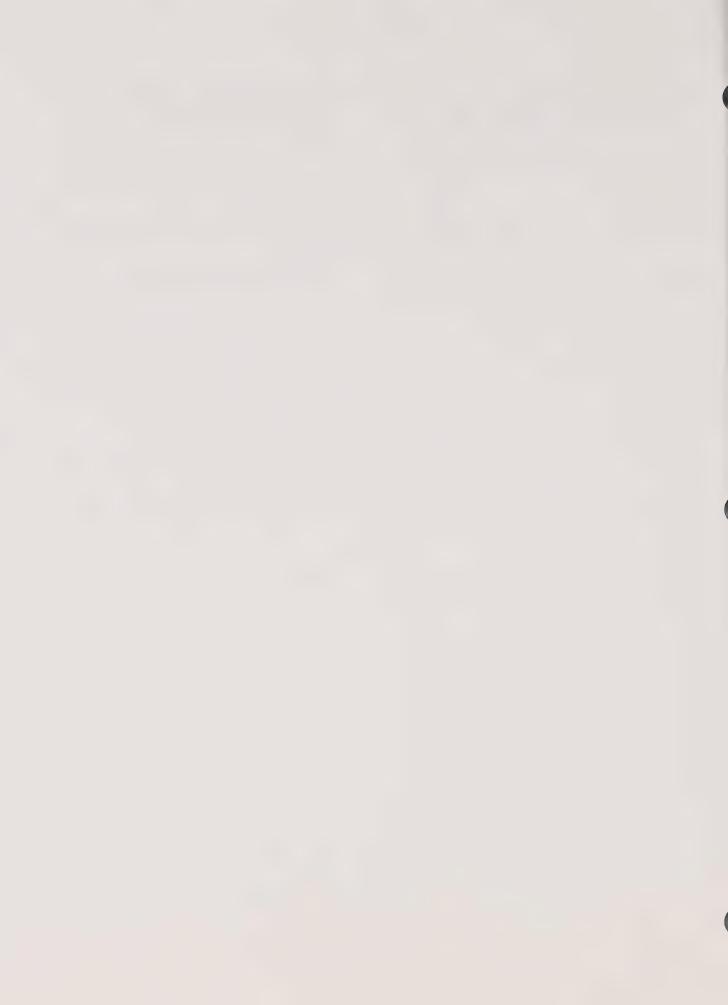
Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011 sur Ontario One Call*.







2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 181

Projet de loi 181

An Act to amend the Fire Protection and Prevention Act, 1997

Loi modifiant la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie

The Hon. C. Sousa Minister of Labour



L'honorable C. Sousa Ministre du Travail

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 18, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

18 avril 2011 1^{re} lecture

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill makes several amendments to the Fire Protection and Prevention Act, 1997.

Section 46.1, which imposes a duty of fair representation on bargaining agents for firefighters, and sections 46.2, 46.3, 46.4 and 46.5, which provide mechanisms for enforcing the duty, are added to the Act. These provisions come into force on December 1, 2011.

Section 53.1, which deals with mandatory retirement for fire-fighters who are regularly assigned to fire suppression duties, is added to the Act. A collective agreement may include a provision requiring such firefighters to retire at a specified age of 60 or over. Such firefighters shall retire at the age specified in their collective agreement, unless their employers can accommodate them without undue hardship.

After a two-year period, an additional element will take effect: collective agreements that do not contain mandatory retirement provisions, or that provide for a mandatory retirement age under 60, will be deemed to contain a provision requiring retirement at the age of 60.

Section 53.1 applies despite the *Human Rights Code*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi apporte plusieurs modifications à la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie.

Sont ajoutés à la Loi l'article 46.1, qui impose un devoir de représentation équitable aux agents négociateurs des pompiers, ainsi que les articles 46.2, 46.3, 46.4 et 46.5, qui prévoient des mécanismes d'exécution de ce devoir. Ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

Est aussi ajouté à la Loi l'article 53.1, qui traite de la mise à la retraite obligatoire des pompiers affectés sur une base permanente à l'extinction des incendies. Une convention collective peut inclure une disposition obligeant ces pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé qui est de 60 ans ou plus. Ces pompiers doivent alors prendre leur retraite à l'âge fixé dans leur convention collective, sauf si leur employeur peut tenir compte de leurs besoins sans subir un préjudice injustifié.

Au bout de deux ans, un autre élément entre en vigueur : les conventions collectives qui ne contiennent pas de disposition sur la retraite obligatoire, ou qui prévoient un âge de retraite obligatoire inférieur à 60 ans, seront réputées inclure une disposition prévoyant la retraite obligatoire à 60 ans.

L'article 53.1 s'applique malgré le Code des droits de la per-

An Act to amend the Fire Protection and Prevention Act, 1997

Note: This Act amends the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Fire Protection and Prevention Act, 1997 is amended by adding the following sections:

DUTY OF FAIR REPRESENTATION

Duty of fair representation by bargaining agent

46.1 (1) A bargaining agent entitled to represent firefighters in a bargaining unit shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the firefighters in the unit, whether or not they are members of the bargaining agent.

Transition

(2) This section does not apply in respect of any conduct or events that occurred before December 1, 2011.

Inquiry, alleged contravention

46.2 (1) The Board may authorize a labour relations officer to inquire into any complaint alleging a contravention of section 46.1.

Duties

(2) The labour relations officer shall promptly inquire into the complaint and endeavour to effect a settlement of the matter complained of.

Report

(3) The labour relations officer shall report the results of his or her inquiry and endeavours to the Board.

Inquiry by Board

(4) If the labour relations officer is unable to effect a settlement of the matter complained of or if the Board considers it advisable to dispense with an inquiry by a labour relations officer, the Board may inquire into the complaint.

Loi modifiant la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie

Remarque: La présente loi modifie la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* est modifiée par adjonction des articles suivants :

DEVOIR DE REPRÉSENTATION ÉQUITABLE

Devoir de représentation équitable de la part de l'agent négociateur

46.1 (1) L'agent négociateur qui a qualité pour représenter les pompiers compris dans une unité de négociation ne doit pas se comporter de façon arbitraire ou discriminatoire, ni faire preuve de mauvaise foi dans la représentation d'un pompier compris dans l'unité, qu'il soit membre ou non de l'agent négociateur.

Disposition transitoire

(2) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une conduite ou d'événements qui se sont produits avant le 1^{er} décembre 2011.

Enquête: prétendue contravention

46.2 (1) La Commission peut autoriser un agent des relations de travail à faire enquête sur toute plainte de prétendue contravention à l'article 46.1.

Fonctions

(2) L'agent fait promptement enquête sur la plainte et s'efforce de régler la question qui en fait l'objet.

Rapport

(3) L'agent fait rapport à la Commission du résultat de son enquête et de ses démarches.

Enquête par la Commission

(4) Si l'agent ne parvient pas à régler la question ou que la Commission juge que cette enquête par un agent des relations de travail n'est pas opportune, elle peut faire enquête elle-même.

Remedy for contravention

- (5) If the Board inquires into the complaint and is satisfied that a bargaining agent has failed to comply with section 46.1, the Board shall determine what, if anything, the bargaining agent, the employer or any other person shall do or refrain from doing with respect to the contravention, including, despite the provisions of any collective agreement,
 - (a) ceasing to do the act or acts complained of;
 - (b) rectifying the act or acts complained of;
 - (c) in the case of the bargaining agent, compensating the firefighter for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the bargaining agent; or
 - (d) in the case of the employer,
 - (i) reinstating the firefighter in employment with compensation for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the employer,
 - (ii) reinstating the firefighter in employment, without compensation, or
 - (iii) compensating the firefighter for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the employer, without reinstatement.

Filing in court

(6) A bargaining agent, employer, firefighter or other person affected by the Board's determination under subsection (5) may file the determination, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and the determination shall be entered and is enforceable in the same way as an order of that court.

Effect of settlement

(7) If a complaint under this section has been settled, whether through the endeavours of the labour relations officer or otherwise, and the terms of the settlement have been put into writing and signed by the parties or their representatives, the settlement is binding upon the parties and the bargaining agent, employer, firefighter or other person who agreed to the settlement and shall be complied with according to its terms.

Failure to comply

(8) A complaint that the parties or the bargaining agent, employer, firefighter or other person who agreed to the settlement of a complaint under this section has not complied with the terms of the settlement shall be dealt with as a new complaint under this section.

Recours en cas de contravention

- (5) Si la Commission fait enquête sur la plainte et qu'elle est convaincue qu'un agent négociateur ne s'est pas conformé à l'article 46.1, elle décide, s'il y a lieu, de quelle façon l'agent négociateur, l'employeur ou toute autre personne doit rétablir la situation, notamment, malgré les dispositions d'une convention collective :
 - a) en s'abstenant de poser à l'avenir l'acte ou les actes faisant l'objet de la plainte;
 - b) en réparant le préjudice qui en a résulté;
 - c) dans le cas de l'agent négociateur, en versant au pompier une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'agent négociateur;
 - d) dans le cas de l'employeur :
 - (i) soit en réintégrant le pompier dans son emploi et en lui versant une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'employeur,
 - (ii) soit en réintégrant le pompier dans son emploi sans indemnisation,
 - (iii) soit en versant au pompier, sans le réintégrer, une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'employeur.

Dépôt à la Cour

(6) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne intéressés par la décision rendue par la Commission en application du paragraphe (5) peut déposer celle-ci selon le formulaire prescrit, sans les motifs, à la Cour supérieure de justice. Cette décision est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Effet du règlement

(7) Le règlement d'une plainte visée au présent article, que ce soit grâce aux démarches de l'agent des relations de travail ou autrement, mis par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants, lie les parties ainsi que l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui a consenti au règlement, et doit être respecté selon ses conditions.

Non-conformité

(8) Une plainte fondée sur le fait que les parties ou que l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui a consenti au règlement d'une plainte visée au présent article n'en respecte pas les conditions est traitée comme une nouvelle plainte aux termes du présent article.

Board power re interim orders

46.3 (1) Subject to subsection (2), on application by any party to a pending inquiry under section 46.2, the Board may make any interim order it considers appropriate concerning procedural matters.

No reinstatement

(2) The Board shall not make an interim order requiring an employer to reinstate a firefighter in employment.

No power under SPPA

(3) The Board's power to make interim orders under this section applies instead of the power under subsection 16.1 (1) of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Expedited enforcement

46.4 (1) This section applies when the Board receives a complaint that a bargaining agent has failed to comply with its duty under section 46.1.

Withdrawal of complaint

(2) A complaint described in subsection (1) may be withdrawn by the complainant on conditions determined by the Board.

No hearing

(3) The Board is not required to hold a hearing to determine a complaint under this section.

Interim orders

(4) Subject to subsection (5), the Board may, after consulting with the parties, make any interim order it considers appropriate concerning procedural matters.

No reinstatement

(5) The Board shall not make an interim order requiring an employer to reinstate a firefighter in employment.

Cease and desist orders

(6) In an interim order or after making an interim order, the Board may order any bargaining agent, employer, firefighter or any other person to cease and desist from doing anything intended or likely to interfere with the terms of an interim order respecting the assignment of work.

Final orders

(7) The Board may, after consulting with the parties, make any final order it considers appropriate.

Filing in court

(8) A party to an interim or final order may file the order, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and the order shall be entered and is enforceable in the same way as an order of that court.

Pouvoir de la Commission en matière d'ordonnances provisoires

46.3 (1) Sous réserve du paragraphe (2), sur requête présentée par une partie à une enquête en cours dans le cadre de l'article 46.2, la Commission peut rendre les ordonnances provisoires qu'elle estime appropriées sur des questions de procédure.

Aucune réintégration

(2) La Commission ne peut rendre d'ordonnances provisoires qui exigent d'un employeur qu'il réintègre un pompier dans son emploi.

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(3) Le pouvoir de la Commission de rendre des ordonnances provisoires prévu au présent article s'applique au lieu du pouvoir prévu au paragraphe 16.1 (1) de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Exécution accélérée

46.4 (1) Le présent article s'applique lorsque la Commission reçoit une plainte portant qu'un agent négociateur ne s'est pas conformé aux obligations que lui impose l'article 46.1.

Retrait de la plainte

(2) Le plaignant peut retirer la plainte visée au paragraphe (1) aux conditions que fixe la Commission.

Aucune audience

(3) La Commission n'est pas obligée de tenir une audience pour statuer sur une plainte visée au présent article.

Ordonnances provisoires

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la Commission peut, après avoir consulté les parties, rendre les ordonnances provisoires qu'elle estime appropriées sur des questions de procédure.

Aucune réintégration

(5) La Commission ne peut rendre d'ordonnances provisoires qui exigent d'un employeur qu'il réintègre un pompier dans son emploi.

Ordonnance de cesser et de s'abstenir

(6) Dans une ordonnance provisoire ou après avoir rendu une telle ordonnance, la Commission peut ordonner à un agent négociateur, à un employeur, à un pompier ou à toute autre personne de cesser ou de s'abstenir d'accomplir tout acte visant à entraver ou ayant vraisemblablement pour conséquence d'entraver l'application d'une ordonnance provisoire relative à l'affectation du travail.

Ordonnances définitives

(7) La Commission peut, après avoir consulté les parties, rendre les ordonnances définitives qu'elle estime appropriées.

Dépôt à la Cour

(8) Une partie à une ordonnance provisoire ou définitive peut déposer celle-ci selon le formulaire prescrit, sans les motifs, à la Cour supérieure de justice. Cette ordonnance est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Enforcement

(9) An order that has been filed with the court is enforceable by a firefighter affected by it on the day after the date fixed in the order for compliance.

Interim orders prevail

(10) A bargaining agent, employer, firefighter or any other person affected by an interim order made by the Board under this section shall comply with the order despite any provision of this Part or of any collective agreement.

Same

(11) A bargaining agent, employer, firefighter or any other person who is complying with an interim order made by the Board under this section is deemed not to have violated any provision of this Part or of any collective agreement.

Proceedings in Superior Court of Justice

46.5 If a bargaining agent, employer, firefighter or any other person is affected by a determination of the Board under section 46.2, an interim order of the Board under section 46.3 or an interim or final order of the Board under section 46.4, proceedings to enforce the determination or the interim or final order may be instituted in the Superior Court of Justice by or against the bargaining agent, employer, firefighter or any other person who is subject to the determination or order.

2. The Act is amended by adding the following section:

Mandatory retirement

Application

53.1 (1) This section applies to a firefighter only if the firefighter is regularly assigned to fire suppression duties.

Mandatory retirement provision permitted

(2) A collective agreement may contain a provision requiring firefighters to retire at a specified age of 60 or over and, if it does, a firefighter subject to the agreement shall, subject to subsection (4), retire at the specified age.

Existing and new collective agreements

(3) Subsection (2) applies to collective agreements that are in operation on the day section 1 of the *Fire Protection and Prevention Amendment Act, 2011* comes into force and to collective agreements that come into force after that day.

Reasonable accommodation

(4) An employer shall not require a firefighter to retire if the employer can accommodate the firefighter without undue hardship, considering the cost, outside sources of funding, if any, and health and safety requirements, if any.

Exécution

(9) L'exécution d'une ordonnance déposée à la Cour peut être demandée par le pompier intéressé par l'ordonnance le jour qui suit la date fixée dans l'ordonnance pour s'y conformer.

Primauté des ordonnances provisoires

(10) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne intéressés par une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article s'y conforme malgré toute disposition de la présente partie ou de toute convention collective.

Idem

(11) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui se conforme à une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article est réputé ne pas avoir enfreint une disposition de la présente partie ou d'une convention collective.

Instances devant la Cour supérieure de justice

46.5 Lorsqu'un agent négociateur, un employeur, un pompier ou une autre personne est visé par la décision rendue par la Commission en vertu de l'article 46.2, l'ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu de l'article 46.3 ou l'ordonnance provisoire ou définitive rendue par la Commission en vertu de l'article 46.4, les instances visant à faire exécuter cette décision ou cette ordonnance peuvent être introduites devant la Cour supérieure de justice par l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne en cause, ou contre eux.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Retraite obligatoire

Application

53.1 (1) Le présent article ne s'applique à un pompier que s'il est affecté sur une base permanente à l'extinction des incendies.

Disposition sur la retraite obligatoire autorisée

(2) Une convention collective peut contenir une disposition obligeant les pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé qui est de 60 ans ou plus, auquel cas les pompiers visés par la convention doivent, sous réserve du paragraphe (4), prendre leur retraite à cet âge.

Conventions collectives existantes et nouvelles conventions collectives

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux conventions collectives en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la Loi de 2011 modifiant la Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie et à celles qui entrent en vigueur par la suite.

Accommodement raisonnable

(4) Un employeur ne doit pas obliger un pompier à prendre sa retraite s'il peut tenir compte des besoins de celui-ci sans subir un préjudice injustifié, compte tenu du coût, de toute source extérieure de financement et de toute exigence en matière de santé et de sécurité.

Human Rights Code

- (5) This section applies despite the *Human Rights Code*.
- 3. Section 53.1 of the Act, as enacted by section 2, is amended by adding the following subsection:

Deemed mandatory retirement provision

- (3.1) If a collective agreement does not contain a provision requiring firefighters to retire at a specified age or if it contains a provision requiring firefighters to retire at an age under 60, the agreement is deemed to contain a provision requiring firefighters to retire at the age of 60 and a firefighter subject to the agreement shall, subject to subsection (4), retire at that age.
- 4. Section 57 of the Act is amended by adding the following clause:
 - (c) prescribing forms for the purposes of subsections 46.2 (6) and 46.4 (8).

Commencement

5. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 and 4 come into force on December 1, 2011.

Same

(3) Section 3 comes into force on the second anniversary of the day this Act receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the Fire Protection and Prevention Amendment Act, 2011.

Code des droits de la personne

- (5) Le présent article s'applique malgré le Code des droits de la personne.
- 3. L'article 53.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition sur la retraite obligatoire réputée incluse

- (3.1) La convention collective qui ne contient pas de disposition obligeant les pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé, ou qui en contient une les obligeant à le faire à un âge inférieur à 60 ans, est réputée inclure une disposition fixant l'âge de retraite obligatoire à 60 ans. Les pompiers visés par la convention doivent alors, sous réserve du paragraphe (4), prendre leur retraite à cet âge.
- 4. L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c) prescrire les formulaires pour l'application des paragraphes 46.2 (6) et 46.4 (8).

Entrée en vigueur

5. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 et 4 entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

Iden

(3) L'article 2 entre en vigueur au deuxième anniversaire du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* modifiant la Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie.







2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 181

Projet de loi 181

An Act to amend the Fire Protection and Prevention Act, 1997 Loi modifiant la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie

The Hon. C. Sousa Minister of Labour L'honorable C. Sousa Ministre du Travail

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

18 avril 2011

11 mai 2011

1^{re} lecture

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

1st Reading April 18, 2011

2nd Reading May 11, 2011

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Standing Committee on General Government and as reported to the Legislative Assembly May 19, 2011)

(The provisions in this bill will be renumbered after 3rd Reading)

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent des affaires gouvernementales et rapporté à l'Assemblée législative le 19 mai 2011)

(Les dispositions du présent projet de loi seront renumérotées après la 3^e lecture)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by <u>underlines</u> for new text and a <u>strikethrough</u> for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est rayé.

EXPLANATORY NOTE

The Bill makes several amendments to the Fire Protection and Prevention Act. 1997.

Section 46.1, which imposes a duty of fair representation on bargaining agents for firefighters, and sections 46.2, 46.3, 46.4 and 46.5, which provide mechanisms for enforcing the duty, are added to the Act. These provisions come into force on December 1, 2011.

Section 53.1, which deals with mandatory retirement for fire-fighters who are regularly assigned to fire suppression duties, is added to the Act. A collective agreement may include a provision requiring such firefighters to retire at a specified age of 60 or over. Such firefighters shall retire at the age specified in their collective agreement, unless their employers—they can be accommodated them without undue hardship.

After a two-year period, an additional element will take effect: collective agreements that do not contain mandatory retirement provisions, or that provide for a mandatory retirement age under 60, will be deemed to contain a provision requiring retirement at the age of 60.

Section 53.1 applies despite the *Human Rights Code*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi apporte plusieurs modifications à la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie.

Sont ajoutés à la Loi l'article 46.1, qui impose un devoir de représentation équitable aux agents négociateurs des pompiers, ainsi que les articles 46.2, 46.3, 46.4 et 46.5, qui prévoient des mécanismes d'exécution de ce devoir. Ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

Est aussi ajouté à la Loi l'article 53.1, qui traite de la mise à la retraite obligatoire des pompiers affectés sur une base permanente à l'extinction des incendies. Une convention collective peut inclure une disposition obligeant ces pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé qui est de 60 ans ou plus. Ces pompiers doivent alors prendre leur retraite à l'âge fixé dans leur convention collective, sauf si leur employeur s'il peut être tenu tenir-compte de leurs besoins sans subir un préjudice injustifié.

Au bout de deux ans, un autre élément entre en vigueur : les conventions collectives qui ne contiennent pas de disposition sur la retraite obligatoire, ou qui prévoient un âge de retraite obligatoire inférieur à 60 ans, seront réputées inclure une disposition prévoyant la retraite obligatoire à 60 ans.

L'article 53.1 s'applique malgré le Code des droits de la personne.

2011

An Act to amend the Fire Protection and Prevention Act, 1997

Note: This Act amends the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Fire Protection and Prevention Act, 1997 is amended by adding the following sections:

DUTY OF FAIR REPRESENTATION

Duty of fair representation by bargaining agent

46.1 (1) A bargaining agent entitled to represent firefighters in a bargaining unit shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the firefighters in the unit, whether or not they are members of the bargaining agent.

Transition

(2) This section does not apply in respect of any conduct or events that occurred before December 1, 2011.

Inquiry, alleged contravention

46.2 (1) The Board may authorize a labour relations officer to inquire into any complaint alleging a contravention of section 46.1.

Duties

(2) The labour relations officer shall promptly inquire into the complaint and endeavour to effect a settlement of the matter complained of.

Report

(3) The labour relations officer shall report the results of his or her inquiry and endeavours to the Board.

Inquiry by Board

(4) If the labour relations officer is unable to effect a settlement of the matter complained of or if the Board considers it advisable to dispense with an inquiry by a labour relations officer, the Board may inquire into the complaint.

Loi modifiant la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie

Remarque: La présente loi modifie la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie est modifiée par adjonction des articles suivants :

DEVOIR DE REPRÉSENTATION ÉQUITABLE

Devoir de représentation équitable de la part de l'agent négociateur

46.1 (1) L'agent négociateur qui a qualité pour représenter les pompiers compris dans une unité de négociation ne doit pas se comporter de façon arbitraire ou discriminatoire, ni faire preuve de mauvaise foi dans la représentation d'un pompier compris dans l'unité, qu'il soit membre ou non de l'agent négociateur.

Disposition transitoire

(2) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une conduite ou d'événements qui se sont produits avant le 1^{er} décembre 2011.

Enquête: prétendue contravention

46.2 (1) La Commission peut autoriser un agent des relations de travail à faire enquête sur toute plainte de prétendue contravention à l'article 46.1.

Fonctions

(2) L'agent fait promptement enquête sur la plainte et s'efforce de régler la question qui en fait l'objet.

Rapport

(3) L'agent fait rapport à la Commission du résultat de son enquête et de ses démarches.

Enquête par la Commission

(4) Si l'agent ne parvient pas à régler la question ou que la Commission juge que cette enquête par un agent des relations de travail n'est pas opportune, elle peut faire enquête elle-même.

Remedy for contravention

- (5) If the Board inquires into the complaint and is satisfied that a bargaining agent has failed to comply with section 46.1, the Board shall determine what, if anything, the bargaining agent, the employer or any other person shall do or refrain from doing with respect to the contravention, including, despite the provisions of any collective agreement,
 - (a) ceasing to do the act or acts complained of;
 - (b) rectifying the act or acts complained of;
 - (c) in the case of the bargaining agent, compensating the firefighter for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the bargaining agent; or
 - (d) in the case of the employer,
 - (i) reinstating the firefighter in employment with compensation for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the employer,
 - (ii) reinstating the firefighter in employment, without compensation, or
 - (iii) compensating the firefighter for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the employer, without reinstatement.

Filing in court

(6) A bargaining agent, employer, firefighter or other person affected by the Board's determination under subsection (5) may file the determination, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and the determination shall be entered and is enforceable in the same way as an order of that court.

Effect of settlement

(7) If a complaint under this section has been settled, whether through the endeavours of the labour relations officer or otherwise, and the terms of the settlement have been put into writing and signed by the parties or their representatives, the settlement is binding upon the parties and the bargaining agent, employer, firefighter or other person who agreed to the settlement and shall be complied with according to its terms.

Failure to comply

(8) A complaint that the parties or the bargaining agent, employer, firefighter or other person who agreed to the settlement of a complaint under this section has not complied with the terms of the settlement shall be dealt with as a new complaint under this section.

Recours en cas de contravention

- (5) Si la Commission fait enquête sur la plainte et qu'elle est convaincue qu'un agent négociateur ne s'est pas conformé à l'article 46.1, elle décide, s'il y a lieu, de quelle façon l'agent négociateur, l'employeur ou toute autre personne doit rétablir la situation, notamment, malgré les dispositions d'une convention collective :
 - a) en s'abstenant de poser à l'avenir l'acte ou les actes faisant l'objet de la plainte;
 - b) en réparant le préjudice qui en a résulté;
 - c) dans le cas de l'agent négociateur, en versant au pompier une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'agent négociateur;
 - d) dans le cas de l'employeur :
 - (i) soit en réintégrant le pompier dans son emploi et en lui versant une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'employeur,
 - (ii) soit en réintégrant le pompier dans son emploi sans indemnisation,
 - (iii) soit en versant au pompier, sans le réintégrer, une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'employeur.

Dépôt à la Cour

(6) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne intéressés par la décision rendue par la Commission en application du paragraphe (5) peut déposer celle-ci selon le formulaire prescrit, sans les motifs, à la Cour supérieure de justice. Cette décision est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Effet du règlement

(7) Le règlement d'une plainte visée au présent article, que ce soit grâce aux démarches de l'agent des relations de travail ou autrement, mis par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants, lie les parties ainsi que l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui a consenti au règlement, et doit être respecté selon ses conditions.

Non-conformité

(8) Une plainte fondée sur le fait que les parties ou que l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui a consenti au règlement d'une plainte visée au présent article n'en respecte pas les conditions est traitée comme une nouvelle plainte aux termes du présent article.

Board power re interim orders

46.3 (1) Subject to subsection (2), on application by any party to a pending inquiry under section 46.2, the Board may make any interim order it considers appropriate concerning procedural matters.

No reinstatement

(2) The Board shall not make an interim order requiring an employer to reinstate a firefighter in employment.

No power under SPPA

(3) The Board's power to make interim orders under this section applies instead of the power under subsection 16.1 (1) of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Expedited enforcement

46.4 (1) This section applies when the Board receives a complaint that a bargaining agent has failed to comply with its duty under section 46.1.

Withdrawal of complaint

(2) A complaint described in subsection (1) may be withdrawn by the complainant on conditions determined by the Board.

No hearing

(3) The Board is not required to hold a hearing to determine a complaint under this section.

Interim orders

(4) Subject to subsection (5), the Board may, after consulting with the parties, make any interim order it considers appropriate concerning procedural matters.

No reinstatement

(5) The Board shall not make an interim order requiring an employer to reinstate a firefighter in employment.

Cease and desist orders

(6) In an interim order or after making an interim order, the Board may order any bargaining agent, employer, firefighter or any other person to cease and desist from doing anything intended or likely to interfere with the terms of an interim order respecting the assignment of work.

Final orders

(7) The Board may, after consulting with the parties, make any final order it considers appropriate.

Filing in court

(8) A party to an interim or final order may file the order, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and the order shall be entered and is enforceable in the same way as an order of that court.

Pouvoir de la Commission en matière d'ordonnances provisoires

46.3 (1) Sous réserve du paragraphe (2), sur requête présentée par une partie à une enquête en cours dans le cadre de l'article 46.2, la Commission peut rendre les ordonnances provisoires qu'elle estime appropriées sur des questions de procédure.

Aucune réintégration

(2) La Commission ne peut rendre d'ordonnances provisoires qui exigent d'un employeur qu'il réintègre un pompier dans son emploi.

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(3) Le pouvoir de la Commission de rendre des ordonnances provisoires prévu au présent article s'applique au lieu du pouvoir prévu au paragraphe 16.1 (1) de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Exécution accélérée

46.4 (1) Le présent article s'applique lorsque la Commission reçoit une plainte portant qu'un agent négociateur ne s'est pas conformé aux obligations que lui impose l'article 46.1.

Retrait de la plainte

(2) Le plaignant peut retirer la plainte visée au paragraphe (1) aux conditions que fixe la Commission.

Aucune audience

(3) La Commission n'est pas obligée de tenir une audience pour statuer sur une plainte visée au présent article.

Ordonnances provisoires

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la Commission peut, après avoir consulté les parties, rendre les ordonnances provisoires qu'elle estime appropriées sur des questions de procédure.

Aucune réintégration

(5) La Commission ne peut rendre d'ordonnances provisoires qui exigent d'un employeur qu'il réintègre un pompier dans son emploi.

Ordonnance de cesser et de s'abstenir

(6) Dans une ordonnance provisoire ou après avoir rendu une telle ordonnance, la Commission peut ordonner à un agent négociateur, à un employeur, à un pompier ou à toute autre personne de cesser ou de s'abstenir d'accomplir tout acte visant à entraver ou ayant vraisemblablement pour conséquence d'entraver l'application d'une ordonnance provisoire relative à l'affectation du travail.

Ordonnances définitives

(7) La Commission peut, après avoir consulté les parties, rendre les ordonnances définitives qu'elle estime appropriées.

Dépôt à la Cour

(8) Une partie à une ordonnance provisoire ou définitive peut déposer celle-ci selon le formulaire prescrit, sans les motifs, à la Cour supérieure de justice. Cette ordonnance est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Enforcement

(9) An order that has been filed with the court is enforceable by a firefighter affected by it on the day after the date fixed in the order for compliance.

Interim orders prevail

(10) A bargaining agent, employer, firefighter or any other person affected by an interim order made by the Board under this section shall comply with the order despite any provision of this Part or of any collective agreement.

Same

(11) A bargaining agent, employer, firefighter or any other person who is complying with an interim order made by the Board under this section is deemed not to have violated any provision of this Part or of any collective agreement.

Proceedings in Superior Court of Justice

46.5 If a bargaining agent, employer, firefighter or any other person is affected by a determination of the Board under section 46.2, an interim order of the Board under section 46.3 or an interim or final order of the Board under section 46.4, proceedings to enforce the determination or the interim or final order may be instituted in the Superior Court of Justice by or against the bargaining agent, employer, firefighter or any other person who is subject to the determination or order.

2. The Act is amended by adding the following section:

Mandatory retirement

Application

53.1 (1) This section applies to a firefighter only if the firefighter is regularly assigned to fire suppression duties.

Mandatory retirement provision permitted

(2) A collective agreement may contain a provision requiring firefighters to retire at a specified age of 60 or over and, if it does, a firefighter subject to the agreement shall, subject to subsection (4), retire at the specified age.

Existing and new collective agreements

(3) Subsection (2) applies to collective agreements that are in operation on the day section 1 section 2 of the Fire Protection and Prevention Amendment Act, 2011 comes into force and to collective agreements that come into force after that day.

Reasonable accommodation

- (4) An employer shall not require a firefighter to retire if the employer can accommodate the firefighter without undue hardship, considering the cost, outside sources of funding, if any, and health and safety requirements, if any.

Exécution

(9) L'exécution d'une ordonnance déposée à la Cour peut être demandée par le pompier intéressé par l'ordonnance le jour qui suit la date fixée dans l'ordonnance pour s'y conformer.

Primauté des ordonnances provisoires

(10) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne intéressés par une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article s'y conforme malgré toute disposition de la présente partie ou de toute convention collective.

Iden

(11) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui se conforme à une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article est réputé ne pas avoir enfreint une disposition de la présente partie ou d'une convention collective.

Instances devant la Cour supérieure de justice

46.5 Lorsqu'un agent négociateur, un employeur, un pompier ou une autre personne est visé par la décision rendue par la Commission en vertu de l'article 46.2, l'ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu de l'article 46.3 ou l'ordonnance provisoire ou définitive rendue par la Commission en vertu de l'article 46.4, les instances visant à faire exécuter cette décision ou cette ordonnance peuvent être introduites devant la Cour supérieure de justice par l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne en cause, ou contre eux.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Retraite obligatoire

Application

53.1 (1) Le présent article ne s'applique à un pompier que s'il est affecté sur une base permanente à l'extinction des incendies.

Disposition sur la retraite obligatoire autorisée

(2) Une convention collective peut contenir une disposition obligeant les pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé qui est de 60 ans ou plus, auquel cas les pompiers visés par la convention doivent, sous réserve du paragraphe (4), prendre leur retraite à cet âge.

Conventions collectives existantes et nouvelles conventions collectives

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux conventions collectives en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 <u>l'article 2</u> de la *Loi de 2011 modifiant la Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie* et à celles qui entrent en vigueur par la suite.

Accommodement-raisonnable

(4) Un employeur ne doit pas obliger un pompier à prendre sa retraite s'il peut tenir compte des besoins de celui-ci sans subir un préjudice injustifié, compte tenu du coût, de toute source extérieure de financement et de toute exigence en matière de santé et de sécurité.

Reasonable accommodation

(4) A firefighter shall not be required to retire if the firefighter can be accommodated without undue hardship, considering the cost, outside sources of funding, if any, and health and safety requirements, if any.

Human Rights Code

- (5) This section applies despite the *Human Rights Code*.
- 3. Section 53.1 of the Act, as enacted by section 2, is amended by adding the following subsection:

Deemed mandatory retirement provision

- (3.1) If a collective agreement does not contain a provision requiring firefighters to retire at a specified age or if it contains a provision requiring firefighters to retire at an age under 60, the agreement is deemed to contain a provision requiring firefighters to retire at the age of 60 and a firefighter subject to the agreement shall, subject to subsection (4), retire at that age.
- 4. Section 57 of the Act is amended by adding the following clause:
 - (c) prescribing forms for the purposes of subsections 46.2 (6) and 46.4 (8).

Commencement

5. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 and 4 come into force on December 1, 2011.

Same

(3) Section 3 comes into force on the second anniversary of the day this Act receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the Fire Protection and Prevention Amendment Act, 2011.

Accommodement raisonnable

(4) Un pompier ne doit pas se voir obligé à prendre sa retraite s'il peut être tenu compte de ses besoins sans préjudice injustifié, compte tenu du coût, de toute source extérieure de financement et de toute exigence en matière de santé et de sécurité.

Code des droits de la personne

- (5) Le présent article s'applique malgré le Code des droits de la personne.
- 3. L'article 53.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition sur la retraite obligatoire réputée incluse

- (3.1) La convention collective qui ne contient pas de disposition obligeant les pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé, ou qui en contient une les obligeant à le faire à un âge inférieur à 60 ans, est réputée inclure une disposition fixant l'âge de retraite obligatoire à 60 ans. Les pompiers visés par la convention doivent alors, sous réserve du paragraphe (4), prendre leur retraite à cet âge.
- 4. L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c) prescrire les formulaires pour l'application des paragraphes 46.2 (6) et 46.4 (8).

Entrée en vigueur

5. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 et 4 entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

Idem

(3) L'article 2 entre en vigueur au deuxième anniversaire du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* modifiant la *Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie.*





2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 181

(Chapter 13 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to amend the Fire Protection and Prevention Act, 1997

Projet de loi 181

(Chapitre 13 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi modifiant la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie

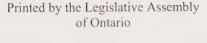


The Hon. C. Sousa
Minister of Labour

L'honorable C. Sousa Ministre du Travail

1st Reading	April 18, 2011
2nd Reading	May 11, 2011
3rd Reading	May 31, 2011
Royal Assent	June 1, 2011

1 ^{re} lecture	18 avril 2011
2 ^e lecture	11 mai 2011
3 ^e lecture	31 mai 2011
Sanction royale	1 ^{er} juin 2011







EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 181 and does not form part of the law. Bill 181 has been enacted as Chapter 13 of the Statutes of Ontario, 2011.

The Bill makes several amendments to the Fire Protection and Prevention Act, 1997.

Section 46.1, which imposes a duty of fair representation on bargaining agents for firefighters, and sections 46.2, 46.3, 46.4 and 46.5, which provide mechanisms for enforcing the duty, are added to the Act. These provisions come into force on December 1, 2011.

Section 53.1, which deals with mandatory retirement for fire-fighters who are regularly assigned to fire suppression duties, is added to the Act. A collective agreement may include a provision requiring such firefighters to retire at a specified age of 60 or over. Such firefighters shall retire at the age specified in their collective agreement, unless they can be accommodated without undue hardship.

After a two-year period, an additional element will take effect: collective agreements that do not contain mandatory retirement provisions, or that provide for a mandatory retirement age under 60, will be deemed to contain a provision requiring retirement at the age of 60.

Section 53.1 applies despite the *Human Rights Code*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 181, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 181 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 2011.

Le projet de loi apporte plusieurs modifications à la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie.

Sont ajoutés à la Loi l'article 46.1, qui impose un devoir de représentation équitable aux agents négociateurs des pompiers, ainsi que les articles 46.2, 46.3, 46.4 et 46.5, qui prévoient des mécanismes d'exécution de ce devoir. Ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

Est aussi ajouté à la Loi l'article 53.1, qui traite de la mise à la retraite obligatoire des pompiers affectés sur une base permanente à l'extinction des incendies. Une convention collective peut inclure une disposition obligeant ces pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé qui est de 60 ans ou plus. Ces pompiers doivent alors prendre leur retraite à l'âge fixé dans leur convention collective, sauf s'il peut être tenu compte de leurs besoins sans préjudice injustifié.

Au bout de deux ans, un autre élément entre en vigueur : les conventions collectives qui ne contiennent pas de disposition sur la retraite obligatoire, ou qui prévoient un âge de retraite obligatoire inférieur à 60 ans, seront réputées inclure une disposition prévoyant la retraite obligatoire à 60 ans.

L'article 53.1 s'applique malgré le Code des droits de la personne.

An Act to amend the Fire Protection and Prevention Act, 1997

Note: This Act amends the Fire Protection and Prevention Act, 1997. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes - Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Fire Protection and Prevention Act, 1997 is amended by adding the following sections:

DUTY OF FAIR REPRESENTATION

Duty of fair representation by bargaining agent

46.1 (1) A bargaining agent entitled to represent firefighters in a bargaining unit shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the firefighters in the unit, whether or not they are members of the bargaining agent.

Transition

(2) This section does not apply in respect of any conduct or events that occurred before December 1, 2011.

Inquiry, alleged contravention

46.2 (1) The Board may authorize a labour relations officer to inquire into any complaint alleging a contravention of section 46.1.

(2) The labour relations officer shall promptly inquire into the complaint and endeavour to effect a settlement of the matter complained of.

(3) The labour relations officer shall report the results of his or her inquiry and endeavours to the Board.

(4) If the labour relations officer is unable to effect a settlement of the matter complained of or if the Board considers it advisable to dispense with an inquiry by a labour relations officer, the Board may inquire into the complaint.

Loi modifiant la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie

Remarque : La présente loi modifie la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

- Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario,
- 1. La Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie est modifiée par adjonction des articles suivants:

DEVOIR DE REPRÉSENTATION ÉQUITABLE

Devoir de représentation équitable de la part de l'agent négociateur

46.1 (1) L'agent négociateur qui a qualité pour représenter les pompiers compris dans une unité de négociation ne doit pas se comporter de façon arbitraire ou discriminatoire, ni faire preuve de mauvaise foi dans la représentation d'un pompier compris dans l'unité, qu'il soit membre ou non de l'agent négociateur.

Disposition transitoire

(2) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une conduite ou d'événements qui se sont produits avant le 1^{er} décembre 2011.

Enquête: prétendue contravention

46.2 (1) La Commission peut autoriser un agent des relations de travail à faire enquête sur toute plainte de prétendue contravention à l'article 46.1.

Fonctions

(2) L'agent fait promptement enquête sur la plainte et s'efforce de régler la question qui en fait l'objet.

Rapport

(3) L'agent fait rapport à la Commission du résultat de son enquête et de ses démarches.

Enquête par la Commission

(4) Si l'agent ne parvient pas à régler la question ou que la Commission juge que cette enquête par un agent des relations de travail n'est pas opportune, elle peut faire enquête elle-même.

Remedy for contravention

- (5) If the Board inquires into the complaint and is satisfied that a bargaining agent has failed to comply with section 46.1, the Board shall determine what, if anything, the bargaining agent, the employer or any other person shall do or refrain from doing with respect to the contravention, including, despite the provisions of any collective agreement,
 - (a) ceasing to do the act or acts complained of;
 - (b) rectifying the act or acts complained of;
 - (c) in the case of the bargaining agent, compensating the firefighter for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the bargaining agent;
 - (d) in the case of the employer,
 - (i) reinstating the firefighter in employment with compensation for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the employer,
 - (ii) reinstating the firefighter in employment, without compensation, or
 - (iii) compensating the firefighter for loss of earnings or other employment benefits in an amount that may be assessed by the Board against the employer, without reinstatement.

Filing in court

(6) A bargaining agent, employer, firefighter or other person affected by the Board's determination under subsection (5) may file the determination, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and the determination shall be entered and is enforceable in the same way as an order of that court.

Effect of settlement

(7) If a complaint under this section has been settled, whether through the endeavours of the labour relations officer or otherwise, and the terms of the settlement have been put into writing and signed by the parties or their representatives, the settlement is binding upon the parties and the bargaining agent, employer, firefighter or other person who agreed to the settlement and shall be complied with according to its terms.

Failure to comply

(8) A complaint that the parties or the bargaining agent, employer, firefighter or other person who agreed to the settlement of a complaint under this section has not complied with the terms of the settlement shall be dealt with as a new complaint under this section.

Recours en cas de contravention

- (5) Si la Commission fait enquête sur la plainte et qu'elle est convaincue qu'un agent négociateur ne s'est pas conformé à l'article 46.1, elle décide, s'il y a lieu, de quelle façon l'agent négociateur, l'employeur ou toute autre personne doit rétablir la situation, notamment, malgré les dispositions d'une convention collective :
 - a) en s'abstenant de poser à l'avenir l'acte ou les actes faisant l'objet de la plainte;
 - b) en réparant le préjudice qui en a résulté;
 - c) dans le cas de l'agent négociateur, en versant au pompier une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'agent négociateur;
 - d) dans le cas de l'employeur :
 - (i) soit en réintégrant le pompier dans son emploi et en lui versant une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'employeur,
 - (ii) soit en réintégrant le pompier dans son emploi sans indemnisation,
 - (iii) soit en versant au pompier, sans le réintégrer, une indemnité au montant qu'elle fixe pour sa perte de salaire et autres avantages rattachés à son emploi, cette indemnité pouvant être portée à la charge de l'employeur.

Dépôt à la Cour

(6) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne intéressés par la décision rendue par la Commission en application du paragraphe (5) peut déposer celle-ci selon le formulaire prescrit, sans les motifs, à la Cour supérieure de justice. Cette décision est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Effet du règlement

(7) Le règlement d'une plainte visée au présent article, que ce soit grâce aux démarches de l'agent des relations de travail ou autrement, mis par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants, lie les parties ainsi que l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui a consenti au règlement, et doit être respecté selon ses conditions.

Non-conformité

(8) Une plainte fondée sur le fait que les parties ou que l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui a consenti au règlement d'une plainte visée au présent article n'en respecte pas les conditions est traitée comme une nouvelle plainte aux termes du présent article.

Board power re interim orders

46.3 (1) Subject to subsection (2), on application by any party to a pending inquiry under section 46.2, the Board may make any interim order it considers appropriate concerning procedural matters.

No reinstatement

(2) The Board shall not make an interim order requiring an employer to reinstate a firefighter in employment.

No power under SPPA

(3) The Board's power to make interim orders under this section applies instead of the power under subsection 16.1 (1) of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Expedited enforcement

46.4 (1) This section applies when the Board receives a complaint that a bargaining agent has failed to comply with its duty under section 46.1.

Withdrawal of complaint

(2) A complaint described in subsection (1) may be withdrawn by the complainant on conditions determined by the Board.

No hearing

(3) The Board is not required to hold a hearing to determine a complaint under this section.

Interim orders

(4) Subject to subsection (5), the Board may, after consulting with the parties, make any interim order it considers appropriate concerning procedural matters.

No reinstatement

(5) The Board shall not make an interim order requiring an employer to reinstate a firefighter in employment.

Cease and desist orders

(6) In an interim order or after making an interim order, the Board may order any bargaining agent, employer, firefighter or any other person to cease and desist from doing anything intended or likely to interfere with the terms of an interim order respecting the assignment of work.

Final orders

(7) The Board may, after consulting with the parties, make any final order it considers appropriate.

Filing in court

(8) A party to an interim or final order may file the order, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and the order shall be entered and is enforceable in the same way as an order of that court.

Pouvoir de la Commission en matière d'ordonnances provisoires

46.3 (1) Sous réserve du paragraphe (2), sur requête présentée par une partie à une enquête en cours dans le cadre de l'article 46.2, la Commission peut rendre les ordonnances provisoires qu'elle estime appropriées sur des questions de procédure.

Aucune réintégration

(2) La Commission ne peut rendre d'ordonnances provisoires qui exigent d'un employeur qu'il réintègre un pompier dans son emploi.

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(3) Le pouvoir de la Commission de rendre des ordonnances provisoires prévu au présent article s'applique au lieu du pouvoir prévu au paragraphe 16.1 (1) de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Exécution accélérée

46.4 (1) Le présent article s'applique lorsque la Commission reçoit une plainte portant qu'un agent négociateur ne s'est pas conformé aux obligations que lui impose l'article 46.1.

Retrait de la plainte

(2) Le plaignant peut retirer la plainte visée au paragraphe (1) aux conditions que fixe la Commission.

Aucune audience

(3) La Commission n'est pas obligée de tenir une audience pour statuer sur une plainte visée au présent article.

Ordonnances provisoires

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la Commission peut, après avoir consulté les parties, rendre les ordonnances provisoires qu'elle estime appropriées sur des questions de procédure.

Aucune réintégration

(5) La Commission ne peut rendre d'ordonnances provisoires qui exigent d'un employeur qu'il réintègre un pompier dans son emploi.

Ordonnance de cesser et de s'abstenir

(6) Dans une ordonnance provisoire ou après avoir rendu une telle ordonnance, la Commission peut ordonner à un agent négociateur, à un employeur, à un pompier ou à toute autre personne de cesser ou de s'abstenir d'accomplir tout acte visant à entraver ou ayant vraisemblablement pour conséquence d'entraver l'application d'une ordonnance provisoire relative à l'affectation du travail.

Ordonnances définitives

(7) La Commission peut, après avoir consulté les parties, rendre les ordonnances définitives qu'elle estime appropriées.

Dépôt à la Cour

(8) Une partie à une ordonnance provisoire ou définitive peut déposer celle-ci selon le formulaire prescrit, sans les motifs, à la Cour supérieure de justice. Cette ordonnance est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Enforcement

(9) An order that has been filed with the court is enforceable by a firefighter affected by it on the day after the date fixed in the order for compliance.

Interim orders prevail

(10) A bargaining agent, employer, firefighter or any other person affected by an interim order made by the Board under this section shall comply with the order despite any provision of this Part or of any collective agreement.

Same

(11) A bargaining agent, employer, firefighter or any other person who is complying with an interim order made by the Board under this section is deemed not to have violated any provision of this Part or of any collective agreement.

Proceedings in Superior Court of Justice

46.5 If a bargaining agent, employer, firefighter or any other person is affected by a determination of the Board under section 46.2, an interim order of the Board under section 46.3 or an interim or final order of the Board under section 46.4, proceedings to enforce the determination or the interim or final order may be instituted in the Superior Court of Justice by or against the bargaining agent, employer, firefighter or any other person who is subject to the determination or order.

2. The Act is amended by adding the following section:

Mandatory retirement

Application

53.1 (1) This section applies to a firefighter only if the firefighter is regularly assigned to fire suppression duties.

Mandatory retirement provision permitted

(2) A collective agreement may contain a provision requiring firefighters to retire at a specified age of 60 or over and, if it does, a firefighter subject to the agreement shall, subject to subsection (4), retire at the specified age.

Existing and new collective agreements

(3) Subsection (2) applies to collective agreements that are in operation on the day section 2 of the *Fire Protection and Prevention Amendment Act, 2011* comes into force and to collective agreements that come into force after that day.

Reasonable accommodation

(4) A firefighter shall not be required to retire if the firefighter can be accommodated without undue hardship, considering the cost, outside sources of funding, if any, and health and safety requirements, if any.

Exécution

(9) L'exécution d'une ordonnance déposée à la Cour peut être demandée par le pompier intéressé par l'ordonnance le jour qui suit la date fixée dans l'ordonnance pour s'y conformer.

Primauté des ordonnances provisoires

(10) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne intéressés par une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article s'y conforme malgré toute disposition de la présente partie ou de toute convention collective.

Idem

(11) L'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne qui se conforme à une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article est réputé ne pas avoir enfreint une disposition de la présente partie ou d'une convention collective.

Instances devant la Cour supérieure de justice

46.5 Lorsqu'un agent négociateur, un employeur, un pompier ou une autre personne est visé par la décision rendue par la Commission en vertu de l'article 46.2, l'ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu de l'article 46.3 ou l'ordonnance provisoire ou définitive rendue par la Commission en vertu de l'article 46.4, les instances visant à faire exécuter cette décision ou cette ordonnance peuvent être introduites devant la Cour supérieure de justice par l'agent négociateur, l'employeur, le pompier ou l'autre personne en cause, ou contre eux.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Retraite obligatoire

Application

53.1 (1) Le présent article ne s'applique à un pompier que s'il est affecté sur une base permanente à l'extinction des incendies.

Disposition sur la retraite obligatoire autorisée

(2) Une convention collective peut contenir une disposition obligeant les pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé qui est de 60 ans ou plus, auquel cas les pompiers visés par la convention doivent, sous réserve du paragraphe (4), prendre leur retraite à cet âge.

Conventions collectives existantes et nouvelles conventions collectives

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux conventions collectives en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 2 de la *Loi de 2011 modifiant la Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie* et à celles qui entrent en vigueur par la suite.

Accommodement raisonnable

(4) Un pompier ne doit pas se voir obligé à prendre sa retraite s'il peut être tenu compte de ses besoins sans préjudice injustifié, compte tenu du coût, de toute source extérieure de financement et de toute exigence en matière de santé et de sécurité.

Human Rights Code

- (5) This section applies despite the *Human Rights Code*.
- 3. Section 53.1 of the Act, as enacted by section 2, is amended by adding the following subsection:

Deemed mandatory retirement provision

- (3.1) If a collective agreement does not contain a provision requiring firefighters to retire at a specified age or if it contains a provision requiring firefighters to retire at an age under 60, the agreement is deemed to contain a provision requiring firefighters to retire at the age of 60 and a firefighter subject to the agreement shall, subject to subsection (4), retire at that age.
- 4. Section 57 of the Act is amended by adding the following clause:
 - (c) prescribing forms for the purposes of subsections 46.2 (6) and 46.4 (8).

Commencement

5. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 and 4 come into force on December 1, 2011.

Same

(3) Section 3 comes into force on the second anniversary of the day this Act receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the Fire Protection and Prevention Amendment Act, 2011.

Code des droits de la personne

- (5) Le présent article s'applique malgré le *Code des droits de la personne*.
- 3. L'article 53.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition sur la retraite obligatoire réputée incluse

- (3.1) La convention collective qui ne contient pas de disposition obligeant les pompiers à prendre leur retraite à un âge déterminé, ou qui en contient une les obligeant à le faire à un âge inférieur à 60 ans, est réputée inclure une disposition fixant l'âge de retraite obligatoire à 60 ans. Les pompiers visés par la convention doivent alors, sous réserve du paragraphe (4), prendre leur retraite à cet âge.
- 4. L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c) prescrire les formulaires pour l'application des paragraphes 46.2 (6) et 46.4 (8).

Entrée en vigueur

5. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 et 4 entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

Idem

(3) L'article 2 entre en vigueur au deuxième anniversaire du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* modifiant la Loi sur la prévention et la protection contre *l'incendie*.





2ND SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 182

Projet de loi 182

An Act to raise awareness about radon, provide for the Ontario Radon Registry and reduce radon levels in dwellings and workplaces Loi visant à sensibiliser le public au radon, à prévoir la création du Registre des concentrations de radon en Ontario et à réduire la concentration de ce gaz dans les logements et les lieux de travail

Mr. Moridi



M. Moridi

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 18, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 18 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Radon Awareness and Prevention Act, 2011* and amends the *Building Code Act, 1992* with respect to radon.

The Act provides for the establishment of the Ontario Radon Registry, and requires radon measurement specialists and laboratories to provide the Registry with specified information.

The Minister is required to educate the public about radon, and to encourage homeowners to measure the radon levels in their homes and take remedial action, if necessary.

The Minister is also required to ensure that the radon level in every provincially owned dwelling is measured and that remedial action is taken, if necessary. Similarly, owners of enclosed workplaces are required to ensure that the radon level in an enclosed workplace is measured and that remedial action is taken, if necessary.

The Building Code Act, 1992 is amended to provide authority for regulations that require dwellings to be constructed in a way that minimizes radon entry and facilitates post-construction radon removal. The Minister is required to review those requirements within five years after day the Radon Awareness and Prevention Act, 2011 comes into force.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la Loi de 2011 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz et modifie la Loi de 1992 sur le code du bâtiment en ce qui concerne le radon.

La Loi prévoit la création du Registre des concentrations de radon en Ontario et exige des spécialistes de la mesure du radon et des laboratoires qu'ils fassent consigner au Registre des renseignements précisés.

Le ministre est tenu d'informer le public sur le radon et d'encourager les propriétaires de logement à mesurer la concentration de ce gaz dans leur foyer ainsi qu'à prendre des mesures correctives, au besoin.

Le ministre est aussi tenu de faire en sorte que la concentration de radon soit mesurée dans tous les logements appartenant à la province et que des mesures correctives soient prises, au besoin. De même, les propriétaires de lieux de travail clos sont tenus de faire en sorte que la concentration de radon dans ces lieux soit mesurée et que des mesures correctives soient prises, au besoin.

Des modifications sont apportées à la Loi de 1992 sur le code du bâtiment pour conférer les pouvoirs nécessaires à la prise de règlements qui exigent que les méthodes de construction des logements permettent de réduire au minimum l'infiltration de radon et facilitent le retrait de ce gaz après la construction. Le ministre est tenu de faire un examen de ces exigences dans les cinq ans qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la Loi de 2011 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz.

2011

An Act to raise awareness about radon, provide for the Ontario Radon Registry and reduce radon levels in dwellings and workplaces Loi visant à sensibiliser le public au radon, à prévoir la création du Registre des concentrations de radon en Ontario et à réduire la concentration de ce gaz dans les logements et les lieux de travail

Note: This Act amends the *Building Code Act, 1992*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. (1) In this Act,
- "employer" has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*; ("employeur")
- "Minister" means the Minister of Municipal Affairs and Housing or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; ("ministre")
- "normal occupancy area" means any part of a dwelling, public building or workplace where a person is likely to spend more than four hours per day; ("aire normalement occupée")
- "project" has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*; ("chantier")
- "provincially owned dwelling" means a dwelling that is owned by the Province of Ontario; ("logement appartenant à la province")
- "radon measurement specialist" means a person who measures radon levels and meets the qualifications set out in the regulations; ("spécialiste de la mesure du radon")
- "worker" has the same meaning as in the Occupational Health and Safety Act; ("travailleur")
- "workplace" has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*. ("lieu de travail")

Application to the Crown

(2) This Act binds the Crown.

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

- 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- «aire normalement occupée» Partie d'un logement, d'un bâtiment public ou d'un lieu de travail où il est vraisemblable qu'une personne passe plus de quatre heures par jour. («normal occupancy area»)
- «chantier» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. («project»)
- «employeur» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail.* («employer»)
- «lieu de travail» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. («workplace»)
- «logement appartenant à la province» Logement qui appartient à la province de l'Ontario. («provincially owned dwelling»)
- «ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou tout autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)
- «spécialiste de la mesure du radon» Personne qui mesure les concentrations de radon et qui possède les qualifications énoncées dans les règlements. («radon measurement specialist»)
- «travailleur» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail.* («worker»)

Application à la Couronne

(2) La présente loi lie la Couronne.

Establishment of Registry

2. (1) The Minister shall establish, maintain and operate a registry known in English as the Ontario Radon Registry and in French as Registre des concentrations de radon en Ontario.

Contents of Registry

(2) The Registry shall contain the information provided to it under section 3.

Radon map

(3) The operator of the Registry shall create and maintain a map, based on the information contained in the Registry, that illustrates the levels of radon across Ontario.

Same

(4) The operator of the Registry shall make the radon map available to a member of the public on request, but shall not disclose personal information except for the purpose of complying with any applicable law.

Duty to provide information

- **3.** Any radon measurement specialist or laboratory that analyzes a sample to determine the sample's radon level shall provide the Ontario Radon Registry with the following information:
 - The name and address of the laboratory or radon measurement specialist.
 - 2. The name and address of the building or place at which the sample was taken.
 - 3. The radon level indicated by the sample.
 - Any other information prescribed by the regulations.

Duties of Minister, public education

4. (1) The Minister shall conduct public education programs, and provide the public with information, about the health risks associated with exposure to radon and ways to reduce the risks.

Same re homeowners

- (2) The Minister shall encourage homeowners to,
- (a) measure the radon level in the normal occupancy area of their home using a do-it-yourself kit or the services of a radon measurement specialist; and
- (b) unless otherwise specified by the regulations, take action to reduce the radon level if it exceeds 200 Bq/m³ per year.

Same

- (3) The Minister may do any of the following for the purposes of subsections (1) and (2):
 - 1. Use any type of media.

Création du Registre

2. (1) Le ministre crée et tient à jour un registre appelé Registre des concentrations de radon en Ontario en français et Ontario Radon Registry en anglais.

Contenu du Registre

(2) Le Registre contient les renseignements qui y sont consignés en application de l'article 3.

Carte des concentrations de radon

(3) Le responsable du Registre se sert des renseignements qui y sont consignés pour créer et tenir une carte illustrant les concentrations de radon dans tout l'Ontario.

Idem

(4) Le responsable du Registre met la carte des concentrations de radon à la disposition du public sur demande, mais ne doit pas divulguer de renseignements personnels si ce n'est pour se conformer à une loi applicable.

Obligation de communiquer des renseignements

- 3. Tout spécialiste de la mesure du radon ou laboratoire qui analyse un échantillon pour en déterminer la concentration de radon fait consigner les renseignements suivants dans le Registre des concentrations de radon en Ontario:
 - 1. Le nom et l'adresse du laboratoire ou du spécialiste de la mesure du radon.
 - 2. Le nom et l'adresse du bâtiment ou du lieu où a été prélevé l'échantillon.
 - 3. La concentration de radon indiquée par l'échantillon.
 - Tout autre renseignement prescrit par les règlements

Obligations du ministre : informer le public

4. (1) Le ministre dirige des programmes d'information du public et fournit à celui-ci des renseignements sur les risques que pose l'exposition au radon pour la santé ainsi que des manières de réduire ces risques.

Idem : propriétaires de logement

- (2) Le ministre encourage les propriétaires de logement à faire ce qui suit :
 - a) mesurer la concentration de radon dans l'aire normalement occupée de leur foyer à l'aide d'une trousse permettant de le faire soi-même ou en ayant recours aux services d'un spécialiste de la mesure du radon;
 - b) sauf disposition contraire des règlements, prendre des mesures pour réduire la concentration de radon si celle-ci dépasse 200 Bq/m³ par année.

Idem

- (3) Le ministre peut prendre les mesures suivantes pour l'application des paragraphes (1) et (2) :
 - 1. Avoir recours à tout type de média.

- 2. Implement a public awareness campaign.
- 3. Partner with not-for-profit organizations.
- 4. Include information in the school curriculum.
- 5. Any other thing that the Minister considers appropriate.

Duties of Minister, provincially owned dwellings

- **5.** (1) Subject to subsection (3), the Minister shall ensure that the radon level in the normal occupancy area of every provincially owned dwelling is measured by a radon measurement specialist,
 - (a) before December 31, 2021; and
 - (b) as frequently thereafter as may be prescribed by the regulations.

Same

(2) Unless otherwise specified by the regulations, the Minister shall ensure that reasonable action is taken to reduce the radon level if the measurement performed under subsection (1) indicates that it exceeds 200 Bq/m³ per year.

Same

(3) This section only applies with respect to a provincially owned dwelling if the occupier of the dwelling authorizes the radon measurement specialist to enter and take measurements in the dwelling.

Duties of owners of workplaces

- **6.** (1) The owner of an enclosed workplace that is not a project shall ensure that the radon level in the normal occupancy area of the workplace is measured by a radon measurement specialist,
 - (a) before December 31, 2016; and
 - (b) as frequently thereafter as may be prescribed by the regulations.

Same

(2) Unless otherwise specified by the regulations, the owner shall ensure that reasonable action is taken to reduce the radon level if the measurement performed under subsection (1) indicates that it exceeds 200 Bq/m³ per year.

Same

(3) If applicable, action must be taken under subsection (2) within two years after the day the owner receives the results indicating the radon level in the workplace.

Offence

7. (1) Subject to subsection (2), a person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than 12 months, or to both.

- 2. Mettre en oeuvre une campagne de sensibilisation du public.
- 3. S'associer avec des organismes sans but lucratif.
- 4. Incorporer de l'information dans le programme d'études des écoles.
- 5. Prendre toute autre mesure qu'il estime appropriée.

Obligations du ministre : logements appartenant à la province

- 5. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre fait en sorte que la concentration de radon dans l'aire normalement occupée de tous les logements appartenant à la province soit mesurée par un spécialiste de la mesure du radon :
 - a) avant le 31 décembre 2021;
 - b) par la suite, aussi souvent que le prescrivent les règlements.

Idem

(2) Sauf disposition contraire des règlements, le ministre fait en sorte que des mesures raisonnables soient prises pour réduire toute concentration de radon qui, selon la mesure effectuée conformément au paragraphe (1), dépasse 200 Bq/m³ par année.

Idem

(3) Le présent article ne s'applique à l'égard d'un logement appartenant à la province que si son occupant autorise le spécialiste de la mesure du radon à entrer pour y effectuer des mesures.

Obligations des propriétaires de lieux de travail

- **6.** (1) Le propriétaire d'un lieu de travail clos qui n'est pas un chantier fait en sorte que la concentration de radon dans l'aire normalement occupée de ce lieu de travail soit mesurée par un spécialiste de la mesure du radon :
 - a) avant le 31 décembre 2016;
 - b) par la suite, aussi souvent que le prescrivent les règlements.

Idem

(2) Sauf disposition contraire des règlements, le propriétaire fait en sorte que des mesures raisonnables soient prises pour réduire toute concentration de radon qui, selon la mesure effectuée conformément au paragraphe (1), dépasse 200 Bq/m³ par année.

Idem

(3) S'il y a lieu, des mesures doivent être prises conformément au paragraphe (2) dans les deux ans qui suivent le jour où le propriétaire reçoit les résultats indiquant la concentration de radon dans le lieu de travail.

Infraction

7. (1) Sous réserve du paragraphe (2), quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une peine d'emprisonnement maximale de 12 mois, ou d'une seule de ces peines.

Same

(2) If a corporation is convicted of an offence under subsection (1), the maximum fine that may be imposed upon the corporation is \$500,000.

Regulations

- **8.** (1) The Minister may make regulations,
- (a) prescribing qualifications for the purposes of the definition of "radon measurement specialist" in subsection 1 (1);
- (b) prescribing information that shall be provided to the Ontario Radon Registry under paragraph 4 of section 3;
- (c) prescribing how frequently the radon level in provincially owned dwellings and enclosed workplaces must be measured;
- (d) specifying radon levels for the purposes of clause 4 (2) (b) and subsections 5 (2) and 6 (2).

Same

(2) A regulation may establish classes of provincially owned dwellings or enclosed workplaces and may contain different provisions and requirements for different classes.

Same

(3) A regulation may incorporate a document or publication made by the Government of Canada as it may be amended from time to time.

Building Code Act, 1992 amendments

- 9. (1) Subsection 34 (1) of the *Building Code Act*, 1992 is amended by adding the following paragraph:
- 3.1.1 requiring any building that will be used as a dwelling to be constructed in a manner and using materials that minimize radon entry and facilitate post-construction radon removal;
- (2) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Review, standards for radon prevention

(8) The Minister shall initiate a review of the building code with reference to requirements relating to radon prevention in dwellings within five years after the day this Act comes into force.

Commencement

10. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the Radon Awareness and Prevention Act, 2011.

Idem

(2) Une personne morale déclarée coupable d'une infraction au titre du paragraphe (1) peut se voir imposer une amende maximale de 500 000 \$.

Règlements

- **8.** (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) prescrire les qualifications requises pour l'application de la définition de «spécialiste de la mesure du radon» au paragraphe 1 (1);
- b) prescrire les renseignements qui doivent être consignés dans le Registre des concentrations de radon en Ontario conformément à la disposition 4 de l'article 3;
- c) prescrire la fréquence à laquelle doit être mesurée la concentration de radon dans les logements appartenant à la province et dans les lieux de travail clos;
- d) préciser les concentrations de radon pour l'application de l'alinéa 4 (2) b) et des paragraphes 5 (2) et 6 (2).

Idem

(2) Un règlement peut constituer des catégories de logements appartenant à la province ou de lieux de travail clos et prévoir différentes dispositions et exigences pour les différentes catégories.

Idem

(3) Un règlement peut incorporer un document ou une publication préparé par le gouvernement du Canada dans ses versions successives.

Modification de la Loi de 1992 sur le code du bâtiment

- 9. (1) Le paragraphe 34 (1) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par adjonction de la disposition suivante :
- 3.1.1 exiger que les méthodes de construction de tout bâtiment qui servira de logement et les matériaux employés à cette fin permettent de réduire au minimum l'infiltration de radon et facilitent le retrait de ce gaz après la construction;
- (2) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Examen : normes relatives à la protection contre l'infiltration du radon

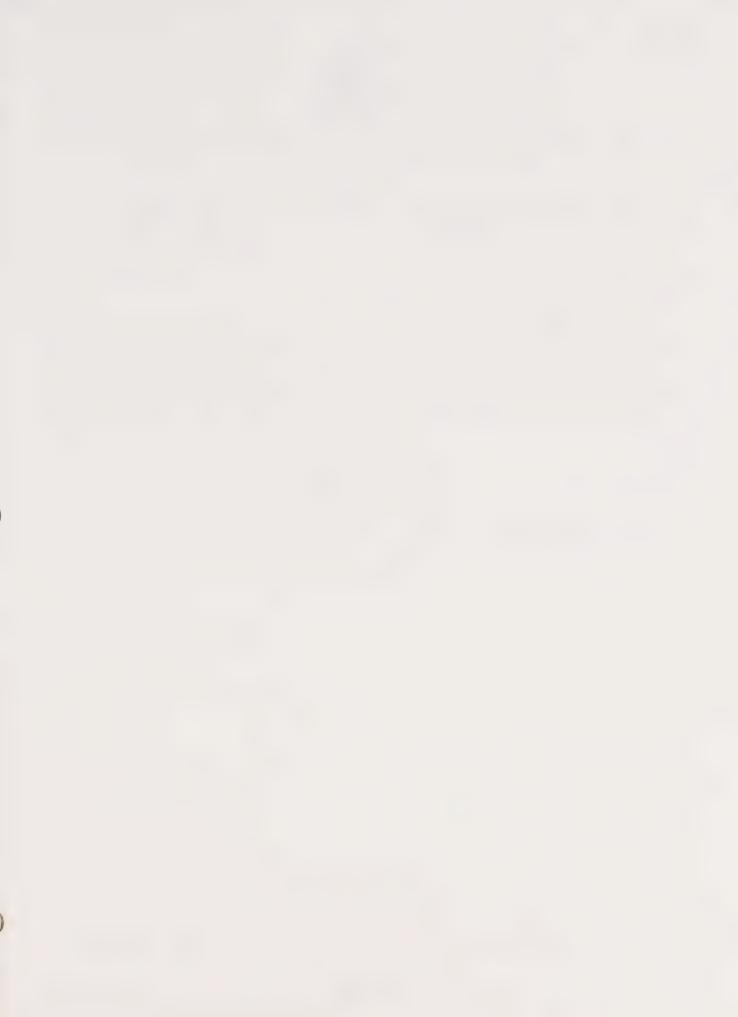
(8) Le ministre fait faire un examen du code du bâtiment en ce qui a trait aux exigences relatives à la protection contre l'infiltration du radon dans les logements dans les cinq ans qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz.







2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 183

Projet de loi 183

An Act to amend the Ombudsman Act and the Police Services Act with respect to investigating designated public bodies Loi modifiant
la Loi sur l'ombudsman et
la Loi sur les services policiers
en ce qui a trait aux enquêtes au sujet
des organismes publics désignés





M. Marchese

Private Member's Bill

1st Reading April 19, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 19 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





The Bill amends the *Ombudsman Act* and the *Police Services Act* to give power to the Ombudsman to do anything it may do with respect to a governmental organization under the *Ombudsman Act* to a university, hospital, long-term care home, school board, children's aid society, retirement home and the office of the Independent Police Review Director.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'ombudsman* et la *Loi sur les services policiers* pour donner à l'ombudsman le pouvoir de faire à l'égard d'une université, d'un hôpital, d'un foyer de soins de longue durée, d'un conseil scolaire, d'une société d'aide à l'enfance, d'une maison de retraite et du bureau du directeur indépendant d'examen de la police tout ce que la *Loi sur l'ombudsman* l'autorise à faire à l'égard d'une organisation gouvernementale.

An Act to amend the Ombudsman Act and the Police Services Act with respect to investigating designated public bodies Loi modifiant la Loi sur l'ombudsman et la Loi sur les services policiers en ce qui a trait aux enquêtes au sujet des organismes publics désignés

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

OMBUDSMAN ACT

1. (1) The *Ombudsman Act* is amended by adding the following section:

Ombudsman may investigate designated public bodies

- **14.1** (1) Anything that the Ombudsman may do under this Act in respect of a governmental organization, the Ombudsman may do in respect of,
 - (a) a university, college of applied arts and technology or other post-secondary institution;
 - (b) a society within the meaning of the *Child and Family Services Act*;
 - (c) a board within the meaning of the Education Act;
 - (d) a home for special care within the meaning of the *Homes for Special Care Act*;
 - (e) a long-term care home within the meaning of the Long-Term Care Homes Act, 2007;
 - (f) the office of the Independent Police Review Director within the meaning of the *Police Services Act*;
 - (g) a private hospital within the meaning of the *Private Hospitals Act*; and
 - (h) a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*.

Reference to a governmental organization

(2) If the Ombudsman does or proposes to do anything in respect of a body listed in subsection (1), any reference in this Act to a governmental organization shall be read as a reference to the body.

Remarque: La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-enligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR L'OMBUDSMAN

1. (1) La *Loi sur l'ombudsman* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Autorisation d'enquêter sur les organismes publics désignés

- **14.1** (1) L'ombudsman peut faire à l'égard des organismes suivants tout ce que la présente loi l'autorise à faire à l'égard d'organisations gouvernementales :
 - a) une université, un collège d'arts appliqués et de technologie ou un autre établissement postsecondaire;
 - b) une société au sens de la *Loi sur les services à l'en*fance et à la famille;
 - c) un conseil ou conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation;
 - d) un foyer de soins spéciaux au sens de la *Loi sur les* foyers de soins spéciaux;
 - e) un foyer de soins de longue durée au sens de la Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée;
 - f) le bureau du directeur indépendant d'examen de la police au sens de la *Loi sur les services policiers*;
 - g) un hôpital privé au sens de la *Loi sur les hôpitaux* privés;
 - h) un hôpital au sens de la Loi sur les hôpitaux publics.

Mention d'une organisation gouvernementale

(2) Si l'ombudsman fait ou envisage de faire quoi que ce soit à l'égard d'un organisme visé au paragraphe (1), toute mention dans la présente loi d'une organisation gouvernementale vaut mention de l'organisme.

- (2) Subsection 14.1 (1) of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out "and" at the end of clause (g), by adding "and" at the end of clause (h) and by adding the following clause:
 - (i) a retirement home within the meaning of the *Retirement Homes Act*, 2010.

POLICE SERVICES ACT

2. Section 97 of the *Police Services Act* is repealed.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 1 (2) comes into force on the later of the day this Act receives Royal Assent and the day section 35 of the *Retirement Homes Act*, 2010 comes into force.

Short title

4. The short title of this Act is the Ombudsman Statute Law Amendment Act (Designated Public Bodies), 2011.

- (2) Le paragraphe 14.1 (1) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - i) une maison de retraite au sens de la *Loi de 2010* sur les maisons de retraite.

LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

2. L'article 97 de la *Loi sur les services policiers* est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Le paragraphe 1 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour où la présente loi reçoit la sanction royale et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 35 de la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui a trait à l'ombudsman (organismes publics désignés).



2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 184

Projet de loi 184

An Act respecting student associations at post-secondary educational institutions in Ontario

Loi sur les associations étudiantes constituées au sein des établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario



Co-sponsors:

Mr. Naqvi Mr. Marchese **Coparrains:**

M. Naqvi M. Marchese

Private Members' Bill

1st Reading April 19, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 19 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





The College and University Student Associations Act, 2011 is enacted to recognize the autonomy of student associations at post-secondary educational institutions, to provide for the good governance of student associations, to require accountability of student associations to their members, to promote collaboration and agreement between student associations and post-secondary educational institutions and to ensure the collection and remittance by post-secondary educational institutions of fees levied by student associations.

NOTE EXPLICATIVE

La Loi de 2011 sur les associations étudiantes des collèges et des universités est édictée pour reconnaître l'autonomie des associations étudiantes constituées au sein des établissements d'enseignement postsecondaire, prévoir la saine gestion des associations étudiantes, exiger la responsabilisation des associations étudiantes vis-à-vis de leurs membres, favoriser la collaboration et l'entente entre les associations étudiantes et les établissements d'enseignement postsecondaire et faire en sorte que les établissements d'enseignement postsecondaire perçoivent et versent les droits prélevés par les associations étudiantes.

2011

An Act respecting student associations at post-secondary educational institutions in Ontario

Loi sur les associations étudiantes constituées au sein des établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Purposes

- 1. The purposes of this Act are,
- (a) to recognize the autonomy of student associations at post-secondary educational institutions;
- (b) to provide for the good governance of student associations;
- (c) to require accountability of student associations to their members:
- (d) to promote collaboration and agreement between student associations and post-secondary educational institutions; and
- (e) to ensure the collection and remittance by postsecondary educational institutions of fees levied by student associations.

Definitions

- 2. In this Act,
- "council" means, in respect of a student association, a council, board of directors or similar body elected by and from the members of the student association; ("conseil")
- "fees" means fees levied by a student association on its members on an annual or other regular basis; ("droits")
- "post-secondary educational institution" means a college of applied arts and technology established under the Ontario Colleges of Applied Arts and Technology Act, 2002, a university that receives regular and ongoing operating funding from the province for purposes of post-secondary education and any other institution prescribed by the regulations; ("établissement d'enseignement postsecondaire")
- "student association" means a student organization, other than a provincial or national student organization, whose purpose is to represent the interests of students at a post-secondary educational institution and that is,
 - (a) a corporation without share capital that is subject to the Corporations Act, or

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Objets

- 1. Les objets de la présente loi sont les suivants :
- a) reconnaître l'autonomie des associations étudiantes constituées au sein des établissements d'enseignement postsecondaire;
- b) prévoir la saine gestion des associations étudiantes;
- c) exiger la responsabilisation des associations étudiantes vis-à-vis de leurs membres;
- d) favoriser la collaboration et l'entente entre les associations étudiantes et les établissements d'enseignement postsecondaire;
- e) faire en sorte que les établissements d'enseignement postsecondaire perçoivent et versent les droits prélevés par les associations étudiantes.

Définitions

- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente
- «association étudiante» Organisation étudiante, sauf une organisation étudiante provinciale ou nationale, qui a pour mission de représenter les intérêts des étudiants d'un établissement d'enseignement postsecondaire et qui, selon le cas:
 - a) est une personne morale sans capital-actions assujettie à la Loi sur les personnes morales;
 - b) est prescrite par les règlements. («student association»)
- «conseil» À l'égard d'une association étudiante, s'entend d'un conseil, d'un conseil d'administration ou d'un autre organe semblable dont les membres sont élus par et parmi les membres de l'association. («council»)
- «droits» Droits prélevés par une association étudiante auprès de ses membres chaque année ou à un autre intervalle régulier. («fees»)
- «établissement d'enseignement postsecondaire» Collège d'arts appliqués et de technologie ouvert en vertu de la Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de tech-

(b) prescribed by the regulations. ("association étudiante")

Governance of student associations

3. (1) The business and affairs of a student association must be managed by a council in accordance with by-laws approved by the members of the student association, the provisions of this Act and any other legislation to which the student association is subject.

By-laws

- (2) Subject to any other legislation to which it is subject, a student association may include in its by-laws, but is not limited to including, provisions governing,
 - (a) requirements for membership in the student association;
 - (b) the required qualifications of a member for election to the council or to be appointed an officer of the student association, and the time and manner of conducting elections;
 - (c) the number of required council members and officers and the duties of the officers;
 - (d) the calling of meetings of the council and of the members of the student association and the quorum and conduct of business at meetings;
 - (e) the acquisition, management and disposition of property by the student association;
 - (f) the appointment of an auditor and the preparation and auditing of the student association's financial statements; and
 - (g) the establishment, maintenance and use of membership lists in accordance with applicable legislation governing the collection, use and disclosure of personal information.

Levying of fees and administration of funds

4. A student association may levy fees on its members in accordance with its by-laws and may administer all money and property that it receives and holds, whether derived from fees, donations, business ventures or otherwise.

Collection and remittance of fees

5. (1) If a student association at a post-secondary educational institution has entered into an agreement with the post-secondary educational institution under which the post-secondary educational institution agrees to collect and remit to the student association the fees levied by the student association on its members, the post-secondary educational institution shall collect and remit the fees in accordance with that agreement.

nologie de l'Ontario, université qui reçoit des fonds de fonctionnement permanents de la Province aux fins de l'enseignement postsecondaire et tout autre établissement que prescrivent les règlements. («post-secondary educational institution»)

Gestion des associations étudiantes

3. (1) Les activités et les affaires d'une association étudiante doivent être gérées par un conseil conformément aux règlements administratifs adoptés par les membres de l'association, aux dispositions de la présente loi et à tout autre texte législatif auquel est assujettie l'association.

Règlements administratifs

- (2) Sous réserve de tout autre texte législatif auquel elle est assujettie, une association étudiante peut notamment inclure dans ses règlements administratifs des dispositions régissant ce qui suit :
 - a) les exigences relatives à l'adhésion à l'association;
 - b) les qualifications que doit posséder un membre pour être élu au conseil ou nommé dirigeant de l'association ainsi que le moment des élections et la manière de les tenir:
 - c) le nombre de membres et de dirigeants qui doivent siéger au conseil et les fonctions des dirigeants;
 - d) la convocation des réunions du conseil et des assemblées des membres de l'association ainsi que le quorum et les délibérations lors des réunions et assemblées;
 - e) l'acquisition, la gestion et la disposition de biens par l'association;
 - f) la nomination d'un vérificateur ainsi que la préparation et la vérification des états financiers de l'association;
 - g) la création, la tenue et l'utilisation des listes des membres conformément aux lois applicables qui régissent la collecte, l'utilisation et la divulgation de renseignements personnels.

Prélèvement de droits et administration de fonds

4. Une association étudiante peut prélever des droits auprès de ses membres conformément à ses règlements administratifs et peut administrer tous les fonds et les biens qu'elle détient et reçoit, notamment par voie de droits, de dons ou de profits.

Perception et versement des droits

5. (1) Si une association étudiante constituée au sein d'un établissement d'enseignement postsecondaire a conclu, avec cet établissement, une entente selon laquelle l'établissement accepte de percevoir les droits prélevés par l'association auprès de ses membres et de les lui verser, l'établissement perçoit ces droits et les verse aux termes de l'entente.

If no agreement between student association and post-secondary educational institution

- (2) If a student association at a post-secondary educational institution and the post-secondary educational institution have not entered into an agreement described in subsection (1), the following rules apply:
 - The post-secondary educational institution shall collect the fees from the members and remit the amounts collected to the student association not more than 60 days after the last day for registration of students in each registration period at the postsecondary educational institution.
 - 2. The post-secondary educational institution may cease collecting or remitting the fees to the student association if, in the case of a student association that is subject to the *Corporations Act*, the student association fails to comply with that Act.

Regulations

6. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing anything referred to in this Act as prescribed by the regulations.

Transitional, Not-for-Profit Corporations Act, 2010

- 7. (1) Clause (a) of the definition of "student association" in section 2 of this Act is amended by striking out "Corporations Act" and substituting "Not-for-Profit Corporations Act, 2010".
- (2) Paragraph 2 of subsection 5 (2) of this Act is amended by striking out "Corporations Act" and substituting "Not-for-Profit Corporations Act, 2010".

Commencement

8. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 7 comes into force on the later of the day subsection 211 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act*, 2010 comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Short title

9. The short title of this Act is the College and University Student Associations Act, 2011.

Absence d'entente entre une association étudiante et un établissement d'enseignement postsecondaire

- (2) Si une association étudiante constituée au sein d'un établissement d'enseignement postsecondaire n'a pas conclu d'entente visée au paragraphe (1) avec l'établissement, les règles suivantes s'appliquent :
 - L'établissement perçoit les droits auprès des membres et verse les sommes perçues à l'association dans les 60 jours qui suivent le dernier jour de chaque période d'inscription des étudiants à l'établissement.
 - L'établissement peut cesser de percevoir les droits ou de les verser à l'association étudiante si, dans le cas d'une association assujettie à la Loi sur les personnes morales, celle-ci ne se conforme pas à cette loi.

Règlements

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par les règlements.

Disposition transitoire : Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif

- 7. (1) L'alinéa a) de la définition d'«association étudiante», à l'article 2 de la présente loi, est modifié par substitution de «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif» à «Loi sur les personnes morales».
- (2) La disposition 2 du paragraphe 5 (2) de la présente loi est modifiée par substitution de «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif» à «Loi sur les personnes morales».

Entrée en vigueur

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 7 entre en vigueur le dernier en date du jour où le paragraphe 211 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* entre en vigueur et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur les associations étudiantes des collèges et des universités.











2° SESSION, 39° LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II. 2011

Bill 185

Projet de loi 185

An Act to proclaim British Home Child Day

Loi proclamant le Jour des petits immigrés britanniques

Co-sponsors:

Mr. Brownell Ms DiNovo Mr. Clark

Private Members' Bill

1st Reading April 20, 2011

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



M. Brownell M^{me} DiNovo M. Clark

Projet de loi de députés

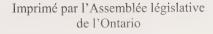
1^{re} lecture 20 avril 2011

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario







NOTE EXPLICATIVE

The Bill proclaims September 28 in each year as British Home Child Day.

Le projet de loi proclame le 28 septembre de chaque année Jour des petits immigrés britanniques.

2011

An Act to proclaim **British Home Child Day**

Loi proclamant le Jour des petits immigrés britanniques

Preamble

Between 1869 and the late 1940s, during the child emigration movement, over 100,000 British children were sent to Canada from Great Britain. Motivated by social and economic forces, these orphaned and abandoned children were sent by church and philanthropic organizations. Many settled in Ontario. These boys and girls, ranging in age from six months to 18 years, were the British home children.

The British home children were sent to Canada on the belief that the children would have a better chance to live a healthy and moral life. The organizations that sent these children believed that Canadian families in rural Canada would welcome them as a source of farm labour and domestic help.

The resulting experience faced by many of these children was not what had been expected. With little monitoring by the organizations involved, many of the home children faced considerable challenges and tremendous hardships in Canada.

Many of the children were lonely and sad. Some were malnourished and others were emotionally starved. Many of the home children worked from sunrise until sunset, and children as young as eight years old were expected to milk cows and labour in the fields. Many siblings were separated and never saw each other again.

The story of the British home children, however, does not end with adversity and hardship. With remarkable courage, determination, perseverance and strength, these children overcame the obstacles before them. Most established roots in Canada and in Ontario, and many went on to lead productive lives and contribute to the economy of Ontario.

British Home Child Day is intended to recognize and honour the contributions of the British home children who established roots in Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

British Home Child Day

1. September 28 in each year is proclaimed as British Home Child Day.

Préambule

Lors du mouvement d'émigration des enfants, qui a duré de 1869 à la fin des années 1940, plus de 100 000 enfants britanniques ont été envoyés de la Grande-Bretagne au Canada. Motivés par des raisons économiques et sociales, des organismes religieux et philanthropiques ont envoyé ces enfants orphelins et abandonnés au Canada. Nombre d'entre eux sont venus en Ontario. Ces garçons et filles, âgés de six mois à 18 ans, étaient les petits immigrés bri-

Les petits immigrés britanniques ont été envoyés au Canada parce que l'on croyait qu'ils auraient de meilleures chances d'y vivre en bonne santé physique et morale. Les organismes qui les ont envoyés croyaient que les familles canadiennes dans les régions rurales du Canada leur feraient bon accueil parce qu'ils constitueraient une source de main-d'oeuvre agricole et domestique.

Les résultats de l'expérience vécue par nombre de ces enfants ne furent pas ceux auxquels on s'attendait. Les organismes en cause ayant exercé une surveillance minimale, un grand nombre des petits immigrés ont dû faire face à de grandes difficultés et à des conditions extrêmement pénibles au Canada.

De nombreux enfants étaient esseulés et tristes. Certains souffraient de malnutrition, tandis que d'autres souffraient de carence affective. Un grand nombre des petits immigrés ont dû travailler du lever au coucher du soleil, tandis que d'autres ont dû traire les vaches et labourer les champs dès l'âge de huit ans. Nombreux sont les frères et soeurs qui ont été séparés pour ne jamais se revoir.

L'histoire des petits immigrés britanniques ne se résume toutefois pas à l'adversité et aux épreuves. C'est avec un degré remarquable de courage, de détermination, de persévérance et de force de caractère que ces enfants ont pu surmonter les obstacles qui se présentaient à eux. La plupart se sont établis au Canada et en Ontario et beaucoup d'entre eux ont mené des vies productives et contribué à l'économie de l'Ontario.

Le Jour des petits immigrés britanniques a pour but de reconnaître et de célébrer les contributions des petits immigrés britanniques qui se sont installés en Ontario.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte:

Jour des petits immigrés britanniques

1. Le 28 septembre de chaque année est proclamé Jour des petits immigrés britanniques.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the British Home Child Day Act, 2011.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur le Jour des petits immigrés britanniques.



2^e SESSION, 39^e LÉGISLATURE, ONTARIO 60 ELIZABETH II, 2011

Bill 185

(Chapter 14 Statutes of Ontario, 2011)

An Act to proclaim British Home Child Day

Projet de loi 185

(Chapitre 14 Lois de l'Ontario de 2011)

Loi proclamant le Jour des petits immigrés britanniques



Co-sponsors:

Mr. Brownell Ms DiNovo Mr. Clark

Coparrains:

M. Brownell
M^{me} DiNovo
M. Clark

1st Reading	April 20, 2011
2nd Reading	May 19, 2011
3rd Reading	May 19, 2011
Royal Assent	June 1, 2011

1 ^{re} lecture	20 avril 2011
2 ^e lecture	19 mai 2011
3 ^e lecture	19 mai 2011

Sanction royale 1^{er} juin 2011





This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 185 and does not form part of the law. Bill 185 has been enacted as Chapter 14 of the Statutes of Ontario, 2011.

The Bill proclaims September 28 in each year as British Home Child Day.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 185, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 185 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 2011.

Le projet de loi proclame le 28 septembre de chaque année Jour des petits immigrés britanniques.

An Act to proclaim British Home Child Day

Loi proclamant le Jour des petits immigrés britanniques

Preamble

Between 1869 and the late 1940s, during the child emigration movement, over 100,000 British children were sent to Canada from Great Britain. Motivated by social and economic forces, these orphaned and abandoned children were sent by church and philanthropic organizations. Many settled in Ontario. These boys and girls, ranging in age from six months to 18 years, were the British home children.

The British home children were sent to Canada on the belief that the children would have a better chance to live a healthy and moral life. The organizations that sent these children believed that Canadian families in rural Canada would welcome them as a source of farm labour and domestic help.

The resulting experience faced by many of these children was not what had been expected. With little monitoring by the organizations involved, many of the home children faced considerable challenges and tremendous hardships in Canada.

Many of the children were lonely and sad. Some were malnourished and others were emotionally starved. Many of the home children worked from sunrise until sunset, and children as young as eight years old were expected to milk cows and labour in the fields. Many siblings were separated and never saw each other again.

The story of the British home children, however, does not end with adversity and hardship. With remarkable courage, determination, perseverance and strength, these children overcame the obstacles before them. Most established roots in Canada and in Ontario, and many went on to lead productive lives and contribute to the economy of Ontario.

British Home Child Day is intended to recognize and honour the contributions of the British home children who established roots in Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

British Home Child Day

1. September 28 in each year is proclaimed as British Home Child Day.

Préambule

Lors du mouvement d'émigration des enfants, qui a duré de 1869 à la fin des années 1940, plus de 100 000 enfants britanniques ont été envoyés de la Grande-Bretagne au Canada. Motivés par des raisons économiques et sociales, des organismes religieux et philanthropiques ont envoyé ces enfants orphelins et abandonnés au Canada. Nombre d'entre eux sont venus en Ontario. Ces garçons et filles, âgés de six mois à 18 ans, étaient les petits immigrés britanniques.

Les petits immigrés britanniques ont été envoyés au Canada parce que l'on croyait qu'ils auraient de meilleures chances d'y vivre en bonne santé physique et morale. Les organismes qui les ont envoyés croyaient que les familles canadiennes dans les régions rurales du Canada leur feraient bon accueil parce qu'ils constitueraient une source de main-d'oeuvre agricole et domestique.

Les résultats de l'expérience vécue par nombre de ces enfants ne furent pas ceux auxquels on s'attendait. Les organismes en cause ayant exercé une surveillance minimale, un grand nombre des petits immigrés ont dû faire face à de grandes difficultés et à des conditions extrêmement pénibles au Canada.

De nombreux enfants étaient esseulés et tristes. Certains souffraient de malnutrition, tandis que d'autres souffraient de carence affective. Un grand nombre des petits immigrés ont dû travailler du lever au coucher du soleil, tandis que d'autres ont dû traire les vaches et labourer les champs dès l'âge de huit ans. Nombreux sont les frères et soeurs qui ont été séparés pour ne jamais se revoir.

L'histoire des petits immigrés britanniques ne se résume toutefois pas à l'adversité et aux épreuves. C'est avec un degré remarquable de courage, de détermination, de persévérance et de force de caractère que ces enfants ont pu surmonter les obstacles qui se présentaient à eux. La plupart se sont établis au Canada et en Ontario et beaucoup d'entre eux ont mené des vies productives et contribué à l'économie de l'Ontario.

Le Jour des petits immigrés britanniques a pour but de reconnaître et de célébrer les contributions des petits immigrés britanniques qui se sont installés en Ontario.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour des petits immigrés britanniques

1. Le 28 septembre de chaque année est proclamé Jour des petits immigrés britanniques.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the British Home Child Day Act, 2011.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2011* sur le Jour des petits immigrés britanniques.





